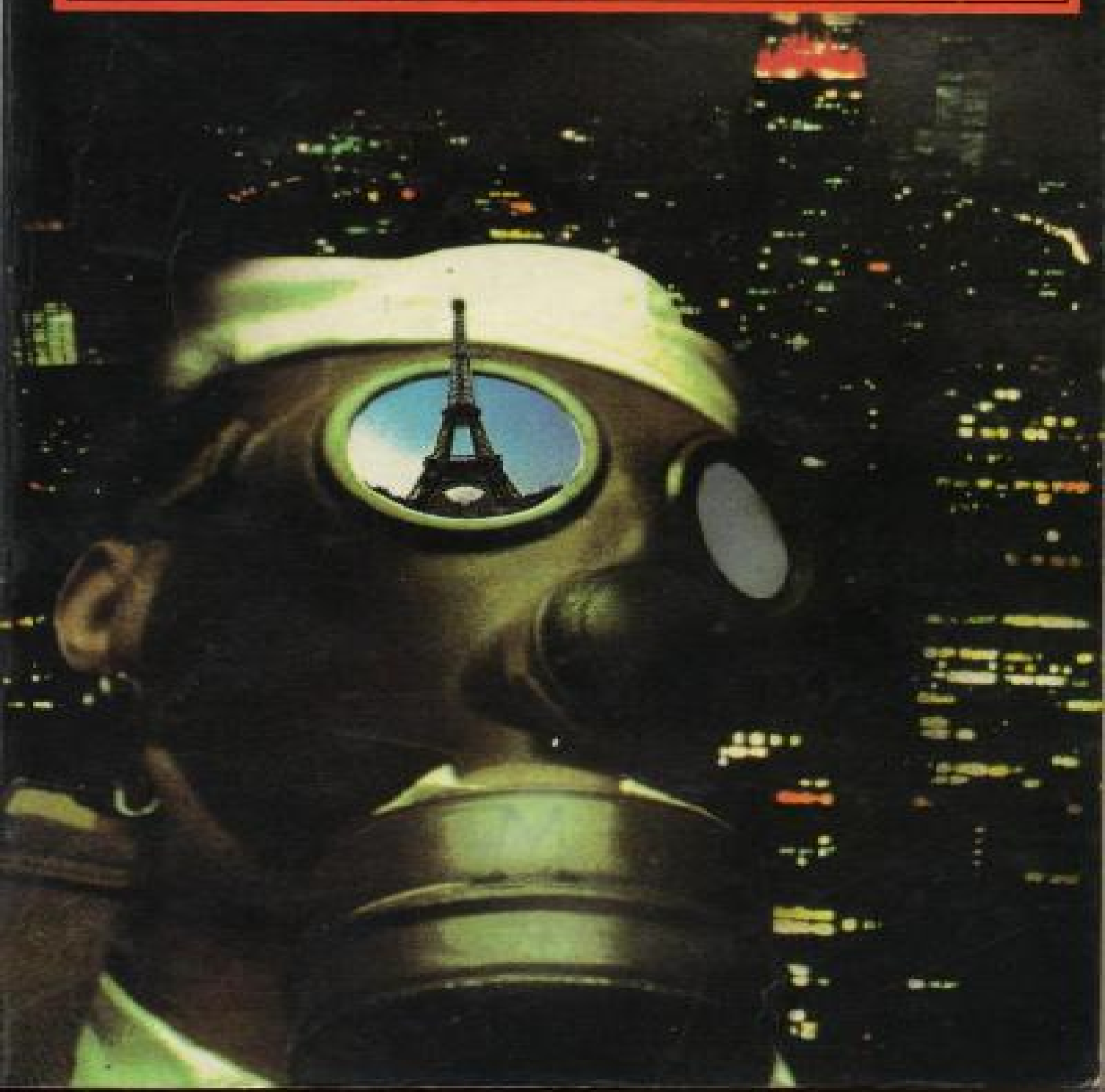


Hélène Crié et Yves Lenoir

TCHERNOBYL SUR SEINE



TCHERNOBYL sur SEINE

Hélène CRIE et Yves LENOIR

PREMIÈRE PARTIE

UNE SI JOLIE PLOMBERIE

Vendredi 6 décembre 1990. Nogent-sur-Seine. 20 h 45.

Les batteries sont vides. Le preneur de son constate le fait si posément qu'armèle Tchernicov retient une envie folle de le gifler.

Dans une minute, l'équipe du quart de nuit sera au complet sur le parking de la centrale nucléaire. Les hommes n'attendront certainement pas que l'équipe de télévision soit prête à filmer pour franchir la barrière magnétique.

Se calmer... Surtout, ne pas se mettre en colère, jouer les professionnelles relax, même si c'est seulement son deuxième reportage pour la télévision. Jusqu'à présent, le reportage s'est bien passé. Le rédacteur en chef lui a confié ce sujet important pour la tester, elle, journaliste professionnelle, certes, mais sans contrat, simple pigiste. Il entend vérifier si elle est aussi bonne sur le terrain que dans ses dossiers. Pour rien au monde elle ne raterait ce magazine qui doit passer à l'antenne dans une semaine. Bientôt, la centrale fêtera le troisième anniversaire de sa mise en service industrielle.

La jeune femme se frotte les oreilles. Sur ce parking immense et pratiquement vide à cette heure, le froid et l'humidité semblent s'infiltrer plus profondément que sur le site, où ils ont tourné avant que la nuit tombe.

Tout à l'heure, les pylônes électriques et les grillages hérissés de piquants ne réchauffaient pas l'atmosphère, non. Simplement, des camions passaient, les tenues bleues des gardiens, les cottes orange des ouvriers, les jupes multicolores de quelques femmes, et même des pelouses bien vertes en dépit de la saison, imprimaient des touches de gaieté aux colossaux bâtiments gris du centre de production nucléaire.

Maintenant, des lumières glauques, floues derrière les néons criards des barrières d'entrée, noient les deux cent dix hectares où s'étale la centrale.

Armèle scrute la nuit. Elle cherche la Seine au-delà du grand chenal évacuateur de crues. Derrière les raides peupliers tout nus, peut-être? Seules les deux tours de réfrigération atmosphérique sont bien nettes, à gauche du parc de stationnement, illuminées de jaune à la base, couronnées d'ampoules rouges au sommet de leur gueule béante, d'où s'échappe un brouillard compact de vapeur d'eau et de gouttelettes minuscules.

« C'est bon, lance le preneur de son. On fait une mire avec le projecteur ? »

Goguenards et curieux, les huit agents EDF observent les journalistes. Cette prise de quart peu ordinaire leur est imposée par la direction de la centrale, qui a donné l'autorisation à TF1 de filmer jusqu'à 21 h. A cette heure précise, l'équipe de conduite de nuit disparaîtra dans les entrailles de la zone nucléaire.

Trois d'entre eux sont arrivés avant l'heure, pour discuter avec Armèle Tchernicov. Les deux premiers n'ont pas voulu décliner à l'antenne leurs noms de famille, uniquement leurs prénoms : Raymond, chef de quart, responsable de la marche d'une des deux tranches du centre de production; Robert, agent d'exploitation chevronné ; et Hervé Ruel, chef de bloc, opérateur de conduite du réacteur en salle des commandes.

Le cameraman a conduit Hervé Ruel près du grillage, pour que les tours de refroidissement soient sur l'image.

« Hervé, racontez-moi votre métier. »

La question est stupide, s'est reproché Armèle. Tant pis, on coupera au montage.

« Une centrale nucléaire, c'est comme un navire. Un quart de nuit, je vois ça comme une croisière au grand large... »

Le chef de bloc a décrit les roulements de chaque équipe sur trois semaines et sur trois plages horaires, leur semaine de repos, et leur reprise du travail, toujours ensemble, un groupe soudé par l'amitié et des habitudes collectives immuables. Il a insisté sur la minutie des tâches, finalement assez répétitives, sur la stricte organisation qui interdit toute initiative des opérateurs durant le pilotage.

« Vous voyez ces tours ? a enchaîné Hervé Ruel. Elles fascinent complètement les gens : elles sont énormes et leur panache se voit de loin. Pour tout le monde, pour vous aussi puisqu'on les montre toujours à la télévision, elles sont le symbole de l'énergie nucléaire. Quand les écologistes veulent faire peur, ils dessinent des têtes de mort dans les volutes. C'est idiot. Tant que ça crache, c'est que tout va bien. Et ce soir, nous prenons notre quart sur une tranche qui fonctionne à la perfection. »

armèle Tchernicov songeait au navire électrique lorsque le preneur de son s'est enfin déclaré prêt. Il était temps ! Les huit hommes de la tranche 1 emboîtent déjà le pas à leurs collègues de la tranche 2. Ceux-ci prennent leur quart en même temps.

L'équipe de télévision a juste le temps de franchir les tourniquets magnétiques avant eux pour les filmer de face en train de valider leur badge. Les agents embarquent aussitôt dans la navette du personnel. Aimable — il a ordre de faciliter les prises de vues — le conducteur du car ne démarre pas avant que le cameraman soit en position dans sa voiture pour filmer le trajet.

Au moins six cents mètres de route jusqu'à la tour d'accès. Entre-temps, un second passage magnétique à franchir : l'entrée de la zone de production nucléaire.

La navette file vite. La caméra capte au petit bonheur des flashes de lumière, de grillages renforcés, de bâtiments sombres dans l'ombre.

Le minibus pile au pied de la tour d'accès. Rien de spectaculaire : une simple cage d'escalier haute de vingt mètres. Coopératifs, les agents attendent que l'opérateur image soit sorti de la voiture, caméra sur l'épaule, pour franchir la porte un à un.

Armèle sait où ils vont. Cet après-midi, l'équipe de TF1 était autorisée à tourner en zone contrôlée. Naturellement, pas dans l'enceinte du réacteur. Mais la journaliste a enregistré sur les cassettes vidéo la salle de commande, la salle des machines, les auxiliaires nucléaires, les armoires électriques, les

instruments de radioprotection... Elle a vu en quelques heures tant de vannes, de soupapes, de pompes et de moteurs, d'acier, de cuivre et de béton, elle a entendu tant d'explications techniques, de discours sur la sécurité et la technologie, qu'elle ne peut réprimer un léger vertige en répondant au signe qu'Hervé Ruel lui adresse en disparaissant à son tour dans le bâtiment.

Intérieur de la centrale. 21 h.

Les hommes du quart précédent ne sont pas contents. La relève est en retard. Les nouveaux arrivants manifestent une bonne humeur peu ordinaire pour un vendredi soir.

« Si vous aviez vu Ruel face à la caméra ! plaisante le vieux Robert. Comment elle a fait, la journaliste, pour te mettre si facilement à l'aise ?

— Arrête, ce n'est pas son genre ! Hervé n'aime que les petites boulottes blondes, pas les asperges brunes, renchérit Michel, l'adjoint de Ruel.

— Si cela ne vous fatigue pas trop, nous pourrions peut-être travailler? » coupe Raymond, le chef de quart.

Hervé lui jette un regard reconnaissant. L'équipe a du pain sur la planche, cette nuit. Dans quelques jours, le fonctionnement du réacteur numéro 1 doit être interrompu. Celui-ci sera alors ouvert pour sa première campagne de rechargement en combustible. Depuis décembre 1987, cette tranche de production électrique ronronne paisiblement. A l'intérieur de la cuve du réacteur, confinée sous trois enceintes de béton et d'acier, la radioactivité est maximale : près de mille cinq cents fois celle créée par la bombe d'Hiroshima.

Mais dans la grande salle de commande rose orangé, illuminée par les centaines de verrines rouges et jaunes, les hommes écoutent tranquillement leur chef de quart distribuer les tâches de la soirée. Entre le plafond

uniformément éclairé aux néons et les tableaux muraux sertis de minuscules fenêtres blanches, les schémas de contrôle luisent doucement au-dessus des pupitres multicolores. Les imprimantes reliées aux ordinateurs débitent par intermittence des lignes de chiffres sur les bandes de papier troué. Trois écrans vidéo affichent silencieusement des informations sur l'état de la centrale.

Une gigantesque passerelle, un monstrueux tableau de bord, le centre névralgique de la centrale nucléaire. Un cerveau éclaté en plusieurs systèmes automatiques, ou télécommandés par les opérateurs.

Aujourd'hui comme toujours, ils sont deux : Hervé, le chef de bloc, et Michel, son adjoint. Eux ne bougeront pas de cette salle des commandes, quel que soit l'endroit où Raymond enverra ses agents. Comme chaque semaine, le chef de quart a prévu une inspection générale du circuit d'injection de sécurité.

« Je m'en occupe personnellement, dit Raymond, et j'emmène Jean. Robert, tu vas en salle des machines. »

Robert sourit à son arpète, un jeune en formation, frais émoulu de l'école EDF :

« A toi de dresser la liste des opérations à effectuer. Tu te souviens ? Noter ce que tu dois faire, faire ce que tu as noté, et écrire ce que tu as fait. C'est la méthode du " contrôle-qualité ". »

Le vieux rondier (1), préposé, comme les autres agents techniques, aux vérifications et aux manœuvres, éclate de rire devant la mine piteuse du garçon.

« Il est temps d'apprendre qu'une centrale nucléaire ne produit pas seulement du courant, mais aussi des montagnes de paperasses ! »

Les hommes disparaissent l'un après l'autre dans le couloir. Avant de sortir, Robert, décidément en veine ce soir, expédie une bourrade dans les épaules du chef de bloc :

« Tu veux que je rappelle la journaliste pour t'empêcher de roupiller ?

— Arrête tes vannes », soupire Hervé.

Penché sur un pupitre rose et jaune constellé de voyants verts, Hervé rêve : garçon ou fille ? Le gynécologue souriait, cet après-midi. Sylvie voulait connaître le sexe du futur bébé pendant l'échographie. A trois mois, c'est un peu tôt, a dit le médecin de Provins.

Comme le pilotage de cette centrale, l'enfant était minutieusement programmé. Pendant deux ans, Hervé a travaillé comme assistant-chef de

bloc au centre de production nucléaire de Paluel, en Normandie. A cette époque, quand il rentrait chez lui, il étudiait. L'acharnement a payé : il est passé chef opérateur sur cette première tranche de Nogent il y a trois ans. Une centrale toute neuve, une maison confortable à Provins, Paris pas trop loin...

« J'ai trente ans, pense Hervé, un boulot formidable, et je passe bientôt à la télé. »

« Dis donc, le dispatching national (2) demande de maintenir la tranche à ce régime de production jusqu'à minuit, claironne Michel en raccrochant le téléphone. On doit se tenir prêt à baisser de vingt pour cent ensuite.

— Sans doute après le ciné-club. C'est La Chevauchée fantastique. Même si je n'avais pas été de quart, je ne l'aurais pas regardé. Sylvie et moi, on était invités à l'anniversaire de Charles Rie, à Traisnel. Tu connais Rie ? C'est le copain de Monique, la nouvelle infirmière.

— Où bosse Raymond, ce soir? Je n'ai pas écouté tout à l'heure. »

(1) Rondier : agent effectuant des rondes régulières pour surveiller les installations de la centrale.

(2) Le dispatching a pour mission de répartir les moyens de production d'EDF en fonction de la demande.

Vingt mètres sous la salle des commandes, au niveau — 5, le plus bas de l'usine, Raymond et Jean s'affairent auprès du circuit d'injection de sécurité, le RIS dans le jargon nucléaire. L'ensemble jouxte l'enceinte de confinement et s'étend sur plus de trois cents mètres carrés, partagés entre plusieurs salles hautes de quatre mètres. Le dispositif est complété par un système d'aspersion d'enceinte. Il servirait à déclencher une formidable averse à l'intérieur du bâtiment si de la radioactivité s'échappait du cœur du réacteur. A plus de cent mètres de leurs collègues, Robert et son apprenti avancent dans la salle des machines, véritable cale du grand vaisseau nucléaire. Difficile de parler tant le vacarme est infernal.

« Fixe bien tes protections auditives », a hurlé Robert en arrivant.

Ce casque qui écrase les oreilles énerve le garçon. Le bruit effroyable l'enivre, et la chaleur étouffante de l'immense nef l'assomme. Il rit. Il a toujours rêvé de travailler dans une usine de cette envergure.

« Tu verras quand tu ne pourras plus écouter de musique parce que tu seras dur de la feuille ! »

Robert se penche, et appelle d'un signe le jeune rondier.

« Regarde, petit, la pression d'huile du système de graissage du palier d'arbre est insuffisante côté moteur.

— C'est embêtant ? »

Le vieil agent se relève et regarde le gamin : « Écoute, je n'y connais pas grand-chose, moi, à la technique nucléaire. Je m'occupe de l'entretien des machines normales. Mais je sais une chose fondamentale, et tu dois aussi te la fourrer dans la tête : la dépendance entre le réacteur et le turboalternateur est totale. Tout événement imprévu sur la partie classique

— celle où nous sommes en ce moment — a des effets sur la conduite du réacteur.

« Tu me demandes si la baisse de pression d'huile est importante? Non, pas vraiment. Mais tu notes le défaut, et on viendra réparer plus tard. »

Le jeune homme baisse les yeux. Un jour, lorsqu'il était encore en stage à l'école d'EDF, un professeur avait tenu un discours extraordinaire aux élèves.

« Qu'est-ce qu'une centrale nucléaire ? Une énorme tour surmontée d'un dôme, accolée à un long bâtiment parallélépipédique, voisinant parfois avec un monumental diabololo de béton. Vues de près, mais toujours en restant à l'extérieur, les choses se compliquent : le tableau cubiste s'enrichit de nombreuses constructions, de réservoirs aux fonctions obscures, de tuyauteries qui semblent passer furtivement d'un bâtiment à l'autre, de cheminées et de conduits d'aération, dont la présence renvoie aux attributs traditionnels des constructions industrielles... »

Les jeunes gens aimaient bien ce professeur. Suspendus à ses lèvres, ils attendaient la suite.

« ... le visiteur découvre une fantastique plomberie, une plomberie qu'aucun visionnaire n'aurait pu imaginer. Les contraintes et les nécessités de cette énergie, tirée du plus profond de la matière, ont dicté aux ingénieurs la disposition des quelque cinq cents à mille kilomètres de tuyauteries.

« Qui dit plomberie dit aussi vannes, soupapes et clapets — des dizaines de milliers —, pompes et moteurs

— plusieurs centaines. Mais ces milliers de vannes, soupapes, pompes et moteurs signifient autant d'instruments de mesure de pression, de débit, de température, de vibration, et d'actionneurs pneumatiques, hydrauliques

ou électriques, reliés aux équipements de contrôle et de commande par des centaines de kilomètres de câbles électriques... »

Pris d'un irrépressible tournis, le stagiaire avait fermé les yeux, impatient d'obtenir une affectation.

Ce soir, il observe Robert. Le vieux rondier n'est pas aussi lyrique que l'ingénieur parisien, mais son enthousiasme ne s'est pas émoussé au fil des années passées dans la production électrique.

Là-haut, en salle de commande, les deux opérateurs n'ont rien de spécial à surveiller. Ils étudient les procédures à mettre en œuvre pour le premier rechargement du cœur en combustible neuf.

Michel s'étire devant la grande table qui trône au milieu de la pièce.

« Tu veux un café ? »

Il se dirige vers la cuisine d'exploitation, contiguë à la salle de commande. Hervé cligne des yeux. Décidément, il ne supporte plus ces néons.

Fin fond de la forêt de Fontainebleau. Recloses. 22 h.

Patrick a abandonné Blandine et Rémi Koléda en bas des rochers, vers 17 h. Il faisait encore jour.

Patrick est content d'avoir trouvé quelqu'un pour occuper sa « résidence » d'été en plein mois de décembre. Un peu de dépoussiérage ne fera pas de mal à l'endroit, leur a-t-il dit en riant autour d'un thé, dans son appartement de Fontainebleau. S'il avait su que Blandine aimait autant la forêt, il lui aurait offert l'hospitalité depuis longtemps, a-t-il ajouté, en précisant avec un rien de malice : cette maison est plus agréable à partager avec un compagnon. Patrick n'ignore pas que la liaison de Blandine et de Rémi est toute récente. Il était certain d'embarrasser sa jeune amie. Rémi a posé un bras protecteur sur les épaules de sa fiancée.

Dans sa vieille Simca couleur rouille, Rémi a suivi Patrick jusqu'à Recloses, dans un chemin boueux, creusé d'ornières profondes.

Jetant un bref adieu dans la clairière, Patrick est reparti en pétaradant. D'en bas, le couple ne voyait

rien, aucun toit, nul mur. Rien que de la mousse, des bruyères et des arbres nus.

Blandine est passée devant, sautillante, retenant au passage des branches qui auraient cinglé le visage de Rémi. Lui suivait en portant le lourd sac à dos chargé de vivres et de vêtements. Elle a buté contre des rondins échafaudés.

« Ce doit être la remise dont parlait Patrick. »

Ils ont encore gravi un sentier glissant, contourné une cabane à demi effondrée. Enfin, le logis principal est apparu au détour d'un chêne, sous un immense pin au faite déformé par un plancher solidement arrimé.

« Sûrement le gîte d'été des enfants », a commencé Blandine.

Rémi était ahuri. Jamais il n'aurait imaginé une baraque aussi folle. Un vrai pigeonnier pour robinsons ! Un cabanon pour illuminés ! Patrick les avait prévenus :

« J'y vais surtout l'été. Moins maintenant que les gosses sont grands. Si vous voulez être tranquilles (un clin d'œil avait ponctué l'insinuation) et dépayés, puisque vous aimez la nature, vous allez être servis à Recloses. Prenez des pulls et des bons duvets, mais je crois qu'il reste assez de bois pour brûler deux nuits dans la cheminée. »

La nuit est tombée depuis longtemps. Ils regardent en silence les bûches se consumer dans l'âtre. Rémi joue avec les miettes du dîner éparpillées sur le sac de couchage. Blandine le pousse vers le grand lit.

« Tu as vu notre position ? On dirait la pub pour la laine Woolmark », s'esclaffe Blandine en chatouillant la barbe rousse et odorante de son ami.

Rémi ne répond pas. Il est toujours surpris quand elle fait référence à la télévision, à la publicité, à toutes ces choses qu'il abomine. Curieux, de la part d'une fille si amoureuse de la nature, il n'aurait pas pensé...

Rémi Koléda est professeur de français dans un CES à Montrouge. Sale banlieue. En tout cas, il ne l'aime pas. Non, pour être honnête, c'est son métier qu'il n'aime plus, car pendant quinze ans il a enseigné avec plaisir. Les mômes ont commencé à l'agacer il y a quelques années. Les enfants, les parents, le rectorat, les profs, les inspecteurs, tout le monde. Il a même lâché le syndicalisme enseignant, fatigué de défendre un métier qui ne le

satisfaisait plus. En fait, Rémi Koléda est un professeur dépressif. Il serait bien incapable de dire exactement pourquoi. Il y a sans doute un rapport avec son divorce. Rémi a quarante-cinq ans. Sa femme est partie en 1985. Heureusement, pensait-il à l'époque, ils n'avaient pas d'enfants. Elle n'en avait pas voulu. Elle travaillait dur dans une agence de publicité. Un monde factice, ne cessait de lui répéter Rémi.

Peu avant la rentrée, en septembre, de vagues amis ont invité Rémi pour partager un méchoui en forêt de Fontainebleau, dans un pavillon près de Milly. Il n'aime guère le monde. Dès qu'il y a plus de cinq ou six personnes, il ne se sent pas très bien. Le samedi matin, attiré par le soleil, il a pourtant envoyé promener les œuvres complètes de Tolstoï.

La sœur de la maîtresse de maison s'est présentée : Blandine, vingt-trois ans, étudiante à l'École des Chartes, elle veut devenir bibliothécaire. Le joli minois de cette jeune fille a plu au professeur. Moins, pourtant, que sa personnalité. C'est une fille cultivée, elle sait écouter, rire, et cultive un amour immodéré pour la nature. Depuis bien longtemps, Rémi Koléda ne demandait plus aux femmes leur numéro de téléphone. De toute façon, Blandine n'avait pas le téléphone dans sa chambre de bonne.

Maintenant, Rémi est amoureux, et elle aussi. Rémi ne comprend toujours pas comment lui, « vieux » barbu un peu gros, a convaincu une aussi jeune femme de partager son appartement banlieusard.

« Tu m'aimes ? »

En d'autres temps il eût jugé cette question puérile. Même aujourd'hui, il redoute que Blandine ne hausse les épaules, comme sa femme autrefois.

Aussi, il murmure à peine, et Blandine n'entend rien. Le craquement du bois enflammé étouffe l'interrogation.

Blandine est préoccupée. Demain, après la randonnée matinale, ils sont attendus pour déjeuner chez sa mère, à Fontainebleau. La maman de Blandine a mis trois mois avant de se décider à rencontrer Rémi. Un homme de quarante-cinq ans ! Et simple professeur du premier cycle ! Elle redoute cette première rencontre entre sa mère et son fiancé. Il l'aime si fort qu'il en devient parfois gauche.

Salle de commande. 22 h 30.

La tranche est à son régime nominal (1). La température moyenne du cœur, le niveau d'eau dans les quatre générateurs de vapeur, le niveau et la pression du pressuriseur... Tout est normal..

Hervé pilote aux réflexes. En vérité, il a l'esprit ailleurs... Sous les combles de son pavillon de Saint-Brice, à la sortie de Provins, il va commencer à aménager demain. Encore six mois avant la naissance du bébé.

« Et deux petits noirs, deux ! »

Michel est comme toujours d'excellente humeur. Hervé apprécie son adjoint.

Machinalement, il attrape son paquet de Camel et son briquet. Au moment où il se tourne vers son collègue, esquissant un sourire, une alarme retentit. Les deux hommes sursautent, se figent une fraction de seconde. Que diable se passe-t-il ?

Dans la baie des générateurs de vapeur, les « GV » en langage codé, des verrines jaunes et rouges clignotent furieusement, comme l'éclairage syncopé d'une discothèque.

« Bon,- il va falloir faire le tri dans ce tohu-bohu, soupire Hervé, prenant Michel à témoin : tout de

même, on devrait améliorer le système de sélection des informations. »

A quelques pas, dans la salle des calculateurs, sans se poser de question, l'ordinateur de la tranche vient de graver dans sa mémoire l'événement qui a tout déclenché : à 22 h 34 mn 25 s, la pression de vapeur à l'admission de la turbine a brusquement chuté.

(1) Régime de fonctionnement à pleine puissance continue.

Chemin de ronde, extérieur du site. 22 h 34 mn 25 s.

Un sifflement terrible, strident.

Les policiers de la voiture banalisée numéro 1 roulent au pas. Ils roulent depuis 20 h. Ils sont las de tourner autour de cette centrale. Ils se disputent depuis mardi à propos d'une décision de l'inspecteur A., lequel a décidé d'arrêter de fumer. Or l'inspecteur B. mâchouille des cigarillos à longueur de temps. L'autre a enfilé une fois pour toutes une énorme canadienne, des gants, et conduit fenêtre ouverte.

Ils longent les grillages et les barbelés, à la hauteur de la première tranche, indifférents au grondement sourd et perpétuel de l'usine électrique. Ils n'entendent plus rien, même plus le ronronnement humide des tours de refroidissement qui crachent sans discontinuer. L'inspecteur B. maudit son collègue et ce fichu plan PIRATOME (1), dont il ignorait l'existence jusqu'à ce que ses chefs, avertis d'une éventuelle menace terroriste sur Nogent, l'expédient surveiller la centrale.

Naturellement, les saboteurs vont être fûtés pour surgir dans nos phares, pense rageusement l'inspecteur,

lancer « bonjour c'est nous », et offrir gentiment les détails de l'attentat sur un plateau. Le policier en est là de ses réflexions lorsqu'ils entendent ce bruit terrifiant. « On dirait une fusée qui décolle.

— Rien à voir avec une explosion, mon vieux.

— Tu crois que c'est normal, en pleine nuit ?

— J'y connais rien, moi ! Fais demi-tour, on va voir les gardiens. »

(1) Le Premier ministre a élaboré le plan PIRATOME en 1978, « dans le but de contrer tout acte de terrorisme nucléaire ».

Ils démarrent sur les chapeaux de roues. Tout de même, ils laissent de côté le gyrophare, il n'y a pas un chat sur cette voie de contour. Quand ils pilent devant la guérite de l'entrée principale, les gardiens passent une tête amusée à la porte.

« Vous vous décidez à faire les présentations ?

— Police ! Qu'est-ce qui s'est passé ?

— Les mecs de la salle de commande ne nous téléphonent pas pour donner le détail. Sûrement un arrêt d'urgence. Ils commandent quelquefois des relâchements de vapeur. C'est contrôlé, il paraît. »

Arrêt d'urgence ? Les inspecteurs ne veulent pas avoir l'air ridicule. « Tu crois qu'on doit avertir le Centre ?

— Je ne pense pas. Attends un peu, on reste sur le parking. S'il y a des mouvements, on avisera. »

Mardi dernier, le CRARN (1) a hésité avant de déclencher le plan PIRATOME. Finalement, une simple alerte basse a été jugée suffisante.

Les écoutes téléphoniques, une bonne vieille méthode de surveillance du territoire qui a fait ses preuves ! Il y a cinq jours, un fonctionnaire écoutait distraitemment sa vingt-cinquième bande de la journée.

«... nucléaire... Un site facile, j'te dis. Toute neuve, cette centrale de Nogent. C'est pour bientôt, salut. »

L'homme a sursauté, a repassé la bande, s'est précipité vers le bureau du chef.

(1) CRARN : Centre de recueil et d'analyse du renseignement nucléaire, créé par le Premier ministre en janvier 1979, rattaché à la Police nationale.

« On n'a pas le début de l'écoute, on dirait que l'enregistrement a déconné.

— Qui sont ces zozos ?

— L'étiquette dit : anciens militants écologistes belges. Plus le nom et l'adresse de l'abonné.

— Vérifiez. »

Les enquêteurs sont tombés sur une petite mémé tranquille. Il y avait eu erreur quelque part.

Le dialogue était bref, les voix ne se retrouvaient sur aucun autre enregistrement. Difficile de surveiller qui que ce soit dans ces conditions. Délicat de mettre le GPPI (1) sur les dents avec des indications si ténues.

Bref, les inspecteurs A. et B. tournent depuis mardi autour de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

Puisqu'ils ont décidé de rester sur le parking, l'inspecteur A. jette son collègue à la porte de la voiture.

« Fume tes cochonneries dehors, s'il te plaît. »

Salle de commande. 22 h 34 mn 27 s.

Dans le générateur de vapeur n° 4, le débit vient d'augmenter brutalement.

Deux circuits d'eau s'affrontent dans cette énorme marmite à pression, haute de vingt mètres : le primaire, brûlant et contaminé par les fuites routinières du combustible nucléaire, transmet sa chaleur au circuit secondaire, exempt de radioactivité, grâce à un fabuleux faisceau de tubes. Un faisceau haut de onze mètres, constitué de cinq mille trois cents tubes en U, soit cent vingt kilomètres de minces tuyaux, surnommé « le chignon ». Cette surface d'échange représente environ trois quarts d'hectare. L'eau de ce circuit « propre » est portée à ébullition. La vapeur sous pression est transférée vers la turbine par de grosses tuyauteries pour produire de l'électricité.

D'après les indications affichées sur le panneau de contrôle, la production de vapeur du GV vient de passer de cinq cent cinquante kilos par seconde à plus du double... Hervé et Michel restent immobiles face aux instruments. On dirait un cas d'école : ils ont été confrontés à un accident du même type pendant un de leurs stages sur simulateur.

Ou bien une soupape de décharge à l'atmosphère s'est malencontreusement ouverte — « Mais comment?... » murmure Michel — ou bien il s'agit d'une rupture de la conduite de vapeur.

« Mon vieux, je crois qu'on est mal barré. » Hervé a soudain la gorge serrée.

Il n'y a rien à tenter pour l'instant. Observer et réfléchir, voilà tout. Où s'est produite la brèche? Dans l'enceinte de confinement ou à l'extérieur, quelque part au-dessus de leur tête ?

(1) GPPI : Groupe permanent pluridisciplinaire d'intervention, créé en 1984, rattaché au ministère de l'Intérieur, mais composé d'experts aux compétences atomiques, scientifiques, industrielles, militaires et médicales, activé en cas de déclenchement du plan PIRATOME.

22 h 34 mn 40 s, dans la salle des machines.

« Que dit le manomètre ? hurle Robert à l'apprenti. Parle plus fort! Eh, les pompes ont décroché ! Tu entends ? La vitesse diminue.

— On fait quoi, dans ce cas-là?

— Dans un cas pareil, un arrêt imprévu comme ça, il n'y a qu'à appeler en salle de commande pour savoir ce qui se passe et où on peut être utile. Regarde bien, je branche mon combiné sur cette prise, c'est le généphone. On trouve partout des prises comme celle-là dans l'usine.

«Allô, Michel? Qu'est-ce... quoi? Une rupture de... ça alors ! OK, on ne s'éternise pas ici. »

Robert a légèrement blêmi. Il se reprend sous le regard inquiet du garçon.

« Petit, tu es gâté. Pour un baptême du feu, te voilà servi : une rupture de canalisation principale de vapeur, celle du GV 4. D'ailleurs, tu entends ce

bruit ?

— Le grondement ? Ça a l'air fort ! C'est dangereux ?

— Rassure-toi, c'est grave parce qu'il va falloir arrêter pour un bout de temps, mais tu sais bien que cette vapeur qu'on entend s'échapper avec un tel boucan n'est pas radioactive pour un sou. On ne risque rien, mais quand même, ça va pas mal secouer le matériel. Après, on aura à inspecter partout pour voir comment il a encaissé. »

En marchant, Robert explique les contraintes violentes subies par l'installation lors d'un arrêt d'urgence. Le jeune est très impressionné. La passerelle ne vibre-t-elle pas davantage ? Tout à l'heure, au début de la ronde, elle ne bougeait pas. Non, c'est idiot...

« Est-ce que ça veut dire que le réacteur est arrêté ? risque timidement le stagiaire.

— Ah oui, tu peux le dire ! » Robert éclate de rire. « Mais à l'intérieur, il ne ferait pas bon y mettre les pieds en ce moment. Ça fait trois ans qu'elle tourne, cette tranche n° 1. Le combustible, en ce moment précis, dégage une chaleur dont tu n'as pas idée. A peu près deux cent cinquante mille kilowatts. Attends, pour que tu comprennes... la puissance de deux cent cinquante mille fers à repasser, dans un volume inférieur à un studio. L'essentiel, c'est de l'évacuer sans interruption. Il y a des circuits spéciaux pour ça.

— Et s'ils ne marchent pas ?

— Oh, alors, ça peut provoquer une vraie catastrophe ! »

Le jeune homme réprime mal un frisson.

22 h 34 mn 32 s, en salle de commande.

Hervé perçoit nettement une vibration sourde.

Pas de doute, la vapeur s'échappe à l'extérieur. Sinon la température et la pression augmenteraient dans l'enceinte du bâtiment-réacteur, et il le verrait sur les tableaux.

« C'est peut-être mieux ainsi », pense Hervé, songeant aux problèmes posés par la vidange d'un GV dans le bâtiment.

Les deux opérateurs n'ont aucun mal à imaginer le spectacle, dehors, là où la canalisation a cédé : un sifflement assourdissant, le bâtiment environné d'un nuage de vapeur qui semble jaillir de la paroi, comme si celle-ci s'était brusquement fendue.

Dans la salle de commande, on n'entend rien. On sent. Le relâchement a lieu au-dessus de leurs têtes, mais la dalle de béton — plus d'un mètre d'épaisseur — qui les isole du reste du monde étouffe complètement le son.

« Le rejet a l'air colossal. Sans doute une rupture-guillotine. Je me demande... Dans moins de vingt secondes, le GV (1) sera à sec. Tu imagines le chambard à l'intérieur, avec quarante tonnes d'eau qui se vaporisent en un rien de temps pour foutre le camp à l'extérieur? Va chercher la fiche AO (2). »

Michel se dirige vers le meuble de classement où sont rangées les fiches de procédure en cas d'accident.

(1) GV : générateur de vapeur.

(2) Fiche AO : fiche introductive de la nomenclature. A = accident, 0 = zéro.

22 h 34 mn 45 s.

Hervé reprend son souffle : un voyant signale que le système de borication d'urgence du cœur a démarré. Le bore, cet élément chimique qui absorbe les neutrons, va empêcher une reprise de la réaction en chaîne et des

surchauffes au sein du combustible. Un premier danger est donc écarté. Simultanément, un second voyant indique que le circuit d'injection de sécurité est entré en action.

« Tout se déroule correctement », chuchote Hervé pour se rassurer.

22 h 34 mn 50 s.

Au moment où Michel tend la fiche AO à Hervé, Pierre Duguey, l'ingénieur de sûreté et radioprotection (l'ISR), entre en trombe dans la salle de commande. Hervé lui montre qu'il est à la hauteur.

« Ça vient de commencer. D'après les instruments, c'est une rupture de la tuyauterie de vapeur du GV 4. Sûrement une grosse brèche à l'extérieur, entre le bâtiment-réacteur et la salle des machines. Tu lances le PUI (1)? »

Pierre Duguey examine les cadrans.

« Ce n'est pas à moi de le faire. Qui est d'astreinte de direction, cette nuit?

— Laurent Rolant. »

Pierre compulse rapidement la fiche de quart. Il décroche le téléphone blanc. « 25 32 41 79, allons-y...

« Monsieur Rolant ? On a un accident. Chute de la pression vapeur, turbine déclenchée, borication d'urgence, baisse de température sur le retour de la boucle 4. La tuyauterie de vapeur du GV a dû se rompre... Non, certainement à l'extérieur, il y a une minute. »

L'ISR se tourne vers les opérateurs, avec un drôle de ricanement nerveux :

« Messieurs, nous voilà avec un accident de classe IV sur les bras. Le premier en France depuis la rupture d'un tube en U sur Tricastin 3, il y a deux ans. J'espère qu'on s'en sortira aussi bien. Bon, je préviens l'équipe de la tranche 2. »

22 h 34 mn 55 s, sous-sol de la centrale.

Le chef de quart n'en croit pas ses yeux : la pompe démarre sans crier gare ! Jean, le rondier, tout chevronné qu'il soit, n'a jamais vu ça.

« Attends, j'appelle la salle de commande. »

Raymond se branche sur le généphone.

« Alors, qu'est-il arrivé?... Ouh, c'est sérieux! Nous remontons tout de suite. »

Raymond est un vieux chef de quart. Il a gagné ses galons à Chinon, sur un réacteur graphite-gaz. Persévérant, il a suivi la formation complémentaire, théorique et pratique, pour passer sur réacteur à eau pressurisée, « PWR » en anglais, « REP » selon la nouvelle dénomination française.

« Allons, Jean, pas la peine de s'éterniser ici.

— Je ne comprends pas, remarque le rondier. On a une rupture sur le secondaire, et voilà que l'injection de sécurité démarre. Il n'y a pourtant pas de brèche dans le circuit primaire !

— Heureusement, que ça a démarré! Trop compliqué à t'expliquer ! C'est nécessaire pour protéger le cœur, pour éviter des dégâts sur le combustible. »

Les deux hommes empruntent l'escalier pour remonter au niveau zéro. Ils se dirigent vers la tour d'accès pour rejoindre l'ascenseur. La salle de commande se trouve quinze mètres plus haut.

22 h 35 mn, salle de commande.

Michel surveille le déroulement des séquences automatiques. Pierre et Hervé ont pris position devant le panneau de sûreté. Deux écrans affichent, sélectionnées par l'ordinateur de la tranche, les informations importantes sur l'accident en cours.

Le téléphone qui relie la centrale au dispatching (1) résonne près d'Hervé. L'échange est bref : « Combien de temps va durer cet arrêt ?

— On ne redémarrera pas avant très longtemps. Poussez les frangines en conséquence. Salut. »

Un instant déconnecté, Hervé observe ses deux collègues, tendus, mais parfaitement calmes. Il est assez fier, finalement. La formation sur simulateur paye, tout de même !

« Camarades, à boire ! Je suis assoif...

— La ferme ! »

Pierre a quasiment hurlé. Le quatrième rondier émerge, ahuri. Il vient de terminer l'inspection de quelques ateliers du bâtiment des auxiliaires nucléaires.

« Quelle mouche pique Pierre ? se demande Hervé. Il n'y a vraiment pas de quoi s'affoler. Quelque chose doit l'inquiéter. »

Michel prend le nouvel arrivant à part. D'un revers de main, il balaie l'ensemble des instruments de mesure affolés, et murmure au rondier :

« T'en fais pas, les sauvegardes se déroulent comme à la parade. D'ici peu de temps, Hervé va stopper le RIS et mettre en route le système de refroidissement à l'arrêt. Dans quelques heures, nous aurons amené tranquillement le réacteur en arrêt à froid. On te dira ce que tu dois faire en temps utile. Tiens, va préparer du café pour tout le monde. »

Le rondier n'en revient pas : pour la première fois, un opérateur prend le temps de lui expliquer quelque chose.

(1) L'arrêt imprévu de Nogent 1 doit être compensé par une augmentation de la puissance produite par des tranches en production ou

par la mise en route de tranches disponibles en réserve. Pour guider son choix, le dispatching a besoin de connaître la durée probable de l'arrêt.

22 h 36 mn 30 s, au rez-de-chaussée de la tour d'accès.

Le chef de quart attrape Jean avant qu'il n'entre dans l'ascenseur.

« Viens, on va faire un tour dehors, histoire de voir la tête que ça a... »

Les deux hommes sont saisis par la fraîcheur de la nuit. Immédiatement, bien qu'il provienne de l'autre côté du bâtiment-réacteur, l'oreille exercée de Raymond repère le sifflement du rejet de vapeur.

« Bizarre ! Après une rupture guillotine, le GV se vide en moins de trente secondes. Ecoute, c'est toujours pas fini ! »

Raymond scrute le ciel derrière l'enceinte. Naturellement, il manque de recul pour voir. Ce qu'il entend lui suffit.

« Oh là là ! Vite ! Dans l'ascenseur. »

22 h 37 mn, salle de commande.

Pierre est livide. Il désigne quelques chiffres affichés sur l'écran gauche. D'une voix blanche, il appelle Hervé. Effrayé, Michel contemple le visage de l'ISR et la physionomie atterrée du chef de bloc.

« Le pressuriseur est toujours vide, balbutie Hervé. La pression continue de baisser, et... et le niveau de la cuve baisse aussi. Le circuit d'injection de sécurité débite de plus en plus. Non, ce n'est pas possible !

— La perte de charge en sortie du GV 4 prouve que ça rejette toujours dehors », conclut Pierre.

L'ingénieur semble assommé. Une seule explication : un, ou plutôt plusieurs tubes en U n'ont pas résisté à la dépressurisation brutale du GV. Maintenant, c'est le circuit primaire, de l'eau contaminée, qui se vide, via la brèche du GV, directement dans l'air extérieur. Hervé est pris d'un terrible vertige.

« Si le débit du circuit d'injection ne suffit pas à maintenir le niveau d'eau dans le réacteur, c'est que les dégâts dans le chignon dépassent le pire.

— Le cœur sera bientôt à découvert. Le refroidissement du combustible a probablement cessé, à cause de l'ébullition en masse du circuit primaire. Le combustible va être endommagé... il l'est sans doute déjà... De la radioactivité va s'échapper, et... il ne reste aucun obstacle à lui opposer. »

Pierre Duguey sent la panique monter. Un instant distraits de leur propre affolement, ses collègues le regardent, stupéfaits.

« A quoi bon toutes ces fiches, A1.2 pour les grosses brèches, A 3 pour la rupture d'un tube en U... Rien n'est prévu pour cet accident. Nulle part, dans aucun rapport de sûreté, on n'a envisagé que la rupture d'une tuyauterie de vapeur, " accident possible mais hautement improbable ", puisse engendrer" des ruptures de tubes en U, accident finalement pas si rare que ça en marche normale. »

Il ébauche un geste d'abandon, et poursuit, sarcastique et théâtral :

« Messieurs, une nouvelle période de l'ère nucléaire vient de s'ouvrir ! Quelque chose de totalement inédit sur nos réacteurs REP, un accident de perte simultanée du refroidissement et de toutes les barrières. Désormais, l'intérieur du réacteur communique directement avec l'atmosphère. Le pire est devant nous ! »

Barbizon, forêt de Fontainebleau. 22 h 40 mn.

Sous la table, les deux caniches nains d'Isabelle de Kergras grattent les mocassins du préfet. Jean-François Troussac déteste ces bestioles. Allez savoir pourquoi ce sont toujours des femmes qui s'enflamment pour ces gros rats frisés ! Et pourquoi ces chiens miniatures vont si souvent par paire !

Le commissaire de la République du département de l'Aube expédie discrètement un coup de pied nerveux aux mordilleurs de semelles. Que n'a-t-il fait là ? Un piaillage déchirant conduit Isabelle à plonger pour la centième fois de la soirée vers le sol dallé. Elle rectifie rapidement le nœud rose de Poupette ; le ruban bleu de Dinosaur est encore bien noué.

Ce soir, Isabelle est resplendissante. Les flammes crépitantes des bûches de chêne rougissent un peu plus sa chevelure auburn. A son cou, les émeraudes chatoient doucement. La jeune femme presse la main du préfet sur la nappe damassée :

« Vous avez eu une idée formidable en m'amenant dans cette auberge du Bas-Bréau. Mon pingre de mari est pratiquement abonné à celle du Grand-Veneur. En plein sur la nationale ! C'est rempli de promeneurs qui se croient au summum du chic.

— Oubliez votre époux quelque temps. Il a fait preuve d'une excellente initiative en s'absentant ce week-end. Vous savez, Isabelle, je désespérais d'avoir un jour l'occasion de passer plus de quelques heures en votre compagnie.

— Oh, vous êtes injuste. C'est vous qui n'avez jamais le temps. Toujours pris par vos fonctions, comme vous dites si bien !

— Ne vous moquez pas. Vous savez bien que nous nous sommes rencontrés au cours d'une réception officielle à la mairie de Nogent. »

Elle éclate de rire. Comment oublier ce cocktail? Isabelle, née de Kergras, jeune femme de vieille souche bretonne, seconde épouse de M. Futot, sommité économique régionale, s'ennuyait ferme avec les personnalités locales. Elle observait les gens, attentive surtout aux nouvelles têtes. Le commissaire de la République avait retenu son attention. Un bel homme d'une quarantaine d'années, brun et élégant dans sa tenue préfectorale. Elle s'est penchée vers la femme du maire.

« Je ne le connais pas. Il vient d'arriver à Troyes?

— Mais oui, sa nomination est toute récente. Il est déjà connu à Nogent. Figurez-vous qu'il était sous-préfet ici avant d'être envoyé en Picardie. Un retour au pays, en quelque sorte.

— A côté de lui, c'est la préfète ? »

L'épouse du maire a pouffé derrière sa main gantée.

« Absolument. La pauvre, il lui en fait voir de toutes les couleurs. En tout cas, quand il était chez nous jusqu'en 1986, il avait la réputation d'être un coureur de jupons. »

Pas tout à fait par hasard, Isabelle a réclamé une flûte de Champagne précisément lorsque Jean-François Troussac s'est lui aussi approché de la table, après les discours.

« Soufflé chaud au chocolat... Désirerez-vous des cafés? »

L'hôtellerie du Bas-Bréau est à la hauteur de sa réputation, de ses quatre étoiles, et surtout de ses prix.

Jean-François Troussac n'est pas revenu dîner dans cet ancien relais de poste du xvne depuis au moins six ans. De plus, il goûte la carte d'hiver pour la première fois.

Le chef est toujours un as. La salade de cèpes et la terrine de canard sauvage sont succulentes. Le filet de marcassin aux airelles fraîches et la grouse rôtie aux champignons de la forêt fondent dans la bouche. Le sommelier a conseillé un Côte de Nuits 1976.

L'addition est maintenant sur la table. Certes, le préfet ne lésine jamais. Tout de même, il retient mal un haut-le-cœur en signant son chèque de deux mille francs.

« C'est fou ce que les prix ont augmenté en quatre ans ! » songe Jean-François en souriant à Isabelle.

« Laissez donc votre voiture au parc de l'auberge. Demain soir, je vous déposerai ici, suggère le préfet à sa compagne.

— Ah, le détour ne sera pas trop long pour vous?

— Mais non, le château n'est vraiment pas loin d'ici. J'ai tellement envie de vous faire plaisir, ajoute-t-il en saisissant Isabelle par la taille devant le restaurant. Vous êtes heureuse de participer à une chasse à courre ?

— Bien sûr, ce sera la première fois. N'oubliez pas, chuchote la jeune femme à l'oreille du préfet : je dois absolument être rentrée samedi soir au plus tard à dix heures. »

Ils rient et contemplent la curieuse façade à colombages de l'auberge du Bas-Bréau. Sous une invisible rampe de lumières électriques, des personnages de la commedia dell'arte grimacent dans la nuit.

Jean-François Troussac s'emmêle les pieds dans les laisses des caniches, étouffe un juron, et vérifie machinalement la présence de son « Eurosignal » dans la poche de sa gabardine bleue.

Centrale nucléaire, salle de commande. 22 h 38 mn.

Pierre Duguey, l'ingénieur de sûreté, donne à voix haute dans la délectation morose.

« Une ligne Maginot ! Voilà ce que c'est, leur système de poupées gigognes ! Au centre, le combustible, une céramique, première barrière ! Puis, entourant l'uranium, des gaines étanches, deuxième barrière ! Ensuite, la cuve du réacteur, troisième barrière ! Et enfin, les deux enceintes de confinement en béton emboîtées l'une dans l'autre, dernière barrière. Un tel coffre-fort doit naturellement retenir la radioactivité en toutes circonstances, sinon la contenir et la guider vers le système de filtrage où on la coince avant qu'elle puisse gagner l'atmosphère...

« Vous croyiez qu'elle allait attaquer de front ces formidables remparts ? Ou se laisser piéger là où on comptait l'amener ? Pas si stupide, la salope ! Comme les Panzers de la Wehrmacht, elle a contourné l'obstacle en empruntant la voie la plus facile. Celle que vous et moi aurions choisi

d'ouvrir si elle nous avait demandé comment sortir de cette forteresse. Forteresse, tu parles ! »

Hervé est stupéfait. Michel ne sait plus où se mettre. Pour un peu, ils oublieraient l'accident. Quant au quatrième rondier, cette tirade le surprend au moment où il sort de la cuisine d'exploitation : le plateau garni de tasses à café manque lui échapper des mains.

« Mais qu'est-ce qu'...

— Il y a qu'on avait tout prévu, mon vieux, même les accidents les plus effrayants : brèches dans le circuit primaire, des grosses, des petites, des tordues, des franches et des nettes, des choses abominables qui auraient transformé l'intérieur du bâtiment-réacteur en une infernale étuve radioactive. Chaque fois, le rapport de Sûreté nous convainquait de la parfaite suffisance des dispositifs de sauvegarde pour limiter les conséquences extérieures à un niveau ridiculement faible. Avant Tchernobyl, parler de risque grave frisait l'indécence. Et même après, pas un bouton de guêtre ne manquait, naturellement. Et on en rajoutait, pour épater la galerie ! Tenez, on s'est même amusé à calculer si les enceintes résisteraient à la chute d'un petit avion d'affaires. De la foutaise ! Qu'est-ce qu'il casserait, d'abord, l'avion en tombant ? Hein ? Je vous le demande. »

Hervé sent la moutarde lui monter au nez.

« Écoute, Pierre, on a mieux à faire...

— Il n'y a rien à faire. L'avion ferait comme la radioactivité : il taperait sur le point faible, sur ces satanées tuyauteries de vapeur qui passent innocemment, les idiots, quasiment sans protection du bâtiment-réacteur à la salle des machines. »

Soudain plus grave, l'ingénieur poursuit :

« Au lieu de donner dans le grand guignol, il aurait mieux valu regarder en face le talon d'Achille de cette centrale nucléaire. Oui, les tubes du GV, une surface de métal toute mince. Mais quelle surface ! Réfléchissez : trois hectares, bourrés de fissures. Faut pas trop les brusquer, ces fissures, déjà qu'elles s'ouvrent toutes seules en temps normal, même quand on les laisse tranquilles ! Alors, pensez à ce qui peut se passer si on secoue le GV comme un prunier... »

LTSR est effondré. Il a trop de connaissances techniques pour ne pas voir se dessiner l'issue inévitable : un déferlement triomphant de radioactivité dans l'atmosphère.

Paris, gare de l'Est, 22 h 41 mn.

Avec une minute de retard sur l'horaire, le train de nuit Paris-Bâle, via Mulhouse, prend le départ au quai 13.

Salle de commande, 22 h 41 mn.

Le chef de quart est arrivé au milieu du discours de Pierre. Il a gardé le silence. Robert et l'apprenti les ont rejoints peu après. Ils en savent désormais assez pour saisir l'ampleur du désastre à venir. Raymond doit absolument reprendre en main son équipe démoralisée. Il s'approche calmement du jeune ingénieur.

Opérateurs et rondiers se sont spontanément regroupés en arc de cercle, dos à la console principale. Raymond et Pierre offrent un contraste saisissant : le chef de quart, trapu, solide, s'accroche à sa responsabilité immédiate face à 1TSR en sueur, vaincu par le doute. Sur un ton bienveillant, sans hausser la voix, Raymond parle :

« Pierre, nous n'avons encore rien tenté... Et chaque seconde compte. »

La tension tombe d'un cran dans la pièce. Pierre lui-même avale sa salive, sort de son délire de rapports désormais inutiles, et murmure :

« Il va falloir improviser sur toute la ligne... »

Hervé Ruel réagit le premier. Il se précipite sur les commandes de déconsignation et d'ouverture des vannes de décharge du pressuriseur :

« C'est notre seule chance. Provoquer une séquence de type TMI (1). Limiter au maximum les rejets d'eau contaminée dehors. Amener de l'eau dans le bâtiment-réacteur pour la réinjecter dans le cœur quand le réservoir PTR sera vide.

— Attends, coupe Raymond. Tu oublies que le circuit d'injection de sécurité interdit toute décharge du pressuriseur. Michel, file au local électrique et déconnecte l'ordre de fermeture des vannes. »

(1) TMI : Three Mile Island : le 28 mars 1979, un accident survint sur cette centrale nucléaire américaine. Une série d'erreurs humaines, dues essentiellement à l'inadaptation du système de mesures, a failli transformer cet accident en terrible catastrophe.

22 h 42 mn.

L'atmosphère est étrangement sereine. Comme si tous s'étaient donné le mot : « Perdu pour perdu, on va bosser le mieux possible. » Les rondiers attendent d'être utiles. Opérateurs, chef de quart et ISR engagent un combat désespéré contre le temps et l'énergie résiduelle du réacteur.

« Même si la manœuvre réussit, rappelle Pierre, la plus grande fraction de l'eau continuera de s'écouler par le GV, alors...

— Y a-t-il une contre-indication à essayer de gagner du temps ? Non ? Bon... Ça y est, le signal est bloqué, je déclenche la décharge. »

Tous les regards convergent vers les indicateurs de pression. Celui du réservoir de décharge monte lentement. Celui de la cuve du réacteur n'arrête pas de s'engager. Raymond crispe ses mains sur le dossier du fauteuil. Pierre s'agite nerveusement. Hervé maintient le doigt sur le bouton de commande, comme pour aider les vannes à s'ouvrir davantage. Michel pense qu'il est bien tard pour tenter cette opération. Tout cela à cause du cirque de 1TSR !

22 h 44 mn.

« C'est râpé. »

Crûment, Michel profère l'évidence, contre les dernières bribes d'espoir entretenues par Hervé. Apparemment inconscient de sa responsabilité dans l'échec, Pierre conclut :

« Il aurait fallu que les automatismes soient conçus pour prendre en compte ce cas de figure.

— Oui, mais ce cas était par principe exclu... Bon Dieu ! »

Horrié, Raymond ne termine pas sa phrase. Il « voit » le cœur du réacteur en pleine crise d'ébullition. Le haut des assemblages de combustible se découvre et vire au rouge. Il « voit » les gaines ramollies par la chaleur gonfler sous l'effet de leur pression interne, et le métal commencer à se consumer dans la vapeur d'eau.

Terrorisé, Hervé imagine l'énorme flux d'eau et de vapeur jaillissant dehors, emportant avec lui tous les produits radioactifs relâchés par le combustible endommagé.

22 h 45 mn.

La sonnerie du téléphone intérieur secoue l'équipe anéantie.

« C'est Rolant. Alors, où en êtes-vous? Avez-vous la situation en main ? »

L'adjoint au directeur de la centrale appelle sans doute de son bureau. Comme tous les grands chefs, il habite Nogent même, le trajet n'est pas long.

Raymond hésite une seconde. Il cherche une entrée en matière. A l'autre bout du fil, Laurent Rolant n'a pas le temps de remarquer l'embarras du chef de quart : l'alerte à la radioactivité vient de retentir sur le site.

Au même instant, le système de protection de la salle de commande détecte de la radioactivité à l'entrée du circuit de ventilation. Il condamne immédiatement la ligne non protégée, et met en service la ligne de secours. Celle-ci est dotée de filtres absolus et de pièges à iode. La salle de commande est le seul local d'exploitation ainsi équipé. Protégé, l'endroit est aussi complètement isolé.

« Nous voilà comme dans une bouteille thermos au milieu d'un brasier, observe Hervé.

— Pas tout à fait, précise Pierre, les gaz rares vont passer au travers de tous les filtres, il faut mettre les narghilés (1). »

Dans son vaste bureau chaud et confortable, Laurent Rolant frémit : l'alarme qu'il vient d'entendre a été déclenchée par une balise plantée à une vingtaine de mètres. Il la distingue parfaitement par la baie vitrée. Les locaux administratifs ne sont pas prévus pour être utilisés si le site est contaminé. Rolant va devoir déménager vers le bloc de sécurité.

Le BDS : une sorte de bunker enfoui sous le bâtiment d'accueil et de regroupement, à l'entrée du site. Un fortin de commandement, équipé du même système de protection que celui de la salle de commande, hérissé d'antennes radios et d'instruments de mesures atmosphériques. Il est « habité », en temps normal, par des gardiens qui surveillent sur des écrans vidéo les mouvements sur le site, truffé de caméras. Jamais, dans toute sa carrière de cadre EDF, Rolant n'a eu à se replier sur cet abri opérationnel. Il connaît sa configuration dans les moindres détails grâce aux exercices d'entraînement, mais entre la simulation et la situation de crise... L'adjoint au directeur a l'impression fugitive de vivre un baptême du feu.

Rolant n'est pas un froussard, ni un bleu. Tout de même, il maudit le sort qui fait de lui le seul maître à bord en l'absence de son directeur, parti l'avant-veille aux États-Unis pour un congrès sur la sécurité nucléaire à

Bethesda, État de Maryland, au siège de la NRC (2). Les Français ont la cote dans le monde de l'industrie nucléaire. Leur technologie est au « top-niveau ». L'adjoint ne peut réprimer un bref ricanement.

(1) Narghilés : masques respiratoires légers, reliés par de minces tuyaux de plastique souple à une réserve d'air comprimé. Contrairement aux masques filtrants, ils ne gênent pas la respiration.

(2) NRC : Nuclear Regulatory Commission. Organisme fédéral chargé du contrôle des installations nucléaires aux États-Unis.

Avant de se replier dans la casemate, Laurent Rolant presse la mise en route de l'appel automatique préenregistré :

« Urgent : le personnel de la centrale est prié de rejoindre le bâtiment d'accueil. Le plan d'urgence interne est déclenché. »

Pas de détail. Le téléphone sonne en ce moment dans plus de trois cents maisons, à vingt kilomètres à la ronde. Les quatre-vingts employés d'astreinte cette nuit vont obligatoirement réceptionner l'ordre de mobilisation. Quant aux autres, s'ils sont chez eux et s'ils ont envie de sortir (le message ne précise pas si le site est contaminé ou non), ils viendront renforcer les équipes de garde.

Rolant se dirige vers les toilettes. Il démonte le dérouleur de torchon propre, retire la bande de tissu blanc, et se confectionne devant le miroir un turban de fortune, de façon à protéger grossièrement ses cheveux contre le dépôt de particules radioactives, son nez et sa bouche contre leur ingestion. Il s'engouffre dans l'escalier. Au passage, il jette un œil sur l'écran digital du couloir qui indique la puissance de production des centrales nucléaires approvisionnant les régions Est et parisienne en électricité. Elles tournent toutes à plein régime pour compenser l'arrêt de Nogent 1, dont la fenêtre d'information affiche « zéro mégawatt ».

Par bonheur, il a eu l'excellente idée de ne pas laisser sa voiture sur le parking d'accueil, comme c'est l'usage, même pour le personnel de direction. Prenant garde à respirer le moins possible, il entrouvre la porte de sa Renault, se glisse au volant et coupe le chauffage avant de démarrer. Direction : le bloc de sécurité, au plus vite.

22 h 48 mn, salle de commande.

« C'est encore Rolant au téléphone. Il voudrait des détails avant d'avertir Paris et la préfecture. Il ne comprend pas que ça ait pu dégénérer comme ça sans prévenir. »

Raymond tend le combiné à Pierre.

Le chef de quart et Hervé Ruel s'acharnent à réduire les conséquences de l'accident. La pression dans la cuve du réacteur est maintenant presque complètement tombée. L'eau injectée par le circuit de sécurité noie lentement le cœur. Cette opération représente l'une des phases les plus critiques d'un accident de refroidissement : l'eau froide entre en contact avec le combustible incandescent, bien au-dessus de mille degrés. Les interactions sont violentes. Elles provoquent des explosions de vapeur, lesquelles accroissent les rejets à l'extérieur et contrecarrent la montée de l'eau dans le réacteur.

« Il faudrait essayer de rabattre la radioactivité dans la cuve », suggère Raymond.

Hervé réfléchit rapidement. Il propose une manœuvre destinée à créer un mur liquide entre la brèche et le combustible. Raymond n'y croit guère, mais ils tentent le coup, assistés de Michel.

Pierre a raccroché le téléphone, il observe les trois hommes. La situation lui apparaît dans toute sa folie. Là-bas, dans son bunker, Rolant met en branle une énorme machine administrative et technique dont on ne peut attendre ici aucun secours.

La catastrophe sera consommée bien avant que cette lourde machine, qui n'a pas encore pris son élan, entre en action. Incapable de s'adapter à la logique de cet accident, l'ingénieur se sent de trop. Cette équipe soudée se démène sans lui contre le pire.

Délaissant la surveillance des instruments, Michel se fige soudain. Caressant sa lèvre supérieure, il lève les yeux vers Raymond :

« Et si on vidait la piscine des combustibles usés dans le réservoir PTR (1) ? Il y a une pompe pour ça.

— Mmm.... Deux cents mètres cubes par heure, c'est pas énorme, mais ça aidera à tenir. On va réduire le plus possible le débit du circuit d'injection dès que le cœur aura été renoyé. »

Raymond se tourne vers Pierre :

(1) PTR : réservoir de stockage eau piscine réacteur.

« Tu sais ce que cela signifie, n'est-ce pas? La vanne n'est pas motorisée. Il va falloir aller l'ouvrir manuellement.

— Je sais parfaitement, soupire Pierre. La radioactivité est partout, maintenant. La ventilation l'a disséminée dans tous les bâtiments. Il faut prendre un masque. Qui y va ? »

Pratiquement alignés contre le mur du fond, les quatre rondiers ont tenté de se faire oublier, peu soucieux d'interrompre le cours des opérations de sauvetage par des questions intempestives. Leur heure est arrivée. Robert et Jean, les « vieux qui connaissent la musique », disait Robert tout à l'heure à son apprenti, ont un mouvement vers le placard du couloir.

« Un seul, coupe le chef de quart. Jean, dépêche-toi s'il te plaît. »

Raymond est reconnaissant à Pierre de n'avoir désigné personne. Le chef de l'exploitation, c'est lui. Ses gars lui font une confiance aveugle, confiance qu'ils sont loin de manifester à l'ingénieur, presque frais émoulu de son école d'ingénieurs.

« Tu ouvres la vanne, tu mets en marche la pompe de la piscine, et en revenant tu coupes la ventilation de tous les locaux des auxiliaires de sauvegarde et des auxiliaires nucléaires. Prends un masque !

— Merci de penser aux copains qui iront bosser dans cette merde après nous », lance Jean en riant.

Il remplace son narghilé par un masque filtrant à cartouche, et attrape une casquette qui traîne. La protection n'est pas vraiment idéale, mais les combinaisons spéciales, les « shaddocks », sont rangées dans un autre bâtiment.

« On croirait un parachutiste s'élançant de la soute d'un avion », remarque Robert en voyant son collègue se jeter dans le couloir.

22 h 50 mn, salle de commande.

L'idée de la piscine a ouvert des perspectives à Raymond.

« Dis donc, Pierre, demande à Rolant d'envoyer les premiers ouvriers d'astreinte mettre une pompe automotrice en batterie.

— Qu'est-ce que vous voulez faire avec ça ?

— Transvaser le PTR de la tranche 2 dans le nôtre. Qu'ils endossent les tenues étanches et portent les masques, c'est du côté où ça a cassé, il doit y avoir un maximum de contamination.

— Vous êtes cinglé ? Qu'est-ce qu'ils feront, ceux de la tranche 2, si c'est leur tour d'avoir un pépin? Ils n'auront plus de réservoir de secours, on leur aura tout enlevé !

— C'est à Rolant de prendre la décision. Entre une catastrophe aggravée et un accident hypothétique, il choisira. »

Heureusement, à ce stade, la décision n'incombe pas à Pierre, mais à l'adjoint du directeur.

« N'empêche que si j'étais l'ISR de quart de l'autre côté, je ne laisserais pas faire une telle connerie.

— Écoute, tu es l'ISR de la tranche 1, et la connerie en question, elle peut arranger tes oignons. »

Hors de lui, Robert, le rondier, n'a pas pu contenir sa colère contre ce trop jeune chef qui n'a rien décidé depuis un quart d'heure. Pierre blêmit.

Il appelle le PC-direction.

Au même moment, le chef de quart se rend compte que personne n'a songé à arrêter les pompes primaires. Privées de pression, elles vibrent au-delà des limites depuis un bon moment.

« Elles doivent caviter un maximum et tourner en survitesse. Ça ne les arrange guère.

— Pour ce qu'on en aura besoin maintenant... soupire Hervé. OK, je les disjoncte. »

Préfecture de Troyes, département de l'Aube, 23 h.

Thierry Langlais réprime difficilement sa fureur. Pourquoi cette centrale nucléaire est-elle prise de convulsions justement ce soir, alors qu'officiellement, le sous-préfet de Bar-sur-Aube assure l'astreinte ? En principe, celui-ci devrait organiser la pré-alerte. Mais il va mettre du temps à arriver. La sous-préfecture est distante de cinquante kilomètres. Avec le brouillard et tous les virages, le trajet prendra au moins une heure.

Le jeune directeur de cabinet du préfet de Troyes doit boucler un dossier. Il a promis à sa fiancée de la rejoindre au plus tard à minuit. Pour une fois qu'elle consent à venir passer un week-end entier chez lui ! Fichu pour la nuit.

Thierry Langlais décroche le téléphone, résigné, et appelle le directeur départemental de la protection civile.

« Ils ont déclenché le plan d'urgence interne à la centrale de Nogent... Non, je ne pense pas. L'adjoint du directeur m'a seulement parlé d'un rejet radioactif limité au site... Je sais bien qu'il faut mettre en place la cellule de pré-alerte, c'est pour ça que je vous dérange. Le problème, c'est qu'on a un abruti à moitié endormi au standard de la préfecture. Le temps qu'il joigne tous

les responsables, le jour sera levé. On ferait mieux de s'y coller nous-mêmes... D'accord, je commence sans vous. Au fait, inutile de vous raser avant de venir. »

Langlais se mord les lèvres. Un de ces jours, cette sale manie de railler tout le monde, y compris les ténors du département, va lui jouer des tours.

Fébrilement, il fouille le bureau de sa secrétaire pour dénicher la feuille des astreintes de la semaine. Tiens, le directeur des incendies et des secours n'est pas sur la liste. Il s'est encore fait remplacer. Celui-là, il va lui arriver des ennuis un de ces jours. Toujours soi-disant « parti en mission » à Paris.

« Monsieur s'ennuie en province. Bon, autant prévenir directement la caserne des pompiers. »

Rien de plus lassant que de répéter cinq ou six fois la même chose.

« Cabinet du préfet à l'appareil. Madame, pouvez-vous me passer votre mari?... Oui, à cette heure-ci... Le directeur de l'action sanitaire?... Le directeur de l'industrie et de la recherche?... Bonsoir, c'est pour un déclenchement de PUI à Nogent... Plan d'urgence interne, oui... Non, pas encore le plan ORSEC-RAD, j'espère qu'on n'aura pas à sortir le grand jeu... Vous savez ce que c'est, mini-cellule de crise à la préfecture, aii cas où... A tout à l'heure. »

Thierry Langlais n'a jamais pu supporter ces fonctionnaires tatillons. Son patron, le commissaire de la République, est autrement plus doué que lui pour traiter avec les administratifs.

Au fait, et le préfet? Certes, il n'est pas d'astreinte. Un commissaire de la République n'est jamais d'astreinte. En revanche, on doit pouvoir le joindre en cas de pépin. Il a filé, sans dire au revoir, vers 18 h après une réunion. Exact, se souvient Thierry Langlais : il s'offre un samedi au vert.

« Qu'est-ce que vous en pensez ? demande Langlais au directeur de la Protection civile, arrivé sur ces entrefaites. Je le bipe ou pas ?

— Ce serait plus sage. Si les choses dégénèrent, il risque d'être furieux de n'avoir pas été prévenu.

— Bon. Si, comme je le soupçonne, il est avec une dame, il sera tout aussi mécontent d'avoir été dérangé pour rien. Mais vous avez raison. »

Thierry Langlais sonne le standardiste : « Trouvez-moi le préfet, il est parti avec un Eurosi-gnal. »

Et les maires? Même la procédure de pré-alerte enjoint de prévenir les maires des communes situées dans un rayon de deux kilomètres autour de la centrale. A vrai dire, songe Thierry Langlais en parcourant la circulaire pour la dixième fois, les consignes ne sont pas claires : les maires, on les prévient s'il y a danger. Est-ce qu'il y a danger? Et même, à cette heure-ci, tout le monde est au lit, tant mieux, d'ailleurs !

« Non, les maires, on verra plus tard. »

Son collègue est bien d'accord : ni l'un ni l'autre n'ont envie de discuter avec des élus qui ne manqueront pas de tout embrouiller avec leurs questions.

Centrale nucléaire, bloc de sécurité, 23 h.

Les chefs de service n'ont pas traîné. Laurent Rolant a prévenu les gardiens de les orienter directement vers le bloc de sécurité. Inutile de perdre du temps à rejoindre le PC de crise, d'ordinaire installé dans le bâtiment de direction. Inutile, surtout, de déambuler sur le site contaminé, et de ramener des saletés à l'intérieur du poste de commandement.

Lui-même, lorsqu'il est arrivé dans l'abri, a pris garde de se dépouiller rapidement de son turban-torchon et de son pardessus, enfouissant à regret ce dernier dans un sac plastique hermétique disposé dans le sas de sécurité. Dans l'hypothèse où...

« Messieurs, tel est précisément le problème : nous ignorons tout de la quantité de radioactivité rejetée depuis le début de l'accident.

— Comment est-ce possible? coupe le responsable des contrôles de l'environnement. En salle de commande, ils ont bien des mesures à la source ?

— Non. Si les rejets avaient eu lieu par la cheminée du réacteur, il n'y aurait eu aucun problème pour mesurer. En l'occurrence, il faudrait pouvoir analyser des échantillons d'eau du GV 4 et du circuit primaire. Cela aiderait à évaluer les dégâts survenus sur le combustible, et à calculer une fourchette pour les rejets.

— Et alors, qu'est-ce qu'ils attendent ?

— Impossible : pour tous les automatismes, l'injection de sécurité signifie relâchement, ou menace de relâchement, à l'intérieur de l'enceinte

de confinement. Tous les circuits traversant l'enceinte sont alors fermés. Par conséquent, il n'y a pas moyen d'ouvrir le circuit de purge du GV pour mesurer. Le hic, c'est que le relâchement s'est produit à l'extérieur.

— Bref, nous sommes coincés !

— En quelque sorte, oui. Et je me demande bien comment expliquer à la préfecture que nous sommes dans l'impossibilité absolue de lui dire quelle quantité de radioactivité est sortie.

— En attendant, on peut tout de même analyser quelques-uns des rejets, soupire le chef du PC-environnement. Dès que les ouvriers d'astreinte arrivent, je m'occupe d'envoyer quelqu'un sous la brèche. »

Laurent Rolant consulte nerveusement sa montre : où diable est passé l'ingénieur de sûreté ? Il n'arrive pas, et, dans la salle des commandes, l'équipe de conduite est livrée à elle-même. Cette situation est contraire aux règlements de crise.

Parking d'accueil, 23 h.

Les policiers n'ont pas bougé depuis vingt-cinq minutes. Transi, l'inspecteur B. a fini par rejoindre son collègue non fumeur dans la voiture. Le moteur était coupé, mais l'immobilité et le froid de décembre ont eu raison de ses velléités d'économie de carburant. Non qu'ils veuillent préserver les finances de la police; simplement, à Nogent, les stations service ne sont pas ouvertes en pleine nuit. A 22 h 45, ils ont préféré attendre dans un véhicule chauffé.

« Tu ne crois pas que ça suffit comme ça, la ventilation ? On crève de chaud dans cette bagnole. Et puis ça fait un boucan de tous les diables.

— Tu as décidé d'être emmerdant ce soir, ou quoi ?

— Arrête, tu vois bien que je n'ai plus de cigare. » Il coupe la ventilation. Les policiers s'ennuient.

« Regarde, on dirait que le panache de la première tour a diminué.

— Tu veux plutôt dire qu'elle ne crache presque plus rien.

— On voit mal avec le brouillard. Je me demande si elle fonctionne toujours.

— C'est facile, il suffit d'écouter si le bruit est toujours là. »

Ils descendent de la voiture.

« Effectivement, le grondement s'est atténué. Ce qu'on entend encore doit provenir de la deuxième tour.

— Tu crois que ça a quelque chose à voir avec le bordel de tout à l'heure ?

— Je ne sais pas, mais il y a de l'agitation cette nuit. Tu as remarqué ? Ça fait six bagnoles qui arrivent en moins de dix minutes. »

A présent les inspecteurs sont inquiets. Ils veulent en savoir plus.

Négligeant la voiture qu'ils laissent, moteur en marche, à une dizaine de mètres de l'entrée principale, ils se dirigent vers la guérite des gardiens. Au même instant, une Citroën BX, dont les policiers ont aperçu les phares au travers du rideau de peupliers qui borde la route de Nogent, freine devant la barrière automatique.

« Bonsoir. Police ! Pouvez-vous nous dire pourquoi vous êtes si pressé ? Euh... c'est-à-dire qu'on se demande si tout va bien. »

L'inspecteur A. est embarrassé. Il a ordre de ne pas importuner le personnel de la centrale. Ordre de ne pas laisser soupçonner quoi que ce soit quant à cette alerte PIRATOME. Dans sa BX, le technicien soupire. Que fabriquent les flics sur le parking à cette heure ? Il est pressé, mais il sort de son véhicule.

« Je n'ai aucun détail. Je suis d'astreinte ce soir, j'ai reçu l'ordre de rejoindre mon poste. Attendez, les gardiens veulent me dire quelque chose. »

Derrière la vitre, un des surveillants s'agite en effet. Le technicien se dirige vers la cabine, tente d'ouvrir la porte. Sans succès. Derrière, les gardiens maintiennent la poignée fermée, et hurlent en gesticulant. L'homme qui frappait au carreau se penche alors sur un micro relié à l'interphone extérieur et crie :

« Le site est contaminé. Rentrez dans votre voiture immédiatement. Et prévenez ces putains de flics de décamper. Ça fait dix minutes qu'on essaie de les avertir, ils n'entendent rien. »

Glacés d'effroi, les deux inspecteurs foncent vers leur véhicule et démarrent dans un crissement de pneus. Direction : n'importe où ailleurs.

L'inspecteur B. décroche la radio vissée sous le tableau de bord.

« Patrouille 3 à Paris... Patrouille 3 à Paris... Groupe d'intervention, vous m'entendez? Ici patrouille d'alerte PIRATOME... Les terroristes ont frappé. On n'a pas de détail, mais ça a pété vers 22 h 30, on a entendu... »

Salle de commande, 23 h.

Jean, le rondier, s'est tellement dépêché qu'en moins de six minutes il a atteint la vanne manuelle et mis la pompe en route. La vidange de la piscine des combustibles usés dans le réservoir PTR vient de commencer. Mais les opérateurs et l'ingénieur savent bien que cet apport d'eau boriquée est insuffisant. Bientôt, le cœur ne sera plus refroidi.

A voir les techniciens si abattus, les trois rondiers, tassés dans un coin, réagissent par mimétisme. Ils ne sont pas bien fiers. Hors du coup, ils meublent leur angoisse en interprétant comme ils peuvent les conversations des pilotes de la tranche.

« Hervé, le PC demande qu'on ne garde qu'une pompe basse pression en service, dit Pierre, en conversation téléphonique avec la direction. Tu la fais fonctionner par intermittence, en maintenant le niveau d'eau dans la cuve en bas du pressuriseur.

« Quel perroquet ! » songe le chef de bloc.

« Merci. Dis-leur qu'on n'a pas attendu leur conseil. Ça fait cinq minutes qu'on s'en occupe.

— OK, ça va, ça va ! »

Au PC de direction, Laurent Rolant, le directeur adjoint, a tranché : une moitié du réservoir PTR de la tranche 2 sera transférée dans celui de la

tranche accidentée. A regret, Pierre l'annonce à ses collègues. Après tout, il était contre cette idée.

Robert, le rondier, sourit derrière ses grosses moustaches. Dehors, revêtus de « shaddocks » et portant leurs masques filtrants, des ouvriers préparent une motopompe et des tuyaux pompiers.

« Vous vous rendez compte de ce qui attend les types qui vont effectuer la jonction? murmure Michel.

— Oui, le PTR est juste sous la brèche, constate Hervé. Ils vont poser des échelles, et travailler pendant que l'eau chaude et radioactive leur tombera dessus. Ils ne pourront pas tenir plus d'une minute sans dépasser la dose maximale. On n'aura jamais assez de monde pour percer le toit.

— Sauf si des volontaires acceptent de rester plus longtemps, comme à Tchernobyl...

— Quoi ? Percer le toit ? »

L'apprenti rondier a presque crié. Lorsque tout à l'heure il a vu Jean fixer son masque, puis s'engouffrer courageusement dans les couloirs non protégés, le jeune homme a serré les dents. Robert a remarqué l'émotion du gamin.

« Eh, du calme, si ça t'arrive de devoir sortir, souviens-toi des cours de radioprotection de l'école. T'es pas une poule mouillée, tout de même?

— Il n'a même pas de shaddock !

— T'en fais pas pour lui, ce n'est pas encore l'enfer dans la maison, on n'est pas dehors. »

Ainsi, dehors, c'est donc déjà l'enfer? « Vous avez dit qu'on allait percer le toit ? répète le rondier, brusquement tout pâle.

— Pas le toit de la salle de commande, couillon. » Hervé a pitié du garçon. « On va percer le toit du PTR, pour pouvoir passer les tuyaux pompiers qui amèneront la flotte de la tranche 2.

— C'est plein de contamination, à cet endroit-là? » Robert tire son stagiaire en arrière.

« Écoute, fais pas chier le monde. Tu vois qu'ils n'ont pas de temps à perdre. Va plutôt chercher des cafés à la cuisine. »

Centre de regroupement du personnel, 23 h 15 mn.

Tout près du bloc de sécurité, pratiquement au-dessus du blockhaus de commandement, dans l'immense local d'accueil, bâtiment fermé mais non point doté d'un système de protection contre la radioactivité ambiante, le personnel d'astreinte se regroupe peu à peu. Une équipe a rapporté de la réserve des masques filtrants à cartouche.

Automaticiens, soudeurs, mécaniciens, électriciens, tous les hommes de la maintenance ont répondu à l'appel. Les deux contrôleurs de l'environnement extérieur sont arrivés dans les premiers. Les cadres ont commencé à organiser les groupes d'intervention, suivant la procédure rigoureusement définie par le plan d'urgence interne. Ils attendent les ordres de la direction pour agir.

L'ambiance est lourde. Si les grands chefs sont retranchés dans le bloc de sécurité, c'est que le site n'est pas sûr. Pas besoin d'être grand clerc pour interpréter les couinements répétés des balises gamma disposées de part et d'autre de la casemate des gardiens. Ces derniers, d'ailleurs, sont cloîtrés dans leur maisonnette vitrée.

L'infirmière de garde entre à l'instant. Seule pour assurer la couverture médicale, elle vérifie l'équipement de chacun. Quand la consigne d'astreinte est parvenue à son domicile, bien ennuyée, elle a planté là son dîner et ses amis. Charles, son compagnon, s'est insurgé : lui gâcher ainsi sa soirée d'anniversaire! Sylvie Ruel aurait bien voulu avoir des détails; après tout, Hervé travaille cette nuit. En gros, personne ne s'est vraiment inquiété. Sans être fréquentes, les alertes surviennent de temps en temps.

Interceptée dès son arrivée par un appel du haut-parleur, l'infirmière a foncé vers le bloc médical, raflant l'intégralité des réserves d'iode dans l'armoire. A présent, par sécurité, elle distribue les comprimés préventifs aux quatre-vingts employés qui attendent les ordres dans le hall.

« Un automaticien est demandé à l'entrée. Je répète : un automaticien... »

Au milieu du brouhaha, l'interphone crachote ses appels. Deux ouvriers rejoignent le PC des mouvements, presque soulagés d'avoir enfin quelque chose à entreprendre.

« L'ingénieur de sûreté veut qu'on aille modifier le câblage des commandes des vannes d'isolement. Il paraît que c'est la seule solution pour

pouvoir effectuer des mesures. Vous allez mettre combien de temps à faire ça ?

— Je suppose qu'on ne coupe pas au shaddock ?

— Évidemment. On en a quelques-uns de complets ici. N'importe comment, nous allons devoir aller en chercher d'autres à la réserve pour les interventions ultérieures.

— Alors, je ne vais pas pouvoir travailler très vite. Une demi-heure, je pense.

— Bon, vous prenez un électricien avec vous. Autant garder un automaticien en réserve ici. »

Du bloc de sécurité, un ordre autrement douloureux vient de tomber : quelqu'un doit se rendre au plus près de la brèche pour prélever des échantillons des rejets liquides.

« Une mission très risquée, messieurs, annonce, l'air lugubre, le sous-responsable du PC environnement. Il me faut deux volontaires.

— De toute façon, on a déjà morflé en arrivant ici sans protection ! »

La récrimination fuse du fond de la salle. Elle couvait silencieusement depuis quelques minutes. Pourquoi l'appel téléphonique ne précisait-il pas que le site était contaminé ?

« Écoutez, vous avez peut-être reçu des doses. Cela dit, je suis dans la même situation que vous. Ce n'est pas le moment de gueuler. Alors, qui est volontaire ? »

Salle de commande, 23 h 10 mn.

Depuis trois minutes, Pierre Duguey communique avec deux ingénieurs fort éloignés de Nogent, grâce à une liaison multiplex. Ceux-ci disposent néanmoins de toutes les informations sur l'accident.

L'un se trouve à Paris, au siège d'EDF, près du parc Monceau. L'autre est dans le local du CEA, le Commissariat à l'énergie atomique, à Fontenay-aux-Roses, dans la banlieue sud ; il représente l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, l'IPSN. Tous deux sont d'astreinte cette nuit. Leurs installations permettent une connexion télématique, via le réseau « TRANSPAC », avec les panneaux de sûreté de n'importe quelle centrale nucléaire française. Lorsqu'ils ont appris l'accident, ils ont branché leur terminal sur la tranche 1 de Nogent. Depuis, ils observent en temps réel l'évolution de la situation, comme s'ils se trouvaient eux-mêmes dans la salle de commande.

L'équipe vient d'apprendre que des volontaires allaient effectuer un prélèvement d'eau contaminée sous la tuyauterie accidentée.

« Ce n'est pas possible, s'insurge Michel, on ne peut pas envoyer des gens bosser dans cet enfer ! La jonction du PTR... puis le prélèvement... Non, il faut trouver une autre solution, une vraie, qui stoppe les rejets. »

Hervé ne cache pas non plus son inquiétude. Il cherche désespérément à rétablir un « mode de fonctionnement post-accidentel normal ». Il voudrait recycler et refroidir l'eau injectée dans le cœur, au lieu de la rejeter, bouillante et débordante de radioactivité, à l'air libre.

« Bon sang, comment ne pas y avoir pensé plus tôt ? » Hervé bondit sur Pierre et secoue l'ISR. « Il suffit d'ouvrir une brèche dans le circuit primaire. Comme ça, l'eau qu'on injecte s'écoulera dans le bâtiment-réacteur, jusqu'aux puisards (1). Et quand il y en aura assez, on pourra la refroidir et la recycler selon la procédure normale. »

Raymond serre amicalement le bras de son jeune équipier. Pierre accuse le coup : en principe, il aurait dû l'avoir lui-même, cette idée ! Détournant les yeux, il se penche sur le téléphone, et transmet l'idée du chef de bloc à ses interlocuteurs.

Un dialogue rapide s'instaure entre les spécialistes : où pratiquer la brèche ?

« Évidemment sur une ou, mieux, sur plusieurs branches du circuit primaire, suggèrent ensemble Pierre et l'ingénieur d'EDF.

— A commencer par celle du GV 4, renchérit l'homme du CEA. Mais comment ouvrir des brèches dans ces pièces d'acier épaisses de plusieurs centimètres, sans risque pour ceux qui effectueront le travail ? »

(1) Se reporter au plan, p. 45.

Réfléchissant en parlant, il propose immédiatement la réponse :

« Découper les canalisations au chalumeau, c'est hors de question. Trop dangereux! En plus, il faudrait quasiment découvrir le cœur pour opérer. Je ne vois qu'un moyen : recourir aux explosifs.

— Mais nous n'avons pas d'explosifs, ni d'artificiers sur le site, rétorque Pierre, interloqué.

— D'ailleurs, il est interdit d'en introduire... en temps normal », ajoute précipitamment l'ingénieur de Paris.

Le spécialiste du CEA attendait cette objection. Il trouve presque plaisant de prouver à ces agents EDF que le CEA peut être indispensable dans un moment aussi critique.

« Ne vous inquiétez pas, je contacte notre branche militaire. Elle a tout ce qu'il nous faut, hommes et matériel. Préparez de votre côté un plan d'intervention dans le bâtiment-réacteur. »

Pour ne pas alarmer les rondiers, Pierre informe à voix basse Raymond et Hervé de la procédure. Le chef de quart est plutôt sceptique :

« Ils n'arriveront jamais à temps. Les hélicos ne sortent pas la nuit. Et puis, franchement, cette histoire de faire sauter l'installation... Non, ça ne me plaît pas. »

Hervé est également mécontent : cette solution n'empêchera pas la liaison avec le réservoir PTR, et des ouvriers seront irradiés de toute façon.

Pierre Duguey ne peut prendre en considération les états d'âme de l'équipe. Le temps presse, il commence, en liaison avec le bloc de sécurité, à envisager l'intervention.

« Une brèche... une brèche... »

On doit absolument percer ce satané circuit primaire. Hervé réfléchit à toute allure. A son insu, il adopte le point de vue d'un saboteur, un super-saboteur qui connaîtrait l'installation sur le bout des doigts. Le circuit primaire ? Finalement, on en fait vite le tour : une cuve,

un pressuriseur, quatre GV, huit tubulures, quatre pompes... Les pompes qu'il a arrêtées tout à l'heure, car elles ne servaient plus à rien, et vibraient à tout casser... parce qu'elles tournaient à vide.

Hervé sent qu'il brûle. t

« A tout casser... »

« Ça y est, hurle-t-il triomphalement. On va remettre les pompes en marche, on coupera l'injection d'eau, le palier ne sera plus refroidi. En quelques minutes...

— ... les joints, les paliers et les barrières thermiques, enchaîne Pierre, admiratif malgré lui, vont fondre et se disloquer. L'axe de la pompe ne sera plus tenu, et normalement, le corps de pompe...

— ... sera pulvérisé par le choc », achève Hervé. Dans leurs bureaux d'EDF et du CEA, au bloc de

sécurité, les ingénieurs trouvent l'idée ingénieuse. Certes, elle émane d'un opérateur. Aucun des spécialistes n'a pris sa part dans cette solution. Pourtant, une fois en lice, ils sont censés penser à la place de l'équipe de quart. Car celle-ci manque, affirment les analyses officielles, du recul indispensable en situation de crise. Mais l'heure n'est pas à l'autocritique.

La vision grandiose de ces quatre énormes pompes hautes de douze mètres, avec leur moteur de neuf mille chevaux, volant en éclats, déclenche l'enthousiasme. En une autre circonstance, l'horreur aurait prévalu : un tel « accident » sur les pompes achève de transformer le réacteur en un monstrueux déchet radioactif.

Le temps presse. Michel lance les quatre pompes à la fois. En vingt secondes, elles atteignent un régime de survitesse. Le capteur de vibration confirme : le maximum est atteint. Dans la salle de commande, la tension est indescriptible. Les hommes ont le regard fixé sur les valeurs des ampèremètres, qui mesurent le courant dans les moteurs des pompes. Ils guettent la brutale surintensité signalant que le rotor s'est bloqué. La température des paliers augmente, augmente... dépasse la pleine échelle des instruments. Les chiffres de l'ampèremètre de la pompe n° 2 oscillent soudain.

« Ça doit cogner dur », murmure Pierre en souriant pour la première fois de la soirée.

Brusquement, les chiffres bondissent.

« Coupe ! Coupe ! Ça sature ! »

Michel n'a pu s'empêcher de hurler. Hervé a déjà coupé le courant pour éviter une dégradation des circuits électriques. Ils doivent servir encore trois fois.

La pompe n° 2 vient de céder.

Les autres subissent le même sort à quelques secondes d'intervalle. Dans leur casemate de protection à l'intérieur du bâtiment-réacteur, les pompes n'ont certainement pas belle allure.

« On n'admirera pas le spectacle avant de longs mois, songe Pierre. Tant qu'on n'aura pas évacué toute la radioactivité qui va maintenant se déverser

dans l'enceinte. »

L'horloge de la salle de commande indique 23 h 28 mn. En principe, le désastre est enrayé. Raymond pousse le débit du circuit d'injection de sécurité au maximum pour amener de l'eau dans le bâtiment-réacteur.

« C'est pas mal. La température augmente dans le bâtiment-réacteur. Tu as bien réussi tes brèches, mon gars. »

Rien d'autre. Pas de commentaire. Ils sont tous devenus muets, même Pierre qui n'a plus besoin de parler au téléphone, puisque le panneau de sûreté transmet à Paris le résultat de l'opération.

Il reste un peu plus de mille mètres cubes d'eau boriquée dans le PTR. Assez désormais pour remplir les puisards du bâtiment-réacteur et restaurer enfin des conditions correctes pour que la procédure de sauvegarde normale soit mise en œuvre. Hervé déclenche l'aspersion d'enceinte. L'insupportable tension nerveuse est tombée. Raymond se frotte les mains :

« Messieurs, maintenant qu'on vient pour de bon d'inventer la lune, vous êtes priés de replonger le nez dans vos fiches de consignes ordinaires. Les procédures préétablies redeviennent utiles. Il était temps ! »

Voie de chemin de fer SNCF, 23 h 29 mn.

Le train de nuit Paris-Bâle via Mulhouse ralentit légèrement avant d'aborder la succession des courbes à travers Nogent-sur-Seine. Dans moins de trois minutes, il passera sous le seul panache de la tour de refroidissement de la tranche 2 de la centrale nucléaire.

Sous la déchirure de la tuyauterie-vapeur, 23 h 30 mn.

Une camionnette vient de s'arrêter à vingt mètres de l'enceinte du réservoir PTR, juste à côté du bâtiment des diesels de secours. L'un d'eux tourne dans un bruit assourdissant. Il a été branché immédiatement après l'accident, pour parer à toute éventualité de panne d'électricité. Actuellement, il tourne à vide puisque la centrale est toujours correctement raccordée au réseau.

Une silhouette sort de la voiture. L'homme se meut lentement, visiblement gêné dans ses mouvements par sa tenue de protection. Il porte le « shaddock » maximum : une combinaison de vinyle enfilée sur une autre combinaison de papier, trois paires de gants et sur-gants, trois paires de bottes et sur-bottes, trois cagoules et sur-cagoules. Plus un masque filtrant, hermétiquement coincé sous le capuchon.

Un autre extra-terrestre pareillement accoutré reste assis au volant.

Ce sont les deux volontaires recrutés par le PC-environnement pour prélever un échantillon d'eau sous la fuite de la tuyauterie-vapeur.

Lorsque le responsable a lancé son appel, il y a un quart d'heure, cinq hommes se sont avancés. Un murmure a couru dans le groupe des employés. Le chef a demandé leur âge aux volontaires. Il a choisi les deux plus vieux : Denis, quarante-huit ans, pour conduire la camionnette ; Lucien, cinquante-deux ans, pour effectuer le prélèvement. Tous deux sont des mécaniciens d'entretien, habitués à intervenir en zone nucléaire, donc formés à la radioprotection.

Lucien sait qu'il doit travailler vite. Il lève cependant les yeux : avec l'obscurité, il ne distingue pas grand-chose. Si, peut-être... Oui, c'est bien un jet de vapeur qui sort de cette déchirure dans la tôle, là, trente mètres plus haut.

Lucien frissonne. Pourtant, il crève de chaleur sous son shaddock. Il se dirige lentement vers la base de l'enceinte du PTR, surveillant l'aiguille de son détecteur. Elle est complètement bloquée à droite.

« Nom de Dieu, c'est dément ! Oh ! putain, je patauge dans une de ces flottes ! »

Il jure comme un charretier, terrifié par les indications de son compteur. Sans perdre une seconde, il s'accroupit, écope une des larges flaques, referme son bocal et fait demi-tour.

« Denis, on décampe, grouille-toi. »

Lucien parle tout seul, la camionnette est encore trop loin pour que son collègue l'entende. Mais Lucien court comme s'il avait le feu aux trousses. Il respire trop fort sous ses cagoules. Le plexiglas de son masque se couvre de buée.

Denis ouvre la portière pour Lucien et s'apprête à fuir au plus vite cet endroit si dangereux.

Lucien atteint la voiture. A bout de souffle, empêtré dans son shaddock et gêné par ses instruments, il trébuche.

Il tombe sur la portière, dont l'angle supérieur déchire sa tenue de protection au niveau de la gorge.

Lucien s'affale sur le bitume mouillé, face contre terre. Il porte la main à son cou, ne sent rien évidemment à cause de ses trois couches de gants, si ce n'est la douleur atroce. Il saigne beaucoup et perd connaissance.

Bouleversé, Denis hisse son copain dans la voiture, récupère le bocal d'échantillon qui, miraculeusement, ne s'est pas brisé en tombant, et fonce comme un fou vers l'infirmerie. Au diable le détour prévu par « le labo chaud » du bâtiment des auxiliaires nucléaires, où ils avaient ordre de déposer le prélèvement pour analyse !

« Au diable pour l'instant seulement », songe Denis en essayant de maîtriser la chamade de son cœur.

Le directeur de cabinet du préfet est pétrifié. L'adjoint au directeur de la centrale nucléaire expédie rapidement l'information au téléphone.

« Déclenchez l'alerte, monsieur Langlais. Nous avons droit à un accident à caractère radiologique extérieur au site, pour employer les termes officiels. Vous avez de quoi noter ? »

Thierry Langlais déglutit péniblement. Aidé par le directeur départemental de la Protection civile, il vient d'appeler quelques responsables du département pour constituer la mini-cellule de crise en préfecture. Les fonctionnaires de la direction de la Santé et de l'Industrie sont déjà là. Ainsi, l'alerte se confirme.

« Oui, allez-y.

— Bon. Il faut déclencher le plan particulier d'intervention. En ce qui nous concerne, nous en sommes au plan d'urgence interne niveau 3, le niveau maximum. Nos relevés météo donnent les indications suivantes : vent de secteur est-nord-est, soufflant à deux mètres par seconde ; une température extérieure un peu supérieure à zéro degré ; des conditions d'inversion de température au voisinage du sol ; et une brume moyenne dans la vallée de la Seine.

— Vous avez lâché beaucoup de radioactivité ?

— Pas mal, je crois. Je sais, ce n'est pas une réponse, s'empresse d'ajouter Laurent Rolant, prévenant l'indignation de son interlocuteur. Nous avons un grave problème de mesure, qui nous a jusqu'à présent empêchés d'évaluer l'importance des rejets. Je peux simplement vous dire que les capteurs atmosphériques placés sur le site sont saturés.

— Mais c'est dingue ! Je croyais qu'en cas d'accident dans une centrale nucléaire on avait le temps de prévoir le danger. C'est écrit en toutes lettres dans le plan ORSEC-RAD, je l'ai sous les yeux.

— Je suis désolé, nous avons été pris de court nous aussi. Écoutez, coupe Rolant, qui n'a pas la moindre envie de s'étendre sur ce problème, pouvez-vous demander aux pompiers d'expédier au plus vite les voitures NBC dont ils disposent ?

— NBC... ? » Thierry Langlais est perdu.

« Nucléaire-bactériologique-chimique. (Qui est-ce qui m'a fichu un lascar pareil ? soupire Rolant) Des véhicules qui vont procéder aux

premières mesures de contrôle de l'environnement. Vous avez bien un CODIS (1) à Troyes, non?

(1) CODIS : Centre opérationnel des incendies et des secours. En alerte 24 heures sur 24.

— Oui, oui... » Le directeur de cabinet est totalement anéanti. « Oui, il y a des hommes en permanence, même la nuit.

— OK. Le CODIS va demander à Paris d'envoyer des cellules mobiles d'intervention radiologique.

— Des CMIR, oui...

— Monsieur Langlais, je vous rappelle dès que j'ai du nouveau. »

Thierry se tourne, livide, vers le directeur départemental de la Protection civile. Celui-ci a évidemment compris l'ampleur de la catastrophe. Abstraction faite de la gravité des événements, il ne peut s'empêcher d'être ravi du désarroi de ce petit freluquet fraîchement sorti de l'École nationale d'administration, qui se trouve toujours très drôle de se moquer des gens. Cette fois, Thierry Langlais a cessé de frimer.

« Il a parlé des CMIR. Des pompiers, n'est-ce pas? Je... je m'excuse, quel est leur rôle exactement?

— Ce sont des équipes spécialement entraînées à mesurer la radioactivité ambiante en cas de pépin. Vous ne vous souvenez pas? Il y a deux ans, la CMIR de Créteil était intervenue dans l'Aube lorsqu'une camionnette transportant une radio-source s'était renversée, et avait pris feu sur la nationale 6.

— Je n'étais pas encore en poste à Troyes. »

Thierry Langlais retrouve ses esprits.

« Le standard ? Alors, vous avez eu le préfet ?

— Non-monsieur.

— Comment, non ? Il a un Eurosignal, imbécile !

— Je sais bien, monsieur, je n'arrête pas de biper, ça ne répond pas.

— Continuez! Et passez-moi la caserne des pompiers. Vite », hurle Langlais au pauvre standardiste.

Celui-ci se demande bien pourquoi le directeur de cabinet n'utilise pas son téléphone direct.

Respirer. Marcher trente secondes dans le couloir. Fumer une cigarette. Thierry Langlais tire d'une poche de son veston en alpaga un paquet de Dunhill douces mentholées. Sorti de l'ENA il y a dix-huit mois, il s'estimait jusqu'à ce soir bien parti pour effectuer un parcours administratif sans faute.

Ce plan ORSEC-RAD, qu'il a visiblement du mal à mettre en branle, va-t-il tout gâcher ?

La moquette pourpre de la préfecture étouffe la nervosité de ses pas. Il se dirige vers le monumental escalier et caresse machinalement le mur de pierres blanches. Il écrase son mégot sur une marche.

« Mais au fait, ce n'est pas moi qui suis d'astreinte ce soir ! C'est le sous-préfet de Bar-sur-Aube. »

Soudain déchargé d'un grand poids, Langlais retourne dans son bureau. Les administratifs convoqués pour la pré-alerte sont presque tous là : celui de la DDASS, autrement dit l'homme de la Santé ; celui de la DRIR, l'homme de l'Industrie ; et celui de la DDE, direction départementale de l'Équipement. Le commandant de la gendarmerie a prévenu par radio qu'il était en route.

« Eh bien, personne ne va retourner au lit de sitôt », songe Thierry Langlais avec une amère satisfaction.

Car le déclenchement d'un plan particulier d'intervention, super plan ORSEC départemental, suppose la mise en branle de forces dont Langlais commence à se faire une vague idée.

Centrale nucléaire. 23 h 40 mn.

« Oh merde, Sylvie ! »

Hervé Ruel a bondi de sa chaise, devant l'immense table qui trône au centre de la salle de commande.

« Quoi ? Qu'est-ce qu'elle a, ta femme ? s'enquiert Raymond, rasséréné depuis cinq minutes comme le reste de l'équipe.

— Elle bouffait chez des copains, elle va rentrer à Saint-Brice. Tu te rends compte des saloperies qu'elle va traverser ?

— Ben appelle, grouille-toi ! Qu'est-ce que tu attends ? »

Pas plus que ses collègues, Hervé n'a vu l'heure s'écouler. Maintenant, l'angoisse de la catastrophe technique est passée. Les hommes surveillent simplement les opérations.

Hervé décroche complètement. Il se rue sur le combiné rattaché au réseau téléphonique normal, et compose le zéro pour obtenir une ligne extérieure.

Occupée. Toujours occupée. Hervé est au bord des larmes.

« Tu sais, suggère Raymond, ils ont probablement déconnecté les lignes de sortie directe.

— Appelle la direction, explique ton problème », dit Michel.

Hervé arrache presque le téléphone intérieur des mains de Pierre.

« Hervé Ruel, chef de bloc. Je veux parler au responsable des communications... Je vous en prie, c'est urgent... Merci... Monsieur Guillet? Je dois à tout prix joindre ma femme avant qu'elle ne quitte Traisnel. Vous avez vu la direction des vents ? Elle va passer en plein dedans.

— Monsieur Ruel, vous connaissez le règlement de crise : les informations à la population ne sont pas de notre ressort. Nous n'avons aucune donnée sur les quantités et la composition des rejets. Nous devons à tout prix éviter la naissance de rumeurs alarmistes. Elles deviennent vite impossibles à enrayer.

— Mais elle est enceinte! S'il vous plaît! Chaque seconde qui passe gâche peut-être ma dernière chance de la joindre.

— Écoutez, de toute façon elle ne risque pas grand-chose en traversant en une minute le nuage à l'intérieur de sa voiture. Il vaut mieux courir ce risque limité que de déclencher une panique générale dont les conséquences pourraient être terribles. Vous en conviendrez certainement.

— Je n'admets rien du tout. Je dois prévenir ma femme, crie Hervé, désespéré.

— C'est hors de question. D'autant que le dispositif des pouvoirs publics n'est pas encore en place.

— Je... Je vous casse la gueule si Sylvie chope un brin de contamination. »

Fou d'inquiétude, Hervé raccroche. « Il n'a pas complètement tort, le père Guillet, tu sais. »

Robert essaie de raisonner Hervé. Le vieux rondier aime bien le jeune chef de bloc. La sortie de l'opérateur envers un chef réputé intransigeant et très sec l'a fait frémir. Il comprend cependant sa colère.

« Qu'il ait tort ou raison, je m'en balance. Et on va s'expliquer en face ! Toi, gamin, passe-moi ton bleu. »

Ahuri, le rondier stagiaire enlève sa cote de travail.

Les deux hommes sont de la même taille. Fébrilement, Hervé enfille la combinaison par-dessus son jean et son chandail, coince le bas des deux pantalons dans ses chaussettes, attrape un gilet qui traîne sur une chaise, saisit au passage les gants tachés de cambouis d'un rondier, et fonce dans le couloir où il prend un masque dans l'armoire. En une minute, il a fixé la protection respiratoire et entortillé la veste sur sa tête.

Les autres restent stupides. Sauf Raymond : il tente quelques phrases d'apaisement, puis renonce en voyant la détermination de son collègue. Pierre assiste à la scène sans intervenir, incapable de critiquer cet homme qui, finalement, a sauvé le réacteur. Après tout, Hervé Ruel connaît parfaitement les risques auxquels il s'expose en sortant sans protection.

Hervé est déjà dans la tour d'accès, dont il dévale les quinze mètres de marches qui le séparent du rez-de-chaussée.

En débouchant dehors, il observe un quart de seconde l'immense hall du turbo-alternateur à sa gauche, et sur sa droite l'ensemble de la tranche 2. Il se trouve au milieu de l'une des zones les plus contaminées du site. La sortie de la tour d'accès est à moins de soixante mètres de la brèche, sous le vent. Le torrent de radioactivité a jailli là-bas.

Il doit rallier le bâtiment d'accueil de l'autre côté, à gauche de la tranche 1. Le chemin le plus court passe donc entièrement dans le nuage radioactif. Pour n'être pas trop irradié, il doit contourner ce nuage en prenant derrière l'îlot nucléaire.

Hervé tourne à droite. Il remonte au vent le long du bâtiment des auxiliaires nucléaires, court jusqu'à la desserte ferrée des bâtiments-combustibles, et bifurque encore une fois à droite, vers le chemin qui mène à la sortie arrière de la zone contrôlée. Il s'arrête un instant après avoir doublé le bâtiment-réacteur, pour constater les dégâts visibles à l'extérieur, du côté de la sortie du GV 4. Malgré la brume, l'éclairage du site permet de distinguer assez nettement, à une centaine de mètres, une déchirure de la tôle ondulée. Cette mince paroi de protection dessine curieusement, à mi-hauteur de la construction, un socle, ou plutôt une collerette massive. La canalisation suit un tracé coudé. Hervé est trop loin pour apercevoir autre chose qu'un bout de tuyau qui dépasse à peine et continue à cracher d'inquiétantes bouffées de vapeurs radioactives.

Hervé reste immobile une dizaine de secondes. Malgré sa gravité, la scène ne vaut pas le spectacle dantesque offert par la centrale éventrée et fumante de Tchernobyl.

« Le satellite SPOT ne distinguerait aucun indice anormal, songe Hervé. Pourtant, ce foutu tuyau a peut-être vomi autant de radioactivité que le réacteur ukrainien en 1986. Il va falloir l'obturer dare-dare. »

Il reprend sa course, et se heurte à la grille d'entrée en zone contrôlée, destinée à empêcher l'accès au personnel sans autorisation. Évidemment, il sort, mais il n'est pas dispensé de franchir le tambour à ouverture commandée par une carte magnétique. En endossant la cotte du rondier, Hervé a pensé à placer son badge dans une poche du bleu. Judicieuse précaution, mais quelle poche?

Hervé fouille le vêtement. Pour trouver plus vite, il arrache un gant, palpe le tissu contaminé, et extirpe enfin la carte. Énervé, il doit s'y reprendre à deux fois avant de l'introduire correctement dans le lecteur. Il pianote son code personnel. Mal, car l'appareil refuse le chiffre de passe. Hervé démolirait volontiers cette machine inflexible... Il perd de précieuses secondes.

Contournant le bâtiment de direction et de maintenance plongé dans l'obscurité, il termine par une longue allée, après avoir longé un parking vide.

Gêné par son masque, éreinté par une cavalcade de six cents mètres, Hervé s'effondre presque devant le bâtiment d'accueil.

« Eh, les gars, regardez ce cinglé ! D'où il sort, à votre avis? »

Les ouvriers d'astreinte encore inoccupés ont vu Hervé approcher, puis tituber devant la porte.

« Ne le laissez pas entrer. Surtout qu'il ne pose pas les pieds ici. Il est complètement dingue, il va tout salir, on n'a pas besoin de ça en plus. »

Qui a crié ? Personne ne s'en soucie. Les hommes se précipitent vers la porte vitrée et font signe à Hervé de se diriger vers l'infirmerie. Alors Hervé tire son masque vers le bas et frappe à coups redoublés sur la vitre en hurlant :

« Appelez M. Guillet au BDS. Je dois le voir de toute urgence.

— C'est Ruel, s'exclame un agent d'exploitation, sidéré. Qu'est-ce qu'il fout là? Il est de quart cette nuit.

— Ouais, de quart sur la tranche 1. Quand même, il n'est pas sorti pour rien, c'est sûrement grave, renchérit un technicien.

— D'accord, on appelle Guillet tout de suite, promet un responsable du PC des mouvements, immédiatement accouru. On l'appelle, mais bon Dieu, allez à l'infirmierie. Allez-y, nom d'un chien ! »

Bouillant d'impatience, mais résigné, Hervé rajuste son masque et court vers le bâtiment médical. Encore cent mètres. Il réalise la vanité de son entreprise.

Lorsque les hommes, réquisitionnés pour aider l'infirmière, voient surgir cet homme en bleu de chauffe, le cou engoncé dans un gilet de laine, hirsute, brandissant un masque de protection qu'il a probablement ôté en entrant dans le hall, ils se demandent si le nouvel arrivant n'est pas fou. D'autant qu'il commence par réclamer un téléphone.

Dans la salle de décontamination, le personnel a d'autres chats à fouetter : un blessé grave est arrivé il y a un quart d'heure, pissant le sang, contaminé jusqu'aux yeux. Sans compter les types qui défilent sous la douche, obligés de se frotter tout seuls car personne n'est

disponible pour les aider. De plus, l'air de l'infirmierie est douteux, car la pièce n'est pas dotée de filtres spéciaux.

Hervé arrache ses habits à toute vitesse, et fourre le tout dans une des poubelles de plastique bleu ciel destinées à recevoir les vêtements devenus déchets radioactifs. En slip, il fonce vers le téléphone mural qu'il s'apprête à décrocher lorsque l'infirmière se jette sur lui.

« Tu es complètement marteau. Prends d'abord une douche, lave-toi les cheveux, tu verras ça après. Si tu touches à ce téléphone, plus personne ne pourra s'en servir ensuite.

— Monique, je dois absolument prévenir Sylvie de ne pas sortir de chez toi. Et tu sais très bien pourquoi. Je veux Guillet.

— OK, je te jure que je le contacte. Mais je t'en supplie, file sous la douche. » Monique pleure presque.

Deux aides-infirmiers en combinaison de plastique blanche attrapent Hervé et le traînent dans une des trois cabines de douche. Mieux vaut coller cet excité tout entier sous la flotte, il n'aurait évidemment pas la patience de se soumettre au détecteur qui délimite précisément la partie de peau contaminée.

Complètement sonné par la puissance des jets d'eau chaude, aveuglé, Hervé n'oppose plus de résistance. Il ferme les yeux. Il sait que ses cheveux, malgré la protection de son turban de fortune, sont recouverts de particules radioactives. A aucun prix cette contamination ne doit franchir le bord de

ses paupières. Il aurait d'abord dû se laisser laver la tête, penché en arrière pour que l'eau de lavage ne coule pas sur ses yeux, dans un des bacs réservés à cet effet. A tâtons, il verse au creux de sa main une énorme dose de savon liquide « Traitrouge », un savon idéalement doux et exceptionnellement décapant, sélectionné par le médecin pour éviter de trop frotter les contaminés. Mais Hervé frotte, frotte quand même. Il veut se débarrasser au plus vite de cette corvée de lavage. Il frotte entre les orteils, dans

les oreilles, au creux des bras et même de l'aîne, surtout les mains et le visage. Et puis il sort, rouge écarlate, au moment où Monique, l'infirmière, lui annonce d'un air triomphant qu'il a M. Guillet en ligne.

« Ruel, dites-vous bien que je cède uniquement parce qu'on m'a informé de vos prouesses techniques. Et aussi pour que vous arrêtiez vos conneries. Alors, vous allez être assez intelligent pour n'alarmer personne. Qu'est-ce que vous comptez raconter à votre femme ?

— Que la région est contaminée...

— Merde, vous êtes vraiment timbré! Dites-lui qu'on a eu un petit pépin à la station des traitements des effluents, et qu'il se peut qu'un chouïa de radioactivité se soit échappée. Dites-lui de ne pas le crier sur tous les toits. C'est une femme d'agent EDF, non? Elle est capable de comprendre ce que ça implique. D'accord?

— D'accord.

— Je vous préviens que si quelque chose filtre, vous serez personnellement tenu pour responsable. D'ailleurs, je vous fais remarquer une chose : vous avez abandonné votre poste, c'est extrêmement grave. Bon, je vous passe une ligne extérieure. »

Entortillé dans une serviette éponge, Hervé tremble en composant le numéro.

«Allô, c'est toi, Charles? C'est Hervé. Sylvie est encore là ?

— Tu rêves? Il est minuit. Elle est partie depuis au moins vingt minutes... Allô, Hervé? Oh, tu dors ? Qu'est-ce qui se passe ?

— Non, non, rien du tout, ça peut attendre maintenant.

— Dis donc, c'était quoi l'alerte? Monique a filé à toute vitesse alors qu'on n'avait pas fini le dessert.

— Rien, elle t'expliquera. Partie depuis dix minutes, tu dis ? »

Accablé, Hervé répond à peine à Monique. Elle aussi commence à se ronger les sangs pour son amie.

« Laisse tomber, Hervé, c'est trop tard. Elle est rentrée chez vous, maintenant. Allez viens, on va te relaver les cheveux correctement. »

Indifférent, Hervé s'assoit près du bac. Horrifié, il bondit immédiatement sur ses pieds. Il n'avait pas encore remarqué l'individu couvert de pansements, le visage maculé de sang, que quatre hommes en combinaison de plastique, gantés, le bas du visage protégé par un tissu blanc, sont en train d'introduire dans l'immense baignoire suffisamment grande pour recevoir une civière.

« Qui c'est ? balbutie Hervé.

— Le type qui s'est porté volontaire pour aller prélever des échantillons sous votre fuite, répond d'une voix atone un bonhomme tassé dans un coin. Il s'appelle Lucien, il est mécano.

— C'est un copain à vous ? » Hervé a bien perçu le reproche implicite, mais il ne relève pas.

« Je l'ai ramassé dans votre merde de flotte. Moi aussi je suis irradié. Mais je ne vous raconte pas son état à lui. Regardez-moi ça ! Voilà qu'ils s'apprêtent à le noyer. »

Maintenant la civière inclinée, de façon à éviter que l'eau arrive plus haut que la poitrine, les hommes lavent doucement Lucien, endormi par un sédatif. Il a perdu beaucoup de sang, mais sa blessure prêterait moins à conséquence si une contamination intense n'avait autant pénétré les chairs ouvertes.

Amené à l'infirmerie par un Denis plus mort que vif, Lucien n'a trouvé pour procéder aux premiers secours qu'une infirmière ni équipée, ni formée pour réagir à un accident aussi grave. Un médecin aurait été indispensable. Malheureusement, l'organisation de l'astreinte ne prévoit pas la présence du médecin de la centrale. La direction a bien essayé de lui téléphoner, mais il n'était pas chez lui.

Appeler le SAMU le plus proche, celui de Provins? En temps ordinaire, il aurait accouru. Au PC de

direction, on a écarté l'idée : dans les conditions actuelles de contamination du site, ce serait pure folie que de réclamer une équipe médicale sans l'équipement de protection.

L'institut Pierre et Marie Curie, à Paris, spécialisé dans les soins aux irradiés? Inutile. Cet établissement ne soigne pas les blessés polytraumatisés, c'est-à-dire blessés et contaminés.

On a donc prévenu l'hôpital Percy, à Clamart, tout près de Paris, la seule structure hospitalière de la région parisienne apte à prodiguer des soins aux victimes polytraumatisées. Percy est un hôpital militaire. Depuis vingt ans, une convention d'assistance lie le nucléaire civil et l'Armée, qui seule possède des chirurgiens formés et régulièrement exercés à la radiopathologie.

Mais l'ambulance de Percy ne peut pas arriver avant minuit et demi, peut-être une heure, même en négligeant les limitations de vitesse. L'usage d'un hélicoptère est exclu la nuit.

Monique a donc nettoyé au mieux la peau du visage et du cou, passé et repassé du savon « Trait rouge » avec une brosse aux poils de nylon très doux sur le torse, là où la contamination a certainement franchi la barrière de la combinaison. Elle a versé sur la plaie une ampoule de DTP A (1), et pansé la plaie.

(1) DTPA : Acide diéthylène-triamine-pentaacétique. Le DTPA favorise le passage de la contamination dans les urines, la déviant ainsi du flux sanguin.

Les hommes achèvent de laver Lucien. Un blessé grave ne se récurer pas si facilement. Ils l'enveloppent, lui et sa civière, dans un immense drap de plastique, ne laissant dépasser qu'un peu de son visage.

A présent, Lucien attend l'ambulance. Denis ne partira pas avec lui, mais son sort n'est guère enviable non plus. Protégé par son shaddock étanche, aucune particule radioactive ne s'est déposée sur sa peau. Mais s'il a échappé à la contamination, il a été exposé aux radiations. Pour savoir dans quelles proportions, il

devra attendre le développement du film radio-sensible qu'il portait sur lui. A moins que le film, saturé, ne soit complètement noir. Dans ce cas, il sera placé en observation. Des prises de sang régulières permettront de suivre l'évolution de sa formule sanguine. Du taux de décroissance de ses lymphocytes, on déduira l'irradiation subie. Dans deux ou trois jours, Denis sera fixé.

L'épaisse tignasse brune d'Hervé reste rétive aux trois shampoings. Ses cheveux répondent toujours aux sollicitations du détecteur. L'opérateur ne peut échapper aux ciseaux malhabiles d'un coiffeur de fortune.

Hervé est indifférent à son sort. Car sa femme et son futur bébé viennent de traverser le brouillard radioactif.

Levallois-Perret, Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile (CODISC). 23 h 45 mn.

Presque au bout de la rue Danton, non loin de la Seine et du pont de Levallois, à l'ouest de Paris mais trop près de la capitale pour être considérés comme exilés en banlieue, les bureaux du CODISC sont cachés au fond d'une caserne de pompiers.

La grande cour de béton sombre, où les véhicules rouges paradent le jour, est pratiquement déserte cette nuit. Quelques voitures civiles, invisibles de la rue, et deux ou trois lumières ténues, sur la façade de droite presque aveugle, juste au-dessus des garages à camions, indiquent pourtant que le centre opérationnel de la direction de la sécurité civile veille. Il veille vingt-quatre heures sur vingt-quatre, toute l'année, sur toute la France. Tel est son rôle.

Le labyrinthe du CODISC court sur le premier étage. Des portes interdites terminent des couloirs vieillots, qu'il faut reprendre en sens inverse pour accéder enfin au bureau désiré. Des jeunes appelés du contingent gardent les -accès en s'ennuyant ferme, attendant la relève. Sur les murs des grandes salles en enfilade, où des militaires de différents corps d'armée compulsent silencieusement des documents, toujours confidentiels, d'immenses cartes des régions attendent une catastrophe pour se mettre à clignoter.

Cette nuit, les bureaux du CODISC sont calmes. L'effectif nocturne est minimum. Les appelés tiennent leur garde, à demi endormis. Les cartes sont muettes, mais l'hiver, elles ne sont guère sollicitées, contrairement aux mois d'été où le CODISC bruit presque autant que les forêts du Midi en flammes, où il s'emploie à coordonner les secours.

Aussi, lorsque le téléphone sonne sur le bureau de l'officier de garde, celui-ci est presque surpris.

« Capitaine Meyer, CODISC, j'écoute.

— Ici caserne des pompiers de l'Aube. Il faut envoyer des CMIR (1) de toute urgence autour de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Le plan particulier d'intervention niveau 3 vient d'être déclenché.

— Motif?

— Un accident à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

— Direction des vents ?

— Est-nord-est. Du brouillard. La contamination est probablement en train de descendre la vallée de la Seine.

— L'exploitant a fourni des indications précises sur la quantité des rejets ?

— Non, absolument rien. Il semble que ce soit énorme.

— Êtes-vous équipé de véhicules NBC (2) ?

— Oui, nous sommes en train de les activer, le premier part dans un quart d'heure. Nous étions en préalerte depuis 23 h.

— Bien. Le quartier général est déjà installé en préfecture ?

(1) CMIR : Cellule mobile d'intervention radiologique, les « pompiers du nucléaire ».

(2) NBC : Nucléaire-bactériologique-chimique.

— Ils sont en train de le faire.

— Merci. J'attends votre télex de confirmation. »

D'ordinaire peu enclin aux bavardages inutiles, l'officier a cette fois traîné moins encore. De son bureau vitré, il jauge ses effectifs, appelle d'un signe un jeune gradé qui vient de lever les yeux, lui confie la tâche de prévenir le haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur d'astreinte cette nuit, ordonne à la cantonade de filer dans la salle des plans ORSEC pour rapporter celui de l'Aube. Puis il appelle la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, où sont basées les deux cellules mobiles d'intervention radiologique du laboratoire de la préfecture de Police. Il faudra une heure avant qu'elles puissent décoller... Non, démarrer, réalise le capitaine Meyer. La nuit, il ne peut être question d'hélicoptère. Alors il appelle aussi Créteil, plus proche de Nogent d'après la carte qu'il a sous les yeux. A Créteil, l'Unité d'instruction de la Sécurité civile entretient également une CMIR. Si nécessaire — « Et vu ce que Troyes vient de raconter, ça risque de l'être », songe l'officier — il faudra battre le rappel des CMIR d'Orléans, de Tours et de Blois.

« Plus tard... En fonction de ce que les premiers pompiers vont mesurer.
»

L'officier ne peut réprimer un frisson : Nogent-sur-Seine... sur Seine... Paris.

Préfecture de Troyes. Minuit.

Jean-François Troussac, commissaire de la République, est in joignable. Thierry Langlais en a pris son parti. Martin Naessig, sous-préfet de l'Aube, vient d'arriver à Troyes. Il n'aurait pas été inutile que le sous-préfet de Nogent-sur-Seine soit dans sa ville. Malheureusement, n'étant pas d'astreinte, celui-ci en a profité pour partir en week-end.

En épluchant les « fiches-réflexes » contenues dans le plan ORSEC, Langlais a découvert que sa fonction le

destine à être chef du PC fixe situé en préfecture. S'il comprend bien, il va devoir aménager ce local de toute urgence. Parfait ! Et quelles sont les consignes ?

En fouillant le dossier du plan, Langlais retrouve une circulaire du ministère de l'Intérieur, datée du 6 octobre 1986. Objet : « Rapidité de mise en place des structures de commandement et d'intervention en cas de déclenchement du plan ORSEC départemental ». A la lecture de ce document, exhumé d'une chemise visiblement jamais ouverte, Thierry Langlais éclate de rire.

« La mise en place du poste de commandement fixe ne doit pas être improvisée... Je souligne l'intérêt que présente un PC fixe aménagé d'avance », martelait il y a quatre ans le directeur de la Sécurité civile.

Eh bien, l'installation de celui de Troyes va prendre du temps, si on en juge par l'impressionnante description des structures nécessaires placée en annexe de la circulaire. Certes, la préfecture dispose bien d'une salle de réunion. Une carte du département et deux panneaux d'affichage sont même accrochés au mur. Rien à voir, hélas, avec les recommandations ministérielles. Si elles avaient été suivies d'effet, le rez-de-chaussée de la préfecture ressemblerait à un état-major d'armée sur le front en pleine guerre mondiale.

Le prédécesseur de Jean-François Troussac, l'actuel préfet, n'a sans doute pas jugé utile d'encombrer des salles qui peuvent servir à autre chose. Terminant la lecture de la circulaire, le directeur de cabinet hausse carrément les épaules :

« Si judicieuses soient-elles, les dispositions prévues ne donneront satisfaction que si elles sont largement connues à l'avance par ceux qui devront les appliquer. Je vous demande donc de veiller particulièrement à la préparation des exercices ORSEC périodiques, notamment pour entraîner les personnels d'encadrement à l'accomplissement de leurs missions de circonstance. »

Langlais est à Troyes depuis un an. Il ne conserve aucun souvenir d'une simulation.

« Ce n'est pas le tout, soupire Langlais en levant le nez de ses papiers, je crois qu'on ne coupe pas à l'appel des maires. Qu'est-ce qu'il fiche, Naessig? »

Le sous-préfet est en communication avec les pompiers de Troyes. Ils sont bien embarrassés pour choisir le lieu d'installation du PC opérationnel. Ce poste de commandement est autrement plus important que le PC fixe. Il doit se trouver au plus près du lieu de l'accident et regrouper les responsables départementaux des opérations de secours aux populations, ainsi que les grands chefs parisiens des services spécialisés, dès qu'ils seront à pied d'oeuvre.

« Je peux difficilement choisir un endroit pour le PC opérationnel, dit le commandant des pompiers, tant que les voitures NBC n'ont pas effectué leurs relevés atmosphériques. On pourrait le placer à la caserne de Nogent, mais si cette partie de la ville est contaminée, cela devient impossible.

— Et une caravane mobile ?

— Oui. Je vais voir ça avec le CODISC, on doit pouvoir s'arranger avec l'armée. Mais je pense, vu la direction du vent qui souffle vers l'ouest, que tout Nogent n'a pas été touché. Deux équipes de mesure partent à l'instant, elles vont baliser les zones contaminées dans la ville, en commençant par aller voir autour de la caserne. Dans trois quarts d'heure nous serons fixés. »

Avec effarement, Thierry Langlais s'aperçoit qu'il n'existe aucune liste des numéros de téléphone personnels des maires du département. Le dossier du plan particulier d'intervention est effectivement bourré de numéros, mais seuls ceux des mairies y figurent. Il appelle le standardiste :

« Tirez du lit le personnel de la préfecture. Je veux que tout le monde rappelle au plus vite. Vous êtes encore tout seul à votre poste ?

— Oui monsieur. Et j'ai du mal à m'en sortir.

— Laissez tomber le reste, faites ce que je vous dis. Il va falloir éplucher l'annuaire, ou le Minitel, comme

vous voulez, avant cinq heures du matin, sinon on court à la catastrophe.

— C'est que les standardistes n'ont pas toutes le téléphone chez elles.

— Bon, alors j'envoie des gendarmes les prévenir. Vous avez leur adresse ?

— N... non.

— Et merde ! »

Une seule solution : fouiller dans les dossiers du service du personnel. Seul le secrétaire général de la préfecture est capable de s'y retrouver. Pourquoi n'est-il pas encore arrivé? Il n'était pas d'astreinte, personne ne l'a prévenu. Thierry Langlais sent qu'il va craquer.

« Qu'est-ce que c'est encore ?

— Le standard, monsieur. J'ai un journaliste en ligne, que dois-je lui répondre? »

N'importe quoi, mais pas la presse ! Pas déjà ! Quelles sont les consignes? Ah oui, la transparence de l'information, la circulaire de 1986 y fait allusion, ainsi que le Plan. D'après les documents, une salle réservée aux journalistes est même prévue dans le PC fixe.

« Bordel, jure Thierry Langlais entre ses dents, si ça se trouve, Paris n'a pas encore adopté de stratégie concernant l'information sur cet accident. Si je réponds à ce type, je risque de faire une gaffe.

« Qu'est-ce qu'il sait ?

— Il dit qu'il habite à Nogent, et qu'il y a de l'agitation autour de la centrale nucléaire. Et que la centrale ne répond pas au téléphone. Je lui ai dit qu'à cette heure de la nuit c'était plutôt normal.

— Vous n'en avez pas dit davantage ?

— Monsieur, j'aimerais bien savoir moi-même ce qui se passe exactement. (Le gardien de nuit commence à en avoir par-dessus la tête des harcèlements de ce Langlais.) Non, je ne lui ai pas annoncé que vous étiez en plein plan ORSEC.

— Dites-lui que vous êtes seul de permanence le vendredi soir. Envoyez-le paître ! »

Thierry Langlais se demande s'il n'est pas en train de faire une connerie monumentale.

« Bof, un correspondant local, ce n'est pas bien important ! »

Nogent-sur-Seine, centre-ville. 0 h 15 mn.

Le directeur de cabinet du préfet de l'Aube s'est trompé. David Mann est un homme diablement important. Et surtout dégourdi. Quand on a cinquante-cinq ans et vingt ans de métier derrière soi, on déteste être éconduit. On ne se décourage pas. On reprend le téléphone, et on appelle les pompiers de Troyes. Car évidemment, ceux de Nogent dorment, la ville n'est pas dotée d'un corps de sapeurs professionnels.

David Mann habite cinq cents mètres en amont de la centrale, au pied du pont de pierre qui enjambe la Seine à l'entrée de la ville, non loin de la sous-préfecture. Derrière son immeuble, le grondement des Grands Moulins ne ralentit jamais. Les fenêtres de l'appartement ouvrent directement sur le fleuve. L'été, David peut presque attraper les poissons en y plongeant la main. L'eau lèche les murs gluants de la maison.

Du temps où David Mann était encore journaliste en activité, il vivait deux étages plus haut, dans un petit deux-pièces loué à un brocanteur. Il avait acheté cet entrepôt du sous-sol pour « s'agrandir », comme il disait, juste avant que son journal lui annonce son départ en retraite anticipée.

Une retraite qui tombait plutôt mal ! D'abord parce que David déteste rester inactif. Et puis parce que l'année à venir — c'était en 1986 — s'annonçait riche en événements. La construction de la centrale nucléaire allait bientôt s'achever, celle des cités pavillonnaires destinées à accueillir une partie du personnel d'EDF était en route. La ville se dotait peu à peu d'équipe-

ments publics flambant neufs, on rénoverait le théâtre, des salles de cinéma sortaient de terre... Bref, pour un responsable de pages locales dans un quotidien régional, le travail ne manquait pas.

Son journal avait été acheté par un concurrent, et David écarté. Au début, les Nogentais regrettèrent l'étonnante prose du truculent bonhomme. Il ne se contentait pas d'informer ses lecteurs : il s'emballait, donnait des leçons de morale, discernait des bons ou des mauvais points aux personnalités de la ville, aux administrations, triait parmi les potins et

soulevait souvent des lièvres que d'aucuns auraient préféré voir dormir dans des fourrés bien épais.

En ville, on finit par s'habituer à voir la grande silhouette, couronnée de longs cheveux gris, chaussée de sandales marron, passer en bicyclette, désœuvrée. David continuait de saluer tout le monde, de commenter comme avant l'actualité locale. Mais bien sûr, il n'écrivait plus dans le journal. Seulement des livres, disait-il. Ou dans des revues de jardinage. Mais un livre, ça n'arrive pas tous les matins dans la boîte aux lettres. Pourtant, David était resté un personnage important, dont l'opinion comptait à Nogent.

Ce soir, David Mann a reçu chez lui des musiciens, quelques-uns de ses jeunes copains, souvent chômeurs, mécanos de garages, employés des Grands Moulins, ouvriers d'ensilage. Ces jeunes gens aiment bien discuter avec l'ancien journaliste. Ceux-là, récemment embauchés à l'usine d'éthanol Futot, collectionnent les vieux pianos. Et dans son ancien hangar qu'il n'a toujours pas fini d'aménager, David possède un piano déglingué. Les types sont venus l'essayer avant de l'embarquer.

A 11 heures, après un dîner de patates en robe de chambre, de fromage et de pain complet, de pommes toutes ridées mais non traitées, le tout arrosé d'un vin non trafiqué apporté la semaine dernière par des amis viticulteurs de l'Anjou, David a raccompagné les gar-

çons chez eux. Nogent est désert à cette heure tardive, surtout dans sa partie ouest, à la sortie de la ville, en direction de Provins. Il a déposé un des jeunes près de la station Total, vers l'entrée de la zone industrielle, puis effectué un demi-tour pour amener l'autre près de la gare. Il roulait tranquillement sur la route de Paris lorsqu'une voiture surmontée d'un gyrophare a surgi devant lui, l'obligeant à une embardée dangereuse. Elle fonçait au milieu de la chaussée, pleins phares, à une vitesse folle. Le passager de David a eu le temps de remarquer la couleur sombre du véhicule. Ce n'était donc pas une ambulance. Pourquoi rouler si vite? se sont demandé les deux hommes.

Après avoir salué son copain, David a redémarré, surpris par la forêt de phares jaunes au croisement de la route de Paris et de l'avenue Beauregard. Tant d'animation à cette heure ? Depuis la construction de la rocade, le trafic Paris-Troyes évite Nogent. Curieux, David est revenu en arrière, suivant le flot de voitures le long des entrepôts.

Au carrefour de Villenauxe-Sézanne, en face de la passerelle réservée aux piétons sur la voie ferrée, les conducteurs négligeaient la départementale pour prendre la route d'accès à la centrale. Là encore, David a suivi. Jusqu'au parking EDF.

De plus en plus intrigué par cette arrivée ininterrompue de personnel en pleine nuit, il est resté dans sa voiture, laissant le moteur pour ne point ralentir le chauffage. A 11 h 30, s'approchant à pied de la guérite des gardiens, il a frappé au carreau. Une voix précipitée a répondu dans l'interphone de déguerpir au plus vite. Fouillant dans son manteau, David a trouvé son portefeuille, exhibé une carte de presse qu'il conserve toujours sur lui par principe, et exigé qu'on lui explique la raison de cette agitation. Derrière la porte vitrée, les gardiens ont discuté, et réitéré l'ordre par l'interphone.

Vaguement inquiet, David s'est éloigné, la tête levée vers le sommet des tours de refroidissement. Une seule vomissait encore sa vapeur.

Il est rentré chez lui. Dans ses fiches cartonnées, soigneusement rangées et tenues à jour en dépit de sa retraite, le numéro de téléphone de la centrale figure toujours en bonne place. David a composé le numéro — occupé — puis celui de la préfecture de Troyes. Chou blanc !

Avant de quitter ses fonctions, David ne manquait jamais une réunion municipale ayant trait à l'implantation de la centrale nucléaire. Il ne négligeait aucune des visites organisées par EDF à l'intention des populations. Il n'a pas oublié l'avalanche de questions posées par les journalistes de toute la région concernant la mise en œuvre du plan ORSEC-RAD.

Si le plan particulier d'intervention est déclenché, les pompiers sont automatiquement au courant. David le sait.

« A priori, murmure David en laissant sonner, un pompier, c'est moins con qu'un bureaucrate. »

Blême, David Mann repose le combiné. Si ce que vient de lui raconter le commandant est exact, il est déjà contaminé, et la ville de Nogent ne doit pas valoir beaucoup mieux. Le journaliste extrait d'une pile de bouquins un vieil annuaire téléphonique de Paris.

« Tchernicov... Armèle... Pourvu qu'elle soit chez elle... »

Centrale nucléaire, PC direction. 0 h 30 mn.

Six hommes reliés au monde par un arsenal de téléphones, radios, télex, écrans vidéo-phoniques. Six hommes enfermés dans un blockhaus conçu pour résister aux agressions, hermétiquement clos, en surpression par rapport à l'atmosphère extérieure, où l'air est cent fois filtré avant de parvenir dans leurs poumons. Les six hommes ignorent combien de temps ils vont devoir commander sans les voir les cent autres qui travaillent sur le site contaminé du centre de production nucléaire.

Le bloc de sécurité n'est plus seulement un abri antiatomique ultrasophistiqué, mais le poste de commandement avancé de l'organisation paramilitaire qui se met lentement en place autour de la centrale, par circonvolutions successives. Le diamètre du plus large cercle est aussi long que la distance de Troyes à Paris. Soit 130 kilomètres.

Le PC fixe en préfecture est pourvu d'un chef en règle : Martin Naessig, sous-préfet de l'Aube. Le PC direction, centre névralgique, est dirigé par un commandant à pied d'oeuvre depuis une heure et demie : Laurent Rolant, directeur adjoint de la centrale nucléaire. Le sommet parisien de l'édifice de crise reste encore provisoire. Car Pierre-Alain Chèvelin, ministre de l'Industrie, autorité de tutelle d'EDF, est pour

l'instant le seul membre du gouvernement à s'être manifesté. Miraculeusement présent dans les bureaux du ministère, rue de Grenelle,

Pierre-Alain Chèvelin a été contacté en personne par un homme d'EDF à minuit.

Laurent Rolant ne se sent guère à l'aise en prenant en ligne le ministre. A vrai dire, il est même plutôt content d'être reclus dans son BDS.

« Hélas non, monsieur le ministre. Je ne puis rien affirmer de bien précis quant à l'importance des rejets. Je suis incapable de vous dire autre chose que cela : entre une fraction de pour mille et quelques pour cent de contenu du cœur. Honnêtement, je pense que c'est assez grave. »

Laurent retrouve son assurance en narrant la performance technique des hommes de quart.

« Rassurez-vous, pour le réacteur, la situation est maîtrisée, le pire est derrière nous. Mais nous avons de graves problèmes pour l'évaluation de la contamination de l'environnement. J'ai envoyé trois équipes effectuer des relevés alentour. Elles sont rentrées bredouilles. Leurs véhicules et leur matériel de détection étant eux-même trop contaminés, les mesures étaient complètement faussées. Nous avons été incapables de les interpréter. ..

« Oui, ces voitures sont toujours garées à l'extérieur. C'est normal, aucun abri n'a jamais été prévu...

« Non, monsieur le ministre, cela ne signifie pas pour autant que la situation soit dramatique. La brume qui enveloppe le site dépose beaucoup plus la radioactivité que ne le ferait l'air sec. Il n'est finalement pas étonnant que nos véhicules se soient trouvés dans cet état...

« Non, il est tout à fait inconcevable de les décontaminer et de retourner faire des mesures. Cela prendrait trop de temps, et surtout, cela réduirait considérablement le capital d'hommes-remis dont nous disposons, plutôt maigre dans les circonstances actuelles.

« Le rem ? Mais c'est une unité de dose ! L'homme-rem mesure la somme des doses individuelles reçue par un groupe de personnes. »

Le directeur adjoint se demande si le ministre de l'Industrie a un jour ouvert un dossier technique.

« Il faudra donc attendre que les CMIR et le SCPRI (1) aient procédé à des relevés fiables pour chiffrer les risques encourus par les habitants...

« Les CMIR? Vous savez qu'elles ont besoin d'une heure au moins pour être activées. Elles devraient arriver vers 2 h.

« Monsieur le ministre, ne quittez pas, s'il vous plaît. »

Le responsable du PC des mouvements vient de glisser un papier à Rolant :

« OK pour le multiplex. Les spécialistes seront tous en ligne dans dix minutes. »

Laurent Rolant écarte les bras d'un air désespéré. Désignant le combiné, il passe une main sur son front comme pour essuyer une sueur imaginaire. Le ministre est au téléphone : quitte à perdre un temps précieux, on n'éconduit pas un homme d'État !

« Écoutez, reprend le directeur adjoint, nous avons prévu d'organiser une conférence en multiplex avec les organismes concernés. Voulez-vous y participer... ?

« Ah bon, vous êtes au courant... ? Oui, c'est dommage que vous n'ayez personne sous la main pour vous établir la jonction. Nous commencerons sans vous...

« Pardon ? Alerter le Premier ministre ? Ce n'est pas à moi de juger. Vous êtes mieux placé que moi pour avertir le comité interministériel de la Sécurité nucléaire. Après tout, ajoute Rolant, un peu amer, le comité est rodé, puisqu'il organise des simulations d'accidents dans les centrales depuis 1987. Il fait même appel à des journalistes pour tester la circulation de l'information.

(1) SCPRI : Service central de protection contre les rayonnements ionisants.

« Si le point de vue international vous tracasse, je tiens à vous rassurer : notre balise météo indique un vent est-nord-est, donc pour l'instant le nuage se dirige lentement vers la vallée de la Loire. Il n'a pas dû monter très haut. Quelle que soit l'importance du rejet, tout aura été dilué et dissipé avant qu'il ne soit à portée d'un instrument de mesure situé hors de France...

« Mais non, monsieur le ministre ! Rien à voir avec Tchernobyl ! Nous n'avons pas eu d'explosion, il n'y a aucun risque d'incendie. Au pire, je dis bien au pire, le nuage est monté à deux cents mètres d'altitude, ou trois cents mètres au maximum. Il est rigoureusement impossible que la situation dégénère en ce sens...

« Bien. A tout à l'heure, monsieur le ministre. »

Laurent Rolant sourit en reposant le combiné. Ce nouveau ministre de l'Industrie est décidément un bien piètre spécialiste !

Paris : VIIIe, IXe, XVe arrondissements.

***Fontenay-aux-Roses et Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Le
Vésinet (Yvelines). Troyes (Aube). 0 h 30 mn.***

L'étrange conversation débute au milieu de la nuit. Les intervenants de cette conférence improvisée ne voient pas leurs interlocuteurs. Une simple ligne téléphonique les relie, transformant ce symposium en une table ronde fantôme.

Certains se sont déjà rencontrés. L'homme du Service central de sûreté des installations nucléaires, bras droit du ministre de l'Industrie pour l'atome civil, connaît celui de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, branche du Commissariat à l'énergie atomique. Le directeur adjoint de la centrale de Nogent les a vus plusieurs fois; jamais il ne leur a longuement parlé. L'officier de permanence au CODISC ne se représente même pas leurs visages. Le sous-préfet de Troyes vit son baptême du feu.

Seul le patron du Service central de protection contre les rayonnements ionisants est connu de tous : depuis l'accident de Tchernobyl, il ne se passe guère de saison sans que ce professeur soit cité dans la presse, attaqué par des antinucléaires qui l'accusent de minimiser des informations concernant la santé des Français, et défendu bec et ongles par le ministère de la Santé dont il dépend. Un drôle de grand bonhomme, ce professeur Pierre Faucon !

Il aurait été surprenant qu'un de ces services soit pris de court par un accident, grave ou non. Régulièrement, des exercices d'appels inopinés testent le répondant des spécialistes d'astreintes. Plus rarement, des simulations d'accidents — beaucoup moins importants que celui d'aujourd'hui — sont imposées aux centrales nucléaires. Seul le déclenchement du plan ORSEC n'est jamais testé, tant il est impossible de simuler grandeur nature les réactions et les mouvements de la population. Mais pompiers, gendarmes et militaires s'entraînent dans leur coin.

L'heure tourne inexorablement. Le calendrier marque à présent samedi 7 décembre. Dans huit heures, le jour sera levé. A défaut d'être enrayé, le drame qui s'annonce devra être maîtrisé. Nul ne songe à économiser le temps pris à discuter pendant cette conférence. Des décisions de cette nuit dépendront les événements à venir.

Depuis 23 h 30, les rejets radioactifs dans l'environnement ont pratiquement cessé. En gros, tout va bien dans l'enceinte du réacteur. La procédure de mise en arrêt à froid se déroule correctement.

« Y a-t-il un risque d'explosion à cause du dégagement d'hydrogène dans l'enceinte? demande Michel Vélaire, du SCSIN (1).

(1) SCSIN : Service central de sûreté des installations nucléaires.

— Non, plus maintenant, répond simplement Laurent Rolant.

— Vous parlez d'explosion dans le cœur? Si je comprends bien, nous sommes confrontés à une situation de type Tchernobyl... »

Laurent Rolant reconnaît immédiatement la voix du ministre. De toute façon, le caractère naïf de la remarque indique à lui seul que Pierre-Alain Chèvelin vient d'arriver.

« Le confinement de la radioactivité est rompu, n'est-ce pas ? On ne m'avait jamais informé que cela pouvait se passer si soudainement.

— Monsieur le ministre, ici Michel Vélaire. Vous avez raison, nous avons été surpris par l'événement qui n'entre dans aucune de nos classifications. Il a fallu improviser. Mais remarquez une chose : une heure après son déclenchement, l'accident était jugulé. Les Russes, eux, ont mis plusieurs jours à stopper le torrent de radioactivité à Tchernobyl. »

Chapeau ! pensent en un bel ensemble les conférenciers. Vélaire sait comment tenir son ministre. Étouffant un soupir d'agacement, Rolant, qui aimerait pouvoir dire à ce haut personnage de les laisser travailler tranquillement, enchaîne sur l'obstruction de la tuyauterie de vapeur. Certes, les rejets massifs ont cessé, mais les petits écoulements sporadiques accroissent le risque radioactif sur le site.

« Nous allons introduire une boudruche dans le tuyau, juste en amont de la déchirure. Une fois cette boudruche gonflée, les fuites résiduelles seront stoppées. Nous aurons alors le temps de démonter la paroi de tôle qui protège les tuyauteries des intempéries, puis de couper la canalisation proprement pour souder un bouchon de métal. »

Dans son bureau du Vésinet, le Pr Faucon s'agite. Tant que la discussion a tourné autour de la plomberie, il ne s'en est pas mêlé. Sans avoir un plan du site sous les yeux, il se représente pourtant fort bien la topographie. Lorsque les ouvriers atteindront la brèche, ils auront déjà reçu une irradiation supérieure à la « dose exceptionnelle concertée » autorisée par les règlements.

« Nous n'envisageons pas de faire travailler les hommes dans des conditions qui rappelleraient celles dont ont dû se satisfaire les équipes soviétiques, coupe Rolant, rassurant. Les Russes nous ont montré tout l'avantage qu'il y avait à opérer avec des hélicoptères. Si nous pouvons disposer dès ce matin d'un hélico lourd, type Super-Puma, et d'une demi-douzaine à partir du lendemain...

— Je vous arrête ! »

Le ministre est affolé. Un ballet d'hélicoptères risque d'évoquer pour la population le spectre de Tchernobyl.

« On ne peut pas s'arranger avec des moyens blindés terrestres, des robots, des engins télécommandés ? »

A la direction d'EDF, Gérard Chazalon lève les yeux au ciel et explique l'urgence à Chèvelin. Demain, il peut pleuvoir : comment justifier auprès de l'opinion publique un excès de précautions qui pourrait retarder le nettoyage du site ? D'ailleurs, il a déjà réquisitionné une équipe de tôliers et de chaudronniers pour réaliser une nacelle bardée de plomb. Elle sera treuillée par un hélicoptère.

« Je n'entre pas dans les détails, monsieur le ministre. Demain vous verrez les intervenants à l'œuvre. »

Laconique, le responsable d'astreinte au CE A signale qu'il a déjà contacté l'état-major de la Marine nationale, qui possède des hélicoptères capables de soulever des charges extrêmement lourdes. Il sera même possible de blinder le plancher des appareils pour protéger les pilotes et les passagers des radiations éventuelles.

« Bien. Il est temps de nous occuper des problèmes du site », reprend le directeur adjoint.

A l'exception du sous-préfet de l'Aube, novice absolu, les conférenciers écoutent attentivement Michel Brévent, le responsable du PC des contrôles dans l'environnement, rendre compte des premières mesures. Dans les endroits les plus touchés, la contamination dépasse plusieurs curies au mètre carré.

« Parlez en becquerels, ordonne le professeur Faucon.

— Pardon, vous avez raison, on s'emmêle assez vite avec les facteurs de conversion. »

M. Brévent s'excuse, mais l'interruption de Faucon l'amuse. Celui-ci a la mémoire courte : lors de sa première apparition à la télévision française, peu après l'accident de Tchernobyl, il avait surpris les téléspectateurs, lesquels d'ailleurs n'y comprenaient rien. Il éprouvait quelques difficultés à passer des curies aux becquerels et vice versa, comme ces gens qui ne savent pas encore compter en nouveaux francs.

« Donc, plus de cent milliards de becquerels. Et encore, je ne parle pas du voisinage de la brèche, où les niveaux sont plus élevés. Inutile de vous dire que nous sommes débordés. La situation nous impose d'envoyer des types sans dosimétrie préalable. Nous ne connaissons les doses reçues par nos agents qu'après développement de leurs films... si ces derniers ne sont pas saturés. »

Un silence de mort accueille l'exposé de Brévent. Du sous-préfet à l'officier de la Sécurité civile, du ministre à l'ingénieur, tous réalisent l'effroyable dilemme qui se pose à la direction de la centrale. Qui peut continuer à s'exposer? Sur quels critères fonder la décision : la situation de famille, l'âge, la spécialisation? Jusqu'à quand retarder l'exécution de certaines tâches ?

La direction parisienne d'EDF risque une diversion en assurant que toutes les ressources humaines et techniques disponibles dans les centres de production et de recherche vont converger vers Nogent dans les heures prochaines. L'acheminement de baraquements pour accueillir tout le monde est en préparation. Deux délégués de l'équipe de crise se préparent à partir pour épauler les Nogentais.

« Messieurs, s'excuse Pierre-Alain Chèvelin, je suis obligé de vous laisser quelques instants. Il semble que le ministre de l'Intérieur ait une information capitale au sujet de l'accident dont la centrale nucléaire vient d'être l'objet. »

Ministère de l'Industrie, 1 h 15 mn.

Un accident ? Jamais de la vie ! Plutôt un sabotage : en quelques mots, le ministre de l'Intérieur résume à son collègue de l'Industrie les éléments dont vient de lui faire part le GPPI, ce groupe permanent pluridisciplinaire d'intervention qui avait décidé en début de semaine le déclenchement du plan PIRATOME.

« C'est impossible, balbutie Pierre-Alain Chèvelin. Je sais bien que les gens d'EDF n'expliquent pas cette rupture soudaine de leurs circuits de refroidissement. Mais de là à envisager l'acte de malveillance, il y a un monde !

— Écoutez mon vieux, personnellement vous n'étiez peut-être pas au courant, mais votre ministère, lui, a des experts au sein du GPPI. Il a été alerté, comme tous les ministères concernés, de la surveillance particulière dont Nogent faisait l'objet depuis mardi, depuis que le Service du renseignement nucléaire a intercepté une communication louche grâce à ses écoutes téléphoniques.

— Enfin, un sabotage à l'intérieur d'un réacteur, c'est de la folie, c'est ridicule ! On a toujours dit que le terrorisme ne pouvait en aucun cas atteindre les centrales nucléaires. Je me souviens encore de Charles Pasqua aux « Dossiers de l'écran », en... attendez, en 1987, lorsqu'il affirmait que la protection des centrales empêchait rigoureusement toute attaque ou infiltration. Vous soupçonnez qui ?

— Personne pour l'instant. Certainement pas les Proche-Orientaux. Le CRARN surveille les réseaux antinucléaires, en tout cas ce qu'il en reste. Cette semaine, il a passé au peigne fin les antécédents des hommes employés par la société privée de gardiennage à la centrale nucléaire. Ces vérifications vont être plus longues en ce qui concerne les agents EDF qui travaillent en zone contrôlée. C'est bien l'expression qui convient, n'est-ce pas ? Il y en a plusieurs centaines, ce

n'est pas simple. La police est en train d'établir la liste du personnel à interroger.

— Vous rêvez, ou quoi ? Je ne sais pas comment vous avez été mis au courant de ce qui s'est passé cette nuit... oui, naturellement, par le CODISC, mais on a dû oublier de vous avertir que la région était salement

contaminée. Je vois mal des policiers procéder à des interrogatoires, voire à des interpellations, dans le foutoir qui s'annonce pour la matinée.

— Pardon ! Le CODISC est sous mon autorité, je suis parfaitement au courant. Mais la police était informée avant la Sécurité civile, puisqu'elle a été prévenue à 23 h 05 de l'explosion. »

Cette fois, Pierre-Alain Chèvelin ne comprend plus rien. Une explosion ? Rapidement, le ministre de l'Intérieur lui raconte la ronde des deux inspecteurs préposés cette nuit à la surveillance du site. Les policiers sont formels : à 22 h 30, ils ont entendu un bruit terrible, et attendu malheureusement une demi-heure avant d'avertir leurs supérieurs hiérarchiques.

Le ministre de l'Industrie s'est repris. Perfide, sachant qu'il tient là une minuscule revanche sur son collègue visiblement ravi de le surprendre, il assène :

« Vos policiers sont restés une demi-heure à contempler la centrale comme des ânes ? Voilà qui est fâcheux pour eux. J'espère qu'ils sont à l'hôpital à l'heure présente.

— Pardon ?

— Bon, dans ce cas je suppose qu'ils sont place Beauvau, dans vos locaux. Si vous avez des douches, collez-les dessous, et demandez au plus vite au CODISC une équipe de décontamination. Tant pour l'intérieur de vos bureaux que pour le parking où se trouve leur voiture. Tenez-moi au courant des suites de votre enquête. Je dois rejoindre le multiplex, excusez-moi. »

Sidéré, le ministre de l'Intérieur n'a pas répondu. Quant à Chèvelin, il ne croit pas un mot de cette histoire de sabotage, même s'il entrevoit là une façon astucieuse

de parer aux attaques dont la technologie nucléaire ne va pas tarder à faire l'objet. Pour en avoir le cœur net, il interrompt la conférence en multiplex et demande à Vélaire, du SCSIN, de le rejoindre un instant sur une autre ligne téléphonique.

Conférence en multiplex, suite. 1 h 30 mn.

Le temps presse, les participants en ont conscience. Mais l'absence temporaire des responsables n'empêche pas la mise en œuvre du plan ORSEC. Les rouages des institutions, à défaut d'être rodés par la pratique, sont huilés. Pendant que les spécialistes confèrent, les pompiers radiologistes foncent vers Nogent, les équipes du ministère de la Santé rejoignent leur base du Vésinet, Thierry Langlais se débat avec l'installation de son PC fixe en préfecture. Les gendarmes de l'Aube et de Seine-et-Marne commencent à poser des barrages sur les routes. L'observation de la météo a permis au CODISC de constater avec horreur que le vent allait tourner dans la matinée. Le nuage radioactif abandonnera sa dérive vers les pays de Loire pour remonter vers l'agglomération parisienne. Les préfectures de l'Essonne et du Val-de-Marne sont aussitôt placées en pré-alerte.

Depuis le début de la conférence, le sous-préfet se demande pourquoi personne n'aborde l'évacuation des populations. Il n'a pas osé interrompre les débats, mais quand le CODISC évoque l'implication des autres départements, Martin Naessig se lance. Sa question est immédiatement balayée par l'officier de la Sécurité civile :

« Il est trop tard pour envisager une évacuation préventive des populations les plus proches de la centrale, le nuage est déjà passé. Il a déjà parcouru une vingtaine de kilomètres. Évacuer juste avant son arrivée serait une folie. La seule solution est le confinement à domicile. Et il est trop tôt pour savoir si nous évacue-

rons les communes contaminées, car nous ignorons l'importance des dépôts. »

Le sous-préfet se le tient pour dit. Dans le bureau capitonné du préfet de Troyes, lequel n'a toujours pas donné signe de vie, il se demande combien de temps ces prétendus spécialistes vont encore pleurer sur l'absence de mesures.

Les résultats des premières analyses effectuées dans le « labo chaud » du bâtiment des auxiliaires nucléaires viennent de parvenir à Laurent Rolant. Celui-ci signale alors, sur un ton relativement neutre, qu'il est peut-être temps d'alerter les compagnies de production d'eau potable. Car des centaines de mètres cubes d'eau contaminée se sont écoulés par la brèche.

La plupart ont gagné le fleuve par les caniveaux d'évacuation des eaux de pluie.

« J'ai ici quelques estimations, mais je ne sais pas si nous avons le temps de...

— Ah, mais si, nous avons le temps ! »

Les voix de Pierre-Alain Chèvelin et de Pierre-Faucon se sont chevauchées dans le haut-parleur.

Le sous-préfet frémit : il n'avait pas pensé que la Seine puisse être concernée par un rejet dans l'atmosphère.

Au CODISC, c'est la stupeur : va-t-il falloir organiser un approvisionnement parallèle de la région parisienne en eau potable? Réquisitionner les camions-citernes de toute la France ?

Laurent Rolant s'arme de courage :

« Huit cents mètres cubes d'eau contaminée sont partis dans la Seine. En recoupant cette quantité avec la composition du prélèvement effectué par notre ouvrier blessé, et celle du contenu du GV 4, nous savons que cette eau contenait environ cinq curies par litre.

« Ce qui donne un total de trois millions de curies dans le fleuve.

— Mon Dieu! De curies, vous dites? Ça fait des milliards de becquerels... »

Pierre-Alain Chèvelin n'est pas très calé, mais l'énormité du chiffre l'épouvante.

« Beaucoup plus, monsieur le ministre, beaucoup plus... », laisse tomber d'un ton sinistre le professeur Faucon.

D'un doigt nerveux, Laurent Rolant desserre sa cravate. Il jette un œil sur l'horloge digitale au mur du BDS.

« Messieurs, il est 2 h du matin. Nous avons tous du pain sur la planche. Voyez-vous un inconvénient à lever la séance ?

— Oui, dit le ministre avec un gros soupir. Nous n'avons pas abordé l'information du public, ni la question du communiqué de presse. »

Paris, avenue du Père-Lachaise, 1 h 15 mn.

Affalée sur le petit matelas double qui lui sert de divan, Armèle Tchernicov soulève le combiné téléphonique. Le repose. Caresse machinalement le chat : il ronronne comme une locomotive sur ses genoux. La journaliste est en pyjama. En une demi-heure, elle a vidé son paquet de Rothmans rouges, et le petit cendrier déborde de cendres froides sur la moquette beige.

Armèle essaie de se calmer. Elle a le trac. Elle connaît bien cette sensation terrible qui noue l'estomac, accélère le rythme cardiaque, et paralyse la pensée. La jeune femme est coutumière de ce genre de frayeur. Elle la nomme : « l'angoisse du journaliste au moment du scoop ». Un mélange d'appréhension et d'excitation, de peur et de bonheur, l'ensemble de sentiments mâtiné de honte quand la joie de posséder une information avant tout le monde prime sur l'horreur de la nouvelle. Un émoi réservé aux journalistes indépendants, car il faut soigneusement choisir le média qui en aura l'exclusivité. Surtout, ne pas donner de renseignement sans en tirer soi-même un bénéfice.

Or la jeune femme ne sait comment exploiter l'accident nucléaire. Lorsque David Mann lui a téléphoné de Nogent, vers une heure moins le quart, elle a juré d'ameuter la presse entière.

Tout de même, quelques vérifications s'imposaient. Après tout, elle connaît mal ce David. La veille, quand elle tournait à Nogent avec son équipe télé, il a été assez gentil pour lui offrir des « tuyaux » sur la région, ils ont déjeuné ensemble, mais est-il un informateur fiable? Au téléphone, les pompiers de Troyes ont confirmé à Armèle le déclenchement du plan ORSEC-RAD. Dans les bureaux de la direction d'EDF, un gardien de permanence a bafouillé lamentablement quelque chose au sujet du service

des relations publiques fermé en pleine nuit. La centrale? La ligne était occupée.

Cette histoire n'est pas sortie de l'imagination du journaliste nogentais, c'est clair.

Inutile de se précipiter à la télévision ; à cette heure l'antenne dort. Rien à espérer des quotidiens, dont l'édition du samedi est déjà bouclée. Les radios? Évidemment, mais pas question de jouer les informatrices anonymes.

Armèle se décide. Elle fouille dans son carnet d'adresses.

«Thomas? Armèle Tchernicov... Ah, ne rouspète pas, je me doute que tu dormais, encore heureux que tu n'aies pas branché ton répondeur. Écoute, la centrale de Nogent vient de péter... Oui, la centrale nucléaire. J'y étais cet après-midi, j'ai des images, des noms, des visages. J'ai déjà passé des coups de fil, j'ai aussi des détails sur ce qui se met en branle dans la région... Oui, par les pompiers, c'est justement pour ça que je te mets sur le coup, parce que tu les connais bien. Tu connais surtout les types du CODISC, non? Si tu te dépêches, c'est France-Inter qui donne l'info en premier. Je t'aide, tu m'aides aussi. On se retrouve à la Maison de la Radio?... Moi aussi, je dois m'habiller avant. A tout de suite. »

Armèle ramasse son précieux carnet d'adresses, rassemble à la hâte le monceau de notes et de documents accumulés pour la préparation du reportage sur Nogent, et fourre le tout dans son petit sac à dos bleu. Oublié, le trac ! Elle enfile à toute vitesse un pantalon de cuir et un

pull-over angora, chausse ses Paraboots verts et attrape son blouson de cuir. En remplissant à ras bord la gamelle du matou, elle réfléchit rapidement. Oui, à tout hasard, mieux vaut prendre aussi une trousse de toilette, elle ignore quand elle rentrera. La trousse est toujours garnie, combien de fois a-t-elle dû sauter dans des trains en catastrophe ! Où sont les clés du scooter ? Depuis le début de l'hiver, elle circule davantage en métro ou en taxi. Dans le tiroir du bureau. Qui sait s'il y aura des taxis à la station ? Elle arrache le casque de la patère dans le couloir, et dévale les cinq étages. Pas de taxis. Pourvu que l'engin démarre ! Sans problème, il est bien protégé dans le garage à vélos, derrière la loge de la concierge.

Au bout de la rue, derrière le haut mur d'enceinte, les chats du Père-Lachaise copulent en poussant des miaulements déchirants.

Fin de la conférence en multiplex, 2 h.

Le ministre de l'Industrie, Pierre-Alain Chèvelin, marche sur des œufs. Il va falloir jouer serré avec la presse pour n'être pas soupçonné de pratiquer la rétention d'informations. Mais comment enrayer la panique si on ne sélectionne pas un peu les renseignements donnés aux journalistes ?

Le directeur adjoint de la centrale évoque encore une fois l'accident de Tchernobyl, référence décidément très prisée cette nuit.

« Nous ne sommes pas en Ukraine, il sera impossible de justifier une interdiction totale d'approche du site.

— Bien entendu, renchérit le Pr Faucon, on peut faire confiance aux journalistes pour se faufiler entre les mailles du filet de la gendarmerie. Les plus malins consulteront la météo pour éviter les zones dangereuses, mais certains imbéciles passeront en plein dedans. Il vaut mieux les canaliser vers un lieu hors de portée des radiations, bien en vue du site, pas trop près, et sous un

angle qui ne permette pas de distinguer tout ce que vous serez amenés à entreprendre dans la partie la plus touchée.

— Je vous signale que le standard de la préfecture a déjà été contacté par uif journaliste. Nous l'avons éconduit... Je sais, poursuit précipitamment le sous-préfet, sans doute une erreur tactique ! Qu'est-ce que vous voulez, nous avons été pris de court. Par ailleurs, l'absence du commissaire de la République se fait sentir. Il est totalement injoignable, c'est incompréhensible. Or, dès que le centre de presse prévu au plan ORSEC sera installé, les journalistes exigeront de parler au préfet.

— Je crains que les réactions de l'opinion dépassent de très loin tout ce que nous pouvons imaginer, admet Pierre Faucon. Nous ne devons pas compter sur une attitude modérée de la part des médias. Nous devons anticiper. Je ne sais pas... créer un événement qui tempère l'extrémité des mesures à venir et la sévérité des contraintes collectives.

— Ceci dépasse le cadre de mes attributions, s'excuse Favart, du Commissariat à l'énergie atomique, mais il ne serait pas mauvais de montrer

que la situation est déjà bien contrôlée. Par exemple, si on fixe rapidement la radioactivité sur une partie du site pas trop affectée, on peut suggérer au président de la République de venir à Nogent pour calmer l'opinion.

— J'ai mieux à faire que d'organiser un spectacle, coupe Laurent Rolant.

— L'idée de Favart mérite qu'on s'y attarde, répond calmement le ministre. Je sais, le temps passe. Mais payer d'une panique générale les quelques minutes que nous gagnerions en ne terminant pas l'examen de cette question serait une mauvaise économie. Après tout, il sera peut-être plus long de décider le président que de rendre le site accessible sans vêtement de protection.

— Vous avez raison, monsieur le ministre, lance perfidement le professeur Faucon. A chacun son rôle.

Il me semble plus rationnel qu'un membre du gouvernement ouvre la voie. »

Le patron du SCPRI ménage ses effets, et laisse quelques secondes s'écouler avant de continuer :

« En bonne logique, en tant que ministre de tutelle d'EDF, l'exploitant, et du CEA, qui vous seconde sur les questions de sécurité, c'est à vous que revient cet honneur. Votre venue est la meilleure garantie de celle, ultérieure, du président. »

Pierre-Alain Chèvelin est atterré. Il a senti venir le coup, et cherche désespérément une échappatoire. Proposer son collègue de l'Environnement, toujours prompt à tirer parti des situations à la moindre trace de pollution? Non, il serait bien capable d'accourir, ce bougre d'opportuniste ! Quant à lui, il donnerait l'impression d'avoir peur.

« Votre suggestion est excellente, mais je m'en voudrais de laisser penser que j'exploite l'affaire à des fins politiciennes. Indubitablement, le président, de par sa fonction, est le seul homme politique précisément au-dessus de la politique. Sa venue ne suscitera aucune arrière-pensée. J'ajouterai, si mes souvenirs sont exacts, que lors de l'accident de Three Mile Island, le président Carter s'est déplacé en personne sur le site pour rassurer une population que les journalistes incitaient à s'enfuir, et non pas un quelconque ministre de l'Industrie. Gorbatchev ne s'est pas rendu à Tchernobyl, mais personne ne souhaite que cet exemple puisse un jour être suivi ici. »

Chèvelin s'arrête, conscient d'avoir présenté des arguments qu'il serait malséant de contrer.

Malheureusement pour lui, le responsable du CEA connaît bien l'organisation politico-administrative américaine de l'Industrie. Il lance sur un ton aussi neutre que possible :

« Comme État fédéral, les États-Unis n'ont pas de ministère de l'Industrie ; seulement des Agences dont les responsables ne sont pas des hommes politiques. »

Le ministre sent la colère le gagner. Il n'a pas le temps de moucher l'impertinent fonctionnaire du ministère de la Défense. Faucon saisit déjà la perche tendue par Favart.

« Monsieur le ministre, vous transposiez sur le terrain civil l'exemple de tous vos collègues de la Défense qui se sont succédé à Mururoa pour témoigner à la face du monde de l'inocuité des essais nucléaires français. Pensez à Michel Debré se baignant dans le lagon de l'atoll quelques heures seulement après l'explosion d'une bombe H dans l'atmosphère.

— Pour Debré, le risque était quasi nul puisque la bombe avait été tirée à une altitude assez importante... Messieurs, je suis conscient de la complexité du problème. J'ai bien saisi votre louable souci. Demain, pardon, tout à l'heure, je proposerai au Premier ministre de suggérer au président d'y aller. Je l'accompagnerai bien volontiers. Sur ce, il est extrêmement tard, nous pouvons lever cette conférence.

— Permettez, monsieur le ministre ! »

Gérard Chazalon, le responsable de la cellule de crise EDF, refuse de laisser Chèvelin rédiger seul le communiqué de presse.

« Les journalistes ont des oreilles partout, il est probable que le bruit d'un incident à Nogent court déjà. La pire des choses, nos simulations l'ont toujours confirmé, serait que nous nous fassions devancer...

« Pendant que vous discutiez de la venue du président, j'ai préparé un communiqué que je sou mets à votre appréciation :

« Un accident a eu lieu hier soir, 6 décembre, à 22 h 30 mn, sur la tranche 2 de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, dans l'Aube. Toutes les dispositions ont été prises pour l'enrayer, et le réacteur a été amené dans un état sûr, celui de l'arrêt à froid, à peu après 0 h 30 mn.

« Des rejets radioactifs se sont produits durant l'accident, dont l'importance n'a encore pu être déterminée avec précision. « Par mesure de précaution, le plan ORSEC-

RAD. et le plan particulier d'intervention (PPI) ont été déclenchés. Les abords immédiats du site sont interdits d'approche.

«Un QG opérationnel a été mis en place à la caserne des pompiers de Provins, le QG fixe étant, comme prévu, situé à la préfecture de l'Aube.

« Un communiqué sera diffusé à 7 h, qui précisera les directives à suivre. En attendant, les personnes séjournant à moins de trente kilomètres à l'ouest et au sud-ouest de Nogent-sur-Seine sont priées de ne pas sortir et de couper les ventilations et les appareils de chauffage à foyer ouvert. »

Maison de la Radio, rédaction de France-Inter, 2 h 28 mn.

Thomas Guerlin entre en trombe dans la cabine technique du studio 132. Bousculant le réalisateur qui sirote un gobelet d'ignoble café automatique en compulsant la liste des disques de la nuit, il apostrophe l'animateur derrière la vitre par le micro intérieur :

« Dis, j'ai une urgence, je prends l'antenne à la demie pour un flash spécial. Tu envoies le jingle s'il te plaît. Excuse-moi, c'est vraiment grave », ajoute Thomas plus calmement, amusé par la stupéfaction du spécialiste de jazz. Celui-ci ne reconnaît pas le préposé aux flashes de nuit. Le journaliste tend un bobino au technicien et pousse la porte du sas.

« Pas de blague, tu me lances sur un ton sérieux », murmure Thomas à l'animateur en calant son casque, juste au moment où l'ampoule rouge signalant l'ouverture du micro s'allume devant eux.

« Bonsoir ! Un accident s'est produit hier soir à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Un accident sur lequel nous n'avons aucune précision pour le moment. Un accident en tout cas très grave, puisque le plan ORSEC-RAD a été déclenché vers minuit dans le département de l'Aube. Le commandant de la caserne des pompiers de Troyes nous a déclaré il y a quelques minutes que la ville de Nogent est fortement contaminée. »

Thomas Guerlin lève un bras.

« Je vous propose d'écouter le témoignage d'un habitant de Nogent, recueilli à l'instant par Armèle Tchernicov. »

Thomas baisse le bras, indiquant à la technique d'envoyer le bobino. Dans leurs casques, les techniciens pétrifiés entendent alors la voix de David Mann.

« Le projet de construction d'une centrale nucléaire près de Paris, enchaîne Thomas Guerlin, avait provoqué en 1975 une vie controversée. La contestation s'était aggravée en 1987, après que le ministre de l'Environnement de l'époque eut rendu public un rapport secret de l'Agence financière du bassin Seine-Normandie. Ce rapport démontrait qu'en cas d'accident, l'eau potable de la région parisienne serait bel et bien menacée.

« Comme je vous le disais à l'instant, nous n'avons aucune précision sur l'importance des rejets radioactifs. Nous pouvons supposer qu'il s'agit d'une fuite dans l'atmosphère, puisque la ville de Nogent est contaminée. Mais nous ignorons si des effluents liquides ont gagné la Seine. Nous ignorons encore beaucoup de choses. Le nuage atteindra-t-il Paris ? »

Thomas Guerlin rend l'antenne. Interloqué, incapable d'articuler le moindre mot, l'animateur enchaîne sur un disque de Cole Porter. Dans leur petite cellule de verre, les deux standardistes sont déjà submergés par les appels angoissés des auditeurs.

« Merci pour le coup de main, Armèle, jette Thomas en rentrant dans le " bocal " de la rédaction. Tu as réussi à joindre quelqu'un à la télé ?

— On m'a passé le téléphone personnel de deux rédacteurs en chef. Mais le temps de réunir une équipe, ça m'étonnerait que je puisse partir sur Nogent tout de suite. Tu y vas, toi ?

— Oui. Mais je suppose que les routes d'accès sont déjà coupées. Je me demande qui est l'officier de

permanence au CODISC cette nuit. Il me faudrait la carte des barrages routiers, pour ne pas perdre de temps. En plus, je n'ai pas envie de me trouver sur la trajectoire du nuage. Remarque, je m'en fiche, j'y vais quand même. J'appelle. Avec un peu de chance, je connais le type du CODISC. »

Lorsqu'il est sorti de l'école de journalisme, quatre ans plus tôt, Thomas Guerlin a effectué son service militaire chez les pompiers de Paris, qui l'ont affecté au CODISC. Depuis, à France-Inter, il est le maître incontesté des questions de sécurité civile. Il a rencontré Armèle Tchernicov sur un reportage. Il aurait immédiatement oublié cette petite pigiste sans port d'attache si Armèle ne l'avait rappelé de temps à autre pour lui demander un

renseignement. Car Thomas est vraiment un bon journaliste, et un chic type. Armèle ne regrette pas de l'avoir choisi pour exploiter son information. Il n'était pas de garde cette nuit, il n'a pourtant pas hésité une seconde, tenant même parole en l'associant à son flash, par le biais de l'interview. Et maintenant il lui fait signe d'écouter sa conversation sur un autre poste.

Au CODISC, le capitaine Meyer est débordé. Il a pourtant pris cet appel « civil » quand l'appelé de garde a prononcé le nom de Thomas Guerlin.

« Pas de sermon, capitaine, dit Thomas. Vous savez bien que j'irai à Nogent de toute façon. Si vous me dites que le trajet est risqué, indiquez-moi le meilleur itinéraire, voilà tout.

« Comment savez-vous que la région est dangereuse ? Vous avez déjà des mesures de radioactivité?...

« Par la CMIR de Créteil? Eh bien, elle a foncé! Bon, d'accord, je ne vais pas à Nogent puisque c'est interdit. Je me contente de la préfecture. C'est OK, pour Troyes?...

« Attendez : Paris, Créteil, Provins, puis je quitte la N 19, je remonte sur Sézanne, et je rejoins Troyes par la D 373. Merci capitaine.

« Tu as pris des notes, Armèle ? Je te laisse. On se retrouve peut-être plus tard à Troyes, si tu as une-équipe.

— Finalement, je me demande si c'est intéressant pour moi. Demain matin, il y aura une centaine de journalistes là-bas, mes papiers n'intéresseront personne. Il vaut mieux que j'exploite à fond mon sujet tourné hier à la centrale. Je suis absolument toute seule à avoir des images aussi récentes, en plus avec des interviews de l'équipe de quart. C'était prévu pour un magazine dans la semaine, je suis sûre qu'on va ouvrir là-dessus au 13 h. »

Thomas vérifie son magnétophone Nagra, confirme au journaliste de permanence qu'il téléphonera dès que possible, et pousse la porte vitrée du « bocal ».

« Dis, Armèle...

— Oui?

— On est vraiment les premiers. Merci d'avoir pensé à moi. Bonne chance. »

3 h.

Armèle appelle l'Agence France Presse. Elle réclame le « desk société ». Elle parle à un journaliste. Elle demande si un communiqué officiel a déjà annoncé l'accident de Nogent. Le journaliste vérifie sur le télex. Non, pas encore, c'est honteux, mais pas étonnant. Le journaliste est sarcastique. Il la branche alors sur un magnétophone. Elle dicte un bref article.

Elle a tenu la promesse faite à David Mann : dans un quart d'heure, après les vérifications d'usage, la dépêche de l'AFP tombera sur les téléscribes des journaux du monde entier, enrichissant le communiqué d'EDF d'informations alarmantes.

DEUXIÈME PARTIE

LA PEUR

Gare de Bâle, Confédération helvétique. Samedi, 6 h 35.

Des silhouettes sombres avancent le long des voies ferrées, longent les quais, tournent autour des quelques trains parqués en gare. Elles promènent sur les wagons des compteurs Geiger.

La Confédération possède plusieurs centrales nucléaires. Régulièrement, des exercices de simulation ont lieu en Suisse pour former les sauveteurs, pompiers et militaires, à l'équivalent de nos plans ORSEC. Le contrôle de la gare clôt une série de vérifications effectuées aux péages des autoroutes, à la gare routière et au poste frontière voisin. Les hommes travaillent depuis 20 h. Frigorifiés, ils n'aspirent plus qu'à un café au lait bien chaud. Heureusement, la manœuvre est presque finie : le train Paris-Bâle entre en gare dans quelques instants.

Sur le quai B, trois employés des chemins de fer helvétiques trottaient en poussant des chariots à bagages. Un chef de gare adjoint s'installe en tête de ligne, rectifiant la tenue de sa casquette. La locomotive freine dans un grincement atroce. Aux fenêtres des voitures, quelques têtes hirsutes et

bouffies de sommeil apparaissent. Ce train ne comporte que des couchettes et des wagons-lits. Consciencieusement, les soldats

entourent la motrice et prennent position le long du train, tous les vingt mètres. Routine !

Aussi, lorsque le caporal André Blank voit l'aiguille de son compteur osciller vers la droite, d'abord timidement, puis furieusement, atteignant jusqu'à mille coups par seconde, il hausse les épaules d'un air surpris et marmonne :

« Allons bon, ce truc a trop bossé cette nuit, voilà qu'il fatigue.

— Oh, Blank! Mon compteur saute comme un chamois, crie un second soldat descendu sur la voie, presque à quatre pattes sous la machine.

— Tiens, c'est curieux, je croyais que le mien était en panne. Fais voir. »

Vaguement inquiet, le caporal rejoint son camarade à l'avant de la locomotive.

Sur les cent mètres de quai, de part et d'autre du train, les militaires notent l'affolement de leurs compteurs Geiger, alors que les voyageurs descendent les uns après les autres. La présence des hommes en uniforme n'intrigue que les Français. Les Suisses ont l'habitude de voir leurs troupes procéder à des exercices en ville. Mais personne ne remarque le flottement qui s'est emparé de la troupe. Car les instruments de mesure sont formels : ce train recèle bel et bien une contamination extraordinaire. Les gradés, qui s'attendaient à effectuer une manœuvre, non à affronter une situation de crise réelle, se regardent, indécis.

Surpris par l'attitude de ses hommes, un capitaine, posté près de la cabine vitrée du chef de gare, s'approche :

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

— On ferait bien de boucler la gare, mon capitaine. Je n'y comprends rien, mais les compteurs ne peuvent pas tous se tromper à la fois. »

Le chef de gare adjoint n'en croit pas ses oreilles. Discipliné pourtant, il court vers son bureau et lance un appel sur le haut-parleur :

« Les voyageurs sont priés de ne pas franchir les portes de sortie. Je répète : les voyageurs sont invités à se regrouper dans le hall principal. »

Arrivés au pas de course, dix militaires bouclent les issues, refoulant vers l'intérieur de la gare les passagers du train qui n'ont pas encore gagné les trottoirs et la station de taxis. Encore une fois, les Suisses ne semblent pas surpris, contrairement aux Français qui protestent vigoureusement.

La grosse horloge marque 6 h 48 mn. Le hall grouille de monde. Le capitaine s'est précipité vers une jeep garée assez loin des accès voyageurs. Rapidement, il établit la communication radio, avec ses chefs, d'abord, puis avec le corps des sapeurs-pompiers du centre-ville.

A défaut de traiter fréquemment des incidents d'origine radiologique, les pompiers bâlois sont rodés aux alertes chimiques. Régulièrement, Bâle et sa banlieue, entourées d'un réseau très dense d'industries, connaissent des pollutions graves. Cette fois, l'alerte est localisée à la gare. Comme c'est l'usage en pareille circonstance, le responsable des sapeurs-pompiers avertit les autorités policières : en l'occurrence, l'instauration d'un périmètre de sécurité s'impose autour des installations ferroviaires, en attendant que des mesures plus fines soient réalisées autour du train pour déterminer précisément une zone au-delà de laquelle les radiations n'ont plus d'effet.

L'adjoint du chef de gare lance un appel au calme dans le micro. Car dans le hall, la pagaille est à son comble. Les enfants pleurnichent ou cavalent dans tous les sens, les adultes se battent pour avoir accès aux cabines téléphoniques, et le pauvre barman du buffet n'en peut plus de servir cafés et chocolats chauds aux voyageurs prisonniers, outrés d'ignorer encore, alors qu'ils sont arrivés depuis trois quarts d'heure, le motif de cette séquestration.

« Mesdames, messieurs, ici le chef de gare. S'il vous plaît, veuillez écouter attentivement cette communication. Le responsable du département de médecine nucléaire de l'hôpital de Bâle va vous parler. »

Au mot « nucléaire », la plupart des passagers blêmissent. Le silence s'établit presque instantanément. Diffusée aux quatre coins de la gare, du local des bagages en consigne jusqu'au kiosque à journaux, du buffet à la grande salle des pas perdus, la voix solennelle mais rassurante d'un médecin explique :

« Il ne s'agit pas d'un accident. Le train qui vous transportait a été contaminé par des particules radioactives, dont l'origine est pour l'instant inconnue. Ne vous inquiétez pas, vous étiez bien à l'abri dans les wagons. Néanmoins, les autorités sanitaires vont devoir procéder à des contrôles individuels. Les uns après les autres, tout au long de la matinée, vous serez soumis au détecteur. »

Stupéfaite, la foule ne bronche pas. Le médecin répète son explication en allemand, et enchaîne, soucieux de n'affoler personne :

« Des militaires passeront parmi vous pour distribuer des sandwiches et des boissons chaudes. Les personnes ayant des enfants en bas âge seront examinées les premières. Mesdames et messieurs, les autorités de la ville de Bâle vont faire de leur mieux pour limiter ces désagréments et accélérer les procédures de sécurité. Soyez coopératifs... »

8 h 30.

Un camion rouge entre en trombe dans la gare de Bâle, par une voie réservée au service. Le véhicule est immatriculé en France, département du Haut-Rhin. Quatre hommes, revêtus de combinaisons blanches, porteurs de masques filtrants, descendent lentement et s'approchent d'abord de la locomotive. Ces pompiers arrivent de Mulhouse. La CMIR française a été appelée en renfort par les services de secours suisses. La ville alsacienne et Bâle sont distantes d'à peine trente kilomètres. Les Suisses ont eu d'autant moins de scrupules à s'adresser aux Français qu'ils connaissent maintenant l'origine de cette contamination exceptionnelle.

Les autorités décident de parer au plus pressé : vider la gare de ses occupants, et nettoyer au plus vite ce train, qu'il n'est pas question de renvoyer dans cet état vers son pays d'origine.

Malheureusement, les premières mesures « fines » communiquées par la CMIR qui travaille dehors sont atterrantes : l'avant de la locomotive recèle plus d'un milliard de becquerels au mètre carré, et les flancs du train, près de trente millions de becquerels sur la même surface. Le convoi ayant parcouru cinq cents kilomètres dans la nuit, ces chiffres colossaux étaient sans doute beaucoup plus élevés à Nogent. En roulant, le train a en fait dispersé les trois quarts de sa contamination.

Le chef de gare se rue à nouveau vers le téléphone : il faut prévenir les autres gares de toute urgence. En effet, le convoi s'est scindé à Mulhouse,

où il est resté une heure arrêté, et une partie des wagons a bifurqué vers une autre direction.

Les pompiers ne perdent pas de temps à examiner davantage l'extérieur du train. Il importe avant tout de savoir si le nuage radioactif a pénétré dans les wagons, contaminant ainsi les voyageurs. A première vue, oui : les instruments de mesure oscillent à proximité des fenêtres et des parois intérieures. Mais ils s'affolent vraiment près des filtres d'aération. Ceux-ci auront retenu bon nombre des particules, mais certainement pas les gaz rares, ni la plus grande partie de l'iode. Il va falloir mesurer la radioactivité absorbée par les passagers, un par un. Ensuite, évaluer l'irradiation subie par les voyageurs durant le voyage, irradiation simplement diffusée au travers des cloisons, du toit, et des vitres, par les particules collées sur la carrosserie des voitures.

« J'ignore comment on va mesurer ces centaines de passagers, commente un pompier alsacien. Une chose est sûre : ils peuvent expédier dare-dare à l'hôpital le conducteur de la loco !

— A propos de locomotive, on va l'éloigner au plus vite. Les rayonnements qu'elle dégage présentent un vrai danger. On risque toujours que des particules se détachent et contaminent la voie et les quais.

— Tout de même, les Suisses ont une chance de tous les diables ! Si leurs bidasses n'avaient pas été justement en exercice cette nuit, ce train se promènerait joyeusement n'importe où sans inquiéter personne. »

Dans le hall, le contrôle des voyageurs commence lentement. Un périmètre de sécurité entoure la gare sur un rayon de cinquante mètres. La police urbaine a bouclé le quartier. Des ambulances évacuent trois femmes enceintes, six bébés et leurs mères, ainsi que l'agent SNCF français qui conduisait la locomotive.

Plus loin, sur une voie de garage écartée, les pompiers bâlois et l'armée arrivée en renfort installent l'équipement nécessaire au nettoyage du train. La tâche s'annonce ardue. Dans la gare même, une équipe, harnachée comme une troupe de fantômes, contrôle minutieusement chaque mètre carré. Les quais sont déserts.

Nogent-sur-Seine. Samedi, 7 h.

Couché en travers de son lit, David Mann ronfle. Épuisé, il s'est endormi à 3 h du matin, tout habillé. Devant la porte d'entrée, il a déposé dans un sac poubelle les vêtements qu'il portait lors de sa virée nocturne près de la centrale nucléaire. Drôlement attifé d'une vieille salopette et d'un chandail marron, un orteil dépassant d'une chaussette trouée, les cheveux encore humides du shampoing énergique effectué dans la nuit, il gigote sur le couvre-pied, sans doute troublé par un mauvais rêve. Il bouge beaucoup, et son bras heurte le poste téléphonique abandonné en équilibre instable près de l'oreiller.

Quand l'appareil tombe avec fracas sur le parquet, David Mann s'éveille en sursaut. Mû par un réflexe machinal, il tend le bras vers le petit transistor posé à la tête du lit, et, comme chaque jour, exaspéré par les grésillements de son antiquité, frappe le poste contre le sommier pour établir une écoute passable. David a toujours eu les réveils vaseux, ce matin ne fait pas exception. La radio est réglée sur France-Inter. Son propriétaire cultive une allergie profonde pour la publicité sonore des autres stations.

«... notre envoyé spécial à la préfecture de Troyes, Thomas Guerlin. Nous n'avons pour l'instant pas d'autres détails sur cet accident à la centrale nucléaire. Je vous propose d'écouter un témoignage recueilli cette nuit au téléphone par France-Inter, avant que les autorités n'aient rendu publique la catastrophe de Nogent-sur-Seine. »

David Mann bondit, brusquement lucide. Légèrement nasillarde — transmission téléphonique ajoutée à la réception grandes ondes — sa propre voix sort du transistor, volubile et hachée, interrompue par les questions d'Armèle Tchernicov.

Emportant l'appareil dans la salle de bains, David s'ébroue sous le jet d'eau froide.

« Des barrages routiers sont en place à l'est de Nogent. La route nationale 19 est coupée un peu avant la ville, interdisant, l'accès à la sous-préfecture de l'Aube. Vous avez entendu le directeur de cabinet du préfet de Troyes : les habitants des villages situés sous le trajet du nuage radioactif sont soumis à un confinement à domicile. A Nogent même, les pompiers ont commencé vers 2 h du matin de délimiter un périmètre de sécurité. Si l'on en croit les premières mesures, toute la ville n'aurait pas été touchée par les retombées radioactives... »

David ouvre un placard, et chausse au hasard les premiers souliers qui lui tombent sous la main : une paire de sandales. Négligeant son petit déjeuner, il attrape une canadienne et claque la porte derrière lui.

Dehors, une estafette de gendarmerie est garée en travers du pont Saint-Nicolas. L'avenue Jean Casimir-Perier, prolongée par la route de Paris, sur la rive droite du fleuve, semble en effet interdite. L'ancien journaliste hésite un instant à s'approcher des militaires, d'ailleurs enfermés dans leur véhicule. Finalement, il enfourche sa bicyclette et pédale vigoureusement en direction du centre-ville.

D'ordinaire le samedi, à cette heure d'autant plus matinale que le jour ne pointe pas encore en ce début d'hiver, les maraîchers installent déjà leurs marchandises sous la Halle. Autour de la lourde bâtisse, toute de pierres grège et briques rouge sombre, les camionnettes déchargent cageots et ballots, la place résonne d'interpellations et de cris aigus. La Grande Rue Saint-Laurent s'anime et, ce jour-là, les bistrots ouvrent tôt dans Nogent. Ce matin, la Halle et ses environs sont étrangement déserts.

David Mann dépasse l'hôtel de ville. Des néons éclairent le premier étage.

« Le bureau du secrétaire de mairie, constate David. Le maire est sans doute là aussi. J'irai tout à l'heure. »

Il jette sa bicyclette contre une des grilles de la Halle, et se précipite à l'intérieur. Quatre femmes seulement discutent devant des tables chargées d'œufs, de pommes de terre et de lapins dépecés.

« Tiens, monsieur Mann, vous savez certainement ce qui se passe, vous ! »

Le journaliste reconnaît la mère Germaine, Mme Simone et sa fille Ariette, pas la quatrième. Les premières cultivent de grands jardins à la périphérie de Nogent, et vendent deux fois par semaine sur le marché leurs légumes et la production de leurs poulaillers et clapiers.

OceanofPDF.com

« Vous n'avez pas vu de gendarmes en arrivant? demande David.

— Des gendarmes ? glapit Ariette.

— Si les autres marchands n'arrivent pas, c'est que les routes sont coupées. Il y a eu un accident à la centrale nucléaire cette nuit.

— Mon Dieu ! » La mère Germaine esquisse un signe de croix sur sa vaste poitrine drapée d'un tablier bleu délavé. « Et pourquoi on aurait coupé les routes?

— Parce que la ville est contaminée. Enfin, je suppose, ajoute David en grattant son front dégarni. Finalement, peut-être pas toute la ville, car on nous aurait empêchés de sortir de chez nous, ils ne sont pas fous.

— Qui ça, " ils " ? rétorque Ariette, qui n'a jamais eu la langue dans sa poche. D'abord, la centrale est au moins à deux kilomètres d'ici, c'est idiot votre truc. Et

puis, j'ai vu le maire dehors il y a moins d'un quart d'heure, il n'a rien dit.

— Ah oui, tu l'as vu ! coupe sa mère. Et ça ne t'a pas étonnée qu'il arrive en mairie à cette heure-là ? Qu'est-ce qu'on doit faire, à votre avis, monsieur Mann? »

David n'est pas surpris par l'absence des commerçants. Les gendarmes ont sans doute empêché les fermiers et les maraîchers des villages alentour d'entrer dans Nogent si, comme l'a dit France-Inter, l'absence de contamination n'est pas établie à coup sûr.

« Je vais aux nouvelles en mairie », dit-il en sortant de la Halle.

En partant, il croise des ménagères matinales, paniers au bras. C'est donc que tout Nogent n'a pas subi de retombées, pense-t-il, soulagé, en entrant dans l'hôtel de ville, illuminé comme un jour de semaine.

A l'étage, le maire et le secrétaire de mairie compulsent des registres. Lorsque David entre dans le bureau, le maire ne peut retenir une exclamation exaspérée :

« Décidément, vous êtes incorrigible ! Je vous jure que ce n'est pas le moment de vous fourrer dans nos pattes. »

L'ancien journaliste n'a pas le cœur à plastronner. Pourtant, l'indignation de l'élus (il ne l'a pas soutenu aux dernières élections municipales) lui fait plaisir. Quand il exerçait encore son métier, ses arrivées intempestives affolaient toujours les autorités, persuadées — souvent à juste titre — qu'il préparait une question embarrassante. Aussi, ce matin, il retrouve son ton d'autrefois, narquois et pourtant extrêmement poli :

« Ah, Nogent, son pavillon Henri IV, ses menhirs et sa centrale nucléaire ! Monsieur le maire, les projecteurs sont désormais braqués sur notre bonne ville... »

Le teint du maire vire au rouge brique. Tiré du lit à 2 h du matin par la préfecture, le premier magistrat de Nogent est suffisamment énervé pour ne pas apprécier les plaisanteries.

Jusqu'à 4 h, il n'a pas osé bouger de son domicile, la préfecture ayant promis de l'informer lorsque les premières mesures de radioactivité seraient connues pour Nogent. Ensuite, le centre opérationnel des incendies et des secours de Troyes lui a demandé d'alerter discrètement ses sapeurs volontaires. Pas question de déclencher la sirène en pleine nuit, au risque de jeter dehors des gens plus en sécurité à l'intérieur. Enfin, il a fallu organiser l'installation du poste de commandement opérationnel de l'Aube, à la caserne des pompiers, près de l'école Saint-Exupéry, puisque cette partie de la ville n'était pas contaminée, les instruments de mesure l'attestaient.

Le maire s'est précipité à l'hôtel de ville pour sortir de son tiroir le Plan particulier d'intervention relatif à un accident à la centrale nucléaire. Au chapitre « fiche réflexe maires », écrite en majuscules et soulignée de surcroît, figurait cette phrase : « L'activité du maire n'implique en aucun cas qu'il quitte son domicile. » Parfait, a-t-il marmonné, le type de la préfecture aurait tout de même pu me prévenir ! Heureusement, sa maison est située rive gauche, donc en dehors de la zone contaminée, de même que la mairie.

Il a poursuivi sa lecture : ainsi, je dois recenser les handicapés, les vieillards isolés, les femmes enceintes, pour les faire bénéficier d'une assistance particulière. Et cela en moins d'une heure ! Le pauvre maire a dû réveiller tous ses conseillers municipaux (à 4 h 30 !), leur intimant l'ordre de ne pas bouger, mais de collecter ces renseignements par téléphone, au besoin en demandant à des proches voisins de se déplacer pour vérifier la présence de la personne.

« Mais si tout est contaminé, personne ne va vouloir bouger ! ont protesté l'un après l'autre les conseillers, passés les premiers instants d'effroi.

— Mon vieux, je vous lis les consignes : avant de sortir, le voisin prépare un sac plastique, des chaussures et des vêtements de rechange. Quand il sort, il se couvre le plus possible et protège au moyen d'un foulard ses voies respiratoires. En rentrant, il se change et met les habits portés dans le sac plastique. Voilà, faites au

mieux. Et dites à tout le monde de ne pas utiliser le téléphone pour éviter l'encombrement des lignes.

— On recense partout sur la commune? Même les fermes éloignées ?

— Les pompiers parlent surtout de la rive droite. Alors, c'est la priorité. Je me charge d'appeler des employés municipaux pour sortir les voitures-sono. Surtout, restez chez vous, fermez bien les fenêtres, et bouchez les aérations. »

Boucher les aérations? Les vieilles maisons nogen-taises sont de véritables passoires. Enfin...

A 6 h, deux employés ont quitté la mairie en direction des ponts, nantis d'un message dicté par le maire destiné à être lu au micro. Les gendarmes postés à l'extérieur du périmètre de sécurité ont hésité à les laisser passer, tant la contamination relevée par les CMIR était forte dans les zones où ils devaient aller. Les gendarmes ne comprenaient pas grand-chose aux chiffres communiqués, mais leur importance aurait atterré n'importe qui : des centaines de millions, parfois plus d'un milliard de becquerels au mètre carré après la gare SNCF, celle-ci marquant la limite absolue de la zone à ne pas franchir sous peine de subir une irradiation très, très grave.

L'un des employés s'est dégonflé. Son collègue, plus jeune, un peu zorro, a foncé, promettant aux gendarmes ne pas dépasser le chemin de fer. De toute façon, plus loin, ce sont surtout des entrepôts, des silos, des hangars. Voyant l'autre rentrer, piteux, à l'hôtel de ville, le maire, compréhensif, l'a envoyé longer la Seine, côté rive gauche, après avoir modifié son message dans un sens moins alarmiste. Le maire ignorait si les entreprises situées au-delà du fleuve employaient ou non des veilleurs de nuit. Si oui, les pauvres étaient des morts en sursis. Le maire commençait à avoir des détails par les pompiers désormais bien installés dans leur caserne.

« Monsieur Mann, voulez-vous vous rendre utile ? demande le maire qui cherche à garder son calme.

— Bien sûr, répond David, un peu honteux. Je vous signale que j'étais au courant avant tout le monde, ajoute-t-il, incapable de garder ses exploits pour lui seul. J'ai même averti la presse parisienne cette nuit, parce que moi, j'étais à la centrale.

— Mais oui, mais oui... Bon. Vous savez où habite le responsable de 88 FM? Allez le chercher, expliquez-lui ce qui se passe, et collez-le devant son micro. Pour une fois que cette radio locale servira vraiment à quelque chose

! Je préviens un conseiller municipal, il vous rejoint à la station. Les voitures sono vont dire aux gens d'écouter.

— Vous avez des détails sur les zones contaminées?

— Les pompiers affirment que ce côté de la Seine n'était pas sous le vent de la centrale cette nuit. En principe, il n'y a pas de danger par ici. Mais je préfère que personne ne s'attarde dans les rues pour l'instant. D'autant que la préfecture envisage l'évacuation de l'autre côté de la ville. Allez, filez! On a du pain sur la planche. »

Le téléphone n'arrête pas de sonner. Le maire de La Motte-Tilly, un village situé à deux kilomètres, panique complètement : sa commune recèle une énorme contamination, personne ne doit mettre le nez dehors, il n'y a pas de voiture-sono en mairie, et une partie des habitations est disséminée dans la campagne. Pour aggraver encore les choses, les personnes âgées et les invalides ne manquent pas sur le territoire.

Le maire de Nogent a bien assez de problèmes pour ne pas s'encombrer de ceux de ses voisins.

« Savez-vous comment prévenir la ferme du Parc-d'En-Bas? » coupe-t-il. Dans cette ferme vit une femme seule, enceinte, avec trois enfants en bas âge.

« Vous savez bien que les PTT leur ont coupé le téléphone il y a deux mois !

— C'est vrai ! La commune leur a accordé un secours, mais c'était pour manger et se chauffer. Bon, les gendarmes pourront peut-être s'en occuper. Quant à votre problème, faites confiance à la préfecture, La Motte-Tilly sera certainement évacuée. »

Pesamment, le maire se lève de son siège. Le front collé au carreau, il regarde la Grande Rue Saint-Laurent. Malgré les avertissements des voitures-sono, les habitants sont sortis de chez eux. Devant la mairie, un attroupement grossit de minute en minute. De son bureau, il voit très bien la mère Germaine, M^{me}* Simone et sa fille Ariette tenir une sorte de conférence aux Nogentais, dont les physionomies reflètent une stupeur absolue. Trois hommes se détachent du groupe, et pénètrent dans le hall.

« Bon sang, s'exclame le maire à l'intention du secrétaire, pourquoi n'a-t-on pas fermé la porte? Comment peut-on travailler dans des conditions pareilles ? »

Le cafetier de la rue du Lion d'Or, l'hôtelier de la rue des Fossés et un homme inconnu du maire entrent déjà, sans frapper.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? La centrale a pété, on n'a rien entendu d'ailleurs, et maintenant les gendarmes nous empêchent de passer sur les ponts.

— Vous n'avez pas entendu les voitures municipales ? demande doucement le maire. Vous feriez mieux de rentrer chez vous, et d'écouter la radio. Sur 88 FM, dans quelques minutes, mon adjoint va faire le point à l'antenne.

— Alors c'est vrai? La centrale... »

Le tenancier du bar est devenu tout rouge. Le maire retient un sourire amer : il se souvient encore des discours enflammés du limonadier, à l'époque où la polémique faisait rage à Nogent avant l'installation de la centrale. L'homme était un des plus farouches partisans de sa construction, commerce oblige.

« Oui, mais il ne s'agit pas d'une explosion, simplement d'une fuite. Une grosse fuite, ajoute le maire, très dangereuse. Alors, encore une fois, rentrez vite. Même si, en principe, cette rive n'est pas contaminée, il est préférable de s'abriter. Oh, et puis, je descends avec

vous pour parler aux gens ! Mais après, ouste, tout le monde à la maison ! »

Clamart, hôpital Percy, 7 h.

La première ambulance est sortie à minuit moins cinq de l'hôpital Percy. Un soldat du contingent conduisait. Direction : Nogent-sur-Seine, centrale nucléaire. A son bord, deux infirmiers et un médecin. Les deux premiers, récemment diplômés d'État, effectuent leur service militaire. Le troisième est lieutenant, appelé sursitaire qui complète sa formation de chirurgien au centre d'instruction des armées, département radiopathologie.

Les hommes ont revêtu des combinaisons de protection pendant le trajet, sauf le conducteur, qui s'est équipé durant la préparation du véhicule. A un kilomètre du site, après Provins, ils ont fixé leurs masques filtrants. A une heure et demie tapante, Lucien, l'ouvrier EDF blessé à la gorge, a été enfourné sur une civière à l'arrière de l'ambulance. Celle-ci est repartie à toute allure vers Clamart. Après avoir vérifié que le plastique entourant le blessé était vierge de contamination, ainsi que l'intérieur de la voiture, les infirmiers et le médecin ont ôté leurs masques respiratoires.

Au retour, cette première équipe médicale a croisé deux autres ambulances envoyées par Percy pour parer à toute éventualité.

En temps normal, le service de radiopathologie est fermé, mais utilisé chaque semaine pour les exercices. Aides-soignants et infirmiers,, appelés ou militaires de carrière, s'exercent régulièrement à la décontamination. Les officiers de réserve, médecins civils, effectuent à Percy des séances de formation continue à la médecine radiologique. Enfin, les chirurgiens et les radiologues, militaires de carrière, s'exercent à la multitraumatologie sur des animaux volontairement contaminés et irradiés.

Si Lucien avait été moins abruti par les sédatifs, il aurait vu, puis entendu, un infirmier promener sur sa

blessure un compteur Geiger, et rendre compte sommairement au chirurgien de son degré de contamination.

« Le blessé rayonne de partout. Sans doute le césium. Il est bon pour le bleu de Prusse pendant trois semaines. Le pauvre aura du mal à retrouver des dents blanches avant longtemps ! Mais alors, sur sa blessure, le compteur " cogne " énormément.

— Vous suivrez l'évolution de sa formule sanguine. Bon... » Le médecin s'est penché sur le blessé. « Il a du pot, le bonhomme! C'est le sterno-cleido-mastoïdien qui a tout pris. »

Le muscle qui relie le sternum et la clavicule aux oreilles est déchiré. Mais Lucien a en effet beaucoup de chance : à deux millimètres près, l'artère était sectionnée.

Travailler sur un blessé ou un malade contaminé demande un coup de main bien spécial. En effet, entrant dans les chairs, les instruments du chirurgien risquent d'entraîner des particules radioactives. Il faut donc changer sans cesse de scalpel et écarter soigneusement les tissus supérieurs pour atteindre ceux qui sont sains. De même, refermer une blessure est fort délicat.

A 4 h du matin, nettoyé et recousu, Lucien a été couché sur un des neuf lits stériles du service de radiopathologie, à deux pas de la salle d'opération. Pour éviter de porter la contamination éventuelle dans le service de chirurgie traditionnelle, on l'a opéré sur place.

Le médecin-chef de Percy a mis moins de deux heures pour activer le service.

Le commandant n'avait guère de détail sur l'accident survenu à la centrale nucléaire. Il savait simplement que le plan ORSEC maximum était déclenché. Puisqu'il activait la radiopathologie, le médecin-chef a lancé un appel à son homologue du Val-de-Grâce, l'autre hôpital militaire de la région parisienne. Au cours de la nuit, des médecins spécialisés sont arrivés en renfort à Percy.

Avenue Henri-Barbusse, face à l'hôpital.

Dans cette petite banlieue parisienne, triste comme une bande dessinée de Tardi, la nuit s'accroche aux pavillons sans couleur noyés sous la lumière fade des réverbères. A 7 h, un bus de la RATP passe, presque vide en ce samedi matin. Il s'arrête contre le mur de ce qui semble être une prison, tant l'œil n'en voit pas la fin. Deux hommes descendent, jettent un regard inexpressif au soldat de garde engoncé dans une hivernale parka kaki réglementaire, et traversent la rue en pente pour s'engouffrer dans le bar-tabac-journaux.

« C'était branle-bas de combat en face, cette nuit. Pas pu dormir avec leur barouf ! grogne le patron en serrant vigoureusement le percolateur.

— Non ! Me dis pas qu'ils étaient en manœuvre. Ces militaires-là ne sortent jamais de leurs murailles.

— J'sais pas. Ou alors des manœuvres médicales. J'ai vu des ambulances, et des camions blancs, et des tas de bagnoles, normales, celles-

là. Ça n'a pas arrêté. »

L'un des consommateurs essuie la buée d'un carreau sur la porte.

« Quand même, ça ressemble plus à une caserne qu'à un hosto », conclut-il, dubitatif, les yeux fixés sur les bâtisses verdâtres percées de minuscules fenêtres sans rideaux, avant d'enchaîner sur le tiercé du lendemain.

7 h 15 mn.

Dans le bistrot, les hommes vont prendre congé. Ils doivent ouvrir à 9 h un magasin de fruits et légumes deux rues plus loin, et auparavant ranger leurs pommes et leurs poireaux en artistiques arabesques sur les comptoirs. Ils avalent très vite un second café-calva car ils sont déjà en retard.

Mais un bruit assourdissant étouffe l'adieu sonore qu'ils lancent au patron : un hélicoptère s'élève derrière

le mur, oscille sur place quelques secondes, et disparaît rapidement vers l'est.

« Pas net, tout ça ! grimace l'homme derrière son comptoir. D'abord les bagnoles depuis minuit, puis l'hélico...

— Il a dû y avoir un énorme incendie quelque part cette nuit, risque celui qui comparait tout à l'heure l'hôpital à une caserne. Tu sais bien qu'ici ils sont spécialisés dans les grands brûlés.

— Ouais, je sais ! Il paraît même qu'ils sont les meilleurs en Europe, c'est les bidasses qui disent ça quand ils viennent boire un coup.

— Alors, qu'est-ce que tu vas chercher midi à quatorze heures ? C'est un incendie, t'as qu'à prendre les infos à la télé tout à l'heure. Pour une fois, tu regarderas autre chose qu'un match de foot ! »

Heureux de sa blague, le maraîcher tire son collègue sur le trottoir.

CODISC, Levallois-Perret, 7 h.

Les militaires ont passé la nuit à coordonner la mise en route des plans ORSEC de tous les départements du sud de Paris, alerter les casernes principales des pompiers, discuter avec les gendarmeries, effectuer des liaisons entre l'Armée et les autorités civiles. Une telle organisation ne se met pas en place en quelques heures.

Le Système de prévisions automatiques des retombées radioactives a bien fonctionné. Une petite merveille, ce SPARR : un micro-ordinateur tout bête en apparence, dont la mémoire renferme une carte de France extrêmement détaillée, différents modèles météo prenant en compte les directions du vent, les possibilités pluviométriques, la température au sol et en altitude, et une méthode de calcul capable de prédire, ville par ville, et même hameau par hameau, la quantité de particules déposée par le nuage radioactif.

Malheureusement, ce système sophistiqué n'est utile que si l'on connaît l'importance du rejet. Or, jusqu'à minuit, personne à la centrale nucléaire n'était en mesure de fournir la moindre indication quant au « terme-source ». Les hommes de la direction de la Sécurité civile, à Levallois-Perret en banlieue parisienne, s'arrachaient les cheveux. Comment préparer les secours sans indication ?

Lorsque les premières cartes sont enfin apparues sur l'écran, le nuage avait déjà parcouru quinze kilomètres en direction du sud-est. Il avait passé La Motte-Tilly, Courceroy, se dirigeait tranquillement vers La Brosse-Montceaux, et menaçait Montereau. Une vraie catastrophe si une telle concentration de radioactivité atteignait Montereau : vingt-deux mille habitants à évacuer d'urgence ? Impensable ! Les militaires du Centre opérationnel de la sécurité civile n'étaient d'ailleurs pas seuls à se ronger les sangs : au Vésinet, les spécialistes du SCPRI, réveillés en pleine nuit, contemplaient aussi, désespérés, le même ordinateur inutile.

Enfin, les premières mesures effectuées autour de Nogent par les pompiers spécialisés en radioprotection sont parvenues au CODISC :

consternantes, inimaginables! Jamais les équipes CMIR envoyées là-bas n'allaient suffire à la tâche. Déjà, le véhicule NBC expédié presque immédiatement par les pompiers de Troyes pour « tester » Nogent avait dû rentrer au port, les hommes ayant reçu plus que les doses autorisées.

En attendant l'arrivée du colonel responsable du CODISC, le capitaine Meyer, officier de permanence nocturne au CODISC, a pris sur lui de réclamer le renfort de toutes les CMIR de France. Vingt-deux au total, civiles ou militaires, soit quatre-vingt-huit pompiers opérationnels en même temps.

« Blois, Orléans, Nogent-le-Rotrou et Rouen envoient leurs hommes par la route, résume Meyer au colonel Garcia. Ces CMIR convergent déjà vers le sud-est de Paris. Les autres arriveront dans la matinée par avion et hélicoptère. — C'est bien joli, les transports aériens! Qu'est-ce

qu'on va faire de ces équipes sans véhicule? Jamais Paris ne pourra fournir. Qu'elles arrivent par avion si elles veulent, mais il faut que les bagnoles suivent. Pour Metz, Tours, Orléans et Angers, en tout cas, c'est possible rapidement. Évidemment, celles de la vallée du Rhône suivront plus tard.

— En attendant, on trouvera à employer les hommes. Actuellement, ils sont obligés d'abandonner le circuit prévu aux plans ORSEC tant les débits de dose sont élevés. Les mesures sont limitées au minimum. Les pompiers qui sont entrés dans les zones où le nuage était le plus concentré sont déjà irradiés au-delà des limites admissibles.

— Dans ce cas, dites à toutes les casernes de France d'expédier ici leurs agents formés à la radioprotection. On doit bien pouvoir en réunir trois ou quatre cents, non ? »

Le colonel Garcia pianote un instant sur l'écran de l'ordinateur SPARR :

« Attendez, Lille et Rouen doivent garder des hommes et des voitures. Apparemment, le nuage radioactif montera vers le nord. Les vents vont tourner dans l'après-midi. »

Aucun des militaires présents ne commente l'information, déjà connue : si la Seine-Maritime, la Somme et le Pas-de-Calais sont prévus au programme, Paris n'échappera pas à la contamination dans l'après-midi.

L'aspirant de l'Armée de l'air préposé aux relations avec les médias entre en trombe dans la grande salle des cartes. Jusqu'à 6 h 30, les appels téléphoniques étaient rares, la plupart des journalistes ignorant jusqu'à l'existence du CODISC. Mais la préfecture de l'Aube, incapable de répondre

en détail aux questions concernant la trajectoire du nuage et la gravité des retombées sur les autres départements, conseille maintenant d'appeler Levallois.

« Il est où, exactement? demande l'aspirant.

— Pas loin de Montigny, répond le jeune caporal de la Marine, assis devant l'ordinateur. Fontainebleau est

sur le bord de sa trajectoire, mais les côtés sont beaucoup moins dangereux que le centre. Ensuite, il se dirige vers Milly-la-Forêt.

— Je suppose qu'il s'élargit au fur et à mesure qu'il avance ? »

L'aspirant est préparé à tous les feux de forêt du monde, mais les problèmes de radioactivité le dépassent totalement.

« Oui mon vieux, il s'élargit ! tonne le colonel Garcia. Surtout, ne vous mêlez pas de donner des explications radiologiques à la presse si vous n'y connaissez rien. Contentez-vous des informations logistiques maîtrisées : barrages, organisations des secours, tout ce que vous connaissez par cœur. Ça, c'est notre boulot ! »

Au galop, le lieutenant retourne vers son bureau. Hélas, les journalistes veulent maintenant savoir si les évacuations de population sont en cours. Le futur officier de réserve ne s'engage pas : ce problème relève de la compétence d'un Comité national d'experts médicaux qui se réunira dès que possible au ministère de la Santé. Pour l'instant, les mesures recueillies sont encore trop sommaires pour décider d'une évacuation, décision grave entre toutes.

Pourquoi grave? demandent les journalistes, impatients au téléphone. Parce qu'il convient de comparer les doses reçues par la population, même confinée à domicile, et celles qui seraient reçues au cours de l'évacuation, répond l'aspirant, lisant consciencieusement ses fiches.

Tout de même, pense-t-il fugitivement avant de décrocher une nouvelle fois le téléphone, je n'aimerais pas être coincé dans une maison située sur la trajectoire centrale du nuage radioactif.

Boulogne, studios de TF1. Samedi, 8 h 30 mn.

Lorsque à 3 h du matin Armèle a réveillé le rédacteur en chef de garde pour lui annoncer l'accident, elle n'avait qu'une idée en tête : le convaincre de monter le sujet tourné la veille à Nogent, pour ouvrir l'émission matinale sur des images, et pas uniquement des informations verbales. Le journaliste n'a pas seulement accepté : il lui a intimé l'ordre de rester sur le plateau de « Bonjour la France », pour commenter le reportage en direct. Armèle n'en croyait pas ses oreilles. Après tout, il ne la connaît pas, elle n'est qu'une pigiste occasionnelle.

La monteuse de TF1 a taillé dans les deux heures de cassettes rapportées de Nogent, conservant l'essentiel : l'interview d'Hervé Ruel, chef de bloc, celui du directeur adjoint vantant la sécurité absolue des centrales nucléaires françaises, et surtout l'entrée de l'équipe de quart dans la tour d'accès. Ainsi que des vues de la salle de commande.

Arrivé vers 6 h, Jean-Claude Bourron, le présentateur du journal matinal, s'est frotté les mains : certes, tout le programme de l'émission était bouleversé, mais quel scoop que ce reportage exclusif ! De quoi compenser l'absence sur le plateau des autorités sanitaires et politiques, qu'il n'y avait pas eu moyen de réunir pour 8 h 30. Sortis du lit par un bataillon de secrétaires et d'assistantes dégagées de toutes autres tâches, les reporters et les commentateurs prévus pour le journal de 13 h ont été envoyés en catastrophe vers Troyes, le CODISC et toute la banlieue sud, ou appelés en renfort au siège de la chaîne.

Enfermée dans sa cabine de montage, Armèle tente de se concentrer. Difficile ! Elle est seule à connaître parfaitement l'organigramme de la centrale, à posséder les numéros de téléphone d'habitants de Nogent, à avoir contacté les pompiers aux premières heures. Sans arrêt, elle doit

s'interrompre pour expliquer quelque chose à un journaliste perdu dans les méandres de l'administration ou paniqué par un détail technique. Si seulement Luc Chéreau, le spécialiste scientifique de TF1, était joignable !

Trop de poudre ! Face au miroir, dans la cabine de maquillage, Armèle Tchernicov oublie un instant la centrale nucléaire. Elle reconnaît à peine sa propre frimousse sous la lumière crue du néon. Ses taches de rousseur disparaissent derrière le « plâtre » obligatoire avant tout passage à l'antenne. Si seulement elle pouvait ensuite dormir une heure ou deux ! La journaliste n'en peut plus. Heureusement, l'excitation engendrée par ce « plateau », le premier de sa carrière, balaie momentanément l'épuisement.

« Allez hop ! C'est parti », lance Jean-Claude Bourron, rectifiant d'une main sa cravate, de l'autre la tenue d'une fleur dans le bouquet placé sur la table.

Générique. Musique. Le présentateur se compose une physionomie adaptée : sinistre. Une assistante étouffe in extremis l'abolement d'un chiot oublié dans un coin du studio : l'invité prévu à l'origine, un éleveur de fox-terriers, est arrivé il y a un quart d'heure avec ses bêtes, sans soupçonner à quel point il tombait mal.

Pétrifiée sur son siège, paralysée par l'angoisse de ce premier passage en direct, Armèle Tchernicov entend Bourron annoncer d'une voix dramatique l'accident de la centrale nucléaire, puis un journaliste prédire l'arrivée imminente du nuage radioactif sur la forêt de Fontainebleau.

Cet après-midi, poursuit le journaliste, si l'on en croit les météorologues, le nuage radioactif devrait atteindre Paris. Face aux caméras du plateau, éblouie par les projecteurs, Armèle perçoit tout à coup la réalité du drame qui se joue dehors, dans des dizaines de villes et des milliers de maisons de la banlieue parisienne.

«... un reportage exceptionnel, réalisé hier après-midi par une équipe de TF1 », reprend Jean-Claude Bourron en expédiant discrètement un coup de pied sous la table à Armèle, complètement dans la lune.

Le visage d'Hervé Ruel apparaît sur l'écran de contrôle. Armèle n'a pas eu le temps d'enregistrer son commentaire avant le journal. En « voix-off », elle présente les techniciens, explique les images, guide les téléspectateurs dans le dédale des couloirs et des machines de la centrale, puis se tait quand un cadre d'EDF se lance dans l'apologie de la technologie nucléaire française.

Lorsque la caméra revient sur elle, Armèle n'a plus le trac. Elle parle de la formation des opérateurs, des ingénieurs, des procédures de sécurité préétablies. Bien que le présentateur lui fasse signe d'arrêter, elle ajoute précipitamment :

« Du temps où il était responsable des Risques majeurs au gouvernement, Haroun Tazieff affirmait que l'organisation des plans ORSEC laissait à désirer, et que les pouvoirs publics n'étaient pas en mesure de faire face à une panique généralisée en cas de crise majeure. Bien qu'ils aient été améliorés par Charles Pasqua lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur, les plans ORSEC paraissent bien légers face à la catastrophe qui débute en France. »

Quand Armèle sort du studio, un homme l'attrape violemment par le bras.

« De quoi je me mêle, madame je-sais-tout ? Qui êtes-vous, d'abord ? »

Interloquée, la jeune femme se dégage et reconnaît Luc Chéreau, qui suit d'ordinaire les actualités scientifiques et technologiques pour TF1.

« Vous étiez en vacances quand j'ai proposé ce sujet au rédacteur en chef de la semaine. Je connais bien la centrale de Nogent. J'ai fait plusieurs reportages là-bas, et d'ailleurs également sur d'autres sites nucléaires, pour la presse écrite. Personne ne vous a dit que j'ai eu l'information avant même que l'accident soit annoncé officiellement ?

— C'est possible. Mais cela ne vous autorisait pas à préjuger de la qualité des secours. Ni à étaler vos prétendues connaissances ainsi à l'antenne. »

Le journaliste est visiblement furieux d'avoir été grillé par une pigiste.

« Comment vous appelez-vous ? »

Armèle répond en tremblant. Elle n'a pas de chance ! S'aliéner le spécialiste en titre de la maison dès le premier jour ! Luc Chéreau se radoucit :

« En effet, j'ai lu certains de vos articles. Nous ne nous sommes jamais rencontrés, voilà tout. Bien ! Je vous remercie du coup de main, finalement vous nous avez rendu un fier service. Surtout, laissez vos coordonnées à la rédaction. A l'occasion, nous ferons appel à vous. »

Virée ! Elle n'a plus qu'à rentrer dormir dans son vingtième arrondissement ! Ecoeurée, Armèle attrape son sac, ses notes et son casque de moto. Dans l'ascenseur, elle refoule difficilement ses larmes.

Dormir. Dormir jusqu'à midi. Après, elle avisera. Le nuage? Il arrivera plus tard sur Paris. De toute façon, elle s'en fiche, personne n'a plus besoin d'elle. Rageusement, elle saute sur son scooter et enfile la voie express rive droite.

Château de Bourron-Marlotte, Seine-et-Marne. 8 h 30.

Jean-François Troussac, commissaire de la République de l'Aube, sirote une tasse de café, trop poli pour vraiment entamer son petit déjeuner en l'absence de sa compagne. Isabelle de Kergras tarde. Il l'a abandonnée devant la coiffeuse, en pleine séance de maquillage. La chambre — presque un appartement, nantie d'un petit salon de velours rose pâle, contiguë à une jolie salle de bains — située au premier étage du château, débordait de vêtements épars. Isabelle n'est certes pas de ces femmes méticuleuses habituées à laisser les lieux en ordre, ce qui chagrine un peu le préfet. Sottement, pense-t-il, un instant amusé : car l'épouse de l'industriel nogentais ne partagera jamais sa vie ; maîtresse elle est, maîtresse elle restera.

Jean-François Troussac salue les nouveaux arrivants, un jeune couple de golfeurs américains invités, comme eux, à la chasse à courre organisée par leur hôte, le comte Maxime de Badeyère, propriétaire de trois châteaux en région parisienne.

La salle à manger bruit déjà de conversations animées. Une dizaine d'invités seulement sont descendus. Les autres déjeunent sans doute dans leurs chambres. Parmi eux, des hommes d'affaires, des politiciens en vue, mais aussi quelques prestigieux représentants de la noblesse européenne. Le préfet a préféré s'installer face aux fenêtres du parc, sur une des petites tables en merisier recouvertes de nappes blanches damassées, garnies d'une

exquise vaisselle de porcelaine dorée, plutôt que de prendre son petit déjeuner dans une chambre en fouillis. ?

Les piqueux sont partis à l'aube repérer et rabattre le gibier dans la forêt de Fontainebleau toute proche. La meute s'en ira au début de la matinée, immédiatement après la messe de Saint-Hubert et la bénédiction. Les invités suivront, les uns à cheval, les autres en voiture.

Les chevaux ont été amenés tôt dans des vans, garés derrière la maison du gardien, sur la cour pavée qui fait aussi office de parking.

Ravissante et pomponnée à souhait, vêtue de jodhpurs kaki et d'une veste de daim beige, ses cheveux auburn serrés dans un catogan, Isabelle entre dans la salle à manger, précédée de ses caniches nains bondissants et surexcités. Charmé et agacé à la fois, Jean-François Troussac avance galamment une chaise.

« Poupette et Dinosauré apprécieraient certainement une promenade de santé dans le parc, après cette longue inactivité nocturne. Si vous les lâchiez pendant que nous déjeunons ? »

Ironique, Isabelle de Kergras obtempère. Elle n'ignore pas à quel point ses chiens ont exaspéré le préfet durant la nuit, s'obstinant à vouloir dormir sur le lit.

« La journée s'annonce magnifique, dit-elle avec un sourire enjôleur en revenant du perron. Avez-vous remarqué les cygnes sur le bassin du château ? »

Jean-François acquiesce, lui présentant la corbeille de croissants dorés. Isabelle grimace en avalant une gorgée de thé.

« Il est froid ! Bon, je vais en chercher d'autre à la cuisine. Tout de même, le personnel pourrait s'inquiéter de notre sort. »

Lorsqu'elle revient, quelques minutes plus tard, la jeune femme a les mains vides, et affiche une physionomie décomposée. Elle se penche vers Jean-François Troussac, et lui chuchote à l'oreille :

« Mon chéri, il se passe quelque chose de grave à Nogent. Le cuisinier et la femme de chambre ne parlent que de cela. Ils ont entendu à la radio qu'un accident était survenu cette nuit à la centrale nucléaire. C'est idiot, n'est-ce pas ? Vous auriez été averti !

— Quoi ? » Soudain livide, le préfet saute sur ses pieds et se précipite dans la cuisine.

« Vous avez écouté les informations ? demande-t-il, le plus calmement possible, à l'homme debout devant les fourneaux.

— Oui monsieur : France-Inter et Europe 1, à 7 h, 8 h, 8 h 30 et...
— Que se passe-t-il à Nogent-sur-Seine ?
— Un nuage radiactif descend vers le sud, monsieur. La centrale nucléaire a... »

Le commissaire de la République monte déjà les escaliers quatre à quatre, entre en trombe dans la chambre, attrape son « bip » Eurosignal sur la table de nuit et vérifie le voyant d'appel : rien ! Personne ne l'a « bipé ». Pas cette nuit, il aurait entendu, ni pendant le petit déjeuner, puisque la lumière rouge n'est pas allumée. Incompréhensible ! Saisi d'un pressentiment, il triture le bouton des fréquences : le « bip » reste sans réaction. Une seule explication : les accus sont vides. La chose est fréquente, on s'en aperçoit toujours trop tard.

Le préfet dévale à nouveau les marches, arrache le téléphone mural du vestibule, et compose le numéro direct de son bureau, à la préfecture de Troyes.

« Langlais, c'est vous ? Nom de Dieu, qu'est-ce qui se passe ? Pourquoi ne pas m'avoir envoyé un motard au château quand vous avez vu que l'Eurosignal ne répondait pas ?.. Je... je n'avais pas dit où j'allais ? Et merde ! Vous avez raison... Le plan ORSEC-RAD est déclenché ? Oh non ! » gémit Troussac, qui sent soudain ses jambes se dérober.

Au bout du fil, Thierry Langlais, directeur de cabinet du préfet, hâve et mal rasé mais parfaitement réveillé malgré sa nuit de veille, réprime difficilement un commentaire acide. Combien de fois, au cours des heures écoulées, ne s'est-il entendu reprocher l'absence de son supérieur par les autorités parisiennes ! Comme s'il était responsable des frasques amoureuses de celui-ci, a-t-il fini par lancer, exaspéré, au fonctionnaire du ministère de l'Intérieur qui s'affolait de ce que la salle réservée aux journalistes en préfecture ne soit pas encore installée.

« Monsieur le préfet, Paris tient un hélicoptère à votre disposition pour rejoindre Troyes. Où êtes-vous ?

— Au château de Bourron, à sept kilomètres au sud de Fontainebleau. J'attends, souffle Troussac, plus mort que vif.

— Fontainebleau? » Thierry Langlais n'a plus du tout envie d'être méchant. « Le nuage radioactif... il se dirige vers vous. Peut-être même qu'il est déjà sur vous. Excusez-moi, je n'ai pas la carte sous les yeux. Vous n'avez pas entendu les voitures-sono ordonner le confinement ? »

Le château est bien trop isolé du village, protégé des intrus par d'épaisses futaies et de larges pelouses, pour que le son d'éventuels haut-parleurs soit parvenu aux invités. Si Isabelle n'était pas allée chercher du thé chaud, le préfet ignorerait peut-être encore le drame de son département.

« Non, Langlais, personne n'est confiné ici. Je m'en occupe en attendant l'hélicoptère. Au fait, expliquez-moi : comment un ordre de confinement peut-il atteindre une ville si éloignée de Nogent ? Si je me souviens bien, le Plan particulier d'intervention parle d'une zone maximum de dix kilomètres autour de la centrale en cas d'accident.

— Je crois que le rejet radioactif n'a rien à voir avec les prévisions, même avec les plus pessimistes, monsieur le préfet. »

Jean-François Troussac repose le téléphone et lève les yeux : Isabelle est devant lui, toute pâle. Visiblement, elle a entendu une partie de la conversation.

« Vous partez ? En hélicoptère ? Et moi ?

— Vous restez, comme tout le monde. Personne ne doit sortir, c'est dangereux. Je vais m'occuper de rappeler la chasse, il faudra parquer les bêtes qui sont sorties ce matin. Heureusement, nos chevaux sont restés dans les vans. Isabelle, où allez-vous, bon sang ? crie le préfet en rattrapant la jeune femme qui s'apprête à ouvrir la porte d'entrée.

— Poupette et Dinosauré ! Ils courent dans le parc. Mon Dieu, c'est horrible. Lâchez-moi, sale brute ! »

Interloqués, quelques invités sortis de la salle à manger observent la scène. Isabelle est effondrée en

larmes dans le corridor. Appuyé à la porte, Troussac la maintient de son mieux. Très sec, d'un ton parfaitement préfectoral, il demande la réunion de tous les occupants du château, domestiques compris. Devant une trentaine de personnes, il résume la situation et conclut :

« Écoutez la radio. Pour l'instant, il n'y a rien d'autre à faire. Ne sortez à aucun prix. Excusez-moi, Votre Altesse, mais l'heure est grave pour tous. Évitez de téléphoner pour ne pas encombrer le réseau PTT. Et faites une croix sur la chasse à courre, ajoute-t-il plus gentiment en voyant la déception des Américains, qui ne comprennent visiblement pas grand-chose à ce discours. Avez-vous de quoi calfeutrer portes et fenêtres ? ajoute-t-il en se tournant vers le personnel, tassé dans un coin. Oui ? Bon. Y a-t-il un interphone entre ce château et la loge du gardien ? Il faut prévenir la chasse. Je pense que quelqu'un communique avec elle par radio. »

Ignorant totalement Isabelle qui sanglote nerveusement dans un fauteuil, le préfet remonte se changer dans la chambre. Il ne peut décemment arriver à la préfecture tout de velours vêtu. Comme il redescend en nouant sa cravate, un hélicoptère se pose devant le perron en fer à cheval, sur l'esplanade bordée d'eau.

« Vous ! lance-t-il à une femme de ménage. Fermez la porte derrière moi, à double tour. »

Isabelle de Kergras est désormais coincée à Bourron-Marlotte. Pour combien de temps ? Elle l'ignore. Sa voiture est restée sur le parking de l'auberge du Bas-Bréau, à Barbizon. Et son mari doit rentrer à Nogent ce soir à 21 h. Elle ne sera pas là pour l'attendre. D'ailleurs, lui-même pourra-t-il entrer dans Nogent si la ville est interdite ?

Isabelle se reprend à espérer. Elle trouvera bien une excuse. Quant à ce petit préfet, si peu galant qu'il l'a abandonnée là, sans se soucier de ce qu'elle deviendrait, il ne l'emportera pas en paradis, se jure la jeune femme en rejoignant les autres invités dans la bibliothèque.

Recloses, forêt de Fontainebleau. 8 h 30 mn.

Assise sur un rondin, Blandine lace ses baskets à tâtons. Dans la cabane, Rémi dort encore. Le silence de la forêt est à peine troublé par le craquement des arbres. Au mois de décembre, les oiseaux ne chantent guère. Blandine remonte la fermeture à glissière de son anorak, enroule une écharpe autour de son cou, et s'engage sur le sentier qui mène à la crête, au-delà du creux de la grande sablière. La nuit s'éloigne lentement. Les rochers se distinguent nettement des fourrés, les sapins ne se fondent plus dans les chênes, les mousses vert sombre tranchent sur le brun des feuilles pourries.

Blandine glisse sur l'herbe mouillée. Elle marche vers l'est, à la rencontre du soleil levant. Blandine aime cette fin de saison et ses lumières

froides, le dépouillement de la nature et l'engourdissement progressif des hommes. Frimaire, décembre ; pas encore l'hiver, plus du tout l'automne. Blandine conçoit ainsi l'Histoire : une succession d'étapes saisonnières dont profitent les sociétés humaines pour reprendre souffle entre les progrès techniques et sociaux qu'elles engendrent.

A son modeste niveau, Blandine aussi fait escale. Ce week-end en forêt, le premier depuis qu'elle vit avec Rémi, va officialiser l'alliance entre son amour de la terre et sa passion pour un homme. Elle n'en a pas parlé à Rémi, mais Blandine est ainsi : secrète et ferme, pilote du couple à l'insu de son compagnon.

Le disque rouge monte rapidement, perçant la brume légère qui flotte entre les arbres déshabillés. Les soleils d'hiver n'éblouissent pas, ils diffusent dans des ciels pâles. Blandine respire, loin de la ville.

Alors arrive le nuage né d'une centrale nucléaire, dix heures auparavant, soixante-douze kilomètres plus à l'est. Puisque Blandine contemple le soleil, elle regarde aussi Nogent-sur-Seine. Nuage et astre viennent de la même direction.

Versatile, le vent vient d'abandonner la route d'est-nord-est qu'il suivait depuis la veille, détournant ainsi le panache radioactif de son chemin nocturne. Une heure plus tôt, les caprices atmosphériques ont décidé d'englober le sud de la capitale dans le voyage des tourbillons d'air porteurs de radioactivité. Avant les crêtes de Recloses, le vent hésitait encore un peu. A présent, le cap est franc : direction nord, destination Paris. Le virage s'amorce sur la forêt de Fontainebleau.

La concentration augmente. Jusqu'à dix millions de becquerels par mètre cube d'air. Et la brume, qui monte de la vallée du Loing, effleure sol et végétation, déposant sans bruit iode, tellure et césium radioactifs.

Comment Blandine soupçonnerait-elle la présence du nuage radioactif? Invisible, incolore, inodore.

Blandine redescend le sentier. Elle va raviver le feu dans l'âtre et préparer du café pour déjeuner et pour remplir la thermos. Dans une demi-heure, elle et Rémi Koléda entameront une longue promenade dans la forêt.

Ministère de l'Intérieur. Samedi, 10 h.

« Les crises, c'était toujours comme ça, se dit-il. Des conversations décousues centrées sur rien, un homme au téléphone, un autre mort, un troisième qui marchait de long en large. L'oisiveté nerveuse du ralenti. »

John Le Carré, dans *Les gens de Smiley*.

Le ministre de l'Intérieur entretient une passion pour le génial romancier anglais. Dans son bureau lambrissé de la place Beauvau, il a apporté, le jour de sa prise de fonction, la collection complète des œuvres de Le Carré. Ses collaborateurs n'ont même pas souri : cet amour ministériel est de notoriété publique depuis qu'à « L'Oreille en Coin », alors qu'il n'était encore que député, Arthur Montand a récité des passages entiers de *La petite fille au tambour*.

Agacé, le ministre consulte sa montre : cette réunion va débiter bien tard. Le chef de la Brigade criminelle et le directeur du contre-espionnage s'impatiente depuis dix minutes dans la salle d'attente. Manquent encore les responsables du Commissariat à l'énergie atomique et d'EDF. Ceux-là, Arthur Montand ne les connaît pas.

Il repose le roman policier sur l'étagère. Pas encore d'homme mort, pense-t-il, du moins pour l'instant. Heureusement, la radioactivité ne tue pas sur le coup.

Quant à l'oisiveté nerveuse...

« Très bien, faites-les entrer ! » lance enfin le ministre à sa secrétaire qui lui signale dans l'interphone l'arrivée des retardataires.

« Messieurs des services électronucléaires, commence Arthur Montand sans ambages, je sais que vous ne croyez pas à la thèse de l'attentat contre la centrale. Je devine pourtant qu'un accident d'origine criminelle arrangerait bien vos affaires. Si, si... poursuit-il, prévenant la protestation de Gérard Chazalon, un des directeurs d'EDF, votre ministre de tutelle ne m'a pas caché, cette nuit, qu'il préférerait un sabotage à une défaillance toute bête de votre super technologie. »

L'humour grinçant du ministre déplaît souverainement aux derniers arrivés.

« Bien ! En l'occurrence, il ne s'agit pas de croire ou de ne pas croire. Nous devons vérifier. Les faits sont troublants : mardi dernier, la police intercepte une communication téléphonique laissant à penser que des gens préparent un attentat contre Nogent ; nos vérifications — peut-être effectuées négligemment, j'en conviens — ne donnent rien ; toutefois, une alerte PIRATOME est déclenchée. La nuit dernière, une tuyauterie... non : deux, ou même des dizaines, si j'ai bien suivi, lâchent. Curieuse coïncidence !

« Si des terroristes ont été capables de saboter la centrale de Nogent-sur-Seine, ils n'ont aucune raison de ne pas recommencer ailleurs. Donc, nous devons absolument savoir s'il s'agit d'un attentat ou d'une défaillance technique. »

Gérard Chazalon et le patron du CEA admettent la logique du raisonnement. Cette réunion les agace pourtant prodigieusement ; ils ont d'autres chats à fouetter, font-ils comprendre au ministre. Actuellement, le site nucléaire est en pleine effervescence, les travaux de remise en état et de décontamination devraient requérir toute leur attention.

« Attendez cet après-midi pour nettoyer les abords immédiats de la brèche extérieure, coupe le chef de la

Brigade criminelle. Mes hommes vont se rendre sur place pour inspecter les lieux. S'il y a des traces d'explosif autour de ce tuyau, l'acte de malveillance sera confirmé. »

Chazalon se demande s'il ne rêve pas. Envoyer des flics inspecter les installations, dans l'état où elles se trouvent ?

« Vous espérez peut-être aussi relever des empreintes digitales sur la tuyauterie de vapeur ? Avez-vous une idée de l'irradiation colossale à

laquelle vous allez exposer vos enquêteurs ? Si des hommes devaient intervenir à cet endroit en ce moment, ils devraient se relayer toutes les minutes. »

Le ministre et les policiers n'avaient pas envisagé la situation sous cet angle. Quand ils apprennent que la brèche se trouve à vingt-cinq mètres du sol, que seul un hélicoptère permet d'y accéder, ils transigent : suspendu à la nacelle plombée, un agent du CEA prendra des photos. Lorsque l'activité des radio-éléments à vie courte, tels le tellure et l'iode, aura décru, les policiers se rendront sur les lieux. Pas avant huit jours.

« Je suppose que nous ne pouvons pas non plus accéder au générateur de vapeur, dit le policier, puisqu'il se trouve dans l'enceinte du réacteur. »

Gérard Chazalon explose.

« Tout ceci est vraiment ridicule ! Si attentat il y a, il n'était sûrement pas dirigé contre le GV, en effet complètement inaccessible. Les tubes du GV ne se sont brisés qu'après la déchirure du tuyau extérieur. Comment vos terroristes auraient-ils pu prévoir cette conséquence que nos ingénieurs eux-mêmes n'ont jamais envisagée ?

— Vous savez, coupe l'homme de la DST, nous ne soupçonnons personne de l'extérieur. Seuls des agents de la centrale ont pu s'approcher du tuyau et placer des explosifs. Au cours d'une réparation, par exemple !

— C'est exclu ! La direction de la centrale a évidemment vérifié la liste des interventions effectuées à cet endroit. La dernière remonte à neuf jours. Même à

retardement, une bombe n'attend pas aussi longtemps pour exploser.

— Bref, vous restez persuadés que seule la mauvaise conception de vos centrales nucléaires est à mettre en cause, résume perfidement le ministre. Parfait ! Ne vous inquiétez pas, nous vérifierons tout de même, si la radioactivité nous en laisse la possibilité. En attendant, une tâche exaltante nous attend : la rédaction d'un communiqué destiné à la presse. Qu'est-ce qu'on fait de ce soupçon d'attentat, à votre avis ? »

Surpris, le responsable de la DST se dresse : est-il nécessaire d'évoquer publiquement cette hypothèse ? La presse a largement de quoi s'occuper en ce moment.

Arthur Montand hésite. Il se trouvera bien un journaliste pour découvrir que la police enquête.

« On aura alors tous les médias sur le dos. Nous serons encore une fois accusés de pratiquer la retenue d'information. Bien ! Je vais demander l'avis

du Premier ministre. Messieurs, je vous remercie. »

Quartier Saint-Brice, Provins, Seine-et-Marne. 10 h.

Sylvie Ruel paresse au lit en toute bonne conscience. Elle s'est couchée tard, cette nuit, vraiment tard. Rentrée de Traisnel vers minuit, après la soirée d'anniversaire chez Monique et Charles Rie, elle n'avait pas sommeil en arrivant. Elle a roulé la télévision et le magnétoscope dans la chambre, chargé une cassette-vidéo, et regardé Le Retour de Martin Guerre jusqu'à 2 h.

« Un bébé... dans six mois... », pensait-elle en se tournant et se retournant sous la couette, incapable de s'endormir.

Sylvie aurait aimé partager son insomnie avec Hervé. Mais son mari était de quart la nuit dernière.

Lovée dans les draps Mickey-Mouse, Sylvie étend le bras jusqu'à la table de nuit. Déjà 10 h ! Qu'est-ce qu'il fabrique ? Elle ne va tout de même pas passer la matinée couchée. Normalement, il rentre vers 9 h 30. Entre Hervé et Sylvie, la « tradition » veut qu'elle attende son retour de la centrale pour se lever. Ainsi, même pendant ses semaines de quart, Hervé a droit aux câlins matinaux dans un lit tiède. Une seule fois, le pacte a été rompu : Sylvie s'était mis en tête de travailler. Pendant un mois, elle a vendu des livres dans une librairie du centre-ville. Hervé était ravi. Il avait souvent poussé sa femme à prendre un emploi, au moins jusqu'à ce qu'un premier bébé arrive. Mais à Paluel, en Normandie, Sylvie ne trouvait rien d'intéressant.

« De toute façon, disait-elle, tu ne vas pas rester en poste ici bien longtemps, puisque tu deviendras chef de bloc, et que tu seras muté dans une autre centrale. »

En effet, en août 1987, le couple déménageait à Provins, dans une des jolies cités pavillonnaires toutes neuves construites pour les cadres de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Peu après Noël de la même année, Sylvie remarquait une petite pancarte à la devanture d'une librairie : « Cherchons vendeuse pour rayon littérature enfantine. » Avant d'épouser Hervé, Sylvie rêvait de devenir puéricultrice. Malheureusement, elle avait raté les épreuves finales de ses études d'infirmière. Inutile, par conséquent, d'espérer se spécialiser en puériculture. De toute façon, Hervé l'avait embarquée dans une vie où les épouses travaillent rarement, à cause des mutations fréquentes de leurs maris. Le travail avait passionné Sylvie quelques semaines, jusqu'à ce que le renoncement au tennis bihebdomadaire et aux après-midi-papotages avec les jeunes femmes de la cité (toutes épouses d'agents EDF) s'avère insupportable. Et puis, franchement, le salaire d'Hervé suffisait largement aux besoins du jeune ménage, même lui en convenait, un brin ironique.

Sylvie est fatiguée de se prélasser. D'un bond, elle saute du lit et s'apprête à passer dans la salle de bains lorsque la sonnette retentit au rez-de-chaussée. Ce ne peut être Hervé, bien sûr, il a sa clef. Agacée, elle enfle une robe de chambre et descend les escaliers en se brossant les cheveux.

« Mon Dieu ! Mais qu'est-ce qui s'est passé ? »

Adossé au chambranle de la porte, Hervé est méconnaissable : le crâne hérissé de touffes inégales, vêtu d'un pardessus trop grand, chaussé de bottes en caoutchouc noir, il a surtout l'air totalement épuisé.

« Je t'en prie, réponds-moi ! Où sont tes vêtements ? Tu as perdu ta clef ? Qu'as-tu fait de la voiture ? Et puis rentre, enfin ! »

Jamais Sylvie n'a vu son mari dans un tel état. Tout mou, sans réaction, Hervé suit Sylvie dans la cuisine et s'affale devant la table en bois blanc. Faute de lui arracher une parole, Sylvie prépare du café. Une bonne minute s'écoule avant qu'Hervé ouvre la bouche.

« Tu n'as pas écouté les informations à la radio ? »

— Non, répond-elle, surprise. Tu sais bien que ce n'est pas dans mes habitudes. Vous avez eu un pépin à la centrale ? Ah, je sais ! s'exclame-t-elle brusquement. Hier soir, Monique a été appelée en urgence. C'est ça ? Un accident ?

— Plutôt, oui ! Dis-moi, Sylvie, quand tu as quitté Traisnel, cette nuit, tu as pris quel chemin pour rentrer ? Est-ce que tu avais mis le chauffage dans la voiture ?

— Pourquoi ces questions? Vas-tu enfin m'expl... Oui, poursuit Sylvie précipitamment devant l'impatience et la lassitude de son mari, j'ai mis la ventilation à cause de la buée. Et je suis passée par la route la plus courte, par Gumery et Blunay.

— On téléphone tout de suite à ton gynécologue. Il nous faut absolument un rendez-vous pour aujourd'hui. »

Hervé se précipite dans le salon. Mais Sylvie s'effondre déjà, en larmes, contre le réfrigérateur.

«C'est la radioactivité, n'est-ce pas? Vous avez lâché des saletés radioactives dans l'air ? Et c'est dangereux pour le bébé ? »

Hervé retire le gros manteau prêté par la centrale pour remplacer ses vêtements contaminés, et prend sa femme dans ses bras.

« J'ai téléphoné à Charles pour t'empêcher de partir. C'était trop tard. Je t'assure, pour te prévenir, j'ai même fait la pire des conneries : j'ai abandonné mon poste en salle des commandes.

— Et pourquoi tu as les cheveux dans cet état? hoquette Sylvie.

— J'ai été un peu contaminé, moi aussi. Tu verrais le chantier, là-bas! C'est un car militaire qui nous a ramenés à Provins. S'il te plaît, ma chérie, appelle ton gynéco. Je vais me changer, et téléphoner à Michel et Raymond pour voir si tout va bien chez eux. Qu'est-ce que tu as ? »

Sylvie a reculé dans le couloir. Elle regarde bizarrement son mari, puis, hésitante, risque une question qui lui coûte visiblement un énorme effort :

« L'accident, c'est sur la tranche que tu pilotais?

— Oui, pourquoi donc?

— Alors, tu es responsable ?

— Bien sûr que non ! Pourquoi veux-tu... » Interloqué, Hervé voit sa femme monter dans sa

chambre à toute vitesse. Puis il entend le son du téléviseur, et comprend. Lui aussi veut savoir ce qui se passe en région parisienne, d'autant qu'il est bien placé pour connaître l'importance des rejets radioactifs dans l'atmosphère. Mais avant, il cherche dans l'annuaire le numéro de téléphone du médecin de Sylvie. La ligne est encombrée. Plusieurs fois, un disque demande de renouveler l'appel. Enfin, Hervé obtient le cabinet du gynécologue, et, après une discussion acharnée avec la secrétaire qui ne trouve aucun trou dans l'emploi du temps de son patron, un rendez-vous pour l'après-midi, à 14 h 30.

Au premier étage, assise devant la télévision sur son lit, Sylvie est pétrifiée : les six chaînes diffusent des flashes spéciaux incroyables. Il paraît que le nuage radioactif atteindra Paris dans l'après-midi; plusieurs villes, dont Fontainebleau, sont déjà soumises à un confinement ; une partie de Nogent-sur-Seine est en cours d'évacuation, et...

« Tais-toi, Hervé. C'est le directeur d'EDF qui va parler, regarde. »

Il s'assoit sur la moquette et augmente le volume.

« La conception de la centrale nucléaire n'est sans doute pas à remettre en cause. L'hypothèse d'une erreur humaine n'est pas à écarter. Une enquête est en cours, qui... »

Furieux, Hervé sursaute :

« Qu'est-ce qu'il raconte ? Une erreur humaine ? Et quoi encore...

— Dis, tu ne m'as pas dit, tout à l'heure, que tu avais abandonné ton poste en salle des commandes ? » Le ton de Sylvie est glacial. « Tu te rends compte, de quoi j'ai l'air avec un mari qui...

— Mais c'était après ! Enfin, c'est dégueulasse ! » Hervé crie en la secouant par les épaules.

« Laisse-moi. »

Sylvie se dégage, sort posément ses habits de l'armoire, et s'enferme dans la salle de bains.

« J'irai chez le gynéco, mais toute seule, crie-t-elle à travers la porte. A mon avis, tu as intérêt à te tenir à leur disposition. »

Immobile sur la couette, anéanti par la réaction de son épouse. Hervé se souvient de la phrase de Laurent Rolant ce matin, juste avant que l'équipe de quart ne monte dans l'estafette militaire :

« Vous ne bougez pas de chez vous aujourd'hui. Vous attendez, on vous appellera. Surtout vous, Ruel, pour le débriefing. Nous avons des explications à donner aux organismes de sûreté. »

Usine Edmond Pépin, Choisy-le-Roi, Essonne, 10 h.

Le président du syndicat des communes de la banlieue de Paris pour les eaux trébuche dans l'escalier. Le directeur de l'usine se précipite pour le relever.

« Non, ça va, merci, souffle le gros monsieur, on n'a pas idée de courir ainsi à mon âge. »

Le président habite Orly, quelques kilomètres plus au sud. Le samedi, il prend son petit déjeuner au lit. Son épouse estime lui devoir ce plaisir, car les autres jours, se levant à 6 h 30, il prépare le café. Ce matin, elle est remontée de la boulangerie affolée : dans la rue commerçante, la panique était incroyable. Elle a bien mis cinq minutes à comprendre qu'un nuage radioactif se dirigeait vers Paris par le sud.

« Essayez donc de joindre au téléphone le directeur de la Compagnie générale des eaux dans un moment pareil! soupire le président. Pas moyen! Aussi, j'ai préféré venir. Vous avez réussi, vous ? »

Oui. C'est même la Compagnie qui a appelé l'usine de fabrication d'eau potable de Choisy aux premières heures de la matinée. Dépit d'avoir été négligé, car après tout, il préside un regroupement de cent quarante-quatre communes, soit plus de quatre millions d'habitants, le président réclame sèchement le point de la situation : une pollution radioactive des eaux consommées en Ile-de-France est-elle à craindre? L'usine de Choisy-le-Roi, située sur la Seine à huit kilomètres en amont de Paris, alimente les banlieues sud et ouest. En période de pointe, sa production atteint le million de mètres cubes par jour. Une autre station, de moindre capacité, se trouve à Morsang-sur-Orge, plus haut sur le fleuve, plus bas sur la carte. Les deux usines puisent l'eau après son passage à Nogent-sur-Seine.

Comme tout le monde au Syndicat des communes, le président a lu, en 1987, ce rapport de l'Agence financière de bassin, tenu secret si longtemps, qui montrait l'impact catastrophique sur l'eau potable d'un éventuel accident à la centrale nucléaire. A l'époque, un détail l'avait frappé : même en cas de rejet atmosphérique, le fleuve serait contaminé. Certes, la nappe de pollution mettrait au moins quatre jours pour atteindre les deux usines. Mais une fois arrivée sur les installations de pompage, si la Seine n'est ni en crue, ni en période d'étiage, cette nappe ne disparaîtrait pas avant trois ou quatre jours, emportée vers la Normandie par le courant.

Le rapport ne disait pas explicitement qu'il faudrait arrêter la production d'eau potable à Morsang et Choisy. De même pour les usines d'Orly et d'Ivry, qui pompent également dans la Seine pour alimenter Paris en eau.

Car le rapport signalait qu'aucune norme précise ne définit le taux maximum de radioactivité consommable par la population, seulement les limites annuelles. Ce serait au corps médical d'aviser en cas de pollution.

Le président rappelle tout cela au directeur de l'usine. Mais celui-ci dédramatise : la première nappe de pollu-tin n'atteindra pas les usines avant cinq jours, car l'automne a été sec, et le débit du fleuve reste faible. Ici, à Choisy, un dispositif d'alerte à la radioactivité en rivière existe depuis 1986. Bien sûr, il n'a jamais fonctionné — ou si peu, à l'époque de Tchernobyl, et la radioactivité était négligeable — mais les instruments de mesure sont très perfectionnés. Grâce à cette installation, la Compagnie générale des eaux n'a plus besoin d'attendre les chiffres envoyés par le ministère de la Santé. Elle voit immédiatement s'il y a danger.

« D'accord. Je suppose que vous allez quand même ouvrir les vannes qui relient votre usine à la Marne. Que je sache, la Marne ne se trouve pas sous le trajet du nuage radioactif. Elle va enfin servir, cette conduite de dérivation qui a coûté si cher au syndicat !

— Nous allons connecter quand ce sera nécessaire, bien entendu. Cependant, monsieur le président, il ne faut pas rêver : si la pollution radioactive est énorme, les communes devront rationner leur consommation. Le débit de cette conduite ne nous permet pas de produire autant qu'en temps normal.

— Mais enfin, Paris et la banlieue possèdent des réservoirs d'eau potable ! Je sais, ajoute le président d'un air las, en vingt-quatre heures, ils seront à sec si on arrête la production.

— Nous pouvons également compter sur les pompages souterrains... du moins dans un premier temps, car si la pollution s'infiltre dans les nappes souterraines par la suite... et aussi sur les aqueducs qui apportent l'eau de l'Eure et du Morvan. »

Les deux hommes haussent les épaules. Ils savent très bien que tout ce dispositif est âgé, donc fragile. Bien sûr, des travaux de réfection ont été entrepris ces cinq dernières années. Mais ces délestages, ces pompages accrus, ces efforts acrobatiques réclamés à de vieilles installations risquent de les fatiguer. Tiendront-elles le coup?

« Si par malheur la nappe de pollution était trop importante — et je pense que le ministère de la Santé procède à des analyses en ce moment — il n'y aurait plus qu'une solution pour s'en débarrasser au plus vite : ouvrir

les vannes du barrage Seine et celles du réservoir Aube, pour augmenter le débit du fleuve et chasser rapidement la radioactivité vers la mer.

— En attendant, constate le président, il va falloir dire à la population de se constituer des réserves d'eau potable pendant qu'il est encore temps. »

Le directeur de l'usine Edmond Pépin se tourne vers la carte de l'Ile-de-France accrochée sur le mur. Pensif, il énumère les principaux affluents de la Seine placés sous le trajet du nuage : l'Yonne, l'Orvane, le Loing, et bientôt l'Ecole, l'Essonne et l'Orge. Plaise à Dieu, se dit-il en frémissant, que la pluie ne vienne pas tout de suite aggraver la situation. Car les eaux de ruissellement entraîneraient dans la Seine toute la radioactivité déposée au sol depuis cette nuit.

Fontainebleau, 10 h.

Elle s'appelle Marie. Elle est institutrice, travaille à mi-temps dans une école maternelle de Fontainebleau. Elle a deux enfants : Cyril et Sabine, trop petits pour être déjà scolarisés. En convalescence après une mauvaise rougeole, Cyril se trouve depuis une semaine chez sa grand-mère, à Rouen. Sabine, bébé de six mois, somnole dans son berceau.

Marie pleure devant la table de la cuisine. Les volets sont fermés, les fenêtres calfeutrées, et une chanson de Dalida sort du transistor. Dans la salle à manger contiguë, Patrick, son mari, essaie depuis une demi-heure de joindre les pompiers. Avec l'encombrement des lignes téléphoniques, même le 18 ne répond pas. Patrick est professeur à l'École des Chartes, la prestigieuse institution qui forme les bibliothécaires de haut niveau. En cours, il a rencontré Blandine, devenue une amie de la famille. La veille, Patrick l'a conduite à Recloses avec son ami Rémi Koléda, dans la « cabane aux rochers » que lui-même n'occupe qu'en été, d'ailleurs beaucoup moins

souvent qu'autrefois, lorsqu'il y allait en compagnie de sa première épouse, et de ses enfants aujourd'hui adultes.

Marie pleure car elle aime beaucoup l'élève de Patrick. Le week-end précédent, Blandine et elle ont étudié sur une carte d'état-major l'itinéraire de la promenade que la jeune fille voulait magnifique, pour présenter la forêt sous son aspect le plus grandiose à son compagnon. Marie sait où se trouvent les randonneurs ce matin : en plein cœur du nuage radioactif. Comme sans doute tous les habitants de Fontainebleau, le couple écoute la radio : l'avancée du nuage est précisée heure par heure, localité par localité, grâce aux indications données par la météo.

A Fontainebleau, l'ordre de confinement a été lancé aux premières heures du jour. Habitant dans une rue passante, au croisement de la Rue Grande et de la rue

des Bois, Patrick et Marie ont immédiatement entendu les consignes diffusées par les voitures-sono de la municipalité. D'après les informations diffusées sur FR 3 et France-Inter, la ville, située à la périphérie du nuage, ne court pas un grand danger. Le confinement est « préventif », il durera au plus vingt-quatre heures. Cependant, assénent encore les haut-parleurs dans les rues, la population doit rester à l'abri tant que le nuage se trouve à proximité. Le rejet a duré une bonne trentaine de minutes à Nogent la nuit dernière, ses traces se feront sentir dans l'atmosphère pendant une heure environ, sans doute davantage.

En revanche, Montigny, Bourron, Recloses, Milly-la-Forêt sont contaminées au-delà de toute imagination. Marie n'a rien compris quand un pompier de CMIR, interrogé par un journaliste à son retour de « zone chaude », a évoqué « un à dix millions de becquerels au mètre carré en dépôt au sol, et une irradiation de dix à cinquante rems au corps » pour les malheureux se trouvant à l'extérieur.

« Mais nous y veillons : personne ne se trouve dehors, du moins en zone habitée. » Le pompier était rassurant.

En entendant cela, Marie a éclaté en sanglots. Les allées et les éboulis de la forêt sont-ils considérés comme « zone habitée » par les sauveteurs ? Bien sûr que non ! Rémi et Blandine n'ont aucune chance d'entendre les haut-parleurs. Pendant trois heures au moins, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'obélisque du Carrefour de la Libération, ils vont marcher dans le panache radioactif.

Et puis la radio a précisé :

« Si vous connaissez des gens handicapés, isolés dans des maisons, susceptibles de ne pas être à l'écoute d'une radio ou de la télévision, prévenez les pompiers de toute urgence. »

Il était 9 h 30. Depuis, Patrick tente de prévenir les sauveteurs au téléphone. Sans succès. Alors, silencieusement, il va dans le garage, enfile un vieux jean et s'emmitoufle dans une canadienne usagée, enfonce jusqu'aux yeux un bonnet de laine et s'apprête à mouiller un mouchoir. Étonnée de ne plus entendre le tintement du téléphone décroché et raccroché, Marie descend.

« Qu'est-ce que tu fabriques ? » Elle a séché ses larmes et contemple, stupéfaite, l'accoutrement de Patrick.

« Nous, on n'a presque rien à craindre. Je m'équipe comme l'a conseillé la radio, en cas d'urgence. Il faut à tout prix trouver un gendarme ou un pompier, on n'a pas le choix.

— Dis... » Marie hésite. « Quand tu les auras prévenus, si tu trouves une pharmacie ouverte, rapporte du lait en poudre pour le bébé. Et surtout de l'eau minérale. Plein d'eau minérale. On n'a presque rien en réserve, je comptais aller faire des courses cet après-midi. »

Patrick applique le mouchoir devant son nez et sort.

Dans la rue, le silence. Pire qu'un dimanche après-midi, songe Patrick en courant vers la caserne des pompiers, située à six cents mètres tout au plus, avenue Franklin-Roosevelt. Il préférerait rencontrer une voiture, ou une patrouille, pour écourter sa sortie, car finalement, qui sait si un petit bout de nuage n'a pas dévié de sa trajectoire? Mais il atteint le centre des secours sans avoir croisé âme qui vive. «

En revanche, la cour de la caserne est animée. Les pompiers, dans leur tenue bleue et rouge habituelle, portent tous un foulard devant le visage. Patrick est surpris ; il pensait naïvement les voir avec un masque. De deux choses l'une, pense-t-il : ou, en effet, le danger est faible ; ou leurs équipements de réserve sont insuffisants. Il n'a pas le loisir de s'étendre sur cette question : un pompier l'attrape par l'épaule et le tire à l'intérieur du grand bâtiment. Le pompier est d'ailleurs une femme, autant que Patrick puisse en juger à sa voix, puisqu'il ne voit pas son visage.

« Vous êtes maboul ? Qu'est-ce que vous fichez dehors? Quelqu'un de malade chez vous? Pourquoi n'avez-vous pas téléphoné ? »

Volubile, essoufflé par sa course, Patrick explique : deux personnes, en forêt de Fontainebleau, sous le nuage... La femme se tait, gênée.

« Attendez, je vais voir, finit-elle par dire. Je crois que ça va être difficile pour vos copains. »

Elle disparaît dans la salle du standard. Derrière la porte vitrée, Patrick distingue un pupitre en demi-cercle, une batterie d'appareils téléphoniques, un écran vidéo, des claviers qui clignotent et sans doute un poste à ondes courtes. Lui-même se trouve à l'entrée du garage, où des hommes s'activent autour d'estafettes et d'ambulances, chargeant des cantines métalliques marquées d'une croix rouge.

« Monsieur, voici le commandant Jamin, directeur départemental des incendies et des secours de la Seine-et-Marne. Expliquez-lui. »

La femme, plutôt gênée, ramène un homme jeune, que rien dans sa tenue ne distingue des sapeurs de base, à l'exception de discrets galons cousus sur le devant de son treillis bleu marine. Il ne porte pas le foulard de protection. Patrick recommence son histoire.

« Non. C'est impossible, nous ne pouvons pas aller les chercher. »

L'officier est si catégorique que Patrick en reste coi quelques secondes. Puis il insiste. La radio n'a-t-elle pas affirmé que les pompiers devaient rechercher les personnes se trouvant encore dans la zone contaminée ?

« Je sais bien, reprend le commandant, sincèrement désolé. Cette mission nous incombe totalement. La plupart de mes hommes ont passé ce début de matinée à récupérer ou à protéger les vieillards et les malades sous la trajectoire du nuage. Vous pouvez constater vous-même que nous ne sommes pas suffisamment équipés pour stationner des heures là où une grande quantité de particules radioactives est déposée au sol. A fortiori lorsqu'elles sont en suspension dans l'air. »

L'officier semble très fatigué. De fait, il travaille depuis une heure du matin. Depuis que le CODISC a prévenu la Seine-et-Marne du danger qu'elle courait. Le nuage ne passe pas sur Melun, la préfecture. Le poste de commandement opérationnel est installé à Fontainebleau, beaucoup plus exposé aux retombées radioactives et pourvu d'une caserne moderne.

« Vous comprendrez que je ne peux pas courir le risque d'exposer une dizaine de pompiers à la contamination pour rechercher deux personnes dont on ignore où elles se trouvent précisément dans la forêt.

— Mais enfin, proteste Patrick indigné, quand il s'agit d'aller rechercher des alpinistes perdus en montagne, on mobilise des hélicoptères, et des colonnes de secours, et des...

— Ce n'est pas la même chose ! Il y a un règlement très strict concernant les catastrophes nucléaires. »

Le commandant Jamin est véritablement déchiré. Jamais, dans toute sa carrière, il n'a eu à prendre une telle décision : abandonner volontairement des individus en danger. Une fois, alors qu'il était en poste dans la région méditerranéenne, il a ordonné aux sauveteurs de laisser brûler un petit hameau pour concentrer plutôt leurs efforts sur le village voisin, menacé par un gigantesque feu de forêt. Mais les maisons avaient été évacuées. Cette fois, le dilemme ne se pose même pas : entre la santé de vingt pompiers qui seront indispensables dans les jours à venir, et celle de deux randonneurs aussi difficiles à retrouver dans la forêt qu'une aiguille dans une botte de foin, le commandant choisit vite.

« Au moins, ajoute Patrick dans un dernier effort, trouveront-ils des sauveteurs quand ils arriveront, vers midi, à l'obélisque ? »

— Ne vous inquiétez pas. Les gendarmes sont partout. Vos amis seront pris en charge. Monsieur, rentrez chez vous maintenant, et placez vos vêtements dans un sac plastique hermétique en arrivant.

— Vous n'auriez pas de l'eau minérale pour mon bébé ? »

Patrick refuse de rentrer bredouille, ne serait-ce que pour calmer Marie. D'un signe, le commandant Jamin rappelle la femme-pompier. Une minute après, elle apporte cinq bouteilles d'Évian et des petits pots de bouillie préparée.

« Nous n'avons pas de lait en poudre. Mais dès demain, le confinement sera sans doute levé à Fontainebleau. N'oubliez pas de prendre une douche, on ne sait jamais. Dépêchez-vous de partir. »

Paris. Samedi, 12 h.

Ce matin, la concierge du 38 boulevard Barbes est montée chez la vieille dame du deuxième étage. Tous les trois jours, elle ravitaille « l'aïeule », comme on la surnomme dans l'immeuble. Marthe Blondel ne descend plus dans la rue depuis cinq ou six ans, ses jambes ne tiendraient pas le coup. La gardienne portait un gros panier plein de poireaux, de pommes de terre, de pâtes, et un énorme poulet cuit. Mlle Blondel a commencé par rouspéter :

« Mais enfin, ça va pourrir ! Je ne suis pas un ogre pour manger autant. »

L'Espagnole est allée chercher le petit transistor sur le buffet rococo et l'a posé d'autorité près du fauteuil de la vieille dame. Puis, en hurlant, car Marthe entend difficilement :

« Faut écouter les informations. Il y a une espèce de bombe qui a pété à cent kilomètres de Paris, alors c'est très, très dangereux de sortir. On va tous rester enfermés dans les maisons pendant longtemps. C'est pour ça que je vous amène beaucoup à manger. »

La concierge a pensé que la demoiselle était folle, car celle-ci s'est mise à rire et parler d'une grosse Bertha, de 1918 et des Allemands.

« L'ennemi veut entrer dans Paris ? »

Haussant les épaules, Gloria a augmenté le volume du poste de radio. Elle resserrait le châle sur sa poitrine lorsqu'une phrase du présentateur de RTL a retenu son attention :

« La météo est formelle : les vents ayant tourné à partir de 8 h ce matin, le nuage radioactif se dirige maintenant vers Paris de façon inexorable. »

« C'est lui, votre ennemi, mademoiselle Blondel ! » a lancé la concierge avant de redescendre en vitesse récupérer sa ribambelle de gosses dans la cour.

Clopinant sur sa canne dans le couloir, la vieille dame est allée verrouiller soigneusement ses trois serrures et placer la chaîne de sécurité.

« Voilà que ça recommence avec leurs guerres ! » a-t-elle grommelé en retombant sur son antique Voltaire déplumé.

Ils sont deux millions et demi, aujourd'hui, à retourner une peur affreuse dans leur cœur, à redouter un ennemi invisible, impalpable, impossible à combattre. Non, en fait, beaucoup moins : il reste des ignorants, des Parisiens qui n'ont aucune chance de mettre ce délai à profit pour fuir ou même seulement se préparer à subir le nuage radioactif.

Il n'est que de voir le quartier de la Goutte d'Or, à Barbes. Ou les petites rues pauvres de Belleville et Ménilmontant, ou certains coins tortueux du XIII^e arrondissement. Les gamins tapent le ballon dans les caniveaux, les femmes entortillées dans les foulards multicolores papotent devant les épiceries arabes, les Noirs en boubous s'engouffrent dans les cafés sombres où une musique nasillarde se mêle au grésillement des friteuses grasses. Ils ne sont pas inquiets.

Ils ne savent rien. Pas encore. Ils vont bien finir par apprendre quelque chose au cours de la journée. Par exemple, en descendant sur le boulevard de Belleville. Ils seront étonnés car le grand marché du terre-plein central est à moitié vide. A 8 h, les commerçants français n'étaient tout simplement pas là. Les maraîchers asiatiques, moins froussards ou bien plus pauvres, n'ont pas voulu perdre une journée de travail ; mais à midi, ils remballent déjà étals et cageots, sans même brader les excédents comme c'est l'usage. Restent les vendeurs arabes, frénétiques, volubiles, incroyables. Enfin, les plus âgés ! Car les jeunes, alertés par NRJ dans leurs walkman ou ceux des copains, se sont envolés comme des moineaux à peine arrivés.

Les directeurs des Monoprix, Franprix, Prisunic et autres supermarchés populaires ont engagé un bras de fer avec leurs employés, exigeant de ceux qui se sont présentés à leur poste au matin qu'ils y restent au moins jusqu'à 13 h. Car ils veulent rentrer chez eux, surtout les femmes, affolées à l'idée de laisser leurs enfants jouer dans la rue.

« Bon sang, hurlaient les responsables (ceux qui n'avaient pas eux-mêmes cédé à la panique), puisque le nuage n'arrivera pas avant 16 h 30, et même plus tard ! Vous avez tout le temps ! On croule sous les clients. »

En effet, les magasins d'alimentation sont dévalisés. Mais aussi les quincailleries, les boutiques d'électricité. Au rayon bricolage du BHV, rue de Rivoli, trois vendeurs retiennent à bras-le-corps un énorme client qui distribue des coups de pied à la ronde pour se dégager. Face à lui, une jeune femme serre convulsivement quatre ou cinq rouleaux de ruban adhésif.

« J'ai un bébé, monsieur, répète-t-elle en pleurant. Je dois calfeutrer les fenêtres.

— Foutez toute votre famille dans une seule chambre, ça fera moins de fenêtres, et laissez du scotch pour les autres », braille l'homme, avant que deux autres clients baraqués ne l'éjectent vers la sortie.

Plus une seule boîte de mastic! Plus un paquet de joint isolant ! La plupart des pharmacies ont accroché un énorme panneau à leur devanture : « Notre stock d'iode est épuisé. »

En ont-elles jamais eu, d'ailleurs, de l'iode ? En 1987, au cours d'une des multiples conférences organisées à l'occasion d'un bien triste anniversaire, celui de la catastrophe de Tchernobyl, un médecin évoquait la

nécessité d'approvisionner les pharmaciens en iodure de potassium. Sous quelle forme? Plaquettes, pilules, solution? La question était posée. Or, l'administration d'iode stable aux populations menacées d'une contamination radioactive est efficace si elle a lieu dans les heures qui précèdent l'arrivée du nuage.

Bref, pas d'iode ! Et plus une bouteille d'eau minérale, plus de surgelés, plus de conserves. Pratiquement plus rien dans les magasins. Malins, de nombreux commerçants n'ont pas fermé boutique. Pourquoi s'affoler? Le confinement des Parisiens ne durera que le temps du week-end, affirment les autorités à la radio, à la télévision. Ensuite, il suffira de prendre quelques précautions : par exemple, abandonner ses souliers sur le pas des portes, se laver soigneusement les mains après une sortie, ne pas laisser les enfants jouer dehors...

« Finalement, la situation dans la capitale ressemblera fort à celle de Kiev en 1986, concluait un journaliste en interrogeant le ministre de l'Industrie sur Europe 1 ce matin.

— Oui et non, a répondu Pierre-Alain Chèvelin, gêné de cette comparaison. Nous ne sommes pas en URSS, les populations ont été prévenues immédiatement.

— Une évacuation de la capitale est-elle envisagée ?

— Mon Dieu, certainement pas! J'en profite pour lancer un appel au civisme : ne quittez pas les villes, vous provoqueriez des embouteillages catastrophiques, ce qui pourrait ralentir les opérations de secours. »

Cet appel « à la raison » a eu un écho limité. Depuis plusieurs heures, le boulevard périphérique, les autoroutes du Nord et de l'Ouest, les gares et les aéroports sont pris d'assaut. Mais tout compte fait, moins qu'en période estivale, lorsque des centaines de milliers de personnes partent en vacances le même jour. Il est en effet difficile d'improviser un week-end, a fortiori

une semaine, à la campagne ou en province. Les arrondissements dit « chics » de la capitale se vident plus nettement que les autres. Les fuyards ont des possibilités restreintes : l'autoroute du Sud est coupée, ainsi que la nationale 7, et les accès routiers permettant de les rejoindre.

Midi... L'avant-garde du nuage radioactif arrive sur La Ferté-Alais, milieu d'un front de contamination dont les extrémités sont

Etampes et Perthes. Heure par heure, les stations de radio diffusent des informations sur l'avancée de la radioactivité vers la capitale. Un journaliste de Radio-Service-Tour Eiffel craque nerveusement au micro : sans égard pour les banlieues actuellement sous la trajectoire, il souhaite une pluie diluvienne pour rabattre les particules radioactives avant qu'elles n'atteignent Paris. Actuellement, le ciel est dégagé.

Avenue du Père-Lachaise, une femme tambourine sur la porte d'un appartement situé au cinquième étage.

« Ouvrez, mademoiselle, ouvrez ! Vous êtes là, votre scooter est dans la cour. S'il vous plaît... »

Armèle émerge, nauséuse, abrutie par le paquet de cigarettes fumé la nuit dernière, par les gobelets de mauvais café ingurgités au studio. Les coups résonnent dans l'entrée et dans son crâne. Le chat gratouille la couverture du lit, content de voir sa maîtresse éveillée. Armèle repousse le drap. Elle tire le verrou.

« Oh, c'est vous! Bonjour. Vous pleurez encore? »

Armèle déteste sa voisine du dessous-. Depuis sept ans qu'elle habite dans cet immeuble, elle l'entend gémir, se plaindre, pleurnicher. Que fait Janine sur le palier?

« Vous étiez à la télé ce matin. C'était vous, hein? Alors, c'est la vérité, pour le nuage? Qu'est-ce qu'on doit faire ? »

Les pleurs aigus achèvent de réveiller Armèle. Si seulement la radioactivité pouvait brûler définitivement les cordes vocales de cette bonne femme, pense-t-elle, exaspérée. Mais la journaliste est trop polie pour se montrer franche.

« Je suis désolée, je n'ai pas entendu les informations de la matinée.

— Comme à Tchernobyl ! Sauf que c'est pire, parce que là-bas le nuage n'avait pas atteint leur capitale. Mon Dieu, je voulais vous demander si vous aviez de l'eau minérale. Vous comprenez, avec les enfants...

— C'est idiot ! L'eau potable ne peut pas encore être contaminée, seulement dans quelques jours. Et puis, vos filles, elles ont -quatorze ou quinze ans, qu'est-ce que vous racontez?

— Je sais bien, reprend Janine dans un hoquet, je veux être sûre de ne pas manquer. Vous croyez qu'on doit quitter Paris? Oh! mon Dieu! et mon beau-frère qui vient dîner ce soir !

— Mais pourquoi vous me racontez ça? Je ne suis pas ministre, moi !

— Vous êtes journaliste à la télé, vous devez savoir. Mon Dieu, mon Dieu... »

Janine sanglote de plus belle. Elle ne veut pas partir, elle veut partir, elle ne sait pas comment faire, son mari bouche les fenêtres, les petites sont terrorisées, elle a coupé le chauffage pour ne pas pomper d'électricité à EDF qui peut en avoir besoin, elle... Armèle voudrait bien la gifler. Heureusement, le téléphone interrompt sa litanie.

« Écoutez, je vous donne un seul conseil : dites à votre mari de monter sa moto dans l'appartement. Si elle reste dehors, il ne pourra plus jamais s'en servir. Et puis, les voleurs vont certainement profiter de la situation. Je vous quitte, je dois répondre. »

Médusée, la voisine se tait. Armèle rit toute seule en refermant la porte. Ils sont si stupides tous les deux, et lui tellement fou de son engin, qu'ils sont capables de hisser la Honda au quatrième étage. D'ailleurs, Janine dévale l'escalier en hurlant :

« Jean-Claude, Jean-Claude, elle dit que... »

Pourvu que les gens soient moins sots dans les régions touchées! pense Armèle en décrochant son téléphone. Parce que les sauveteurs ont du fil à retordre s'ils doivent se coltiner pareils individus.

«Armèle? C'est Philippe Vandame, d'Actuel. Dis donc, il paraît qu'on t'a jetée, à TF 1 ?

— Eh bien, les nouvelles vont vite! Exact, mon vieux, même que je roupillais si tu veux tout savoir.

— Parfait ! Non, excuse-moi, je veux dire : viens sur Radio-Nova, on a besoin de quelqu'un comme toi, au moins cet après-midi. On voudrait cartonner, et les spécialistes scientifiques sont en reportage au Pérou et je ne sais plus où. Le plus vite possible, on t'attend. »

Actuel et Radio-Nova, finalement, ce n'est pas si mal comme nouvel employeur, même temporaire.

Elle s'apprête à sortir lorsque le téléphone sonne à nouveau.

« Ouf ! Je ne retrouvais plus votre numéro de téléphone. Je suis René Marennes, du Groupement des scientifiques indépendants. Vous vous souvenez? »

Bien sûr qu'Armèle se souvient ! Elle a rencontré le professeur il y a deux ans, à l'occasion d'une polémique sur un incident à la centrale nucléaire du Tricastin. Un physicien costaud et débraillé, aux connaissances redoutables, doté d'un réjouissant franc-parler. Son enthousiasme lui avait plu, ainsi que son désintérêt absolu pour la gloire médiatique.

« Que se passe-t-il ? Vous avez l'air énervé.

— Vous êtes drôle ! Il y a que ces crétins de maires intimement l'ordre aux habitants d,e rester cloîtrés chez eux pendant plusieurs jours. C'est de la folie, il faut absolument leur dire d'ouvrir grand leurs fenêtres et d'aérer...

— Stop, stop! Courez rue du Faubourg-Saint-Antoine... vous habitez bien à Paris, n'est-ce pas?... J'allais partir à Radio-Nova. On se retrouve là-bas, d'accord ?

— Eh bien, il était temps de rendre ça public. J'ai essayé de joindre des journalistes à la télé et en radio toute la matinée, je me suis fait jeter de partout. Ils ont soi-disant tout juste le temps de passer les infos et les consignes officielles! Allez, je fonce. Dites donc, avez-vous de l'iode?... Non, bien sûr que non ! J'en apporte,

et vous en donnerez à vos copains de la radio. A tout de suite. »

Armèle s'arrête une seconde devant la porte de ses voisins, au quatrième étage. Naturellement, ils crient ! Sur le même palier, une autre porte s'ouvre à la volée.

« Si on doit rester enfermé plusieurs jours, je les tue ! soupire un jeune homme en la voyant. Comment ça va, toi ? Je t'ai entendue sur France-Inter cette nuit. J'étais allé voir des copains à Corbeil. J'ai l'impression de l'avoir échappé belle. Tu crois que c'est grave pour Paris?

— Non. Enfin oui, crie Armèle en dévalant les escaliers. Reste chez toi cet après-midi, ça vaut mieux, surtout pour ton môme. »

Armèle enfonce son casque sur ses cheveux noirs. Jamais elle n'a été aussi contente de posséder un deux-roues. Car trouver un taxi dans les circonstances actuelles tiendrait du miracle.

Centrale nucléaire, Nogent-sur-Seine. 12 h.

.« Et merde, ça se remet à penduler ! »

Dans sa nacelle, suspendu vingt mètres au-dessus du réacteur accidenté, à environ quatre-vingts mètres du sol, juste à l'aplomb de la tuyauterie de vapeur brisée, Alain Brousse commence à trouver la plaisanterie un peu longue. Brousse est un « commando », un militaire volontaire pour boucher la brèche. C'est la quatrième tentative de treuillage, et aussi le quatrième échec. A ce rythme, la tuyauterie n'est pas près d'être obstruée ! Son compteur de radiations indique qu'il a déjà pris environ le dixième de la dose maximum autorisée.

Une brève discussion dans l'interphone avec Philippe, le pilote, débouche sur un accord : plutôt que de descendre la lourde nacelle de plomb en maintenant difficilement l'hélicoptère en vol stationnaire, Philippe va amener le super-frelon jusqu'au sommet du bâtiment-réacteur.

Alain Brousse n'apprécie guère le style de cette intervention. Le danger radiologique, le shaddock, le masque filtrant, la nacelle exigüe ? Non, il en a vu d'autres ! Mais l'absence de préparation crève les yeux. Le commando n'a rien répété, l'ordre d'exécuter l'opération sans délai est tombé, inflexible.

« On improvise, on bricole... », grogne le militaire de l'Aéronavale en se cramponnant aux montants pendant que la nacelle de l'hélicoptère reprend de l'altitude.

Ça y est, l'appareil est en position, le treuillage reprend.

« Encore trois mètres, hurle Brousse dans son micro. Oh ! Doucement... un peu plus d'un mètre... termine en descendant toi-même un peu plus... OK, attention, je ne suis pas tout à fait dans l'axe, pivote de quinze degrés à l'est. »

Effleurant le palonnier du pied droit, Philippe modifie le cap imperceptiblement. La manœuvre est menée en douceur pour éviter une oscillation de la nacelle autour de son axe. On perdrait encore de précieuses secondes s'il fallait attendre l'amortissement du mouvement. Or, le temps presse : l'hélico doit reprendre de l'altitude au plus vite. En principe,

l'appareil aurait dû rester cent mètres au-dessus du dôme, assez loin pour que les plaques de plomb sous la cabine ne soient pas indispensables. Travailler à une telle distance s'est avéré impossible. Finalement, il a fallu descendre jusqu'à trois mètres. Selon le gammamètre placé dans le poste de pilotage, l'intensité des radiations s'en trouve presque décuplée.

« C'est bon, je suis juste en face. Vas-y, avance doucement... »

Le pilote ne voit plus rien. Le dôme de l'enceinte dérobe la nacelle à sa vue. Philippe est un as de l'Aéronavale, un habitué des approches délicates. Il pousse légèrement le manche à balai et, centimètre par centimètre, le Super-Frelon progresse sans à-coup.

« Contact ! »

Les quatre longs bras télescopiques sont enfin appliqués contre la paroi de tôle, à hauteur de la déchirure causée par le fouettement du tuyau rompu. Un puissant électro-aimant se trouve à chacune de leurs extrémités. Alain Brousse allume le projecteur et lance le courant dans les aimants.

Les forces magnétiques ne suffisent pas à résister au poids de la cabine en porte à faux. Elles suppriment seulement tout mouvement parasite susceptible de perturber l'introduction de la baudruche dans la canalisation. La manœuvre reste donc fort délicate. L'œil rivé sur la tension du treuil, le pilote reprend lentement de l'altitude.

Brousse détache la longue tige flexible fixée sur le côté de la nacelle. Une sorte d'araignée d'acier souple la termine pour guider le cheminement de la baudruche à l'intérieur du tuyau coudé. Celle-ci, placée juste devant avec sa bouteille de gaz comprimé, ne doit surtout pas accrocher une quelconque aspérité.

Le compteur de radioactivité indique déjà plus de la moitié de la dose limite. Alain n'en a cure, il n'y pense même plus. Avec application, mesurant ses gestes, il introduit la baudruche dans l'orifice béant et la pousse avec la tige. La mise en place achevée, il tire sur le câble qui désolidarise l'araignée de la tige, et déclenche simultanément l'ouverture de la valve de gonflage.

« Mission accomplie ! »

Alain Brousse éteint le projecteur. L'assistant augmente la traction du treuil et coupe l'alimentation des électro-aimants. Philippe tire le levier du pas. Le rugissement des deux turbines délivrant leur puissance maximale d'urgence déchire l'air. Les pales de l'hélicoptère s'incurvent sous l'effort brutal, et la nacelle bondit vers le ciel.

« Bravo gars ! hurle le pilote. Ils ont apprécié en bas, tu sais.

— Ils peuvent ! J'ai pris largement plus que le maximum. Bof... On n'en meurt pas. Et puis, c'est bon pour mes états de service », ajoute Brousse dans un énorme éclat de rire.

En quelques secondes, le Super-Frelon rejoint la base avancée. Elle a été aménagée en catastrophe ce matin à l'extrémité nord du site de production nucléaire, le long du fossé de ressuyage, collecteur des eaux de pluie, qui borde les côtés nord et ouest de la centrale, à sept cent cinquante mètres du réacteur accidenté. L'endroit est indemne de toute contamination, et suffisamment éloigné du point zéro pour que le niveau des radiations y soit inférieur à quinze millirems par jour. On peut ainsi l'occuper sans protection particulière.

Une route ceinture le site. Elle enjambe un pont placé sur le fossé de ressuyage, juste à l'embranchement avec la voie de desserte EDF qui mène au petit village de Liours. A cet endroit, la clôture est maintenant éventrée pour céder le passage. L'organisation de crise n'a pas chômé pendant la nuit. Très tôt ce matin, une douzaine de baraquements de chantier ont été mis en place : local de commandement, poste de décontamination préliminaire, antenne de télécommunication, salle des repas, vestiaire, salle de service, local technique, magasin...

L'ensemble sert aussi de centre de repli au personnel d'astreinte de la centrale. A l'exception des occupants du bloc de sécurité et des effectifs de conduite minimum des deux tranches, il ne reste plus personne en « zone chaude ». La mise en arrêt à froid du réacteur de la tranche 2 effectuée au petit matin, un silence de mort plane désormais sur l'immense usine. La voie d'accès et l'entrée normale sont condamnées. Heureusement pour EDF, aucune des cités de résidence du personnel de la centrale nucléaire ne s'est trouvée sous le passage du nuage radioactif, pas même celle de « La-Vide-Grange » à côté de Nogent.

Une véritable division de camions de chantiers, camions-citernes, motopompes, bulldozers, pelleteuses et autres engins de travaux publics arrive encore des casernes du génie les plus proches. Autour des véhicules, l'effervescence grandit. Un bataillon d'ouvriers

fixe des plaques de plomb pour réduire l'irradiation encourue par les conducteurs lorsqu'ils monteront à l'assaut de l'endroit le plus radioactif qui ait probablement jamais existé sur terre. Une noria de poids lourds dépose

les matériaux indispensables pour mener à bien le nettoyage du site : carburants, sable, ciment, produits chimiques...

Il va falloir décaper les parois des bâtiments couverts de particules radioactives, et enlever la couche superficielle du sol de toute la partie du site touchée par le rejet. Entre cinquante et cent mille mètres cubes de déchets radioactifs vont être ainsi produits. Un atelier de conditionnement est en cours de construction, à cent mètres du poste de transformation électrique 63 kilo-volts, près d'une seconde ouverture pratiquée dans la clôture, face au confluent du ru dit « La-Noue-des-Nageoires », et du fossé de ressuyage. De cette façon, ni le conditionnement, ni l'évacuation des matériaux récupérés vers le centre national de stockage des déchets radioactifs de Soulaïnes, non loin de Troyes, ne perturberont les activités de la base avancée. La proximité de Soulaïnes est une véritable chance. Le stock de conteneurs d'acier destinés à recevoir ces déchets grossit à vue d'œil à côté de l'atelier.

L'approvisionnement en eau sera assuré par le puits et la station de pompage existants près du poste 63 kilovolts. Des pelleteuses ont commencé à creuser six cents mètres de tranchée. Une canalisation doit en effet apporter l'eau aux baraquements « Algéco » et aux deux stations de décontamination des véhicules.

Six kilomètres plus à l'ouest, en bordure de la nationale 19, la commune du Mériot abrite la base arrière. EDF dispose d'une minuscule enclave où se trouve une des quatre stations hors-site qui mesurent la radioactivité ambiante. Pas plus que les trois autres, celle-là n'a enregistré la moindre contamination atmosphérique : aucun de leurs emplacements ne se trouvait sous le vent de la centrale pendant le relâchement.

Dès l'aube, la gendarmerie a réquisitionné des prés pour établir la base.

De là partiront les hélicoptères lourds chargés de pulvériser un film plastique sur les zones les plus polluées. Des citernes de carburant et de produits chimiques sont déjà installées. Quelques soldats achèvent de préparer l'éclairage des lieux. Trois hélicos viennent de se poser, des Super-Puma de l'armée. D'autres arriveront sous peu. Des techniciens calent les rampes de pulvérisation sous les appareils.

Dans moins d'une heure, la reconquête du site nucléaire va commencer. Un premier bataillon de la Force d'action rapide, composé d'éléments du Génie entraînés à la guerre NBC, vient de quitter Metz à bord d'une dizaine

d'hélicoptères de transport. Leur mission : réaliser la première partie du plan d'intervention au sol, sur le site de la centrale.

Ces hommes entrèrent en action immédiatement après la pulvérisation du film plastique. A bord des bulldozers, pelles mécaniques et camions-benne, ils se déploieront sur un front de six cents mètres, et arracheront vingt centimètres de sol. La terre, le bitume, le gravier et le béton ainsi extraits seront immédiatement transportés à l'atelier de conditionnement avant d'être évacués.

Les spécialistes de radioprotection ont calculé que les deux tonnes de plomb et de verre baryte qui protègent les habitacles donneront à chaque conducteur une « autonomie de dose » d'une dizaine d'heures. Des rotations d'une heure ont donc été prévues afin de permettre aux hommes de souffler, au sens propre, tant est pénible le port des masques filtrants, et de contrôler les doses reçues.

Le décapage des bâtiments sera enchaîné au fur et à mesure de la « libération » des portions. Cette phase s'annonce extrêmement difficile.

Car le béton absorbe la radioactivité dans les minuscules et innombrables pores qui parsèment sa surface. La qualité du matériau n'étant pas la même partout, plusieurs solutions « douces » seront d'abord testées pour décoller la radioactivité. Là où elles échouent, on attaquera au marteau-piqueur. Dans un premier temps, seules les parois de faible hauteur et les parties basses des grandes structures bénéficieront de ce traitement. Pour celles-ci, notamment les tours de refroidissement hautes de cent soixante-cinq mètres, particulièrement atteintes, on attendra quelques semaines, le temps que les radioéléments de courte période se désintègrent. Au-dessus d'une certaine hauteur, les soldats travailleront en effet à la main, car les engins de terrassement ne se transportent pas sur des échelles ou des échafaudages volants.

Les responsables craignent la pluie. Les énormes quantités de radioactivité déposées sur le sol et les bâtiments risqueraient d'être alors emportées vers la Seine par le ruissellement. Une nouvelle vague radioactive ne vaudrait rien au fleuve. Pour contrer ce risque, le détournement des collecteurs d'eaux pluviales vers un bassin en cours de creusement vient d'être entrepris, tout près de la station de traitement des effluents des deux tranches nucléaires. Situé à contrevent de la brèche, cet équipement n'a guère été touché.

Par précaution, le chef du chantier, un militaire du Génie, a commandé l'édification d'une diguette d'argile haute de cinquante centimètres, le long du fossé de ressuyage et du chenal évacuateur de crues.

Comme à Tchernobyl, l'Armée a pris le commandement des opérations. Sur le terrain et au sein de l'état-major, les hommes d'EDF sont confinés dans un rôle consultatif.

Cette première bataille, menée à la centrale de Nogent, est paradoxalement la plus facile. Bien sûr, la radioactivité atteint des sommets extrêmement élevés. Mais cet inconvénient est compensé par la qualité du sol et les facilités logistiques offertes par les lieux. Lorsqu'il s'agira de décontaminer la campagne, les marécages, les villes et les villages, les HLM et les usines, les hôpitaux et les magasins, par dizaines, par centaines...

Forêt de Fontainebleau. 12 h.

Ils ont quitté la cabane aux Rochers vers 10 h, abandonnant aux araignées sacs de couchage, gros pulls et nourriture, puisqu'ils reviennent en fin d'après-midi. Rémi a plaisanté :

« Tu crois que j'aurai encore le courage de marcher? Si la cuisine de ta mère vaut la réputation que tu lui attribues, tu me porteras sur ton dos. »

Blandine attaquait déjà le raidillon du chemin des Crêtes. Docile, Rémi suivait. Il ne connaît pas du tout cette forêt. Quand elle a bifurqué à droite dans le chaos rocheux, il s'est insurgé :

« Non, le paysage doit être magnifique, là-haut !

— On ne verra rien, c'est à contre-jour. Tout à l'heure, au retour, on verra le soleil couchant. »'

Blandine et ses soleils ! Suivant la route de Villiers jusqu'au chemin du Tour-du-massif-forestier, puis la route des Tapisseries, ils ont ensuite croisé

la départementale 63, et atteint le carrefour des Sept Pins. Au pied des hautes futaies de chênes, caractéristiques de cette partie de la forêt, le sol était spongieux par endroits. Pour éviter de se mouiller les pieds, ils rasaient le fouillis de taillis mal entretenus, ces bois communaux si différents de la partie domaniale.

Au carrefour du Bonheur (Blandine soulignait doctement chaque place au passage, lisant les panneaux posés sur les poteaux), Rémi n'a pu s'empêcher de coincer Blandine contre un arbre, face au champ de manœuvres militaires bien visible du Point de Vue.

« D'abord, on s'embrasse. Voilà... Ensuite, on fait la pause et on vide la thermos de café. Tu cavales depuis une heure et demie sans t'occuper de moi. »

Rémi nageait dans l'euphorie. Malicieuse, Blandine se dérobaux caresses, préférant déclamer l'histoire de la forêt du haut Moyen Âge, dont celle de Fontainebleau témoigne encore.

« La mère de notre imaginaire, de nos mythes celtiques... les Grecs l'avaient déjà oubliée. Quand Platon fait parler Critias de Phelleus, une contrée de l'Attique, il rappelle qu'elle était verdoyante, couverte de mousses et de forêts. »

Blandine se dresse. Elle n'avait pas encore remarqué cette étrange pesanteur du silence. Que le terrain militaire soit mort n'est pas étonnant. A vrai dire, elle ne l'a jamais vu en pleine effervescence. Mais qu'aucun bruit de moteur ne vienne troubler le chuintement des arbres, voilà qui est étrange. Car la nationale 152 passe à moins d'un kilomètre en contrebas. Surtout le samedi, les passages sont fréquents sur cette route.

« Si, écoute ! » chuchote Rémi, frappé par la justesse de la constatation.

Surprenant dans cet environnement, le hululement d'une sirène de pompiers déchire l'air froid, puis décroît progressivement. Une chape de ouate retombe sur les randonneurs.

« Viens, il faut repartir. » Blandine saute sur ses pieds et rajuste son anorak. « Je me demande... peut-être un grave accident de la circulation, on a coupé les routes. »

Au lieu d'emprunter la route du Pourtour, Blandine décide de couper directement par le Mont-Morillon. Précédant son ami, elle s'engage sur la route de l'Attraction, un raccourci, plutôt que par celle de Cupidon. Plus souple que lui, elle court entre les rocailles, saute de pierre en pierre, se faufile dans les interstices des blocs, délaissant parfois la promenade balisée

du GR 13. Derrière, Rémi a du mal à suivre. Il glisse sur les mousses et les rochers trop lisses et se rattrape en catastrophe aux branches mortes. Un caillou roule sous sa chaussure...

« Arrête, je me suis fait mal ! »

Rémi a crié. Honteuse, Blandine revient sur ses pas. Il est assis sur des feuilles mouillées, il masse sa cheville, tout pâle.

« Je crois que c'est une entorse.

— Alors, il faut absolument continuer à marcher

pendant que c'est chaud. Sinon, ça va gonfler, tu ne pourras plus avancer. On est encore trop loin de la route pour que j'aille chercher du secours. Viens, je vais t'aider. »

Rémi clopine. Attentive à son compagnon, Blandine l'est encore davantage aux bruits de la route dont ils se rapprochent. Mais quels bruits? Elle reste désespérément silencieuse. Le couple débouche au carrefour de l'Obélisque par la route de la Croix-Saint-Jacques, doigt central d'une patte d'oie bordée à gauche par la RN 152, à droite par la RN 7. Blandine et Rémi ont marché deux heures et demie dans la forêt.

D'abord, ils ne voient rien d'autre que ce carrefour immense, vide, planté en son centre d'un obélisque blanc et nu. Le silence, presque palpable, plus oppressant que sous les arbres, stupéfie dans ce lieu qu'ils ont maintes fois connu grouillant de véhicules. C'est Rémi qui, le premier, aperçoit les cars bleu marine de la gendarmerie. Ils sont arrêtés à l'entrée de la route de Sens, la nationale 6. Deux estafettes, et personne autour.

« Regarde, il y a une voiture rouge garée derrière, souffle Blandine, étreinte soudain par une terrible angoisse. On dirait des pompiers. »

Rémi souffre trop de la cheville pour émettre des suppositions. Blandine passe un bras sous la taille de son ami, et le traîne presque jusqu'à l'obélisque. Le souffle court, elle appelle en continuant d'avancer.

« Ohé... »

Il est 12 h 45. La portière gauche d'un car s'ouvre. Un gendarme passe la tête, klaxonne deux fois. La voiture des pompiers s'avance alors et s'arrête devant Rémi et Blandine, au milieu du carrefour. Deux hommes en blanc descendent par l'arrière. Sous leurs cagoules informes, des masques dessinent un nez épaté, monstrueux, proéminent.

Terrifiée, Blandine recule. Rémi a déjà compris. Lecteur assidu de la presse écologiste, il reconnaît

l'accoutrement de protection radiologique. Il serre si fort le poignet de sa compagne qu'elle en gémit de douleur.

« Êtes-vous monsieur Koléda et mademoiselle Ségur? Ne craignez rien, nous vous attendions. »

Assourdie, la voix du pompier se veut rassurante. Il tient un compteur blanc, terminé par un cône argenté. L'appareil ressemble un peu à une caméra super-huit.

« Ôtez vos vêtements, dit-il doucement après avoir rapidement promené la sonde gamma au niveau de leur gorge. Vous êtes très contaminés. »

Le deuxième homme enveloppe le couple dans des couvertures de survie. Il leur confectionne une sorte de turban dans la même matière pour recouvrir leur chevelure, et les pousse dans l'estafette.

« Il vaut mieux éviter de contaminer aussi l'intérieur du car. On vous emmène à la caserne de Fontainebleau, vous y serez dans cinq minutes à peine. »

Ces pompiers appartiennent à la CMIR d'Orléans, arrivée en renfort aux premières heures de la matinée. Durant le court trajet, ils résument à leurs passagers les événements de la nuit. Rémi est muet, figé, sans réaction. Blandine questionne. Les habitants de Fontainebleau? Ceux de Nogent? Paris? Et la forêt ?

« Nous n'y sommes pas allés, vous savez, répond un pompier, surpris d'entendre cette jeune fille s'inquiéter davantage pour des étrangers et des arbres que pour son propre sort. Certains endroits sont sans doute terriblement touchés. Leur accès sera probablement interdit au public pendant longtemps. D'autres coins, beaucoup moins.

— Vous avez des chiffres ? »

Tassé sur son siège, Rémi a parlé, sèchement.

« Euh, oui... Mais vous y comprenez quelque chose?

— Des chiffres ! répète Rémi sur un ton dur.

— Eh bien, d'après certaines mesures, entre un et cent millions de becquerels au mètre carré, suivant le

relief et l'humidité de l'air au moment du passage du nuage.

— La forêt va mourir? murmure Blandine.

— Mais non, personne ne va mourir, voyons, même pas les gens ! Je ne crois pas. En tout cas, pas vous, c'est sûr », coupe le pompier, un peu gêné.

Hôtel Matignon. Samedi, 14 h.

Sept ministres et six experts attendent, sous les lambris et les lustres de l'antichambre, l'arrivée du Premier ministre. Le Conseil interministériel a été convoqué de toute urgence. Pierre-Alain Chèvelin, en charge du portefeuille de l'Industrie, pousse du coude Arthur Montand, préposé à l'Intérieur.

« En quoi l'Éducation nationale est-elle concernée par cette affaire ? »

Le ministre de l'Intérieur prend un air de conspirateur pour répondre :

« Mon cher ami, vous et moi avons bien discuté cette nuit en dehors des collègues, non ? Eh bien, lui et moi avons fait de même ce matin. Vous comprendrez tout à l'heure. »

Agacé, Chèvelin observe les autres, supputant les raisons de leur présence. La Santé, oui. La Défense, naturellement. Mais pourquoi le Budget? Et l'Environnement, ce petit ministre sans pouvoir décisionnel? Peut-être à cause des médias. Quant aux experts, Chèvelin comprend qu'on ne puisse se passer des hommes du Commissariat à l'énergie atomique, d'EDF et du SCPRI.

Le ministre de l'Industrie a sommeil et son estomac gargouille. Le pauvre est sur la brèche depuis minuit.

La silhouette mince, presque juvénile, du Premier ministre s'encadre dans la porte à double battant.

« Messieurs, l'heure est grave. Asseyez-vous, je vous en prie. Les problèmes soulevés par cet accident sont nombreux et complexes... »

Le Premier ministre parle sur un ton cassant, ce qui chez lui traduit, non le mécontentement, mais une grande nervosité. Il rappelle brièvement les actions en cours, et annonce l'ordre du jour :

« Nous devons résoudre la question des évacuations et du confinement des populations. D'autre part, il nous faut aborder les problèmes soulevés par les réactions internationales. Vous êtes au courant, je pense, de l'insupportable ingérence du Luxembourg à propos du fonctionnement de NOTRE centrale nucléaire de Catte-nom.

« Bien! Professeur Faucon, quelle est la situation radiologique du pays ? »

Quelle que soit l'heure, le jour, les circonstances, Pierre Faucon offre toujours le même visage : gris, les traits tirés. Ceux qui participent à ce Conseil l'ont rarement vu sourire. Seulement travailler, sans relâche. Certains se demandent s'il rentre parfois à son domicile pour dormir, car à la moindre alerte, il répond pratiquement dans la minute.

« Les mesures fournies par mes équipes et par les pompiers suffisent pour définir les directives à mettre en œuvre. A l'heure qu'il est, aucune évacuation préventive ne se justifie plus. De toute façon, la densité de population des régions survolées par le nuage interdirait le recours à une telle solution, même si elle apparaissait souhaitable.

— Est-elle souhaitable ? coupe le ministre de l'Environnement.

— Non, monsieur le ministre. Je continue à préconiser le confinement, pendant quarante-huit heures, dans les régions où, selon les prévisions, l'irradiation et la contamination immédiate dépasseraient trente milli-rem.

»

Plusieurs ministres hochent la tête, simplement pour n'être pas soupçonnés d'ignorer la signification de cette terminologie. Honnêtement, ils sont dépassés par les événements. Le ministre du Budget ne comprend toujours pas la raison de sa présence à ce Conseil, même s'il en est flatté. Discrètement, sous la table, il masse ses cuisses endolories. La veille, en nocturne, il a disputé une partie de tennis acharnée contre son chef de cabinet. Manque d'entraînement ou faux mouvement ? Les courbatures sont douloureuses ce matin.

Faucon poursuit son exposé. L'Office de météorologie nationale annonce que le vent restera orienté sud-nord toute la journée, et qu'il ne

devrait pas forcer. Bien que l'anticyclone centré sur la Suisse...

« Professeur, abrégez ! ordonne le Premier ministre, agacé.

— Je vous prie de m'excuser. Je développe ces informations pour souligner à quel point les réactions de certains pays voisins sont injustifiées. Us n'ont eu aucune retombée — si l'on excepte l'affaire du train de Bâle — et rien ne les atteindra. Le nuage ira simplement se perdre en mer du Nord.

»

Pierre Faucon se lève, et montre une grande carte de France accrochée au mur pour l'occasion.

« Si le nuage ne dévie pas de sa route, nous devons imposer un confinement entre ces deux lignes. »

A droite, il trace un trait de Corbeil-Essonne à l'extrémité nord de la frontière avec la Belgique. A gauche, un second entre La-Chapelle-la-Reine, en Seine-et-Marne, jusqu'à Calais.

« De part et d'autre, à l'extérieur de cette zone, la radioactivité sera, sinon nulle, du moins négligeable.

— Bigre, s'exclame le Premier ministre, ça fait du monde à enfermer ! Messieurs, des observations ? »

Le jeune ministre de l'Environnement se tortille sur sa chaise. Oui, sa charge l'oblige à poser une question, dit-il, adoptant cet air important qui exaspère invariablement ses collègues à chaque Conseil des ministres. Il est inquiet pour l'état de la Seine. Une vague radioactive préoccupante chemine vers Paris et la région de Rouen, il aimerait...

« Non, mon vieux ! Pas maintenant, ce n'est pas le moment. »

De temps à autre, le Premier ministre s'oublie. Il « pique sa crise », disent alors ses collaborateurs. Là, il houspille un membre de son gouvernement devant tout le monde. Écarlate, le ministre de l'Environnement toussote pour récupérer une contenance. Charitable, le Premier ministre ajoute :

« Les usines d'eau potable interrompront leurs pompages avant l'arrivée de cette vague. Les pompiers et l'armée assureront au besoin le ravitaillement. Un rationnement sera instauré à Paris le moment venu. Là-dessus, les vues du ministre de l'Intérieur sont très pertinentes. M. Montand, nous vous écoutons. »

Le ministre de l'Intérieur ne parle pas de l'hypothétique attentat contre la centrale nucléaire. Cette affaire l'exaspère. Ce matin, lorsque les policiers ont quitté son bureau, il a dû se fendre d'un communiqué de presse

ampoulé. Depuis, les journalistes assiègent le téléphone de son attachée de presse.

Cependant, au cours du repas de midi — car Arthur Montand prend toujours le temps de déjeuner, même pendant les crises les plus graves — il a eu une idée, dont il s'est empressé de faire part au Premier ministre.

« Ce rationnement de Paris en eau potable est un faux problème, lance-t-il en balayant l'assemblée d'un regard légèrement ironique. En effet, passée la période de confinement, la population n'aura qu'une chose en tête : aller quelques semaines au vert en attendant que la pollution décroisse. Qui dit moins de monde dit moins de consommation. »

Montand sourit finement avant de poursuivre : s'il a bien compris, les pouvoirs publics vont avoir besoin de beaucoup d'eau pour décontaminer Paris.

« Je suggère donc de pousser à l'exode. Sans le dire clairement, si vous voyez ce que je veux dire... »

Stupéfait, le ministre de la Santé regarde son collègue de l'Environnement. Celui-ci a définitivement choisi de se taire. Il digère mal la rebuffade de tout à l'heure.

« Une politique d'évacuation appropriée peut être la meilleure incitation au délestage de l'agglomération parisienne. A terme, c'est ce qui nous coûtera le moins cher. Voilà, termine Arthur Montand d'un air satisfait. J'en ai déjà parlé à notre ami de l'Éducation nationale, il propose de nous simplifier la tâche. »

Pierre-Alain Chèvelin a beau être épuisé, il comprend enfin pourquoi leur collègue assiste au Conseil interministériel. Le ministre de l'Éducation nationale propose un départ en vacances anticipé de tous les écoliers, lycéens et étudiants de la région.

« Je pense aussi réserver en janvier toutes les classes de neige, les classes de mer et les classes vertes pour les enfants du primaire des zones touchées par le confinement, histoire de rassurer les parents. »

Le Premier ministre approuve immédiatement. L'assistance entérine pour la forme. Depuis quelques minutes, le ministre de la Santé se tortillait sur son siège — fort inconfortable au demeurant ; ces chaises Louis XV sont splendides, mais leur rembourrage lui rappelle désagréablement les prie-Dieu de son enfance. Ce qu'il a à proposer est délicat, il commence donc par une banalité :

« Nos spécialistes détermineront, mais je pense qu'il est préférable de conseiller aux femmes enceintes de ne pas rester dans les zones contaminées au-delà d'un certain taux. Et puis, poursuit-il précipitamment, je crains que beaucoup réclament une IVG. Vous vous souvenez de ces avortements en série en RFA, au moment de Tchernobyl? Certes injustifiés! Mais enfin... »

Le ministre de la Santé prend sa respiration, et propose de suggérer au corps médical une attitude compréhensive à l'égard des femmes ayant — un peu — dépassé la limite légale des quatre-vingt-dix jours de grossesse.

Le très catholique ministre du Budget esquisse un geste de protestation. Peu soucieux d'ouvrir une discussion aussi épineuse, le Premier ministre préfère éluder :

« Nous verrons cela plus tard. Docteur Mage, vous êtes un grand spécialiste de ces questions : que proposez-vous pour l'évacuation ? »

Le chef du département radioprotection du CEA est une sommité mondiale en matière d'optimisation économique de la protection contre les radiations. Les Russes ont même utilisé ses compétences en 1986. Il a écouté les interventions d'un air légèrement ennuyé, comme s'il déplorait leur piètre niveau de réflexion.

« Messieurs, commence-t-il de sa voix haut perchée, la question de l'évacuation ne peut être sérieusement tranchée que sur la base d'un calcul économique. Dans la situation présente, les normes valables en temps normal se révèlent impossibles à respecter. Dans cette affaire, les becquerels n'ont pas à être pesés à l'aune des limites de dose de la réglementation, lesquelles représentent surtout, vous le savez bien, des garde-fous pour l'industrie... »

Gêné, Pierre-Alain Chèvelin regarde ailleurs. Il n'aurait jamais exprimé les choses si crûment.

Le Dr Mage se lance dans une démonstration économique de haute volée. Quand les dépenses de santé induites par une contamination collective dépassent le coût d'une évacuation, alors il ne faut pas hésiter à déplacer les populations. Ce raisonnement s'applique naturellement aussi aux procédures de décontamination. Cependant, l'évaluation des coûts n'est pas seulement financière. Les conséquences sociales, socio-politiques et psychologiques de l'option retenue doivent être également quantifiées.

« C'est pourquoi j'approuve le raisonnement de M. le ministre de l'Intérieur : une évacuation temporaire plus large que nécessaire, et donc

plus coûteuse, est à terme un bon investissement. »

Le docteur se lève pour dessiner un schéma sur le paper-board. Il propose l'évacuation définitive, aujourd'hui même, d'environ cinq mille personnes : ces villages devront rester interdits d'accès, sinon définitivement, du moins de longues années.

« Cette mesure serait à la limite suffisante. Les doses reçues ailleurs n'induiront, au pire, que des modifications à peine perceptibles de la formule sanguine dans l'immédiat, et des détriments à long terme dilués dans la statistique. »

Le ministre de l'Environnement retient mal une réplique cinglante : un tel cynisme a de quoi révolter ! Mais ses collègues restant muets, il se résigne à écouter la suite en silence, d'autant qu'au sein du gouvernement, il est affligé d'une réputation de « boy-scout » assez désagréable. Ce n'est pas le moment d'étaler les bons sentiments, se dit-il, lucide.

« Mais on enclencherait alors une dynamique de confiance. Les gens compareraient ce chiffre de cinq mille avec les cent trente mille habitants évacués autour de Tchernobyl. Ils se souviendraient — enfin, les journalistes se souviendraient — que Kiev n'a pas été évacuée, et ils choisiraient de rester chez eux. N'oublions pas que nous voulons pousser les gens à partir à la campagne ou à la montagne pour réaliser des économies d'eau, voire des dépenses de santé.

« Nous avons intérêt à frapper les esprits. Cela coûtera plus cher sur le moment. On 7 gagnera à long terme. »

Le Dr Mage propose donc d'évacuer, progressivement et tranquillement, quarante mille habitants entre Nogent-sur-Seine et Vert-le-Grand. Cette localité étant assez proche de Paris, les habitants de la capitale seront impressionnés, et partiront d'eux-mêmes assez volontiers.

Le ministre de l'Intérieur ne cache pas son enthousiasme : cette philosophie politique, sous-jacente au discours économique, correspond exactement à l'attente anxieuse du Gouvernement, qui jusque-là pare au plus pressé sans véritable stratégie- Le Premier ministre y voit en plus un autre avantage : la contestation — qui ne devrait pas tarder à sourdre dans l'opposition — sera incapable de tenir sur un terrain aussi opérationnel... et rationnel.

Durant l'exposé de M. Mage, le teint du Pr Faucon est passé du gris clair au gris foncé. Il est furieux. Ce n'est certes pas lui qui contesterait la théorie de l'optimisation économique des secours. Il la connaît parfaitement, et

même l'approuve. Mais le Dr Mage a pris l'initiative à un niveau tel qu'une fois de plus, Pierre Faucon va se trouver réduit au rôle ingrat de compilateur d'analyses. Puisqu'il centralise toutes les données sur la radioactivité, c'est à lui que la presse va s'adresser. Or, si la proposition de Mage est adoptée par le Conseil, la priorité n'est plus donnée à la radioprotection. Les critères politico-économiques l'emportent.

Et de fait, le Premier ministre adopte cette proposition et change de sujet : depuis ce matin, le Luxembourg réclame à cor et à cri l'arrêt de Cattenom. Cette centrale nucléaire, de construction antérieure à celle de Nogent, mais du même modèle, se trouve tout près de la frontière. Le Premier ministre est d'avis de ne pas céder. Il se tourne vers le président d'EDF, qui astique machinalement son soulier droit en le frottant sur sa chaussette gauche.

« Qu'en pensez-vous ? »

Le président rectifie la position.

« D'après l'analyse des spécialistes de sûreté du CEA et d'EDF, l'accident que nous venons de subir à Nogent n'a aucune chance de se reproduire sur une autre centrale. Bien que sa cause exacte reste obscure, aucun des incidents répertoriés depuis treize ans sur les réacteurs PWR, pardon REP, ne peut expliquer ce qui est arrivé... »

Arthur Montand lance un coup d'œil amusé à Gérard Chazalon, de la direction d'EDF, assis près de son P-DG. Chazalon rage : non, malgré la quasi-certitude du ministre de l'Intérieur, lui ne croit toujours pas à l'attentat terroriste. Mais alors, pourquoi? semble lui demander Montand en écoutant toujours le président d'EDF.

« Nous en concluons qu'il ne s'agit pas d'un défaut générique. Aucune mesure générale impliquant l'arrêt de nos centrales ne s'impose. Je vous laisse le soin, en revanche, de juger si, politiquement, ce serait opportun. Cependant, arrêter une seule centrale, pour atténuer la pression d'un groupe contestataire, risquerait bien de produire l'effet inverse, en paraissant justifier méfiance et crainte vis-à-vis de notre technique. »

Les écologistes du Luxembourg, de la Sarre en RFA, de la Belgique, de la Hollande ont mobilisé leurs troupes. Demain dimanche, des cars vont converger vers Cattenom où est prévue une manifestation.

« Il y aura des élus luxembourgeois, allemands, et même des Italiens et des Danois du Parlement européen, s'enflamme Arthur Montand. C'est une vraie coalition contre la France ! Ils ne réussiront pas. Avec mon collègue

de la Défense, nous avons envoyé dix mille gendarmes et CRS pour boucler la région. Personne ne s'approchera à moins de quinze kilomètres de notre centrale. »

Le Premier ministre soupire : avec les problèmes en Ile-de-France, ce n'est pourtant pas le moment de distraire les forces de l'ordre.

« Donnez des consignes strictes à vos hommes : je ne veux pas de blessés. En face, il y aura des élus... Imaginez l'effet désastreux sur l'opinion publique chez nos voisins ! »

Le chef du Gouvernement se lève, signifiant la fin de la séance. La plupart des experts, ainsi que les ministres du Budget, de l'Industrie et de l'Environnement comprennent alors qu'on les a conviés à ce Conseil interministériel pour une seule raison : éviter les fausses notes au cours des inévitables prestations médiatiques des jours à venir.

En sortant, le Premier ministre prend Pierre-Alain Chèvelin à part :

« Je n'ai pas voulu faire la remarque devant tout le monde : ce matin, quand vous avez été interrogé par Europe 1, vous auriez pu vous dispenser d'inciter les Parisiens à rester chez eux. » Le ministre de l'Industrie ne pouvait pas savoir...

Actuel, rue du Faubourg St-Antoine. 14 h.

Armèle Tchernicov s'inquiète pour son scooter : s'il reste dans la cour, des particules radioactives vont se coller à la selle, sur le guidon, partout. Elle n'a pas envie de passer une heure à décontaminer un Vespa, surtout avec la température qui règne à l'extérieur.

« Dis donc, Philippe, pendant que je prépare l'émission, tu veux pas t'occuper de le hisser dans l'entrée de l'immeuble ? Figure-toi que ça peut servir, un moyen de locomotion indépendant par les temps qui courent,

ajoute-t-elle en voyant la mine ahurie du journaliste d'Actuel. Il faut penser à tout. Je sais pas, demande un coup de main à quelqu'un ! »

Philippe Vandame descend en haussant les épaules. Dans l'ascenseur, il croise un grand bonhomme hirsute. Sans doute le physicien attendu par Armèle, pense-t-il, surpris par sa tenue. Armèle lui a parlé d'un membre du Conseil supérieur de sûreté nucléaire. Il n'imaginait pas que quelqu'un d'aussi important puisse être aussi négligé.

Marennnes s'est perdu place de la Bastille en remontant du métro. Il entre tout essoufflé dans les bureaux de Radio-Nova. Armèle l'accueille plutôt sèchement.

« Alors, expliquez-moi comment un confinement peut être dangereux pour la population. C'est bien ce que vous disiez au téléphone ?

— Je n'ai pas dit UN confinement, mais LEUR confinement. »

René Marennnes n'a pas son pareil pour économiser ses mots quand il décide de piéger son interlocuteur. Il tire une feuille de son cartable usé par quinze ans de dur service.

« Quand on songe que ces braves gens marinent dans 196

la radioactivité depuis plusieurs heures ! Je m'en veux de n'y avoir pas pensé plus tôt. Regardez. »

Armèle s'énervé. La signification des quatre courbes fièrement exhibées par le physicien lui échappe totalement. Elle n'a pas le temps de jouer aux devinettes scientifiques. Marennnes s'instaure pédagogue :

« Le nuage arrive. Vous vous bouclez chez vous, vous calfeutrez soigneusement tous les orifices, comme le conseillent nos chers officiels. Ne croyez pas que votre logement soit pour autant étanche. Un certain renouvellement de l'air se produit, surtout en hiver à cause du tirage causé par la différence de température entre l'intérieur et l'extérieur. Donc, la radioactivité va entrer et diffuser dans toutes les pièces, c'est inévitable. Tenez, si vous supposez que le nuage passe pendant une heure, et que vous ayez réussi à réduire votre renouvellement d'air à un quart de volume par heure, eh bien... voyons, voyons... voilà, regardez la courbe rouge : quand le nuage sera passé, votre dose atteindra onze pour cent de celle que vous auriez prise en restant à l'extérieur. »

Oui, jusque-là, Armèle suit. Mais quelle autre solution que s'enfermer ? Les yeux de René Marennnes pétillent. Si l'air a du mal à rentrer, répond-il, il a aussi du mal à sortir. Si cet air est radioactif, les personnes enfermées prennent des doses tant qu'elles le respirent.

« Le calcul montre... là, sur la courbe verte, que si vous restez enfermé un jour ou deux, comme vous y incitent charitablement les brochures officielles, vous recevez en fin de compte pratiquement la même dose que les petits oiseaux.

— Mais alors, balbutie Armèle, il faut dire aux gens d'ouvrir en grand après le passage du nuage...

— ... mais de rester quand même à l'intérieur pour se protéger des rayonnements émis par la radioactivité déposée sur le sol et les façades. »

Triomphant, Marennes clôt sa démonstration en remballant ses courbes. Philippe Vandame est remonté à temps pour en entendre la fin. Excité — Armèle a toujours été impressionnée par l'excitation perpétuelle des journalistes d'Actuel — il se précipite sur le physicien.

« Mais c'est fantastique, votre histoire ! Complètement nouveau ! Du jamais entendu ! Armèle, on ouvre là-dessus.

— Attendez, j'ai une meilleure idée, propose René. Pendant que vous commencez votre émission...

— On a déjà commencé, précise Philippe d'un air important, on a interrompu nos programmes normaux depuis 10 h ce matin.

— Très bien ! Donc, j'appelle un ami, Jean-Marie Duroc. Vous le connaissez, Armèle, c'est le gars qui mesure la radioactivité atmosphérique au labo de l'École normale sup', rue d'Ulm. Il saura le moment exact où la radioactivité retombera. On conseillera alors à tous les gens qui habitent au sud de la rue d'Ulm d'aérer au maximum leur appartement pendant une bonne heure. Gare aux bronchites ! »

René Marennes ouvre à nouveau son cartable. Cette fois, il en tire des boîtes de tablettes d'iode qu'il distribue à la ronde, n'oubliant personne, pas même le technicien enfermé dans sa régie.

« Avalez-moi ça avec une gorgée d'eau, ça ne peut pas vous faire du mal. »

Émus, Philippe, Armèle et quelques permanents du journal, descendus de leurs étages pour donner un coup de main, se passent une bouteille d'eau minérale de main en main.

« J'ai l'impression de tourner un film », pouffe la fille préposée au standard.

Avant d'entrer en studio, Armèle s'empare du téléphone. Elle appelle deux personnes : Luc Chéreau, le spécialiste scientifique de TF1 qui l'a éconduite ce matin ; une amie, journaliste dans un quotidien. Armèle garde

les pieds sur terre : Radio-Nova n'ayant pas la plus forte audience d'Ile-de-France, les gens importants n'ont guère de chances d'être à l'écoute cet après-midi. Mieux vaut les avertir de l'opération montée par Actuel. Armèle a l'intuition de participer à un « coup » dont les autres médias parleront longtemps.

il est 15 h 30. Sur Radio-Nova, Philippe Vandame s'adresse aux auditeurs, volubile et nerveux, comme d'habitude :

« Restez avec nous tout l'après-midi, où que vous habitez. Nous allons vous offrir un radio-guidage, un guidage radiologique si vous préférez. Grâce aux professeurs Marennès, qui se trouve dans le studio avec nous, et Duroc, en liaison téléphonique depuis le laboratoire de l'Ecole normale supérieure, nous allons suivre minute par minute l'avancée du nuage radioactif, sa croissance sur Paris, et sa décroissance lorsqu'il montera vers le nord. »

Palais de l'Elysée, 15 h 30.

Le président de la République gagne son bunker antiatomique, situé sous le palais, en compagnie de ses principaux conseillers.

Hôtel Matignon, 15 h 30.

Le Premier ministre et son chef de cabinet rejoignent également leur bunker.

Assemblée nationale, 15 h 30.

L'abri antiatomique reste vide : la session parlementaire fait relâche pendant le week-end.

Avenue du Père-Lachaise, 15 h 30.

Les voisins d'Armèle Tchernicov cessent momentanément de crier pour écouter attentivement la télévision : le nuage radioactif vient de dépasser Chilly-Mazarin, il arrive sur Fresnes, où on craint le pire à la prison.

En effet, les détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis située légèrement plus au sud, exactement au centre du nuage, viennent de prendre deux surveillants en otage. Il semble que la coupure des ventilations et d'une partie du chauffage dans cette prison surpeuplée soit à l'origine de leur colère.

Paris, 15 h 30.

Des voitures sonorisées, municipales ou militaires, sillonnent encore les rues pour conseiller aux badauds de s'abriter. Les voies publiques sont déjà pratiquement vides. Mais au quartier Latin, autour de Saint-Germain-des-Prés, des gares et de Notre-Dame, des sans-abri errent toujours, isolés ou en bandes. Comme chaque hiver, ils déambulent le jour dans la ville, réservant leurs soirées à la quête d'un asile. Cet après-midi, les foyers d'hébergement temporaire sont fermés. Les haut-parleurs répètent que les stations de métro seront verrouillées à 16 h précises jusqu'au lendemain matin. De même pour les gares.

Si les esplanades bétonnées des quartiers chinois, entre les portes d'Italie et de Bercy, sont pratiquement silencieuses, seulement balayées de ces affreux vents coulis qui s'infiltrant entre les tours, en revanche les ruelles, les impasses et les venelles des XVIII^e, XIX^e, XX^e arrondissements restent animées. Toujours ces faubourgs parisiens, peuplés d'immigrés et grouillants d'enfants! Les CRS qui patrouillent s'arrachent les cheveux. Pas moyen d'approcher un groupe sans qu'aussitôt causeurs et joueurs ne s'égaillent, impressionnés par les uniformes.

Entre les portes de Saint-Ouen et de Clignancourt, dans les HLM alignés le long du boulevard périphérique, des mères courent après les adolescents en patins à roulettes ou juchés sur des vélos-cross, qui refusent de rentrer dans les appartements. Quelques jeunes gens avertis, plus ou moins chefs de bandes, s'estimant investis d'une responsabilité, passent dans les caves pour déloger autoritairement les gosses, soûls de musique ou défoncés à la colle.

Les consignes sont précises : entrez ou sortez, mais bouclez les issues, calfeutrez les fenêtres, bouchez les aérations, coupez les ventilations. Si vous devez absolument sortir, à vos risques et périls, attendez au moins 18 h, et alors, protégez-vous soigneusement.

De Barbes à la place Clichy, dans l'île de la Cité, près de la tour Eiffel et du Trocadéro, sur les parkings des Novotel, Frantel, Holliday-In et autres

chaînes hôtelières, des dizaines et des dizaines d'autocars vides sont garés le long des trottoirs. Les milliers de touristes toujours présents dans Paris, même hors saison, ont été renvoyés dans leurs hôtels, et regardent la télévision, sans parfois comprendre un traître mot des commentaires.

De l'épicerie arabe aux Galeries Lafayette, de la boucherie kasher à la Samaritaine, du supermarché asiatique à Fauchon, les magasins sont fermés. Ceux qui disposent d'un rideau de fer l'ont tiré. D'autres ont affalé leurs stores de toile au plus bas, pour protéger au mieux les devantures.

Depuis l'aube, pas un train n'a quitté la gare d'Aus-terlitz. Pas un non plus n'est arrivé. Les convois ont été stoppés dans les gares précédant le périmètre de sécurité établi au sud de Paris. A présent, les gares Montparnasse, Saint-Lazare, du Nord, de l'Est et de Lyon ferment à leur tour. Interrompu à la dernière minute pour permettre un maximum de départs autrement que par la route, le trafic Paris-province ne sera pas rétabli avant que tous les trains, stationnés à l'air libre, aient été décontaminés. Demain ou les jours suivants.

Mais si la circulation des trains n'est plus assurée, les halls sont pleins de monde. A partir de 10 h ce matin, les employés de la SNCF ont condamné des issues, placé des bouchons sur les immenses bouches d'aération, tendu des bâches devant les ouvertures parfois béantes des entrées, limitant au mieux la pénétration des particules radioactives à l'intérieur. Personne ne se fait d'illusions : véritables nids à courants d'air, les gares sont condamnées à subir une décontamination intensive.

Des milliers d'automobilistes caressent toujours l'espoir de s'échapper avant l'arrivée du nuage. S'ils se trouvent sur le périphérique nord, ils ont encore des chances. Malheureusement, avec la fermeture de toutes les issues du sud, les côtés ouest et est du boulevard sont engorgés. Piégés dans leurs voitures, les gens écoutent avec terreur les informations sur les autoradios.

Entre la porte de Champerret et la porte de Clichy, une famille de cinq personnes, confortablement installée dans une Mercedes, semble plus calme que les autres. A condition que l'embouteillage ne dure pas trop longtemps — après tout, les files avancent un peu — les passagers ne craignent pas la contamination à l'intérieur de la voiture. Le papa est très fier de sa climatisation, dotée d'une fonction « air recyclé ». D'ordinaire, il l'utilise quand il est coincé dans un tunnel. Cette fois, le nuage radioactif remplacera les gaz d'échappement, voilà tout.

La file d'automobiles n'avance plus d'un pouce : des conducteurs viennent d'abandonner leur véhicule au milieu de la voie. Ils courent vers les sorties, ou escaladent les grillages et les murs, au besoin en se faisant la courte échelle. Tous pensent aux bouches de métro, mais celles-ci se trouvent toujours loin du périphérique. Seront-elles encore ouvertes?

Ainsi, porte Maillot, des dizaines de personnes ont trouvé refuge dans le hall de l'hôtel Concorde-Lafayette. Un homme en proie à une crise de nerfs se roule sur la moquette, sous les yeux ébahis des grooms en livrée. Son épouse drapée dans un manteau de zibeline, très grande dame, hausse les épaules :

« Que voulez-vous, il y tenait à sa Ferrari toute neuve ! »

Aux environs de 16 h — nul ne saurait déterminer 1 instant exact — le nuage radioactif atteint les portes sud de Paris.

7

Préfecture de Troyes. Samedi, 17 h.

A 9 h 30 ce matin, un hélicoptère s'est posé devant la préfecture. Le commissaire de la République, Jean-François Troussac, était mal à l'aise en

grimpant l'escalier couvert d'un tapis rouge. Quelle contenance adopter face à ses collaborateurs qui l'avaient cherché en vain toute la nuit? Quelles explications fournir au ministère de l'Intérieur, qui n'allait pas manquer de le sanctionner pour son absence? Que répondre? Les accus de son Eurosignal étaient morts ? Allons donc ! La carrière du préfet était fichue, brisée, anéantie, Jean-François Troussac le savait bien.

Thierry Langlais, son jeune directeur de cabinet, s'est montré irréprochable. D'une efficacité remarquable ! Le sous-préfet d'astreinte, Martin Naessig, se trouvait déjà à Nogent-sur-Seine, au PC opérationnel situé sur la rive gauche, hors de la zone contaminée. Langlais a résumé la situation à Jean-François Troussac, de façon concise, claire. Il lui a rapidement montré les installations du PC fixe de l'Aube, aménagé dans la nuit au rez-de-chaussée d'après les instructions retrouvées dans le dossier du plan ORSEC.

Les secours étaient en fait dirigés de Nogent, mais la préfecture devait centraliser les renseignements envoyés par les pompiers, les gendarmes, les services sanitaires, les réseaux de transmission, les mairies. Des salles habituellement réservées aux réunions et aux services administratifs avaient été transformées à la hâte en bureaux fonctionnels, tapissés de cartes d'état-major et d'organigrammes. Des fils téléphoniques couraient dans tous les coins, des postes étaient étiquetés « réseau intérieur préfecture », « ligne PC opérationnel », « ligne extérieure ». Descendu du premier étage, le télex ne cessait de crépiter. Thierry Langlais a terminé la visite par une précision : « J'ai pris la liberté d'annexer deux bureaux à l'étage pour y installer la salle de presse. Plusieurs téléphones extérieurs ont été ajoutés, un télex supplémentaire et un télécopieur arriveront dans la matinée, des ouvriers posent des câbles électriques pour permettre aux équipes télévisées de brancher leurs projecteurs. Pour l'instant, je n'ai reçu qu'un seul journaliste, en plus de notre presse locale. Il est même arrivé en pleine nuit. Un type de France-Inter, averti avant tout le monde je ne sais trop comment.

— Où est-il ?

— Parti casser la croûte dans un bistrot. Voilà, si vous le permettez, j'aimerais aller me reposer quelques heures. »

Jean-François Troussac aurait eu mauvaise grâce à refuser. Il a pris le relais, presque machinalement, impressionné par le travail déjà accompli, mais détaché des événements, tant son angoisse de la sanction était grande. Malgré l'activité fébrile qui régnait dans la matinée en préfecture, il a trouvé

le temps de téléphoner au château de Bourron-Marlotte pour prendre des nouvelles d'Isabelle de Kergras. Celle-ci a refusé de lui parler.

En pleine forme, reposé, Thierry Langlais est revenu vers 15 h. Le préfet l'a aussitôt affecté aux relations avec la presse. Normalement, Jean-François Troussac aime beaucoup s'occuper des journalistes. Mais là, il craquait. Il avait été interrogé cent fois sur le déclenchement de l'alerte et la mise en œuvre du plan ORSEC au milieu de la nuit. Naturellement, plusieurs journalistes l'avaient questionné sur les raisons de son absence. Il préférerait vraiment se décharger sur son directeur de cabinet.

« Non messieurs, je suis désolé, il est vraiment impossible d'accéder à la centrale nucléaire. »

Jamais Thierry Langlais n'aurait pensé que tant de journalistes allaient fondre sur Troyes. Des Français, mais aussi des Allemands et des Suisses. La salle de presse est bondée. Les quatre malheureux téléphones sont assaillis et le télécopieur est tombé en panne à midi. Certes, les journalistes ne restent pas très longtemps à la préfecture. Ils s'aperçoivent vite que rien ne se décide ici. Ils préfèrent gagner Melun, la préfecture de Seine-sur-Marne, département beaucoup plus touché par les retombées du nuage. Mais avant de partir, ils exigent des bilans, des chiffres, des prévisions, voire des interviews du préfet pour la radio ou la télévision. Troussac fait répondre qu'il est débordé. Aussi Thierry Langlais répète-t-il inlassablement la même chose.

« Nogent est pratiquement à la frontière de l'Aube et de la Seine-et-Marne. Aussi, quatre communes seulement ont-elles été évacuées : une partie de Nogent, bien sûr, La Motte-Tilly, Courceroy et Frépa-rois. Une évacuation sans doute définitive pour les trois premiers villages, où la concentration de particules radioactives est telle que, même confinée, la population courrait de grands dangers. A Beaulieu, les habitants resteront confinés deux ou trois jours. Il faudra ensuite décontaminer leurs maisons.

— Qui s'est chargé de l'évacuation ?

— Le plan ORSEC prévoit la réquisition des autocars du département. Mais il prévoit aussi une évacuation préventive, avant l'arrivée du nuage. Or, l'accident a pris tout le monde de court, et les sauveteurs ont donc travaillé dans des conditions très difficiles. Des militaires conduisaient les cars, et des pompiers sont allés chercher les personnes isolées dans la campagne. Notre région est rurale, vous savez.

— Mais il n'y avait sûrement pas assez de vêtements et de masques pour protéger les gens, sauveteurs et habitants sinistrés, qui ont dû sortir en zone contaminée !

— Vous avez raison, il n'y en avait même pas du tout. Mais les évacuations ont été menées très rapidement, la zone n'étant pas très large. Les centres de regroupement — essentiellement des collèges et des gymnases du département — possèdent des douches, et les gens sont contrôlés en arrivant. Les malades, les handicapés et les femmes enceintes ont été transférés vers les hôpitaux et les maisons de retraite de Troyes, de Bar et de Romilly. »

En général, lorsque Thierry Langlais évoque les centres de regroupement des populations évacuées, les journalistes se précipitent vers leur voiture. Ils veulent apprécier les conditions d'hébergement.

Thomas Guerlin, le reporter de France-Inter, vient de revenir à la préfecture. Il avait disparu après son petit déjeuner, avalé dans un bar près de la cathédrale. En fait, il s'est débrouillé pour accompagner une équipe de pompiers troyens tout près de Nogent. Langlais l'a entendu, à la radio, commenter en direct d'une cabine téléphonique l'arrivée des habitants de Nogent dans un CES de Romilly. Un garçon débrouillard !

Thomas est dans un drôle d'état. Pas rasé, naturellement, mais surtout bizarrement habillé. Comme Langlais s'informe de ce qui lui est arrivé, le journaliste raconte son aventure :

« J'étais dans une cour de ferme avec les pompiers, et un gros ballot de foin est tombé d'une grange. Je sais, c'est idiot, mais j'ai voulu récupérer mon magnétophone. Il était enfoui sous les brindilles, je n'ai pas fait attention, je me suis retrouvé contaminé des pieds à la tête. Vous devinez la vitesse à laquelle j'ai cavale sous une douche ! Le propriétaire de la maison m'a prêté des vêtements. C'est le genre de bonhomme à être bâti comme un catcheur. Vous pouvez constater que ce n'est pas mon cas. Voilà pourquoi je ressemble à un évadé d'hôpital psychiatrique. »

La plupart des journalistes encore présents en salle de presse regardent la télévision. Des images stupéfiantes défilent sur l'écran : dans la matinée, Antenne 2 a placé des caméras fixes sur les Champs-Élysées et dans quelques quartiers de Paris. Rien ne bouge, les rues sont désertes, les volets clos lorsque les immeubles en ont. Impressionnant pardessus tout : le silence absolu. Comme si la capitale était morte. Sans doute les autres villes

situées sous le trajet du nuage présentent-elles les mêmes caractéristiques, mais à Paris, le spectacle est encore plus lugubre.

Indifférent, Thomas Guerlin dicte un article au téléphone.

« Les pompiers manquent cruellement d'équipements de protection. Beaucoup d'hommes ont largement dépassé les doses maximum admissibles au cours de leurs interventions en zone contaminée. Ils travaillent en treillis, le visage simplement couvert par un foulard. Nombre d'entre eux ne sont pas des professionnels, mais des sapeurs volontaires.

« Tout est sujet à problème dans une situation de crise. Le manque d'équipement, bien sûr. Mais aussi, pour vous citer un autre exemple, la mauvaise qualité des transmissions radio. Comment les secours peuvent-ils se coordonner s'ils communiquent mal ?

« Les pompiers possèdent une fréquence radio : 85 mégahertz. Celle-ci est constamment brouillée, notamment par les radios privées. Heureusement, des particuliers viennent à leur secours : les radio-amateurs, qui jouent un rôle fondamental en cas de plan ORSEC. Certains de ces passionnés sont regroupés dans une association préoccupée de sécurité civile. Ils émettent sur 27 ou 400 mégahertz, des fréquences toujours libres. Dès que les pompiers sont en difficulté, ils font appel à eux. Un capitaine m'a dit cet après-midi : " Ces hommes sont nos filets de secours. On leur sous-traite nos transmissions. "

« Je n'ai suivi que les secours de l'Aube. Soyez certain que dans tous les départements français, en ce moment, des particuliers mettent leurs compétences au service de la population. »

Thomas Guerlin ne raccroche pas. Au bout du fil, un rédacteur en chef lui demande de se rendre sur la route départementale 951. Il paraît que des bulldozers ont commencé à arracher le goudron et ôter la terre des fossés, pour rendre la voie à la circulation. Cette route étant interdite en venant de Paris, peut-il aller vérifier de son côté, puisqu'il se trouve à Troyes et qu'il entretient de bonnes relations avec les autorités du coin?

Le journaliste soupire à peine. Il sait bien qu'il ne rentrera pas chez lui ce soir. A tout hasard, il tente de téléphoner à sa copine. Mais le disque est impitoyable :

« Par suite d'encombres... veuillez renouveler votre appel ultérieurement... »

Quartier Saint-Brice, Provins. 17 h.

Hervé Ruel dort depuis 15 h, entre les draps Mickey tout froissés, dans une chambre en désordre pleine de vêtements et de vaisselle sale. Toute la matinée, Sylvie est restée affalée sur le lit devant les informations télévisées. Il essayait de la sortir du mutisme où elle s'était enfermée depuis l'évocation par le président d'EDF d'une « erreur humaine » comme cause possible à l'accident de la centrale nucléaire. Improvisant un déjeuner à base de riz, d'oignons frits et de sauce tomate — le réfrigérateur était vide, puisque le couple avait prévu une sortie à l'hypermarché dans l'après-midi — il a appelé sa femme dans la cuisine pour manger. Elle ne répondait pas, refusant de quitter la télé. Gentiment, Hervé est arrivé avec un plateau garni. En silence, elle a vidé son assiette.

Vers 13 h, elle s'est habillée, daignant enfin parler :

« Le rendez-vous chez le gynéco, c'est bien à 14 h 30 ? OK! Je pars, je vais voir Martine en passant. Non, je t'assure, je préfère y aller seule. D'ailleurs, tu dois rester à la maison, au cas où EDF appelle, c'est toi qui me l'as dit ce matin. »

Cette dernière phrase était railleuse, Hervé l'aurait juré. Mais bon sang, pourquoi lui en vouloir? Parce qu'il tenait les commandes la nuit dernière ? Est-ce sa faute à lui si les tuyaux se sont brisés? Si aucune procédure préétablie n'existe pour ce type d'accident ? Si l'ingénieur de sûreté a craqué nerveusement, sans trouver de parade? Évidemment, Sylvie ne peut pas comprendre cela. En revanche, elle comprend fort bien qu'elle a traversé le nuage radioactif, et que le bébé, sans son ventre, est en danger de mort.

Le tintement du téléphone qu'on décroche tire Hervé d'un sommeil agité. Sylvie est donc rentrée. Tout doucement, il se lève. Dans le salon, Sylvie parle à quelqu'un. Hervé frotte ses yeux encore pleins de sommeil, et il écoute.

« ... il m'a fait une lettre pour l'hôpital. Je suis encore dans les temps, ça ne posera pas de problème. Le médecin dit qu'il vaut mieux faire ça en province, parce que si toutes les femmes enceintes réagissent comme moi,

les services hospitaliers d'ici vont être débordés la semaine prochaine... Oui maman, je fais ma valise et je pars tout de suite... Hervé?... »

Oh, cet horrible rire triste de Sylvie! Derrière la porte, Hervé sent une grosse boule monter dans sa gorge.

« Hervé n'a pas le droit de bouger. En plus, il a été un peu contaminé cette nuit... Non, je ne m'inquiète pas, il dit que ce n'est rien. Et puis, ce n'est pas lui qui attend un enfant, et ce n'est pas lui non plus qui va... »

Elle éclate en sanglots. Hervé se précipite vers sa femme. Il voudrait expliquer que lui aussi attend l'enfant, qu'il ne veut pas la laisser seule, qu'elle ne doit pas non plus l'abandonner en ce moment... Mais Sylvie.

sèche ses larmes d'une main rageuse, le repousse et reprend sa mère :

« Non, je ne pleure pas. S'il te plaît, tu peux téléphoner à l'hôpital, ou à la maternité? Ils en font là aussi... Je ne sais pas à quelle heure j'arriverai. Cette nuit, en tout cas. Bourges, ce n'est pas le bout du monde.* Au revoir maman. »

Elle reste quelques instants penchée sur le téléphone raccroché. Hervé n'ose pas bouger. Enfin, elle lève son visage. Sec, calme, presque souriant. Mais figé, comme un masque de carton-pâte. Elle raconte la visite. Le gynécologue a avoué ne pas connaître grand-chose aux radiations accidentelles. Cependant, depuis le matin, parce qu'il savait que ses clientes allaient lui poser la question, il s'est renseigné auprès de confrères, il a cherché dans des livres et des revues. Si une femme est victime d'une certaine contamination qui provoque mettons un ou deux rems sur l'ensemble du corps, deux ou trois fois plus que les normes en vigueur (1), la glande thyroïde du fœtus subira une irradiation mille fois plus forte, à cause de sa petite taille. A deux mois et demi, cette glande est déjà formée sur un fœtus.

(1) La norme admise sur le plan international est de 0,5 rem par an et par individu.

Sylvie poursuit sa narration sur un ton plat :

« Nous avons regardé sur une carte, et comparé mon trajet avec celui du nuage. Tu sais, à la télé on n'arrête pas de voir des cartes. Le toubib avait même relevé l'importance des retombées, zone par zone, près de la centrale. J'ai donc traversé le nuage à sept kilomètres et demi du point zéro. Même si je n'y suis pas restée longtemps, j'en ai assez respiré pour avoir été contaminée, donc irradiée. Sans compter l'irradiation due aux particules collées sur la carrosserie, que j'ai subie pendant quinze kilomètres. Tu vois,

je commence à me débrouiller dans ce jargon. Tu as compris, Hervé? Je vais avorter, c'est plus sage. »

Elle annonce cela comme si elle disait : je vais jouer au tennis. Hervé bafouille :

« Mais comment tu peux être sûre ? Peut-être que tu te trompes ! Le médecin ne t'a même pas mesurée... Il faut voir des spécialistes. »

D'une voix toujours égale, de celle prise par les institutrices en cours préparatoire pour expliquer le principe de l'alphabet aux enfants, Sylvie continue :

« Il n'est pas sûr que le fœtus meure dans mon ventre, en effet. Il est pratiquement certain, en revanche, que le bébé aura une malformation très grave s'il arrive à maturité. Tu comprends? Quant à voir des spécialistes, figure-toi que j'y ai pensé. Sauf qu'avec les milliers de femmes qui vont demander des rendez-vous, cela risque de prendre du temps. Je n'ai pas envie d'avorter à quatre mois. Autant le faire tout de suite, et qu'on n'en parle plus. »

Hervé ne peut plus articuler un son. Il sait bien que Sylvie joue un rôle, qu'elle maîtrise un monstrueux chagrin, qu'elle refuse de s'effondrer. Il le sait, mais il préférerait la voir crier, pleurer, se jeter dans ses bras et lui demander de la consoler. Sylvie se dirige vers la penderie, entasse méticuleusement des vêtements dans une valise et fouille dans le manteau qu'elle portait tout à l'heure, pour trouver les clés de la voiture.

« Excuse-moi, je prends l'Austin. Je sais que la tienne est restée à la centrale, mais je n'ai pas le choix. Impossible de partir en train, il faudrait passer par Paris, et... Bon, je ne te fais pas un dessin. »

Elle ne l'embrasse même pas. Sur le pas de la porte ouverte, elle se retourne, hésite... Son hurlement déchire le silence de la cité :

« Ton métier, c'était pas de tuer les gens et les bébés ! »

Dans le couloir, Hervé ne bouge plus. Il regarde la place s'assombrir devant la maison. Il voudrait s'éteindre, lui aussi, comme le jour qui fuit doucement devant la nuit.

Cette grand-mère affligée d'une maladie de Parkin-son, qui tremblote dans le réfectoire, n'aurait-elle pas dû être orientée vers le centre hospitalier Léon- Binet ? Ce gamin mongolien, qui hurle depuis midi, est-il à sa place dans le préau reconverti en jardin d'enfants? Et cette femme relevant de couches, qui allaite un nouveau-né dans l'inferral tintamarre du dortoir où cava-lent des mômes surexcités, ne pouvait-elle être accueillie par une clinique privée ?

Lorsque les pompiers et les militaires ont débarqué ce matin à Jaulnes, Bray-sur-Seine, Mousseau-les-Bray, Misy-sur-Yonne et tant d'autres villages désormais étiquetés « classe 1 ou 2 », c'est-à-dire là où la radioactivité atteignait quelque cent millions de becquerels par mètre carré, ils ont dû expliquer aux habitants que le confinement ne suffirait pas à les protéger d'une irradiation colossale. Irradiation? Contamination? Les mots parlaient d'eux-mêmes. Point n'était besoin de chiffres, incompréhensibles pour tous. Prévenues de l'imminence d'une évacuation par les voitures-sono, ou par la radio, bon nombre de familles tenaient prêtes quelques valises. Trop, pour la plupart. Il a fallu en abandonner dans les maisons, au grand dam des femmes que les sauveteurs ont rassurées en promettant un prompt retour.

Beaucoup, pourtant, ont refusé de quitter leur domicile. Les vieux, bien sûr, pris de panique à la vue des combinaisons blanches, ou même seulement des treillis kaki. On ne voyait pas les visages des hommes, camouflés derrière des foulards ou des cagoules. Les vieilles personnes ne reconnaissaient pas cette guerre sans armes, déclenchée sans qu'elles en aient été averties. Pourtant, la veille, elles avaient regardé les informations à la télévision, assuraient-elles, désespérées de n'avoir point conservé le souvenir d'un président de la République déclarant l'ouverture des hostilités. Un danger mortel ? Une bombe atomique ? Non, pas une bombe : une centrale nucléaire ! Et pour cela, l'exode ? Les sauveteurs et des voisins, protégés par des vêtements qu'ils jetaient avant de monter à leur tour dans les bus, ont aidé les vieillards, dociles ou rebelles, à grimper les hauts marchepieds.

Des parents affirmaient qu'ils voulaient bien partir, mais pas avant le retour des enfants placés en internat à Provins, ou Montereau. S'ils allaient

rentrer dans une maison désertée? Impossible, ont répondu les sauveteurs : le périmètre est interdit, ils les rejoindraient plus tard, ou resteraient au collège.

D'autres préféraient emprunter leurs voitures personnelles. Il a fallu leur expliquer que celles-ci étaient couvertes de particules radioactives, inutilisables. Des hommes se mettaient en colère. Ou bien désignaient leur garage, fermé. Impossible également : le parcours sur les routes contaminées allait salir le véhicule, et l'arrêt aux barrages de décontamination ferait perdre un temps précieux.

Mais puisque le nuage était déjà passé, argumentaient les mieux informés, pourquoi partir? Il n'y avait qu'à attendre une baisse de la radioactivité et organiser des ravitaillements de nourriture! A Noyen-sur-Seine, le maire s'est dévoué. Accompagnant les gendarmes, il a résumé la situation aux administrés récalcitrants : les radiations traversent les murs et les toitures, d'où ce danger de rester enfermé dans des maisons même calfeutrées ; en plus, le vent peut toujours remettre des particules en suspension.

Vaincus, des centaines d'habitants ont fini par monter dans les autocars, ou, enfreignant les consignes, par s'échapper en voiture, ralentissant ainsi l'évacuation de la population. Car les routes — des petites départementales — étaient pour le coup engorgées. Il n'était pas question d'employer la force à rencontre des citoyens peu compréhensifs. Simplement, ces récalcitrants ont été contraints de s'arrêter aux postes de contrôle radiologique en sortant du périmètre interdit.

Ensuite, selon les zones auxquelles leurs villages appartenaient, les évacués se sont retrouvés dans des centres de regroupement situés à Nangis, Sens, Provins ou Montereau.

Le lycée technique Les Panneville, route de Chalaud-la-Petite à Provins, possède quatre cent cinquante lits d'internat. A dix heures ce matin, la préfecture de Seine-et-Marne a informé le proviseur que son établissement était réquisitionné pour accueillir les populations évacuées. Encore en salle de classe, les élèves ont aussitôt été renvoyés chez eux, en tout cas ceux qui n'habitaient pas en zone confinée ou soumise à évacuation. Les autres devaient rester au lycée, et éventuellement rejoindre leurs familles plus tard dans les centres de regroupement du département.

Les livraisons se sont succédé toute la matinée et une partie de l'après-midi : cageots de légumes, sacs de pain, bidons de conserves alimentaires

par centaines. Car les réserves du lycée n'allaient pas suffire à nourrir les arrivants. Heureusement, le personnel de service était au complet. Spontanément, la plupart des employés ont décidé de rester le temps nécessaire à l'installation des évacués. Avant de partir, les élèves internes ont changé les draps des lits et vidé leurs armoires. Des dizaines de lits de camp militaires ont été apportés au gymnase, ainsi que de grossiers paravents pour permettre aux familles de s'isoler.

Vers midi, un premier contingent d'évacués est descendu des autocars pour prendre ses quartiers au lycée Les Panneville. Des Provinois, avertis de cette reconversion de l'école, attendaient devant les grilles et ont proposé spontanément d'héberger des enfants. Les autorités ont relevé leurs noms et téléphones : il fallait d'abord enregistrer les arrivants, et puis les soumettre à un contrôle spectrogamma-métrique.

Deux assistantes sociales, prévenues par la DDASS (1) de Seine-et-Marne, deux médecins généralistes et quatre puéricultrices se sont réunis dans la salle des professeurs pour harmoniser leurs interventions.

(1) DDASS : Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

A 15 h, les capacités d'accueil de l'établissement scolaire étaient saturées. Le second lycée de Provins, Thibaut-de-Champagne, a pris le relais, mais il ne possède qu'une centaine de lits. Là aussi, l'Armée a complété en apportant du matériel de campagne.

Les assistantes sociales arpentent dortoirs et préaux, cantines et salles de sport, pour vérifier si les familles sont au complet, si les personnes âgées et les enfants ne manquent de rien. Dans une pagaille indescriptible, les gens attendent leur tour aux douches, terrorisés à l'idée d'être contaminés. Quelques personnes tentent d'organiser la vie collective, mais comment-régler si vite une cohabitation entre hommes et femmes qui n'ont absolument rien en commun, si ce n'est une peur bleue des jours à venir ?

Car les informations continuent d'arriver. Massés dans les salles de télévision des élèves internes, les réfugiés se relaient pour suivre les nouvelles. Des spécialistes ou des journalistes parlent de « zones interdites pour plusieurs années », de « fixation de la radioactivité par pulvérisation de films plastiques », du « sort peu enviable des évacués définitifs »... Ils prévoient des « graves problèmes thyroïdiens à terme » et des irradiations

de « cinquante reme au corps pour les habitants des zones de classe 1 et 2 » non évacués à temps. Cet épouvantable jargon terrifie les téléspectateurs.

C'est aussi l'heure où Paris entre en catalepsie. La solitude de l'arc de triomphe sur une place Charles-de-Gaulle désertée, muette et léthargique, achève de démoraliser les évacués. Pourtant, remarque tristement une femme, les Parisiens ont bien de la chance de n'être qu'enfermés dans leurs maisons ! Si Paris est dangereux,

même pour quelques heures ou quelques jours seulement, qu'en est-il de leurs villages à eux, plus proches de la centrale nucléaire ?

Une équipe de télévision belge arrive au lycée Les Panneville. Heureuse diversion, surtout pour les adultes. Car les enfants ne s'ennuient guère au centre de regroupement temporaire. Temporaire, bien sûr ! les réfugiés de Provins l'ignorent encore, mais la moitié d'entre eux n'ont aucune chance de revoir un jour leurs maisons. Ils devront reconstruire une vie ailleurs. Mais ce soir, il est préférable de ne pas savoir.

8

Radio-Nova, 18 h.

« Notre radio-guidage touche à sa fin. Merci, professeur Duroc, vous avez été formidable. Grâce à vous, à vos appareils, nous avons pu connaître, en temps réel, la composition du nuage... »

Philippe Vandame, le journaliste d'Actuel, s'époumone au micro. Pas une fois en trois heures, il n'a profité des pauses musicales pour souffler. Quand Armèle Tchernicov prenait le relais à l'antenne, il courait dans les étages du journal pour savoir si les auditeurs appelaient, si les collègues étaient satisfaits de l'émission, si quelqu'un écoutait les autres stations, si celles-ci reprenaient l'information...

« Jamais, je crois, on n'avait informé des populations aveciant de précision et d'à-propos.

— Je vous ferai remarquer, coupe malicieusement le professeur Marennnes, toujours présent dans le studio, que c'est aussi la première fois qu'une telle catastrophe nous tombe sur le paletot.

— Bien sûr! Je m'emporte... »

Malgré la gravité de la situation, Armèle s'amuse : décidément, Philippe Vandame n'aurait aucun avenir sur une radio traditionnelle. Il est beaucoup trop fou !

Celui-ci reprend : « L'air de Paris a culminé à un million de becquerels par mètre cube.

— Il fallait effectivement, et il faut continuer, à prendre un maximum de précautions, renchérit Marennnes.

— Sans vous, professeur, nous serions en ce moment bien au chaud, confinés comme des sardines dans leur boîte, en train de siroter tranquillement les becquerels. Pour une fois, je crois que tous, nos auditeurs et nous-mêmes, trouvent un immense agrément à se geler chez eux. Mais vous ne pensez pas qu'on a suffisamment aéré?

— Une demi-heure, c'est un peu juste. Attendons encore un bon quart d'heure. »

Vandame agite le bras. Derrière la vitre du studio, le technicien lance le tube du jour : « Ancien combattant », du Congolais Zao.

La poule ne va plus pouter les œufs, le footballeur ne va plus footer le ballon...

Les lions indomptables cadavres, les léopards cadavres, les diables rouges cadavres, les journalistes cadavres, la radio cadavre, la télévision cadavre, les stades cadavres, les supporters cadavres...

Une vieillerie de 1984, exhumée pour l'occasion et le clin d'œil. Les auditeurs de la radio ne perdent pas leur sens de l'humour. Après tout, même s'ils aèrent, ils sont condamnés à rester enfermés pendant deux jours. La

jeune femme du standard arrive en courant au studio : les gens réclament La java de la bombe atomique, de Boris Vian.

« Armèle, un certain Pr Faucon veut te parler. Il a l'air furieux et dit que c'est important. Tu prends la communication dans le bureau du fond ? »

Interdite, la journaliste regarde René Marennnes, qui avale son café de travers. Pierre Faucon, le grand patron du SCPRI en personne ? Elle avait prévu des réactions officielles, bien sûr, à la rigueur un communiqué de presse, une déclaration télévisée, certainement pas un contact direct. Marennnes l'encourage d'un grand sourire. A présent, Armèle n'est plus aussi sûre de son grand « coup » journalistique. Si le physicien s'était trompé dans ses calculs ? L'équipe de Nova a peut-être fait courir un danger grave aux Parisiens en leur conseillant d'ouvrir les fenêtres.

Armèle tremble légèrement en attrapant le combiné. Elle connaît un peu le Pr Faucon. Contrairement à la plupart de ses confrères, elle le trouve plutôt sympathique. L'an dernier, à l'issue d'une conférence de presse houleuse, il l'avait invitée à visiter les installations du SCPRI, au Vésinet. Ce service tant décrié par les écologistes, qui lui reprochent sa partialité dans le débat nucléaire, jouit d'une réputation de compétence non usurpée auprès de l'Organisation mondiale de la santé. Faucon disait :

« Nous sommes les vigiles du nucléaire. Nous n'avons pas hésité à demander la fermeture d'installations, centrales ou autres, lorsqu'elles étaient dangereuses. »

Cette fois, Faucon parle sur un ton glacial. « Le respect ou le non-respect du confinement ne me regarde pas. Seule la Sécurité civile peut réagir officiellement à votre petite " opération-vérité ". Je ne conteste pas le principe d'une aération bien conduite. Mais vous savez bien que les gens ne comprennent pas toujours exactement le sens des explications scientifiques, et que le bouche-à-oreille ne fonctionne pas forcément dans le bon sens. A l'heure qu'il est, des milliers de personnes encore sous le nuage ont sans doute les fenêtres ouvertes... »

Armèle hésite entre la honte et la fierté. Si Faucon prend la peine de l'appeler, c'est que le coup a porté : la cuirasse du confinement présente bel et bien un défaut. D'un autre côté, c'est vrai, les auditeurs n'ont peut-être pas tous compris qu'il s'agissait des zones où le nuage était déjà passé. Pour récupérer une contenance autant que pour comprendre, elle risque une question :

« Si vous ne niez pas le principe de l'aération, pourquoi ne pas effectuer vous-même les mesures, et informer les gens au fur et à mesure que le nuage s'éloigne ?

— Vous ne vous rendez pas compte ! Il faudrait un matériel insensé ! Des laboratoires comme celui de Normale sup', il n'y en a pas partout. On n'analyse pas l'air si facilement, ni si vite. »

Piteusement, Armèle promet de remettre les choses au point à l'antenne.

« N'empêche que, sur le principe, on n'avait pas tort ?

— Non, vous n'aviez pas tort, concède le Pr Faucon, radouci. Écoutez, puisque vous semblez si soucieuse de la sécurité des populations, je vous propose quelque chose... »

Armèle sort du bureau en bondissant, presque aussi agitée qu'un vrai journaliste d'Actuel : demain, elle accompagne une équipe du SCPRI en zone confinée. Enfin, elle va voir à l'œuvre les fameuses camionnettes équipées de deux sondes gamma, celles que le ministère de la Santé a prêtées aux Soviétiques après Tchernobyl.

Deux camions semi-remorques, infirmerie et laboratoire combinés, ont été acheminés ce matin du Vésinet vers les centres de regroupement, où campent tant bien que mal des centaines d'habitants évacués. Ils peuvent contrôler quatre personnes à la fois. Ce n'est rien, comparé aux performances de l'ancien wagon-restaurant SNCF, transformé par le SCPRI en voiture spec-trogammamétrique capable de mesurer trente-deux personnes à la fois, soit cinq mille par jour. Basé au camp militaire de Satory, près de Villacoublay, ce wagon a été tracté par une locomotive en gare de Montereau, à la limite de la zone contaminée. Dès demain, les gens pourront se présenter aux contrôles. De toute façon, ce train bougera, en fonction des besoins.

Beaucoup plus mobiles et légères, les camionnettes passent partout, dans les villages, les hameaux, sur les petites routes départementales et vicinales. Elles s'approcheront au plus près des zones interdites, et même y pénétreront.

« Je serai dans l'une d'elles ! Vous vous rendez compte, René ? »

Armèle embrasserait volontiers le Pr Marennes, bien incapable de comprendre cette excitation purement journalistique.

« Je croyais que vous vouliez me poser des questions à propos du Conseil supérieur de sûreté nucléaire ?

— Oui, on y va, répond Armèle, un peu calmée. Mais il n'y a pas le feu. On est coincé ici pour un bon bout de temps. »

Elle le conduit vers les vieux fauteuils de skaï noir, avachis et débordant de ressorts inconfortables. Le coin-salon !

« Comment expliquez-vous qu'un accident aussi grave ait pu prendre tout le monde au dépourvu ? Un tel risque n'a donc jamais été examiné par le Conseil ?

— Vous savez, jusqu'à récemment, sous la pression des représentants du CEA et d'EDF, avec l'appui de son président, Ulysse Noël...

— Le prix Nobel ?

— Oui... l'activité du Conseil était de fait restreinte à la lettre de mission du Gouvernement. Selon les termes du décret : apprécier les résultats d'ensemble, et porter un jugement sur la façon dont est globalement assurée la sûreté nucléaire.

« Imaginez comment les responsables réagissaient quand des membres, comme moi par exemple, réputés hostiles au développement de l'énergie nucléaire, soulevaient un problème épineux : aucune réponse. Si nous insistions, un refus explicite motivé par le respect du décret. Alors, vous pensez bien que de nombreuses questions sont restées en suspens. Et justement celle sur " les conséquences d'un accident de rupture de tuyauterie de vapeur à l'atmosphère avant la vanne d'isolement, et qui causerait des ruptures multiples de tubes de générateur de vapeur "... ouf! Excusez la formulation, mais il faut être précis. »

Armèle reste interdite. Ainsi, l'accident de cette nuit a déjà été envisagé. Exactement en octobre 1986, un an après la détection de défauts à la centrale nucléaire de Fessenheim. Le président Noël avait enterré la question.

« Mais à quoi sert ce Conseil supérieur, au juste ?

— Oh, à affirmer le consensus au sein de l'Administration! Notez, sur ce plan, son succès ne s'est jamais démenti, malgré les interventions de trois ou quatre personnes compétentes et indépendantes à qui on avait fait une petite place. En face, une majorité d'hommes ignorant tout de ces problèmes. Pas forcément malhonnêtes, mais bien incapables de motiver une opinion opposée aux avis du CEA, d'EDF et du ministère de l'Industrie.

— Mais personne n'a jamais dénoncé cette mascarade?

— A quoi cela aurait-il servi? A se faire vider... Et après? Les travaux du Conseil restant confidentiels, on n'avait aucun moyen d'influer de

l'intérieur sur son fonctionnement. Quel gâchis ! »

La journaliste est sceptique. Marennnes ne noircirait-il pas le tableau? Car enfin, depuis quelques années, les informations sortent davantage. En 1987, un grand journaliste, réputé pour son honnêteté professionnelle, a été nommé vice-président du Conseil supérieur. René tempère son constat : depuis que la présidence a changé, le travail effectué est plus sérieux.

« Mais ce n'est pas avec cinq séances par an, sans aucune autorité réelle sur le CEA et EDF, qu'on peut rattraper quinze années passées à noyer le poisson.

— Si cette question concernant la rupture de tuyauterie n'avait pas été éludée, la catastrophe de Nogent aurait été évitée ? »

Le physicien réfléchit longuement. « C'est la question super-banco... Franchement, je ne crois pas. Mais on aurait su quelles parades opposer. Je ne dis pas qu'on aurait empêché tout rejet, mais il aurait été moins important. Vous n'avez pas faim ? Je mangeais bien quelque chose. »

Armèle lève les yeux de son bloc et considère la massive silhouette de René. Il n'a pas eu le temps de déjeuner, lui non plus. Mais il est vain d'espérer un restaurant ou une brasserie ouverts. Marennnes est réellement affamé. Il soupire :

« C'est vrai, tout va être fermé. Et puis dehors, c'est contaminé. Les gens ne connaissent pas les précautions à prendre avant de sortir, et ensuite pour entrer quelque part. Vos copains vont bien nous fournir de quoi préparer un casse-croûte ? »

L'équipe a en effet tout prévu. Dans la salle des maquettes, les tables de montage regorgent de pâté, jambon, rillettes, fromages, chips, baguettes de pain, packs de bière, cartons de beaujolais-village et magnums de Coca-Cola. Quelques bouteilles de Champagne, hélas déjà vides, gisent même près de la porte. Quel événement motivait donc la fête ?

« L'invasion de Paris, puis la fuite de l'ennemi vers d'autres cieux ! » s'esclaffe Philippe Vandame, la bouche pleine.

Ragaillardi par son repas correctement arrosé, René Marennnes se lance dans ce qu'il nomme « ses souvenirs d'enfance ». Un vieux qui raconte la « bombinette », les premiers pas de la bombe atomique ! L'équipe entière est suspendue à ses lèvres.

« La première fois que j'y ai été mêlé de près, c'était vraiment dans la saloperie, en mai 1962. J'effectuais mon service militaire comme appelé scientifique. En principe, le truc peinard !

« Un beau matin, on m'embarque pour In Amghel, un coin paumé du Hoggar, dans le Sahara algérien, pour faire des mesures après un essai souterrain foireux d'explosion souterraine. Les géologues, militaires ou du Commissariat à l'énergie atomique, je ne sais pas, avaient mal calculé leur coup, et la montagne avait pété. On a parlé de cette histoire il y a cinq ans, dans une émission de Polac sur l'affaire du Rainbow-Warrior. Bref, quand j'arrive là-bas, on me raconte un truc à mourir de rire :

« Pour surveiller l'accès de la zone interdite, on avait fait venir c^s bidasses, qui s'étaient bien sûr retrouvés plusieurs heures dans le nuage radioactif. Mais ce n'est pas ça qui est drôle. Car l'accident a eu lieu en présence d'une brochette de ministres. Pour du tourisme, ils ont été servis ! Bien sûr, on les a évacués en catastrophe. Et puis, ils ont dû, comme tout un chacun, passer par la décontamination, douche et tutti quanti.

« Figurez-vous que le militaire qui supervisait les douches n'avait pas reconnu Pierre Messmer, le ministre des Armées. Lui, visiblement pas très bien informé sur la radio-protection, il commence à gueuler comme un putois quand on lui pique son beau futa pour le mettre aux déchets radioactifs. Alors, le mili lui a sorti : " T'en fais pas, pépère, on va t'en donner un autre ! " Vous voyez le tableau ! Messmer a été bien, le mec n'a pas eu d'ennui. »

Philippe Vandame saute presque au plafond : il faut absolument raconter cette histoire à l'antenne. Non, tout de même, René Marennès ne peut pas aller jusque-là. Il reprend un verre de vin, et suit Armèle dans les escaliers. Obstinée, elle entreprend de le faire parler jusqu'au bout. Et lui ne se fait pas prier.

« Vous les connaissez, vous, toutes les huiles du nucléaire. Comment peuvent-ils dormir tranquille ? Ils savent bien que leur système n'est pas impeccable, qu'il y a des fissures dans les tuyaux, que tel clapet se bloque parfois, etc.

— Oh, ils se font une raison. Comprenez-moi : grosso modo, leur bazar marche. Ils ont appris à en gérer les imperfections, et ils n'ont pas de raison, pensent-ils, d'avoir peur.

— Mais enfin, ils savent bien que si quelque chose lâche, le pire peut arriver, comme à Nogent cette nuit !

— Laissez-moi rire ! Ils sont comme vous et moi. Par exemple, un petit truc cloche sur votre voiture. Mettons que, par temps humide, le frein avant gauche se bloque légèrement lors des premiers coups de pédale. Ça ne se

répare pas, sinon en changeant tout le frein. Une dépense qui vous semble injustifiée. Rien n'arrive, jusqu'au jour où, surprise par un type qui vous brûle un stop sous le nez, vous donnez un grand coup de patin. Vous vous payez une embardée magistrale, et vous allez percuter la bagnole qui avait la mauvaise idée d'arriver en face au même moment. »

Armèle pose son stylo, fatiguée. Elle se lève, regarde par une fenêtre dans la cour de l'immeuble. L'obscurité est complète à l'extérieur. Devra-t-elle passer la nuit ici ? Avant de quitter son domicile, elle a placé dans son sac de voyage, outre sa trousse de toilette comme d'habitude, un vieil imperméable, des gants de cuisine en caoutchouc, plusieurs sacs-poubelles et des torchons de coton. De quoi sortir dans la rue, et même rouler jusqu'au Père-Lachaise.

Mais pourquoi rentrer, après tout ? Demain matin, à 8 h, elle doit être au Vésinet. Il y a peu de chances pour que métro et RER soient rétablis. Il y a peut-être moyen d'emprunter une voiture. A l'idée de conduire quinze kilomètres à l'air libre, en plein mois de décembre, l'enthousiasme d'Armèle pour son reportage du lendemain décroît nettement.

René Marennes, quant à lui, décide de partir. Ce ne sont pas quelques becquerels sur les trottoirs qui l'arrêteront, explique-t-il aux journalistes étonnés en s'emmi-touflant dans des linges mouillés. Il est venu en métro ? La belle affaire ! Il rentrera à pied. Entre Bastille et Denfert-Rochereau, il n'y a guère qu'une petite heure de marche. Saluant ses compagnons de l'après-midi, il ajoute, joyeux :

« Je veux profiter de ces heures historiques : me promener dans un Paris vide. Je ne verrai pas cela une seconde fois dans ma vie. Vous, peut-être, vous êtes encore jeunes... »

Anciennes carrières de Paris, 19 h.

Sous le tunnel de la Petite Ceinture, le chemin de fer qui entoure Paris, des jeunes gens progressent en silence, s'éclairant de torches électriques. Un groupe les précède sur les rails désaffectés et, derrière eux, les lumignons révèlent la présence d'une ou plusieurs autres bandes. Dans une des niches creusées sur le flanc des parois de pierres noircies, trois filles vérifient le fonctionnement de leurs lampes à acétylène.

« Vous n'avez pas aperçu les flics, par hasard ? demande l'une d'elles aux garçons courbés sous le poids des sacs à dos.

— Tu parles! Ce soir, les keufs ont autre chose à foutre que de nous coller au train, répond le premier de la file, haussant les épaules. Mais vous êtes malades, faut pas vous asseoir par terre, vous allez rapporter des saloperies radio-actives dans les galeries.

— T'inquiète pas, on jette nos fringues avant de rentrer! Vous avez intérêt à faire pareil avec vos godasses, ils l'ont dit à la télé toute la journée.

— Pourquoi tu crois qu'on a des sacs si lourds ? On est bourré de rechange et de ravitaillement. »

Elles leur emboîtent le pas, trébuchant sur les traverses et les cailloux. Visiblement, les filles ne descendent pas pour la première fois dans les carrières, à en juger par leur équipement : casques de chantier, lampes frontales de spéléologie, plan protégé sous une feuille de plastique transparent. Leurs nouveaux compagnons apprécient, car eux-mêmes donnent plutôt dans le genre amateur : bonnets, casquettes, bougies et lampes de poche. Mais les « cataphiles » s'habillent n'importe comment, pourvu que ce soit pratique. Seuls les « touristes », ces novices qui descendent peureusement une fois dans leur vie pour s'offrir des sensations fortes (ils se plaisent en tout cas à le croire), arborent inutilement grosses parkas et écharpes, croyant affronter des températures polaires.

Alors que la température est douce, hiver comme été. Environ treize degrés.

Ce soir, les « touristes » restent retranchés dans leurs appartements calfeutrés. En principe, le samedi soir, ils sont pourtant nombreux sous le tunnel, à rire et plaisanter bruyamment, agaçant les vrais baroudeurs, qui descendent pour rompre avec le train-train de la surface. Mais parmi les « cataphiles », les amoureux des anciennes carrières de Paris qu'ils nomment improprement catacombes, les touristes trouvent toujours des volontaires pour les piloter dans le labyrinthe.

D'ailleurs, dans le groupe qui chemine vers l'entrée principale des carrières du parc Montsouris, plusieurs ne sont jamais descendus dans le réseau souterrain. Simplement, lorsque la radio a confirmé, vers 17 h 30, l'éloignement du nuage radioactif vers le nord de Paris, ils ont suivi leurs frères qui commençaient à s'équiper pour rejoindre les abris. Ceux-là habitent les HLM du boulevard Blanqui, non loin de la prison de la Santé et de l'hôpital Sainte-Anne.

Pas question, disaient-ils, de rester enfermé dans des chambres pendant plusieurs jours. Autant se rendre là où l'air et les rues sont sains, où tout est naturellement prévu pour préserver les gens d'une catastrophe en surface. Depuis le temps qu'ils descendent chaque week-end pour s'amuser, ils connaissent les salles. Les grandes, celles où des concerts de rock sont organisés par des musiciens fous, celles où des artistes ont peint des fresques magnifiques sur les murs calcaires, celles où des fêtes largement arrosées de bière et de whisky réunissent les bandes. Les petites, presque des alcôves, où les marcheurs se reposent en groupes de trois ou quatre, entre les longues cavalcades dans les galeries, et même s'endorment jusqu'au dimanche midi.

Ils approchent de l'entrée, dix fois murée par les inspecteurs de l'administration des carrières, dix fois réouverte par les mordus de la descente illégale. Au milieu du long tunnel, sur la gauche en venant de la rue des Plantes, une porte bée sur un puits peu profond,

prolongé par un étroit boyau humide et sale, au sol sableux et spongieux.

Devant cette ouverture, une dizaine d'hommes, plus âgés que les nouveaux arrivants, se déchaussent, ôtent vestes et imperméables, enfouissent le tout dans des sacs-poubelles qu'ils lancent de l'autre côté des rails. Ils disparaissent déjà un par un derrière le mur à demi effondré. Deux autres leur passent des caisses.

« Regarde ces mecs, chuchote un adolescent à son copain, je suis sûr qu'ils ont de la bouffe pour plusieurs jours.

— Ouais, ben on s'en fout, parce que je connais une sortie juste derrière un supermarché. S'il faut, on ira se ravitailler. Allez, on y va aussi. »

Ils se faufilent à leur tour quand un des hommes ressort la tête du puits :

« Attention, les mômes ! En bas, il y a des types avec un compteur Geiger. Si vous êtes contaminés, faudra remonter. Alors, désapez-vous correctement, ils contrôlent. »

Les jeunes obtempèrent, impressionnés. Une des filles se change même complètement, n'hésitant pas à se déshabiller malgré le froid, pour être sûre de n'être pas refoulée. Un autre groupe arrive de l'est, une bande de loubards aux mines sombres. Ils sont probablement entrés sur la Petite Ceinture par la gare aux Marchandises, place de Rungis. En empruntant cet itinéraire, il faut vingt bonnes minutes pour rejoindre l'entrée des carrières.

Au pied des barreaux de fonte, William et Corentin promènent en effet un compteur Geiger sur les arrivants. Tous deux sont élèves de première scientifique au lycée Louis-le-Grand. Ils appartiennent à la bande des « Crapouillis peinturlureurs », cataphiles acharnés, défenseurs de l'espace souterrain, gardiens intraitables de la propreté des lieux, et par ailleurs musiciens et dessinateurs. Depuis deux ans, ils descendent plusieurs fois par semaine. Ils connaissent des entrées secrètes, des salles introuvables sinon par hasard, des chatières non portées sur les plans. Leurs itinéraires préfères croisent rarement celui des simples amateurs. Mais aujourd'hui, prévoyant l'arrivée d'une foule de « réfugiés », ils préfèrent organiser la vie collective, plutôt que de laisser la pagaille s'installer.

William, Corentin, Serge, seize autres garçons du groupe et une vingtaine de leurs frères, sœurs et amis n'ont pas réfléchi longtemps ce matin : le nuage étant annoncé pour 16 h sur la capitale, ils se sont précipités vers le métro, chargés comme des mulets. Aussi invraisemblable que cela paraisse, dans une de leurs caches souterraines, près de Denfert-Rochereau, dissimulé parmi les caisses de bière, les boîtes de raviolis, les stocks de piles électriques, les cassettes de rock et les bombes de peinture, se trouvait un compteur Geiger. Ce n'était pas tout : d'antiques masques à gaz, des outils de terrassement, des bidons de toile dits « vaches à eau » les attendaient rangés dans une cantine métallique.

Les « Crapouillis peinturlureurs » l'avaient découverte en explorant les anciens abris allemands, sous le lycée Montaigne, derrière les anciennes carrières de Vauvert. Pour compléter la panoplie, William avait « emprunté » le compteur Geiger à son père, un officier pompier-militaire de Paris, lorsque l'année dernière deux Mirages IV, porteurs de charges nucléaires, étaient entrés en collision au-dessus de la forêt de Perseigne. Depuis, les lycéens déliraient sur la bombe atomique. Affalés dans leurs niches souterraines, ils discutaient sans fin de l'éventualité d'un repli de survie dans leurs chères catacombes.

Aujourd'hui, ils se félicitent d'avoir pensé à tout. William et Corentin contrôlent la « pureté » radiologique des arrivants. Six ou sept cents mètres plus loin, dans la piscine, une salle ainsi baptisée à cause de sa décoration murale, Serge et deux autres garçons reçoivent les groupes et proposent une répartition en fonction des capacités d'accueil des salles et galeries. Trois filles distribuent aux novices des plans sommaires des XIIIe et XVe arrondissements, recopiés dans l'après-midi à la lueur des bougies et lampes à acétylène. Plus loin, dans les kilomètres de couloirs, leurs amis flèchent correctement les carrefours pour éviter des pertes certaines, et surtout pour empêcher les « réfugiés » d'approcher les puits d'aération. Sinon, à quoi bon avoir fui la surface ?

Curieusement, alors que les cataphiles sont en général des individualistes forcenés, personne ne rechigne à cette organisation presque paramilitaire, pas même les hommes plus âgés — ils ont au moins une trentaine d'années, âge canonique aux yeux des « Crapouillis » — qui transportaient des caisses tout à l'heure. Ceux-là savent bien qu'une certaine discipline s'impose dans les circonstances actuelles. En outre, ils apprécient à sa juste valeur l'initiative du contrôle radiologique. Pour contribuer à l'effort collectif, ils installent des dizaines de bougies sorties d'un énorme sac, dans la Piscine, la grande salle Z, et les galeries qui relient ces deux points de rassemblement.

Dans l'immense réseau souterrain, entre Denfert-Rochereau et la porte d'Orléans, la place d'Italie et la Seine, des centaines de loupiotes tremblotent et s'installent pour un, deux, trois jours, peut-être davantage. Les plus jeunes « réfugiés » s'amusent franchement. Les autres, malgré la gravité de la situation, répriment mal leur excitation : enfin, leur passion cataphile trouve à s'employer utilement.

Un « état-major de crise » s'est constitué, regroupant les artistes lycéens et quelques adultes. Il dresse déjà des plans pour aménager la vie de cette collectivité improvisée. Si les troupes manquent de nourriture, il suffira de soulever une plaque d'égout face au supermarché du métro Chevaleret. Les malades pourront être évacués en empruntant l'escalier en colimaçon creusé sous l'hôpital Sainte-Anne, ou en rejoignant le service des urgences de l'hôpital Cochin, relié lui aussi aux galeries. Plusieurs points d'eau permettront de tenir notamment la source affleurante sous Cochin. Mais s'il le faut, on envisage de forcer les portes sous les réservoirs de la Vanne, non loin du parc Montsouris. Les pompiers de Port-Royal, qui descendent

régulièrement récupérer les « touristes » perdus dans les couloirs, vont probablement se manifester. Pour une fois, une action commune sera peut-être possible. Ils pourraient prêter des talkies-walkies...

Les réfugiés des carrières se prennent pour Rambo ou Tarzan. L'art de survivre dans un monde hostile ! Quand les rêves idiots trouvent une application...

Dans les carrières, entre dix et trente mètres sous la surface de Paris, une immense veillée nocturne s'improvise. Quelle heure est-il? Peu importe. En bas, les ténèbres perpétuelles laminent le temps.

OceanofPDF.com

Alors que la capitale est suspendue aux portes et aux images des téléviseurs, que ses habitants attendent le jour pour au moins contempler les trottoirs morts derrière les carreaux, des centaines de fous vivent une parenthèse sous les rues et les maisons. La radioactivité peut diffuser ses miasmes, eux n'en ont cure.

TROISIÈME PARTIE

FRANCE, DOUCE FRANCE

Paris, lundi 9 décembre.

Les voisins hurleurs d'Armèle Tchernicov ont passé un week-end épouvantable. Jean-Claude, le mari, vidait boîte de bière sur boîte de bière, affalé devant le téléviseur du salon. Les deux filles de treize et quinze ans bouquinaient dans leur chambre, ne se levant que pour tartiner un sandwich, regarder un bout du western, et jeter un œil méprisant sur leur mère plongée dans ses romans-photos. Janine, elle, protestait : ces descentes répétées dans le réfrigérateur allaient conduire la famille à une famine certaine.

« Vous n'êtes pas capables de penser à l'avenir? Qu'est-ce que je ferai quand il n'y aura plus rien à manger ? Ce sera encore de ma faute. Mon Dieu, je suis malheureuse ! »

De temps en temps, Jean-Claude criait aux filles : « Profitez-en pour faire vos devoirs », et elles haussaient les épaules. Un ministre n'avait-il pas annoncé hier que les vacances de Noël étaient avancées ? Donc, lundi, pas de lycée. Les adolescentes ignoraient si elles devaient être contentes. La perspective de rester enfermées à la maison plusieurs semaines ne leur souriait guère. De temps à autre, Jean-Claude, cédant aux supplications de sa femme, « zappait » sur les chaînes d'information. Elle espérait, sans trop y croire, une levée du confinement. Mais les autorités maintenaient la consigne : pas avant lundi soir.

« Bon ! j'en ai marre de leurs conneries. Moi, je sors ! Janine, où t'as mis mon blouson? »

Elle fixe son mari sans comprendre. Sortir ? Il est fou ! Il va attraper un cancer, rapporter la contagion à la maison... Têtu, Jean-Claude attrape son casque de moto.

« Tu dis toi-même qu'on n'a plus rien à bouffer. Et puis, il n'y a plus de bière. Tu ne veux pas que je passe au whisky ? »

L'argument est percutant. Janine renifle, fouille dans son sac, et lui tend deux billets de deux cents francs.

« Prends des conserves, ou alors de la viande sous cellophane, et du lait longue conservation. Parce que je ne veux pas sortir trop souvent pour faire les courses. Qu'est-ce qu'ils ont dit, à la télé sur le pain ? »

— Qu'il fallait faire attention au pain frais, à cause des aérations des fours de boulangers, crie Gaëlle de sa chambre.

— Tu prends des biscottes, hein, Jean-Claude ! Ou du pain de mie. »

Midi... La capitale émerge d'un sommeil lourd. Le confinement n'est pas encore levé officiellement, mais, dans les rues, la vie recommence timidement. Les commerçants ont franchi le pas les premiers, levant les rideaux de fer, parfois seulement à demi, pour continuer à se protéger d'une contamination d'autant plus angoissante qu'elle est invisible. Beaucoup lavent à grande eau la portion de trottoir devant leur boutique. Ceux qui possèdent des jets nettoient leur façade, protégés par des cirés, ou simplement des sacs-poubelles percés d'un trou pour passer la tête. Ils suivent à la lettre les instructions dispensées à la radio et la télévision. Des pancartes ornent les portes des magasins : « Déposez vos souliers et vos cabas sur le seuil avant d'entrer. »

Aucun maraîcher, en revanche, n'est ouvert. Certes, la plupart d'entre eux sont fermés le lundi. Mais les autres, comme les rayons fruits et légumes des supermarchés, restent vides. Le marché de Rungis observe un repos forcé. Il se trouvait sous la trajectoire du nuage. En outre, l'autoroute du Sud étant fermée, les camions n'auraient pu l'approvisionner. Les poissonneries et les boucheries offrent de même portes closes. Seuls les Monoprix, Prisunic, Franprix et autres Parisiennes vendent encore de la viande sous cellophane. Mais les étalages de conserves et de surgelés sont à demi vides : samedi matin, les ménagères ont raflé une bonne partie des stocks.

Rue du Temple, près de la place de la République, des vitrines brisées jonchent le trottoir. Les pillards sont passés par là pendant le week-end. D'autres vandales ont descendu les vitrines de Fauchon. Çà et là, avenue des

Capucines, entre l'Opéra et la Madeleine, chaussures chics et fourrures de prix ont disparu de leurs supports. A quoi pouvaient servir les alarmes électroniques, même reliées aux commissariats, dans un Paris mort ?

Sur le boulevard périphérique, un étrange ballet se déroule au ralenti. Des camions ont entrepris d'enlever les centaines de voitures abandonnées par leurs propriétaires. Les entreprises privées, qui sillonnent d'ordinaire Paris pour conduire les véhicules en fourrière, n'ont pas hésité, motivées par des primes substantielles, à envoyer les employés travailler tôt ce matin.

Entre les portes de Bercy et de Châtillon, une véritable armée commence le nettoyage des façades sud. Les camions rouges des pompiers côtoient les petites voitures vertes de la mairie et les citernes pataudes des militaires. Les hommes, armés de lances reliées à de larges tuyaux de toile, balayent consciencieusement les murs de leurs puissants jets d'eau. L'eau s'écoule le long des trottoirs, puis tombe dans les bouches d'égout. Il faudrait pouvoir récupérer ce liquide avant qu'il ne contamine à son tour le réseau d'évacuation, puis la Seine. La procédure est évidemment impossible à mettre en place. La nappe chargée de particules ne va plus tarder à atteindre la capitale, de toute façon.

Dans les hôtels, des milliers de touristes ont pris leur mal en patience. Ils attendent le rétablissement des communications aériennes, ferroviaires et routières pour fuir la France, désormais synonyme, pour eux, de pays maudit. La radio annonce une reprise du trafic RATP pour la fin de l'après-midi. Dans les stations du métro aérien, des employés lavent les quais, les tourniquets et les portes. Des immigrés, pour la plupart, employés par les sociétés extérieures de nettoyage. Ils se sont présentés spontanément à leurs postes ce matin, vers 5 h, n'osant pas rester chez eux par peur d'un licenciement. Les rares chefs présents ont rapidement organisé une répartition des tâches.

La Bourse de Paris prolonge son week-end. Les opérations boursières sont suspendues jusqu'à mardi. En revanche, plusieurs banques sont ouvertes, tenues par des employés chez qui la conscience professionnelle a pris le pas sur la peur de sortir. Mais les clients sont rares. Les bureaux de poste sont fermés. D'ailleurs, aucun fonctionnaire ne s'est présenté au cours de la matinée.

Dans les luxueux appartements des XVI^e et XVII^e arrondissements, des familles s'interrogent : il est peut-être préférable de quitter Paris. Après tout, les enfants sont en vacances. Ils seraient mieux en Bretagne, dans le Midi,

chez les grands-parents, qu'enfermés à la maison pendant des semaines. D'autant que les jeunes filles au pair sont catégoriques : elles veulent rentrer en Suède, au Danemark, en Angleterre, au plus vite. Les mamans frissonnent en pensant aux jours à venir, seules pour surveiller des gosses qui n'auront qu'une idée en tête : aller courir au parc Monceau. Or, les consignes sont formelles. Les enfants ne doivent pas jouer dans les rues et les parcs pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Quelques heures plus tôt, dans l'émission « Télématin » sur Antenne 2, le Premier ministre a fait une déclaration curieuse, à la fois rassurante et inquiétante.

« Le fait que Paris ne soit pas évacué constitue la preuve que la vie y reste sans danger. Les taux de contamination sont inférieurs à ceux relevés dans la grande banlieue sud, où près de quarante mille personnes vont être temporairement déplacées en attendant une baisse de la radioactivité. »

Montrant la zone d'évacuation sur une carte, le chef du Gouvernement a enchaîné :

« Habitants de Paris, prenez cependant des précautions. Limitez vos sorties. Commencez à faire provision d'eau potable, car, dès mercredi, celle-ci sera rationnée... »

Les couples ne tergiversent pas longtemps. Si des villes aussi proches de Paris sont évacuées, c'est que la capitale recèle une contamination plus dangereuse que les autorités veulent bien l'admettre. Si en plus l'eau potable manque, la vie deviendra impossible. Il vaut mieux partir. Au ministère de l'Intérieur, Arthur Mon-tand se frotte les mains : son idée de pousser insidieusement les gens à l'exode a été magnifiquement exprimée par le Premier ministre à la télévision.

Château de Bourron-Marlotte, Seine-et-Marne. Lundi, 14 h.

Isabelle de Kergras est enchantée : ces deux jours de réclusion forcée lui ont permis de lier connaissance avec une altesse, un consul, et surtout un champion de golf américain, dont la fiancée est obstinément restée enfermée dans sa chambre. Le golfeur, à défaut d'offrir une démonstration de ses talents sportifs, a révélé ses dons de pianiste de jazz. Il a été un compagnon d'infortune plein d'humour.

Prostrée jusqu'à samedi soir, la jeune femme était malade d'inquiétude en songeant à son mari, de retour dans une maison vide. Comment justifier son absence? Un domestique est venu l'avertir : toute la rive droite de Nogent-sur-Seine se trouve désormais en zone interdite, les habitants ont été évacués, et personne ne peut entrer dans la ville. Isabelle a respiré : son époux ne pourra pas rentrer. Qu'importe s'il ne sait où la trouver pendant quelques jours! Il pensera qu'elle a été évacuée et s'inquiétera pour son sort.

Isabelle de Kergras conservait un motif d'abattement : ses caniches nains, lâchés le matin dans le parc du château. Si on ne pouvait pas les rentrer à l'abri, au moins, qu'on les nourrisse. Galant homme, bravant l'interdiction, le golfeur américain n'a pas hésité à sortir sur le perron pour déposer une énorme assiette de pâtée. Les chiens n'étaient pas loin : ils tremblaient sur les marches de pierre en gémissant.

A présent, Isabelle aimerait partir. Malheureusement, le confinement risque de durer au moins jusqu'à mardi soir, si l'on en croit les informations. Isabelle de Kergras oublie son orgueil, et téléphone à Jean-François Troussac, préfet de l'Aube, parfait goujat aux yeux de sa maîtresse.

« Mon cher, c'est moi !... Oh, faites-moi grâce de vos excuses, vos fonctions officielles, etc., je sais, je sais ! Je pense que vous pouvez me rendre un service : ma voiture se trouve toujours, du moins je l'espère, sur le parking de l'auberge du Bas-Bréau. Les domestiques assurent que Barbizon n'est pas soumis au confinement... Naturellement, c'est pour cette raison que je vous appelle... Non, je ne veux pas attendre mardi soir. Vous n'allez pas me faire croire que vous ne pouvez pas m'aider! Je ne demande pas un hélicoptère, seulement une estafette de gendarmerie, n'importe quoi... Très bien, j'attends. Merci, mais gardez vos baisers pour vous, cher Jean-François ! »

Satisfaite, Isabelle se tourne vers l'Américain.

« Si on vient me chercher, je vous emmène... sans votre fiancée, naturellement. Elle ne s'apercevra même pas de votre départ, puisqu'elle boude depuis trois jours.

— Je ne peux pas la laisser, son père est trop riche », répond malicieusement le jeune homme. Amusée, Isabelle poursuit le jeu.

« Moi aussi, je suis riche.

— Peuh ! Que vaut une fortune champenoise, après cet accident à la centrale nucléaire ? Votre mari vend du grain sur les marchés mondiaux, n'est-ce pas ? Les cours français vont s'effondrer, c'est évident. Qui va en profiter ? Nous, les Américains. Comment vous dites, en français ? Ah oui : tralala... »

Ainsi, les silos, l'énorme malterie, la station de production de semences, tout cela serait donc contaminé ? Bon à jeter ? Invendable ? Isabelle de Kergras n'a plus du tout envie de rire.

Institut Pierre-et-Marie-Curie, Paris. Lundi, 15 h.

Rémi et Blandine n'ont pas de bagages et plus de vêtements personnels, aucun objet de toilette, même pas leur carte d'identité. Leurs sacs sont restés en forêt de Fontainebleau, dans la Cabane aux Rochers. Les habits qu'ils portaient pendant la promenade ont rejoint à la caserne le tas des déchets faiblement radioactifs. Rémi a bien téléphoné à un voisin de Montrouge, professeur dans le même CES, pour lui demander d'apporter du linge de rechange, mais le collègue a été catégorique : non ! Le confinement n'est pas encore officiellement levé, et il a prévu de partir le soir même en Vendée, chez les parents de sa femme. Désolé ! Blandine ne veut pas affoler sa mère. Elle l'a simplement appelée pour la rassurer :

« Les pompiers nous ont gardés dans leur caserne jusqu'au soir, et une ambulance nous a amenés à l'institut Curie pour des contrôles... Non, absolument rien de grave. La preuve : nous sortons lundi après-midi. On ne nous lâche pas avant, à cause du confinement dans Paris. »

Rémi bout de colère. Les médecins de l'Institut sont trop rassurants; pour lui, cela cache quelque chose. Pourtant, leurs analyses de sang ne font apparaître aucune modification notable des lymphocytes, preuve que l'irradiation subie n'est pas très grave.

« Mais on a respiré, avalé, des monceaux de particules radioactives. Elles sont bien quelque part, dans notre organisme !

— Écoutez, monsieur Koléda, l'iode a une période de vie très courte. Dans cinq semaines, il n'y paraîtra plus. Vous n'êtes pas un enfant, votre glande thyroïde peut parfaitement supporter cette faible dose. Quant au césium, nous vous avons administré un absorbant, qui évite son passage dans le tube digestif. Si vous étiez en danger, pensez-vous que nous vous laisserions sortir si vite? Non! Croyez-moi, ici, nous avons des irradiés autrement plus touchés que vous. »

Par égard pour les occupants des autres chambres, Rémi se tait. A côté, un ingénieur de la centrale nucléaire vomit trop souvent pour ne pas émouvoir Koléda, qui professe pourtant une aversion certaine à l'égard des gens d'EDF. Entre deux nausées, l'homme lui raconte les circonstances de son irradiation. Appelé au milieu de la nuit pour épauler les opérateurs en salle des commandes, sa voiture a crevé sur le bord de la route, sous les premiers effluves du nuage radioactif. Parfaitement formé à la radioprotection, il sait ce que signifient ses doses : dix rems au corps en irradiation globale, mille rems dus à la contamination, et trente mille rems à la thyroïde. Il va sans doute perdre ses cheveux, contracter des infections et avoir des hémorragies. Ses chances de survie sont minces.

L'ingénieur n'est pas le seul irradié en provenance de Nogent. Deux gardiens ont passé la nuit enfermés dans une guérite vitrée, à l'entrée du site nucléaire. Les particules radioactives, agglutinées sur les parois de la baraque, irradiaient suffisamment pour que ces hommes subissent des doses allant de cinq à dix rems par heure. Mais ils ont surtout inhalé des quantités mortelles d'iode et de césium radioactif. Eux aussi vomissent régulièrement.

« Le plus grave, explique l'ingénieur à Rémi, c'est le césium. Même si les poumons et l'appareil digestif en éliminent une partie rapidement, ce qui reste va diffuser dans l'organisme, et se fixer essentiellement dans les muscles.

— Pour les cancers, demande Rémi, c'est automatique?

— A votre niveau, sûrement pas. A moins que vous ayez des antécédents familiaux. »

Rémi court retrouver Blandine dans sa chambre. Elle essaie une robe prêtée par une infirmière. « Ton père, il est bien mort d'un cancer?

— Oui, il fumait trop. »

Rémi devient livide. Elle comprend immédiatement la raison de son inquiétude, et éclate de rire :

« Ah non, je t'en prie, ne dramatises pas! Tous les deux, nous sommes en pleine forme. Si tu compares notre sort à celui des gens arrivés hier, nous sommes plutôt vernis. La preuve : on s'en va. »

Rémi serre les poings. Il ne supporte pas d'entendre Blandine abonder dans le sens des médecins.

« Tu ne comprends pas, ce départ n'est pas une preuve. L'institut est simplement débordé. Hier, j'ai entendu un toubib dire : " Au-dessus de dix irradiés à la fois, c'est la catastrophe. "

— Calme-toi ! Ça ne peut pas être vrai, il y a deux cents lits, m'a dit l'infirmière. Et ils sont loin d'être pleins.

— Mais pas des lits spécialisés ! »

Rémi abandonne la discussion. Pourtant, il a raison sur un point : l'institut Curie n'est pas équipé pour accueillir de nombreuses victimes. En tout cas, pas les blessés. Ceux-là vont à l'hôpital militaire Percy, à Clamart. S'il s'agit de simples contrôles, le SCPRI, au Vésinet, dispose d'installations remarquables. C'est là qu'avaient été orientés les étudiants français à leur retour de Kiev, en 1986, quelques jours après l'accident de Tchernobyl.

Rémi et Blandine ont échoué samedi à l'institut Curie parce que le SCPRI était plein à craquer. Les hôpitaux traditionnels de l'Assistance publique ne possèdent en effet aucun appareil pour mesurer la radioactivité, ni de caméras à infrarouge permettant de visualiser l'imprégnation des tissus par les matières radioactives. En revanche, les services de pneumologie de ces hôpitaux peuvent effectuer des lavages de poumons. Aussi, les agents du SCPRI, qui contrôlent les populations dans leurs camionnettes mobiles, envoient les plus contaminés vers ces structures hospitalières. Troyes et Provins sont sur les dents depuis samedi. Les hôpitaux parisiens attendent de pied ferme un afflux de patients pour les jours à venir. Car le confinement vient seulement d'être levé dans la capitale.

Blandine et Rémi hésitent sur le trottoir, devant les grilles de l'institut Curie, face à une rue d'Ulm très tranquille. Ils sont heureux d'être libres, mais l'atmosphère est décidément bien lugubre pour un samedi après-midi, surtout au quartier Latin.

« Viens, on trouvera peut-être un taxi rue Saint-Jacques, dit Rémi.

— Ah oui? On a tout juste deux cents francs. Ça suffit pour aller à Montrouge ? Heureusement que les pompiers n'ont pas jeté le porte-monnaie avec le reste. »

L'étrangeté des événements n'ôte pas sa bonne humeur à la jeune fille. Traversant la rue Saint-Jacques, puis enfilant la rue Gay-Lussac vers le Luxembourg, Rémi rumine sa rancœur. Leurs affaires personnelles : perdues. Leur week-end en amoureux : gâché. Il ne connaît toujours pas la famille de Blandine. Et pour tout arranger, son amie possède des antécédents familiaux cancéreux. Il s'assoit sur une bordure de trottoir pour renouer le lacet des souliers trop grands que lui a fournis l'hôpital.

« Non ! hurle Blandine. Ne t'assois pas, c'est contaminé.

— Et par-dessus le marché, nos moindres gestes sont désormais dangereux, maugrée Rémi, sursautant néanmoins comme s'il s'était brûlé. Saleté de société pourrie ! »

Nord de la France. Lundi, 17 h.

Un cordon de CRS se déploie devant la centrale nucléaire de Gravelines, située entre Dunkerque et Calais, sur la mer du Nord, face à Douvres en Angleterre. Le confinement est levé dans cette région depuis une heure.

Le nuage radioactif, dont la concentration décroissait avec son avancée, a poursuivi sa route après Paris, survolant Amiens et Saint-Omer. Il est arrivé sur la côte dimanche aux alentours de midi. Prudents, les préfets du Nord et du Pas-de-Calais ont commandé un confinement de vingt-quatre heures. Les mesures de radioactivité au sol restent floues, tous les spécialistes en radioprotection étant mobilisés dans la région parisienne. Quelques écologistes, les pompiers et les gendarmes procèdent à des estimations grossières à l'aide de compteurs Geiger.

De Lille, Boulogne et Saint-Omer, parfois même de Bruxelles, des centaines de personnes convergent vers Gravelines. Des jeunes gens, pour la plupart, mais aussi des agriculteurs, nombreux dans la région. Silencieux, indifférents au froid et à l'humidité maritime, ils déroulent des bâches sur le sol et s'installent à quelques centaines de mètres du site nucléaire, brandissant des banderoles : « Arrêt immédiat des centrales nucléaires françaises », ou « Comment écouler notre production? », « Lait, bétail et terres empoisonnés »...

Le soir tombe sur les policiers. Les violents projecteurs de la centrale baignent la scène d'une lumière crue, irréelle. Au loin, les vagues se brisent dans un chuintement étouffé par les vents qui soufflent vers la mer du Nord.

2

Centrale nucléaire, Nogent-sur-Seine. Mardi, 12 h 30.

Le temps s'est radouci. Un vent d'ouest très modéré amène sur le pays des masses d'air humide. Le ciel reste couvert, mais les risques de précipitation sont faibles. La météo prévoit quelques ondées éparses sur le littoral de la Manche.

Les évacuations devraient s'achever aujourd'hui, avec les villes de La Ferté-Alais, Guigneville, Vert-le-Petit, Vert-le-Grand, Bondoufle et leurs environs. Les régions touchées par le nuage vivent au ralenti : les gens limitent leurs sorties. De toute façon, les défections étant nombreuses parmi le personnel roulant, les transports en commun fonctionnent de façon très aléatoire. Bref, rien de vraiment neuf : le lot quotidien des informations depuis trois jours.

Reléguée au second plan par les médias en mal d'actualité fraîche, l'invisible omniprésence de la radioactivité ne constitue rien d'autre aujourd'hui que le décor d'une scène capitale : la venue à Nogent-sur-Seine du président de la République.

Une bonne centaine de journalistes piétinent autour de la centrale nucléaire. L'arrivée de l'hélicoptère présidentiel est prévue pour 12 h 45. Les abords accessibles du site ont été pris d'assaut, chacun cher-

chant le meilleur emplacement pour sa caméra ou son appareil photo. Comme toujours lorsque de nombreux journalistes sont rassemblés, les photographes et les équipes de télévision écrasent et repoussent sans vergogne leurs confrères de la presse écrite.

Les consignes sont draconiennes : interdiction absolue de pénétrer sur la base avancée, où l'activité intense liée aux travaux de décontamination doit se poursuivre sans interruption, même durant la visite du président et de sa suite. Le QG de crise a seulement autorisé la présence des caméras de l'INA (1), dont les films seront ensuite copiés et distribués aux agences et aux chaînes de télévision qui le demanderont.

(1) INA : Institut national de l'audiovisuel.

La colère gronde parmi les journalistes. Les correspondants étrangers ne mâchent pas leurs mots :

« Un vulgaire prétexte, cette prétendue priorité aux travaux! Ils ne veulent pas qu'on vienne voir la merde de trop près, c'est ça la vraie raison...

— Entre nous, rétorque l'envoyé spécial du Monde, il est préférable de rester ici, bien à l'abri. Parce que, contrairement aux équipes d'intervention, nous n'avons aucun équipement de protection. »

Un grand bonhomme hirsute, coiffé d'un chapeau noir, bouscule tout le monde. David Mann, correspondant en retraite de Libération-Champagne, n'aurait pour rien au monde manqué ce spectacle médiatique. Aucune accréditation officielle n'étant requise pour approcher la centrale, il est

arrivé par Marnay, pédalant vigoureusement sur sa bicyclette. Comme il n'habite pas dans la partie interdite de Nogent, il a échappé à l'évacuation obligatoire.

« Regardez, crie David Mann en tendant le bras. Ils déploient des bâches sur le sol, là-bas près de la Seine. Sûrement pour que les semelles de ces messieurs ne courent pas le moindre risque d'être souillées par la radioactivité.

— Mais alors... et nous? s'inquiète l'envoyé spécial de La Tribune de Lausanne.

— Oh, nous... marmonne Thomas Guerlin. De toute façon, ces bâches ne vont pas tarder à être couvertes de poussières à leur tour. Avec le remue-ménage des ouvriers, il ne doit pas être facile d'éviter de disséminer la radioactivité des zones contaminées. Ici, nous sommes peut-être davantage à l'abri. »

Le Suisse semble soulagé. « Le voilà ! »

Un hélicoptère surgit sur la ligne des collines basses bordant la vallée de la Seine.

« Non, c'est un hélico de la gendarmerie, constate au bout de quelques secondes le journaliste de France-Inter. Ah, celui qui suit, le gros, bleu et blanc, c'est sûrement le président. »

En fait, une véritable flottille approche de la centrale accidentée. Deux Dauphins, encadrés par quatre Alouettes de la gendarmerie. Les Dauphins se posent sur les bâches. Le plancher de l'appareil présidentiel a été blindé par quelques plaques de plomb cachées sous la moquette. Si les journalistes le savaient, ils comprendraient pourquoi l'hélicoptère n'a embarqué que six passagers : le président et son conseiller en matière d'énergie, le ministre de l'Industrie Pierre-Alain Chève-lin, le chef du SCSIN Michel Velaire, le Pr Faucon du SCPRI et le président d'EDF David Riencourt.

Une quinzaine de personnes descendent du second Dauphin. Le chef de la Protection civile et l'inspecteur général de la sécurité nucléaire à EDF, Paul Laverdure, précèdent les gardes du corps du président. L'incongruité de leur présence n'échappe à personne. Mais les règles sont formelles : où qu'il aille, le chef de l'État ne peut quitter l'Elysée sans escorte spéciale.

Pendant que le responsable de la sécurité déploie ses hommes sur le pourtour du périmètre bâché, face au chantier boueux, le directeur de la centrale et le colonel qui commande les unités du génie engagées sur le site accueillent la délégation officielle.

Pierre-Alain Chèvelin, le ministre de l'Industrie, affiche une mine pâlotte. L'idée d'aller affronter les radiations a considérablement perturbé sa nuit, et la petite demi-heure d'hélicoptère achevé de lui nouer l'estomac. Le pauvre Chèvelin conserve difficilement sa dignité. Son malaise passerait sans doute s'il osait respirer profondément, mais il s'en garde bien, de peur d'inhaler quelque particule radioactive. Peut-être a-t-il aussi absorbé une trop forte dose d'iodure de potassium : il craignait tellement la contamination qu'il s'est administré le triple de la dose prescrite. Heureusement, le chef de l'État est pressé : il veut commencer la visite au plus vite. Chèvelin s'efface derrière lui.

Apparemment indifférent au danger, le président s'intéresse aux opérations en cours. Laverdure et Velaire décrivent les interventions par le menu, indiquant à leur illustre interlocuteur le meilleur endroit pour pointer les grosses jumelles mises à sa disposition. Le président semble satisfait, et se dirige vers la petite estrade disposée un peu à l'écart.

Un bref coup de sirène donne l'ordre d'interruption des travaux. Les conducteurs d'engin coupent leurs moteurs, et un impressionnant silence s'établit.

« Il va parler au vent et au béton », souffle un photographe d'Associated Press à son confrère de l'Agence France-Presse.

Le président s'approche du micro. Comme à son habitude, il parle sans notes.

« Je suis venu. Je suis là. Où est l'enfer? Je vois des hommes qui accomplissent calmement, méthodiquement leur travail, avec l'aide de moyens puissants et adaptés. C'est ici que la radioactivité a frappé le plus durement, et déjà, la voilà contenue, bientôt éliminée. »

La sonorisation est parfaite. D'énormes haut-parleurs répercutent la voix du président dans la campagne alentour.

« L'action entreprise sur le site de Nogent est exemplaire. A tous ceux qui sont engagés dans la tâche de

restaurer, partout, un environnement sain, libre de tout risque, je dis : je suis à vos côtés, jusqu'au bout. »

C'est tout? Les journalistes se regardent, stupéfaits. Le président de la République n'est pas resté plus d'un quart d'heure sur le site. Il a parlé une minute. Déjà, il s'apprête à remonter dans l'hélicoptère. De qui se moque-t-il ? Certes, il doit prononcer un discours ce soir à la télévision, mais cette

virée sur les lieux du drame manque sérieusement d'intérêt pour les observateurs.

Aux côtés du président, Pierre-Alain Chèvelin est proche de l'évanouissement. Les nausées succèdent aux nausées, il voudrait vomir, sa fonction l'en empêche. Le ministre se rue vers l'hélicoptère.

Le programme officiel, communiqué par le service de presse de l'Elysée, prévoit à présent une visite présidentielle au centre de regroupement des évacués de Provins, situé à vingt kilomètres. Dans un désordre absolu, une partie des journalistes suit le mouvement en voiture.

Dans l'hélicoptère, le président de la République se penche vers le président d'EDF.

« Grâce au Général, la France s'est intégrée sans douleur dans le concert nucléaire mondial. Un véritable consensus existe dans notre classe politique. Messieurs, il faut préserver ce capital inestimable. Dans l'esprit des gens, cette radioactivité dispersée dans l'environnement doit être associée à une erreur humaine. Monsieur Riencourt, il semble que ce soit le cas, n'est-ce pas ?

— Oui, monsieur le président, plusieurs erreurs humaines, une seule n'aurait pas suffi.

— Plusieurs ? Cela n'en est que plus convaincant ! Nous devons démontrer que les conséquences de ces erreurs sont maîtrisables. »

Pierre-Alain Chèvelin va beaucoup mieux. L'éloignement de Nogent n'est pas étranger à cette résurrection. Le ministre de l'Intérieur ne résiste pas à l'envie de prouver au président qu'il a bien reçu le message :

« Face à ces excités qui tentent de terroriser l'opinion, nous devons serrer les rangs.

— Bien sûr, monsieur le ministre, bien sûr ! D'ailleurs, en affrontant avec moi la radioactivité, sur les lieux mêmes de l'accident, vous avez œuvré en ce sens », conclut le chef d'État d'une voix douce.

Dans l'hélicoptère, les hommes retiennent difficilement un sourire ironique. L'appareil se pose lentement dans la cour de récréation du lycée des Panneville, à Provins.

Cinq cents réfugiés s'entassent depuis samedi midi dans l'établissement scolaire. La vie s'est organisée. Des postes de télévision ont été prêtés par des habitants de Provins, des animateurs socio-culturels et des moniteurs du centre aéré municipal s'occupent des enfants et des personnes âgées. Un

groupe de rock local est venu jouer hier soir pour les jeunes. Dans les salles de permanence, réservées d'ordinaire à l'étude des élèves, les adultes meublent leur oisiveté en jouant à la belote, au bridge et au tarot. Une paroisse provinoise a fait porter des caisses de pelotes de laine, et les femmes tricotent en écoutant la radio. Quelques malades ont dû être évacués vers l'hôpital. Dans l'ensemble, ce centre de regroupement n'est pas le plus mal loti du département. Sa cantine ne figurerait pas au guide Michelin, mais les pensionnaires ne se plaignent pas de la nourriture.

Le président et quelques hommes de sa suite, précédés d'une meute de photographes et de trois équipes de télévision, pénètrent à 13 h 30 dans le réfectoire. Le troisième service-cantine des réfugiés a commencé plus tard que d'habitude, pour coller au « timing » présidentiel. Les convives mangent le dessert : du fromage blanc à la crème de marron.

Humain, paternel, simple, le président s'assied au hasard entre deux vieilles dames. Bouche bée, l'une d'elles renverse son ramequin. Prestement, un garde du corps couvre la bouillie d'une serviette jaune à carreaux.

Quelques mots dans un micro baladeur, un tour de réfectoire pour serrer les mains et rassurer les évacués, puis le président s'excuse : les impératifs de sa charge le

conduisent à partir. Un murmure de déception court l'assemblée. Dans l'embrasure de la porte à double[^] battant qui conduit aux cuisines, un groupe surgit soudain, brandissant une pancarte barbouillée au feutre noir : « Et nos maisons ? Qui va payer ? » Les gardes du corps présidentiels se précipitent pour refouler les intrus. Atterré, le préfet secoue le bras d'un officier de police :

« Je croyais qu'on avait bouclé les issues de la cantine ?

— Je ne comprends pas. Peut-être une complicité du cuisinier ! »

Les caméras sont à présent braquées vers les manifestants, dignes et silencieux, qui refusent de reculer. Le président n'hésite pas une seconde : il se dirige vers eux.

« Voyons... Pourquoi vous inquiéter ? Le Gouvernement fera face à ses responsabilités, vous serez indemnisés pour vos maisons, vos commerces et vos terres perdus... »

Hystérique, un homme rougeaud se lève en hurlant.

« Perdus ? Il a bien dit perdus ? On va quand même y retourner un jour, merde ! »

Dans les rangs officiels, la panique est à son comble. Les photographes mitraillent la scène, ravis, et les preneurs de son tendent leurs micros au plus près des mécontents.

« Mesdames, messieurs... »

Le président a récupéré le micro baladeur.

« Je comprends votre douleur, je compatis de tout mon cœur... »

Quelques femmes éclatent en sanglots. Un bébé se met à hurler, deux garçonnets jettent les assiettes par terre.

« Vous serez dédommagés, tous, complètement. Je m'engage solennellement, ici même, au nom de la France, à écourter votre séjour dans ce centre, à accélérer le processus de votre relogement. Françaises, Français, ayez confiance ! »

Vaincus par la prestance du président, les manifestants baissent leur pancarte.

« Allez, faut qu'il dégage, au galop », souffle l'officier de police au malheureux proviseur du lycée.

Serrant encore quelques mains tendues sur son passage, le président gagne la sortie, talonné par Pierre-Alain Chèvelin et les journalistes.

Dans la cour, près des hélicoptères, les hommes d'EDF, du SCPRI, du SCSIN, de la Protection civile, restés dehors pendant les dix minutes d'absence du chef de l'État, remontent vite dans leurs appareils respectifs.

« Monsieur le président, voulez-vous annuler Saclay ? demande son conseiller aux affaires énergétiques.

— Pourquoi donc? Si les journalistes restaient sur cette mauvaise impression, ce serait désastreux. Allons-y. »

Les deux Dauphins décollent cette fois en direction du centre de recherches du Commissariat à l'énergie atomique, situé à Saclay, dans la banlieue sud de Paris.

Dans l'hélicoptère, le président relit ses notes, pour commenter intelligemment la présentation du robot destiné à obturer définitivement la brèche de la tuyauterie de vapeur du GV 4 de la centrale nucléaire. Puis il se penche vers son conseiller, et lui demande à l'oreille :

« Mon discours de ce soir est-il prêt ?

— Oui, monsieur le président. Vous disposerez d'une bonne heure pour l'étudier avant votre passage à l'antenne. »

Antenne 2. Mardi, 20 h.

« Françaises, Français, un malheur s'est abattu sur notre pays. Pour la première fois depuis trente ans que nous l'exploitons, la force redoutable de l'énergie nucléaire a échappé au contrôle des techniciens. Que s'est-il donc passé ? Une cascade de ruptures de tuyauteries a provoqué un relâchement de radioactivité... »

Le président résume, en termes très simples, les circonstances de l'accident survenu le 6 décembre.

« Sur tous les fronts, de Nogent à la mer du Nord en passant par Paris, la situation est maîtrisée. Un travail d'une ampleur considérable est en cours afin de réduire les conséquences de l'accident, et rétablir partout des conditions de vie normales. »

Le président déplore les quelques cas de contamination radioactive parmi la population, exprime sa vive sympathie aux familles, et enchaîne :

« Les problèmes d'approvisionnement en eau de la région parisienne seront bientôt résolus. En attendant, buvez sans crainte celle qui sort de votre robinet plusieurs heures par jour. Voyez... »

Il saisit un verre, dissimulé par une plante verte sur son bureau, le lève, et avale ostensiblement quelques gorgées. Il aborde ensuite un « douloureux problème » :

« De nombreuses familles ont dû abandonner leur logement. Pour certaines, hélas, cet abandon sera peut-être définitif. A toutes, je répète ce que j'ai dit cet après-midi : vous serez dédommagées, complètement. La solidarité nationale s'exprimera pleinement. »

Le président se penche sur son bureau, comme pour entrer davantage dans l'intimité des téléspectateurs. Il se tait deux ou trois secondes, prend sa respiration, se compose un masque encore plus grave, et lance, très solennel :

« A maintes reprises au cours de sa longue histoire, notre patrie a dû faire face à l'adversité. Aujourd'hui comme hier, l'adhésion de tous aux

options qui ont permis le redressement du pays, et son maintien parmi les grandes nations, constitue la condition pour que la France reste la France.

« Malheureusement, certains citoyens se font l'écho des campagnes lancées par des milieux hostiles aux intérêts de notre pays. Alors qu'aucune retombée radioactive n'a atteint un territoire habité hors de France, ils prennent prétexte de cet accident exceptionnel pour remettre en cause les moyens de l'indépen-

dance et de la prospérité nationales.

« L'énergie nucléaire est à la base de notre autonomie énergétique. C'est la clef de la modernisation. Certes, le prix à payer peut sembler élevé. Mais combien plus grand serait celui de la profonde et durable régression que provoquerait l'abandon de cette forme d'énergie. »

Le président se redresse sur son fauteuil. Lentement, il hausse les épaules.

« Qu'on ne s'y trompe pas : derrière l'hystérie de ces propos alarmistes, se profilent certains groupes de pression dédiés à la destruction de la cohésion du monde libre. »

Le président se lève, pose ses deux mains sur le bureau de bois précieux, regarde intensément les téléspectateurs.

« Françaises, Français, l'avenir appartient à ceux qui osent entreprendre. La route est longue, il y a des tournants, nous saurons les négocier. Faites confiance à la France, comme j'ai confiance en vous.

« Vive la République, vive la France. »

Dans le salon attenant au bureau présidentiel, le conseiller aux affaires énergétiques manque d'avaler son cognac de travers. Il n'avait pas écrit cette dernière phrase. Pourquoi diable le président a-t-il improvisé cette sortie gaullienne à souhait ?

Bulletin spécial, urgent, AFP (1). Mardi, 22 h 15.

1. AFP : Agence France-Presse.

« La station météorologique de l'île de Fanô, à l'ouest de la côte du Jutland, vient de détecter une augmentation notable de la radioactivité dans l'air. Les spécialistes établissent une relation avec le relâchement radioactif survenu dans la nuit du 6 au 7 décembre, à la centrale française de Nogent-sur-Seine. Ils ne parviennent cependant pas à expliquer l'importance de la concentration observée, en contradiction avec les valeurs mesurées sur le parcours du nuage durant sa traversée du nord de la France.

On s'attend à ce que ce nouveau nuage traverse tout le Danemark durant la journée du mercredi. La météo prévoit un temps pluvieux au-dessus des terres.

Le ministre de la Santé a d'ores et déjà mis en garde la population contre les risques encourus, du fait de la pollution de l'air, et de l'importance probable des dépôts au sol.

Les services de radioprotection ont dépêché vers Esb-jerg, port situé face à Fanô, des équipes dotées de moyens terrestres et aériens pour déterminer l'extension du nuage et sa composition précise. »

Avenue du Père-Lachaise. Mardi, 22 h 20.

Armèle lave du linge dans sa salle de bains.

Elle s'est levée tard ce matin, nullement déçue de ne pas participer à la visite présidentielle de la centrale nucléaire. Franchement, ce genre de spectacle médiatique l'intéresse très peu.

Dans son transistor, Europe 1 enchaîne les chroniques de la vie difficile en zone contaminée, les commentaires concernant le discours du président, et les reportages dans les centres de regroupement. Armèle écoute à peine, saturée d'informations. Mais quand le journaliste annonce l'envahissement du Danemark par une contamination exceptionnelle et inexpliquée, elle abandonne sa lessive pour se précipiter sur le téléphone.

«Allô, René Marennes? C'est Armèle... Oui, Armèle Tchernicov. Vous avez entendu la nouvelle ?... Non, pas la comique conclusion du discours présidentiel, celle de la radioactivité sur la côte danoise. »

Marennes n'est pas un boulimique de l'information. Lorsqu'il travaille, il coupe télévision et radio. Armèle lui résume la dépêche AFP.

« Vous voyez une explication à la perplexité des Danois devant la concentration anormalement élevée du nuage ? demande Armèle.

— Vous savez, sans chiffres, c'est difficile. Ah si, je pense à quelque chose. Notez que, sans le précédent de Tchernobyl, je n'y aurais pas songé. Attendez...

« Le nuage de Nogent est donc monté très haut. Cela semble impossible, puisqu'il n'y a pas eu d'incendie. D'ailleurs, mes amis et moi, nous avons étudié les valeurs de concentration dans l'air et des retombées sur la France, elles correspondent parfaitement avec une hauteur initiale du panache de cent à deux cents mètres, c'est-à-dire pas haut du tout... Panache ! Nom de Dieu, c'est évident ! »

Marennes hurle soudain au téléphone.

« Attendez, j'ai sous les yeux le plan-masse de cette maudite centrale. Bon, ça a pété ici, et le vent soufflait comme ça, en biais par rapport à l'axe des bâtiments... Donc, les rejets ont pris illico la direction de la tour de refroidissement de la tranche n° 2, qui a continué de marcher à plein rendement durant tout l'accident. La base du nuage a donc été aspirée dans la tour, tandis qu'une fraction de la partie haute du même nuage a très bien pu prendre le train en marche en rejoignant le panache de cette tour de refroidissement, qui lui continuait de s'envoler vers les cieux, normalement. Vous suivez ?

— Non, pas vraiment.

— Eh bien, toute cette saloperie a pris l'ascenseur en douce. Et la voilà qui s'amuse à faire des remous chez les amis danois, après une virée peinarde au-dessus des bancs de harengs.

— Mais ça peut monter très haut, un panache de tour de refroidissement ?

— Vous voulez un chiffre ? Grâce à la documentation gracieusement fournie par Sa Majesté EDF soi-même... attendez que je mette la main dessus... c'est ça... Tenez-vous bien : vous savez quel titre ils ont trouvé pour faire plus poétique ? Je vous le donne en mille : " Voyage à l'intérieur

des panaches ", le club Med' pour becquerels vadrouillards. C'est pas mignon ?

— Bon, mais...

— Oui, alors, pas de problème, un vrai billet pour Copenhague sans escale! Par vent faible, ça vous expédie le tout jusqu'à deux mille mètres d'altitude. Pour un peu, la vapeur a gentiment condensé, et les petites gouttelettes radioactives se sont offert un vol plané de mille cinq cents kilomètres.

— Et après ?

— Quoi, et après?

— Il va continuer jusqu'où, ce nouveau nuage?

— Très bonne question, chère amie ! Je ne suis pas un expert en météo, mais enfin, j'en sais assez pour savoir que si la tendance se maintient dans les trois ou quatre jours à venir, tout ça va faire une petite virée chez nos potes polonais, ou chez leurs voisins baltes. Et puis, pourquoi pas? aller achever de se disperser au-dessus de l'Ukraine. Allez, jusqu'à Tchernobyl, pendant qu'on y est ! »

3

Annexe de la mairie, Nogent-sur-Seine. Mercredi, 10 h.

« Écoutez-moi bien, Ruel : vous êtes personnellement en cause. Depuis trois jours, nous cherchons à comprendre comment l'équipe de quart a pu laisser la situation du réacteur se dégrader au point de provoquer une libération massive de radioactivité. Or, les témoignages de vos collègues, recoupés avec vos propres explications, vous accablent complètement. »

Philippe Raudes, le directeur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, est rentré en catastrophe des États-Unis samedi soir. Il était temps : son adjoint, Laurent Rolant, tenait à peine sur ses pieds, épuisé par une nuit et un jour entier de veille dans le bloc de sécurité. Dès dimanche, Raudes, Rolant et l'ingénieur de sûreté de la centrale ont préparé le dossier de l'accident, réclamé d'urgence par la Commission d'enquête du ministère de l'Industrie. Lundi, dans les bureaux réquisitionnés à la mairie, en dehors de la zone contaminée, un premier « débriefing » réunissait l'équipe de quart au complet pour une reconstitution des faits. Déjà, Hervé Ruel, le chef de bloc, semblait déprimé. Le départ de sa femme n'était pas étranger à son attitude. Ses supérieurs, ignorant cet aspect privé de la vie de l'opérateur, n'y ont vu que faiblesse morale.

Plus tard, les membres de l'équipe étaient interrogés séparément. Ce matin, Hervé est seul face à Laurent Rolant, l'ingénieur et son directeur.

« Vous avez engagé toute l'équipe dans une série de manœuvres hasardeuses, poursuit, implacable, Philippe Raudes, sans laisser à l'ISR (1) ou au chef de quart le temps d'évaluer la situation exceptionnelle à laquelle ils étaient confrontés. Sans doute parce que, étant seul en salle de commande au début de l'accident, vous vous êtes d'emblée approprié le contrôle des opérations. A vous entendre, lundi, on aurait dit qu'il s'agissait d'une affaire personnelle entre vous et le réacteur !

(1) ISR : Ingénieur de sûreté-radioprotection.

— Mais je ne pouvais...

— Ne dites pas le contraire : vous l'avez reconnu fièrement vous-même lundi. »

Effondré sur son siège, Hervé est méconnaissable, démoralisé, harassé par plusieurs nuits blanches. Il sent l'étau se resserrer, inexorablement. Son esprit fonctionne au ralenti.

Philippe Raudes réprime un sentiment de pitié :

« Il a présumé de ses compétences, pense le directeur de la centrale, il a voulu jouer au héros bricoleur, et maintenant il s'effondre. Une leçon pour l'avenir : le processus de sélection des équipes de conduite devra comprendre, à l'avenir, des vrais tests d'aptitude psychologique. »

Laurent Rolant rassure Hervé Ruel : contrairement à ce que craignait l'opérateur, son abandon de poste, au milieu de la nuit, ne sera pas retenu à sa charge, même s'il a contribué à engorger un peu plus l'organisation sanitaire de la centrale. Prévenir une épouse enceinte n'est pas un crime, la direction peut comprendre un tel motif.

« En revanche, poursuit Raudes, vous êtes intervenu deux fois contre le cours normal des séquences de sauvegarde. D'abord, en tentant cette manœuvre insensée : forcer l'ouverture des vannes de décharge du pressuriseur au milieu de la phase de dépressurisation du circuit primaire. Ensuite, bien pire, en imposant, durant le renoyage du cœur du réacteur, des points d'injection prévus pour l'étape ultérieure. »

Hervé pense lentement, certes, mais il n'admet pas le reproche : il voulait créer un « mur liquide » entre le cœur et le générateur de vapeur accidenté, et la manœuvre semble avoir réussi.

« Mais c'était de l'inconscience pure, Ruel ! explose Philippe Raudes. Cette action a eu un effet désastreux. L'équipe de René Mioplin, à l'IPSN (1), vient de reconstituer tout le déroulement de l'accident avec son code informatique CATHARE (2). Les simulations sont formelles : les explosions de vapeur dans le réacteur ont repoussé la majeure partie de l'eau injectée vers la brèche. »

(1) IPSN : Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire.

(2) CATHARE : nom d'un gros code de calcul destiné à simuler les accidents dans les centrales nucléaires à eau pressurisée.

L'opérateur se voûte un peu plus. Il a une solide formation technique, et réalise maintenant les conséquences de sa manœuvre : le renoyage du cœur a en fait pris quatre fois plus de temps que s'il s'était abstenu.

« Non seulement la quantité de radioactivité libérée s'est trouvée considérablement augmentée, poursuit le directeur, mais une partie importante a été emportée avec l'eau, sous forme liquide, vers la Seine. Si vous étiez resté tranquille, il n'y aurait eu que des rejets de vapeur. Tout dans l'atmosphère, rien dans le fleuve !

— C'est-à-dire, renchérit Laurent Rolant, qu'à l'heure actuelle, on n'aurait pas quelques millions de curies en train de naviguer entre Choisy et Paris.

— Mais le pire, Ruel, le pire... » Curieusement, Hervé se redresse. Le pire? Allons, peut-il y avoir un pire, à présent ?

« Le pire, martèle froidement Philippe Raudes, c'est qu'en distrayant l'esprit de vos coéquipiers, vous avez retardé la découverte de la solution. Oui, je sais, finalement, vous avez eu vous-même l'idée de briser les pompes. Mais si vous leur aviez laissé le temps de réfléchir, n'importe qui aurait pu penser aux pompes. »

Un silence pesant écrase les quatre hommes. Laurent Rolant et l'ingénieur de sûreté voudraient pouvoir atténuer la dureté du réquisitoire. Si seulement Ruel pouvait réagir, protester, argumenter... Rien ! Hervé ne souffle mot.

« Vous pouvez vous retirer », dit doucement le directeur adjoint.

Hervé Ruel hésite une fraction de seconde. Son regard brisé glisse sur le visage fermé de ses supérieurs. Enfin, il se lève. D'un pas mécanique, il gagne la sortie.

Philippe Raudes pose ses mains soignées, bien à plat, de part et d'autre des documents rangés sur la table, et considère un instant ses deux interlocuteurs.

« Nous devons préparer ce rapport à la direction générale. J'ai eu Laverdure au téléphone tout à l'heure, il le réclame pour demain matin sur son bureau. Rolant, tu peux me rédiger cela pour 18 h ?

— Sans problème.

— Mets bien en évidence le problème posé par l'alliance tacite de Ruel et Raymond Craplet, le chef de quart, contre l'ISR. Ces deux-là s'entendaient peut-être trop bien. Parfois, c'est un avantage. Là...

— Vous avez raison, coupe l'ingénieur de sûreté, qui connaît bien l'ISR. Je suis sûr que, sans cela, Pierre Duguey aurait correctement joué son rôle et orienté le travail de l'équipe dans la bonne direction. »

Philippe Raudes approuve et frappe la table : « Rolant, insiste bien là-dessus : à aucun moment, l'ISR n'a porté de jugement erroné. Il a émis des réserves sur l'ouverture de la décharge du pressuriseur, et il n'a pas pris part à l'histoire du " mur d'eau ". Entre nous — mais ne l'évoque pas — malgré son bagage théorique supérieur, il était un peu jeune pour faire valoir son avis face à un vieux routier comme Raymond Craplet.

« Surtout, souligne l'esprit d'à-propos dont a fait preuve Michel Pernet, l'adjoint de Ruel. Voilà un garçon solide. Il a su s'adapter au caractère imprévu de l'accident. Son idée de vider la piscine des combustibles dans le réservoir PTR venait au bon moment. Puisque les équipes de Nogent 1 vont être dispersées, propose Pernet pour une promotion. » Le directeur se tourne vers l'ingénieur de sûreté : « De même, achève-moi rapidement le compte rendu des opérations engagées sur le site depuis l'accident. Ils le réclament aussi à Paris. »

Bureaux du CRARN, Police nationale. Paris. Mercredi, 12 h 30.

« Je vais déjeuner. Je veux trouver votre rapport sur mon bureau dans une heure. »

Le commissaire divisionnaire repose le combiné téléphonique, songeur. Ce que vient de lui apprendre un de ses agents, lui-même « tuyauté » par un informateur, est peut-être d'une importance capitale dans l'enquête en cours sur les causes de l'accident nucléaire.

L'hypothèse d'un attentat terroriste n'a toujours pas été écartée, en dépit des certitudes contraires de certains responsables EDF. Même s'ils ne comprennent pas les causes des ruptures de tuyauterie, ils admettent qu'un défaut de construction, d'inspection, ou bien une usure normale ait pu en être à l'origine. De toute façon, les policiers n'ont pas pour habitude de lâcher une piste, si mince soit-elle. La conversation, enregistrée grâce aux écoutes téléphoniques au début de la semaine dernière, prouve qu'une action de malveillance était prévue contre une centrale nucléaire. S'agissait-il de Nogent? Rien n'est sûr. Mais la presse, avertie par le ministère de l'Intérieur des soupçons nourris contre d'éventuels terroristes, n'en finit pas de gloser sur « l'imagination délirante des policiers ».

Avant l'obturation définitive de la brèche, des photos

du tuyau déchiré ont été prises. Le laboratoire de la préfecture de Police n'a relevé sur les clichés aucune marque de déformation par explosion.

L'enquête sur le personnel de la centrale piétine également. Outre les équipes d'entretien appartenant au personnel EDF, des entreprises intérimaires interviennent parfois sur le site. Les policiers se perdent dans les listings et les emplois du temps des ouvriers.

Or, ce matin, un événement exceptionnel s'est produit à la Bourse de Paris.

13 h 30... Le commissaire divisionnaire se penche sur deux pages maladroitement dactylographiées.

« Vendredi 6 décembre, quelques heures avant l'accident de Nogent-sur-Seine, un agent de change, gestionnaire d'un gros portefeuille dont le propriétaire est encore inconnu de nos services, a vendu pour 500 millions de francs d'actions... »

Le commissaire gratte son front chauve. Il n'a jamais compris grand-chose aux opérations boursières.

Vendredi, à la première séance de cotation, vers 9 h 15, 100 millions d'actions ont été mises en vente : Air liquide, Bouygues, Elf-Aquitaine, Télé-Mécanique et Thomson. Des actions extrêmement bien cotées sur le marché. A la seconde séance, à partir de midi, le même vendeur a offert du Schneider, Legrand, Signaux, Carrefour et Casino. A 16 h, heure de clôture, l'agent de change avait tout liquidé, et empoché 500 millions de francs. Une grosse somme.

Lundi 9 décembre, la Bourse de Paris est restée fermée, à cause de la radioactivité dans la capitale. Sur les marchés boursiers étrangers, les actions françaises ont commencé à baisser. A New York, le Club Méditerranée s'est littéralement effondré. Pourquoi le Club? Mystère ! Mardi matin, la Bourse de Paris a rouvert ses portes, et les actions ont perdu cinq pour cent en deux séances.

Aujourd'hui, mercredi, les valeurs françaises ont encore chuté de dix pour cent. Des milliers d'actions se

sont retrouvées offertes à la vente. Et, curieusement, les actions vendues vendredi dernier ont été rachetées pour 380 millions.

La conclusion du rapport de police est brève :

« Si le vendeur de vendredi et l'acheteur de ce matin ne font qu'un, le bénéfice de l'opération boursière est colossal : 120 millions de francs.

« Cette vente survenue fort à propos le 6 décembre, quelques heures avant l'accident de la centrale nucléaire, est-elle le fruit du hasard ? »

« Oui pouvait prévoir l'effondrement des valeurs françaises ? »

Le commissaire divisionnaire décroche son téléphone : il doit prévenir immédiatement ses supérieurs au ministère de l'Intérieur.

Danemark. Mercredi, 16 h.

Le nuage radioactif, en provenance de Nogent-sur-Seine, France, arrive sur Copenhague. Il pleut. Les dépôts au sol atteignent cent mille becquerels par mètre carré, l'équivalent de la contamination maximale relevée sur les côtes françaises de la mer du Nord. Le nuage atteindra Malmô, en Suède, aux alentours de 18 h, heure locale.

Ministère de l'Industrie, Paris. Mercredi, 16 h 30.

David Riencourt, le président d'EDF, sort du bureau ministériel, très agacé. En quatre jours, c'est sa seconde convocation chez Pierre-Alain Chèvelin. Celui-ci veut absolument se forger une certitude : oui ou non, l'hypothèse de l'attentat terroriste est-elle crédible ? David Riencourt refuse de répondre à une question aussi difficile. Il répète inlassablement, depuis samedi, que des

ruptures en cascade sur les tuyauteries sont suffisamment improbables pour que l'acte de malveillance ne soit pas à exclure. Le ministre tient mordicus à l'attentat : ajouté aux erreurs de l'équipe de conduite, erreurs humaines non imputables à la conception des installations, il accrédite la bonne qualité de la technique française.

Dans l'antichambre, le président d'EDF salue Michel Velaire, le chef du SCSIN, un service qui dépend directement du ministre de l'Industrie.

« Entrez, Velaire, entrez... »

Le ministre aime bien cet homme grand, physiquement un peu mou, lourd et maladroit, dont le regard posé et ferme dément absolument cette première impression. Michel Velaire ne s'embarrasse pas de circonlocutions oratoires :

« Monsieur le ministre, j'ai le regret de vous présenter ma démission.

— Quoi ? »

Chèvelin a presque crié. Michel Velaire regarde en silence ce ministre, qu'il côtoie depuis quelques mois seulement, un remaniement ministériel ayant bouleversé récemment l'organisation du Gouvernement.

Velaire est un ingénieur du corps des Mines, unanimement respecté dans le monde de l'industrie et de la recherche. Chargé depuis des années du Service central de sûreté des installations nucléaires, il a accompagné la montée en puissance du parc nucléaire national, ne négligeant l'examen d'aucun rapport de sûreté. Doté de capacités intellectuelles et d'une force de travail exceptionnelles, il excelle à déjouer les tentatives de dissimulation ou d'embrouille de dossiers, très prisées chez certains de ses interlocuteurs, à EDF ou chez les constructeurs.

Sa fonction consiste à maintenir un juste équilibre entre deux exigences contradictoires : remettre sans cesse en cause le niveau de la sûreté d'un côté, tenter d'en réduire les coûts de l'autre. Deux états d'esprit difficilement conciliables. Michel Velaire est réputé pour n'accepter d'autre critère que l'intérêt collectif.

Il y a longtemps — dans l'antichambre, tout à l'heure, Velaire tentait en vain de se rappeler quand — l'ingénieur avait confié à des collègues :

« Le jour où j'estimerai que la sûreté n'est plus garantie, je démissionnerai. »

Ce matin, Velaire a demandé un rendez-vous au secrétariat du ministre. Chèvelin le regarde sans comprendre.

« Nous avons rendu possible une catastrophe, parce que nous ne croyions pas vraiment à la possibilité d'un accident grave. L'étude d'une rupture des tuyauteries de vapeur avait été suggérée au Conseil supérieur de sûreté en octobre 1986. Aujourd'hui, je ne comprends toujours pas comment nous, le SCSIN, n'avons pas étudié de notre propre initiative une telle éventualité. Peu importe, d'ailleurs, je...

— Vous ne pouvez pas démissionner, coupe Chèvelin, insensible aux réflexions déontologiques de l'ingénieur en chef. Vous avez été vu hier aux côtés du président. Cela remettrait trop de choses en cause. Je refuse votre démission.

— Monsieur le ministre, il est des servitudes qui honorent : par exemple, lorsque le président de la République m'appelle à ses côtés pour l'éclairer sur un problème de ma compétence. Il en est d'autres que je préférerais éviter, mais auxquelles je reste soumis, tant qu'elles n'offensent pas l'idée que je me fais de ma dignité.

« Hier, à mon corps défendant, en jouant au clown devant les caméras, j'ai dû tenir un rôle détestable : apporter la caution du SCSIN à une opération de propagande. »

Pierre-Alain Chèvelin comprend de moins en moins : ces scrupules ne sont que des états d'âme sans importance. Les circonstances exigent de la tenue et une cohésion sans faille. Agacé, le ministre l'est d'autant plus qu'il imagine fort bien la mine méprisante du Premier ministre, lorsque celui-ci apprendra qu'un proche subordonné du ministre de l'Industrie inaugure la débandade.

« Mon cher Velaire, vous n'avez évidemment aucune responsabilité directe dans l'accident. Dans ces conditions, je ne vois pas ce qu'apporterait votre démission. »

Le ministre esquisse un grand sourire, signifiant ainsi la fin de l'entretien. Ignorant le congédiement ministériel, l'ingénieur en chef du SCSIN décide de mettre les points sur les « i ».

« La France a été incapable d'apprécier la signification réelle des accidents de TMI et de Tchernobyl. Les Suédois, eux, ont interrompu le développement de leur programme nucléaire. Plus malins, nous avons considéré TMI comme une source d'informations. Avec sérieux et application, nous avons entrepris de modifier nos centrales. Je vous laisse juge du résultat.

« En revanche, l'accident russe nous a vraiment fait peur. Mais au lieu d'étudier la vraie question, c'est-à-dire le risque d'un relâchement massif de radioactivité, nous nous sommes réfugiés dans le relativisme technique, soulignant les différences entre le système soviétique RBMK (1) et notre REP (2).

(1) RBMK : Réacteur à eau bouillante modéré au graphite.

(2) REP : Réacteur à eau pressurisée, dont est équipée la presque totalité du parc nucléaire français.

« Il faut un jour savoir tirer la leçon de l'expérience. S'obstiner plus longtemps est une faute. »

Pierre-Alain Chèvelin renonce à discuter. Michel Velaire est tout simplement en train de prêcher pour un arrêt du programme nucléaire français.

« Bien. Pouvez-vous attendre la fin de la crise avant de démissionner ? demande-t-il sèchement. Le président de la République a été clair : la crédibilité de nos institutions exige une attitude solidaire. Vous ne songez pas sérieusement à remettre en cause toute l'œuvre nationale depuis le retour de de Gaulle aux affaires ?

— Monsieur le ministre, ma décision est irrévocable. Puis-je me retirer ? »

Chèvelin se lève, vaincu et furieux. Au moment où Michel Velaire tire la première porte capitonnée du bureau, le ministre grogne sur un ton menaçant :

« Votre devoir de réserve, Velaire... Ne l'oubliez pas ! »

Le chef du SCSIN regagne son bureau et informe sa secrétaire de sa démission. Comme une traînée de poudre, la nouvelle se répand dans les bureaux, et quitte le ministère par la voie ordinaire : un militant syndical téléphone à son secrétaire fédéral, chargé des problèmes touchant au nucléaire.

Rue de Montholon, Paris. Mercredi, 17 h 30.

Coïncidence, mais non hasard : lorsque le secrétaire fédéral du syndicat prend la communication en provenance du ministère de l'Industrie, le physicien René Marennes et la journaliste Armèle Tchernicov se trouvent dans son bureau. Le premier prépare une réaction concertée du syndicat et des scientifiques indépendants à l'allocution du président de la République. La seconde attend le responsable syndical pour une interview. Marennes et Armèle sont venus ensemble. Le physicien réagit immédiatement :

« Cela devait arriver ! Un type comme Velaire ne pouvait continuer à rester le cul entre deux chaises. Je le connais bien. Il est sérieux, compétent, brillant, même. Vous savez qu'il est un des représentants du ministère au Conseil supérieur de sûreté ? A la fin d'une séance après Tchernobyl, nous causions à part, lui et moi... »

Marennes mime la conversation :

« Il m'a dit : " Quelle est la première puissance nucléaire mondiale ? "

« Je réponds : " Les États-Unis. "

« Il continue : " Où a eu lieu le premier accident grave dans une centrale ? "

« Moi : " A Three Mile Island. "

« Lui : " Bien. Et quelle est la seconde puissance nucléaire ? "

« Je ne voyais pas où il voulait en venir. Je réponds encore : " L'URSS, et le deuxième accident grave s'est produit à Tchernobyl... " Il me coupe : " Dont le nom commence aussi par un T. Quelle est la centrale française dont le nom commence aussi par un T ? "

« Là, j'avais compris : " Tricast... "

« Velaire m'a fait " chut ", et ajouté : " J'espère que je n'occuperai plus ce poste quand cet accident arrivera. "

« Eh voilà, ce n'est pas Tricastin, c'est Nogent, conclut Marennes. Et le pauvre Velaire est toujours

là. »

Le secrétaire fédéral du syndicat sourit, et tente de ramener René à leur discussion interrompue. Mais le physicien se tourne vers Armèle :

« Velaire a vécu, comme tant d'autres, en refoulant l'idée qu'un Tchernobyl pouvait aussi arriver chez nous. Le pire, c'est que tous ces

responsables ont empêché en toute bonne foi que le débat quitte le domaine des détails techniques.

— Vous auriez voulu le placer où, ce débat? demande Armèle, qui a noté scrupuleusement l'anecdote des trois T sur son bloc.

— Mais sur l'acceptabilité sociale du risque nucléaire, voyons! Enfin, maintenant, c'est parti, le bras de fer commence... »

18 h 45.

« Hervé Ruel ? Armèle Tchernicov, à l'appareil. Nous nous sommes rencontrés samedi à la centrale, pour la télé... »

Hervé a décroché machinalement, sans sortir de sa prostration, parce que l'appareil est à portée de sa main.

« Allô ? Vous m'entendez ? Je suis bien chez Hervé Ruel?

— Euh, ou... oui, c'est moi, qu'est-ce que vous voulez ?

— Vous rencontrer. Vous m'aviez dit que si j'avais un jour besoin d'un renseignement...

— Non, non ! J'en ai assez de tous ces interrogatoires. Laissez-moi tranquille, laissez-moi... Bon Dieu, mais laissez-moi ! »

Stupéfaite, Armèle regarde les hommes qui l'entourent dans le bureau du syndicat. Elle frappe plusieurs fois son index sur sa tempe en montrant le combiné du téléphone.

« Mais enfin, Hervé, je suis avec votre ami Michel Pernet, votre adjoint chef de bloc, à la Fédération gaz-électricité. Si j'ai bien compris, c'est grâce à vous qu'on a évité le pire la nuit de l'accident. René Marennes est là aussi, et il est formel : sans vous, tout était perdu.

— Michel, il n'y connaît rien, répond Hervé au bout du fil. Et qui c'est, ce Ramène? Vous ne pouvez pas comprendre, je suis responsable... C'est trop tard. »

Il a raccroché. Armèle ne comprend rien. Elle résume les propos d'Hervé aux syndicalistes.

« Qu'est-ce qui lui arrive ? On dirait qu'il est complètement désespéré. Il donne l'impression d'être à bout, il répète qu'il est responsable. »

Michel blêmit. Il réalise, à présent, pourquoi les responsables d'EDF l'ont autant questionné hier.

« Alors, c'est à ça qu'ils voulaient en venir, quand ils m'ont cuisiné. C'est pas croyable !

— Que veux-tu dire ? » s'énerve le Pr Marennès. René Marennès travaille souvent avec les permanents

de la fédération. Depuis que le Groupement des scientifiques indépendants existe, presque quinze ans maintenant, ils échangent informations et réflexions. De véritables liens d'amitié se sont ainsi tissés entre ces hommes qui, sans le nucléaire, ne se seraient probablement jamais croisés.

« Ils n'arrêtaient pas de me faire répéter qu'Hervé avait eu l'idée du pressuriseur, qu'il avait pris l'initiative de tenter le " le mur d'eau ". Et ils restaient impassibles, au lieu de... je ne sais pas, moi... au lieu d'avoir l'air contents qu'un opérateur de centrale ait réussi à imaginer des trucs pareils pour limiter les dégâts. Ça me donnait l'impression que nos initiatives étaient finalement foireuses.

— Peut-être, coupe Marennès, mais c'est quand même lui qui a imaginé de bousiller les pompes, non ? C'est bien grâce à ça que vous avez réussi à arrêter l'accident. »

Armèle commence à entrevoir ce qui se trame derrière ces analyses techniques. Elle aimerait être sûre de bien comprendre l'essentiel. Michel revoit ses trois supérieurs :

« Oh, ils ne semblaient pas attacher beaucoup d'importance au fait qu'Hervé ait eu l'idée. »

Marennès bondit, rouge de colère :

« C'est clair ! Comme à Three Mile Island, comme à Tchernobyl, on va encore nous resservir la théorie de l'erreur humaine. Je sens le coup tordu. Si Ruel est à cran, c'est qu'ils l'ont chambré à fond pour en faire un bouc émissaire présentable. »

Armèle entend encore la voix désespérée d'Hervé au téléphone, et revoit le jeune homme rieur, enthousiaste et sûr de lui samedi, devant la caméra.

« En attendant, Michel, votre copain aurait peut-être besoin qu'on lui remonte le moral, risque-t-elle.

— Vous avez raison, approuve Marennes, qui ramasse son vieux cartable et son manteau. Michel, tu comptais rentrer ce soir à Provins ?

— Oui, après cette réunion. Mon frère m'a prêté sa voiture, parce que la mienne est toujours sur le parking de la centrale. Je ne la récupérerai sans doute jamais.

— Alors, emmène-moi, et passons chez Hervé en arrivant.

— Pouvez-vous me prendre aussi ? » demande Armèle.

Elle a posé sa question sans réfléchir. Il faut absolument qu'ils acceptent. Elle prépare un grand papier

sur cette affaire, elle doit rencontrer Hervé Ruel coûte que coûte.

Quartier Saint-Brice, Provins. Mercredi, 20 h 30.

Quatre-vingt-dix minutes plus tard, Michel, René et Armèle tambourinent à la porte d'Hervé Ruel. En vain.

Michel connaît bien la maison, il vit dans un pavillon

semblable à quelques dizaines de mètres. « Venez, on fait le tour par derrière, la porte de la cuisine est peut-être ouverte. » Hervé est seul, affalé sur le divan, prostré. Le moment n'est visiblement pas propice aux explications.

Malgré l'heure tardive, ils réussissent à joindre un médecin. Celui-ci arrive quinze minutes plus tard. Sous l'effet d'un puissant somnifère, Hervé s'endort rapidement. Michel s'en va, promettant de revenir tôt le lendemain matin. Bloqués à Provins, n'ayant toujours pas réussi à parler à Hervé, René Marennes et Armèle décident de passer la nuit auprès de lui.

René laisse la chambre d'ami à la journaliste, et intime à sa lourde carcasse l'ordre de se contenter du canapé. Cinq minutes plus tard, il ronfle

si fort qu'Ar-mèle, dans sa chambre située à l'autre bout de la maison, perçoit les vibrations des cloisons. Elle n'est pas fatiguée. Dans le salon, elle a aperçu un magnétoscope. Tout doucement, elle se relève et fouille dans le stock des cassettes vidéo. Hervé est apparemment un fanatique d'Alfred Hitchcock. A moins que ce ne soit sa femme. Au fait, sa femme, où est-elle?

4

Quartier Saint-Brice, Provins. Jeudi, 8 h 30.

Armèle tire la couette sur son visage. Il fait froid dans cette chambre. Cette nuit, elle s'est levée pour couper le chauffage, maugréant après ces gens d'EDF qui profitent à fond des avantages consentis par leur employeur sur les notes d'électricité. Résultat, ce matin elle a le nez gelé. Quelle heure est-il? Armèle attrape sa Swatch sur la moquette.

« Oh, c'est pas vrai ! Merde... »

La journaliste saute dans son jean, enfille son pull-over à la hâte, et tâtonne dans le couloir pour trouver l'électricité. Dans la cuisine, René Marennes, hirsute, brandit une tranche de pain rassis. En pyjama, Hervé

Ruel touille machinalement un bol fumant rempli d'un drôle de liquide marron clair.

« Ah, bonjour miss ! lance le physicien. J'ai fait comme j'ai pu, mais je ne suis pas très fort pour préparer les petits déjeuners. Servez-vous, il reste un fond de Nescafé.

— Vous auriez pu me réveiller, proteste Armèle. Je voudrais aller à Nogent dans la matinée, après avoir discuté avec vous, Hervé.

— Vous fatiguez pas, répond Marennes en haussant les épaules, il n'est guère causant. Voilà près d'une

demi-heure que j'essaie de le raisonner, il pleurniche. Ah, ils lui ont bien bourré le mou, les types d'EDF ! »

Agacée, Armèle pose une casserole d'eau sur la plaque électrique. Si l'opérateur refuse de discuter, il était inutile de jouer les saint-bernard et de perdre autant de temps. Quoique... Raconter le plongeon psychologique d'un des personnages-clés du drame nucléaire, c'est intéressant. Hervé Ruel est obsédé par les suites de l'accident, le mécanicien grièvement blessé, les nombreux cas de contamination grave et les scènes de panique pendant l'évacuation qu'il a vus à la télévision.

« Vous comprenez, chaque seconde était précieuse. Par ma faute, on a perdu du temps. Plus grave encore, je suis responsable pour la Seine. Tout ce que vous dites ne change rien, ils ont fait des simulations à l'ordinateur. »

Marennes perd patience.

« Bougre de tête de mule, puisqu'en pareille circonstance chaque seconde compte, vous ne trouvez pas que l'absence de dispositifs et de procédures pour stopper cet accident constitue la cause principale du désastre ? »

D'un air désolé, Hervé répète à nouveau qu'il est coupable.

« Si vous acceptez les accusations que vos supérieurs font peser sur vous, on n'arrivera jamais à obtenir une amélioration de cette foireuse organisation de la sûreté. »

Armèle lève le nez de son bol, intéressée.

« Si vous laissez faire, poursuit Marennes, la thèse de l'erreur humaine l'emportera, et autorisera à faire l'économie d'une discussion de fond. Écoutez, Hervé, je parie que vous ignorez quel genre de type on a nommé inspecteur général pour la sûreté et la sécurité nucléaire à EDF. Vous le connaissez, Laverdure ?

— Vous n'avez pas une cigarette ? »

Hervé se fiche de Laverdure. Armèle tend son paquet de Rothmans rouges. Le physicien ne désespère pas d'allumer une étincelle dans les yeux de l'opérateur.

« Laverdure a été patron de l'IPSN pendant plus de dix ans, et, à ce titre, responsable des études de sûreté. Ce type a consacré une somme incroyable d'efforts intellectuels à faire améliorer les dispositifs de sauvegarde des centrales.

« Qu'est-ce qu'il fait en quittant l'IPSN ? Il rallie EDF, l'organisme à qui il imposait ces modifications. On lui confie le soin de déceler les lacunes de la sûreté, d'en déduire les mesures de sécurité appropriées, bref, de s'appliquer à trouver les failles du système. Vous vous rendez compte ? Un système qu'il a lui-même échafaudé ! On peut parier qu'il va surtout en démontrer la perfection, c'est évident. Alors qu'il faudrait placer à ce poste un mec vicieux, un gars motivé pour trouver les failles...

« ' Bon, inutile de continuer à user ma salive, conclut René Marennès d'un air découragé, Ruel est décidément mal barré. »

Clinique Mimosa, boulevard Arago, Paris. Jeudi, 10 h.

« Vous avez rendez-vous ?

— Non. Mais j'ai une lettre de mon gynécologue, c'est urgent. Je vous en prie, madame, je dois...

— Vous avez un dossier chez nous ? »

La réceptionniste de cette maternité privée dissimule sa pitié derrière un ton sec. Depuis mardi, les femmes enceintes se bousculent à la clinique. Des futures mamans en début de grossesse, mais aussi des dames au ventre bien rond, qui entament au moins leur cinquième mois. Seules, ou accompagnées de leurs maris, de leurs mères, parfois de leurs enfants. Les gynécologues de la clinique Mimosa sont débordés. Le médecin généraliste,

le chirurgien et l'anesthésiste se relaient pour recevoir ces femmes, dont la demande ne varie pas : elles veulent avorter.

Dans le hall d'entrée, sur les fauteuils d'accueil, une très jeune fille sanglote sur les genoux de son copain, mal à l'aise. Une dame d'environ trente-cinq ans, aux yeux marqués de lourds cernes violacés, se penche sur la petite :

« Vous avez essayé l'hôpital ? »

— Oui, répond le garçon à la place de son amie, l'hôpital Saint-Louis. Il y a la queue. Une infirmière nous a conseillé de venir ici, il paraît qu'ils sont gentils.

— Elle a raison, j'ai accouché deux fois dans cette maternité, le personnel est formidable. Mais j'ai bien peur que ce ne soit la même chose partout. Elle en est à quel mois ? »

Le jeune homme ne sait pas exactement. La fille relève la tête :

« Deux mois, madame. Je vous jure que je voulais le garder, mais pas si c'est un monstre, ce serait affreux.

— Deux mois, reprend la femme, rêveuse. Vous avez le temps. Dans quelque temps, l'affluence va se tasser. Allons, vous feriez mieux de rentrer chez vous, c'est pas bon de courir comme ça partout. »

Un nouveau couple franchit le seuil après s'être déchaussé. Dans l'entrée de la clinique, une femme de ménage gantée de caoutchouc passe et repasse sans relâche une serpillière. Les nouveaux arrivants sortent de leur sac des souliers propres, et s'approchent à leur tour de la réception. Un médecin raccompagne gentiment une femme en larmes vers la sortie.

« Madame Morel ? A nous deux ! »

La dame aux yeux gonflés se lève lourdement. Sous son large manteau, on devine à présent son gros ventre. Le docteur la guide vers son bureau.

« Alors, vous n'allez pas me dire que, vous aussi, vous voulez interrompre votre grossesse ! C'est ridicule, à la fin ! Je comprends l'angoisse des femmes qui vivent dans les zones très contaminées, mais à Paris ! Le SCPRI affirme qu'ici nous n'avons rien à craindre.

— J'ai deux enfants en bonne santé, je ne veux pas leur donner un petit frère handicapé. Je suis éducatrice dans l'enfance inadaptée, et je sais ce que représente,

tant pour un gosse que pour ses parents, une malformation. Alors, oui, docteur, je dois avorter. Mon mari est d'accord. Je suis encore assez jeune pour avoir plus tard un troisième bébé. »

Le médecin soupire. Combien de fois, ce matin, ses clientes ne lui ont-elles rappelé les naissances exceptionnelles de mongoliens à Berlin, en 1987, neuf mois après l'accident de Tchernobyl ? La presse française ne s'est pas privée de remuer tous ces souvenirs, déclenchant une panique absolue chez les femmes enceintes.

« Madame Morel, votre bébé a déjà six mois. Il est bien formé, vos échographies le prouvent. Si cela peut vous rassurer, nous pouvons effectuer un caryotype pour vérifier qu'il n'a pas d'anomalie chromosomique. Mais le mongolisme est une tare de conception. Franchement, vous ne risquez rien. Si vous étiez enceinte de un ou deux mois, là, je ne dis pas...

— Non et non ! Je ne veux pas de cet enfant. Si vous ne voulez pas pratiquer d'IVG, j'irai en Suisse. Mon beau-frère est médecin à Lausanne, il peut sans doute m'arranger quelque chose. »

Le gynécologue est catastrophé. Pratiquer un avorte-ment à deux ou trois mois n'est pas difficile. Au-delà, il faut provoquer un accouchement par expulsion, ou procéder à une césarienne. Pour avoir milité, dans les années 70, en faveur de l'avortement légal, il se souvient de ces milliers de femmes partant vers l'Angleterre, la Suisse, les pays Scandinaves, opérées à la va-vite dans des conditions parfois douteuses. Si les femmes cèdent à la panique, si les hôpitaux français ne se mobilisent pas pour accueillir toutes celles qui veulent interrompre leur grossesse, même au-delà de la limite légale des neuf semaines, ces souvenirs vont redevenir réalité.

« Bien ! Vous l'aurez, votre interruption. Je ne veux pas vous exposer à un charcutage en Suisse. Mais je vous en prie, réfléchissez au moins une semaine. D'ici là, vous changerez peut-être d'avis. »

Les semaines à venir s'annoncent rudes, pense le docteur en aidant Nfe Morel à enfiler son manteau. La

clinique Mimosa est une maternité, que diable, pas un centre d'avortements. Comment les Caisses d'assurance-maladie vont-elles réagir ? Dans le hall, la jeune fille et son copain sont toujours là, en chaussettes, tassés sur un seul fauteuil pour laisser des sièges à deux autres femmes enceintes. Ils se lèvent lorsque le médecin apparaît. Celui-ci les prend à part, dans un coin près de l'ascenseur. Est-elle seulement affiliée à la Sécurité sociale ? Non. Ses parents ? Elle ne vit plus avec eux. Le docteur ne peut pas les recevoir, pas avant la semaine prochaine, ses clientes habituelles sont prioritaires. Le couple repart, tête basse.

Denfert-Rochereau, Paris. Jeudi, 13 h.

René Marennnes est rentré chez lui il y a seulement vingt minutes. Un message de sa femme l'attendait sur son bureau.

<< Dis donc, quand tu ne dors pas à la maison, préviens ! Urgent : rappelle le syndicat. »

Au téléphone, le secrétaire fédéral lui a résumé le contenu du rapport de l'IPSN sur les simulations de l'accident effectuées par Mioplin grâce à son code informatique CATHARE.

« La direction générale d'EDF nous a expédié ça ce matin par porteur spécial. Dis donc, les conclusions sont dures pour Ruel : interventions malencontreuses ! »

Le physicien dévore un plat de spaghetti en écoutant la radio. En avalant ses pâtes, René réfléchit à la logique diabolique d'EDF. En envoyant si vite ce rapport aux syndicats, la direction générale montre qu'elle veut éviter les polémiques sur la thèse de l'erreur humaine.

« Tout de même, ils sont forts, les gars de Mioplin, pense Marennnes. Adapter CATHARE au cas Nogent en moins d'une semaine, chapeau! Maintenant, on est coincé. Impossible de placer le débat sur le fond. Pauvre Hervé, pauvre lampiste... »

Ministère de l'Agriculture, rue de Varenne, Paris. Jeudi, 16 h 30.

Un huissier entre doucement dans la salle de conférence, portant un lourd plateau d'argent chargé d'une cafetière et de dix tasses. Malgré ses précautions, les petites cuillers tintent sur les soucoupes.

« Posez ça là, mon vieux, on se débrouillera », jette d'un ton rogue Jean-Michel Fauque, le chef de Cabinet du ministre.

La réunion est harassante. L'ampleur des dégâts sur les terres de l'Aube, de la Seine-et-Marne et de l'Essonne s'avère considérable. Les délégués des directions départementales de l'Agriculture et les trois experts du SCPRI se sont rapidement réunis vers 14 h, pour établir une carte des « points chauds ». Puis ils ont rejoint dans cette salle le chef du département de radioprotection du CE A, le Dr Mage, et son adjoint Lallemand, ainsi que l'ingénieur des Eaux et Forêts, Jacques Dupré.

Les premiers dossiers concernaient tout le territoire décrété « zone interdite », actuellement ceinturé par une double rangée de fils de fer barbelés. Évidemment, la partie la plus touchée se trouve à l'ouest de Nogent-sur-Seine, où la situation peut difficilement être plus critique.

Passé le chenal évacuateur de crue du site nucléaire, le nuage radioactif a d'abord survolé, sur trois kilomètres environ, une zone de marécages, sauvage et pittoresque. Actuellement, il est strictement impossible de faire évoluer des engins de travaux sur son sol fangeux et gorgé d'eau. L'ensemble présente un énorme réservoir de radioactivité à ciel ouvert, en bordure de Seine. Pour soustraire le fleuve à cette menace, un vaste programme d'assèchement s'impose. Une grande entreprise spécialisée dans la construction de barrages promet d'effectuer le travail en moins de trois mois, à condition que l'État lui fournisse des contingents de

main-d'œuvre « fraîche », car l'entreprise refuse d'exposer ses propres ouvriers à la contamination, donc à des arrêts-maladie. À condition encore que le CE A prenne en charge le traitement de toute l'eau qu'il faudra pomper.

« Trois mois, c'est optimiste, observe un expert du SCPRI. Je ne sais pas si cette entreprise réalise l'importance des taux d'irradiation encourus à ces endroits par les conducteurs d'engin.

— J'ai l'impression que le muséum d'histoire naturelle peut faire une croix sur cette réserve ornithologique. »

Surpris, le chef de cabinet du ministre regarde l'ingénieur des Eaux et Forêts. « Il n'y a jamais eu de réserve dans ce coin-là !

— Pas une réserve officielle, évidemment. Mais ces marais constituent une étape pour de nombreux oiseaux migrateurs. Sensible à l'électrification de l'air, le gibier d'eau a fui la zone lors du passage du nuage. A présent, il est revenu, et il ne va pas tarder à mourir. »

La zone interdite se prolonge en un long fuseau sur vingt-cinq kilomètres jusqu'à Bray-sur-Seine, englobant le hameau du Parc-d'En-Bas, les communes de La Motte-Tilly, Courceroy, Villiers-sur-Seine et Tousson, ainsi qu'une partie de Nogent et de Mousseau-lès-Bray. Tous les habitants de ces localités, sauf ceux du sud de Nogent, ont été évacués.

Les premiers travaux, du ressort du ministère de l'Équipement, commenceront lorsque la radioactivité aura suffisamment décru. Les ouvriers pourront alors opérer sans trop de risque. Il faudra surélever les voies de communication, pour les isoler de la contamination des terres. Ensuite, les sols seront décapés. Pas un arbre, pas un buisson, ne restera sur pied. Toute la végétation de cette zone interdite est désormais classée « déchet radioactif ».

L'objectif n'est évidemment pas de rendre un jour ces lieux à un usage normal. Le Dr Mage cerne clairement l'enjeu :

« Nous ne cherchons pas la perfection, mais l'optimum.

— En d'autres termes ? coupe Dupré, l'ingénieur des Eaux et Forêts, prodigieusement agacé par ce ton un peu prétentieux avec lequel Mage amène toujours ses explications.

— Une fois la zone interdite traitée, les risques qu'elle représentera pour la zone limitrophe seront acceptables.

— Qu'est-ce que vous entendez par acceptable ? » insiste Dupré.

D'un air excédé, le médecin précise :

« Les zones limitrophes seront simplement nettoyées. La radioactivité rémanente ne sera pas notablement augmentée par la proximité de la zone interdite. Voilà, j'appelle cela : l'optimum ! », conclut-il avec un sourire condescendant.

Il est inconcevable, matériellement, de transporter ailleurs la terre et la végétation arrachée. Cette zone sera donc transformée en son propre cimetière radioactif. D'immenses excavations seront creusées pour enterrer les produits de décapage, terre, cailloux et végétaux. Un système de drains

et de stations d'épuration sera implanté simultanément, pour empêcher les eaux de ruissellement et d'infiltration de gagner la Seine toute proche.

La supervision des travaux sera confiée à l'ANDRA (1), qui voit ainsi décupler la surface du territoire national placée sous sa responsabilité. L'avenir dira combien de temps le dispositif devra être maintenu en service.

(1) ANDRA : Agence nationale pour les déchets radioactifs.

L'endroit doit rester absolument désertique, afin qu'aucun animal n'y vienne chercher sa nourriture. La stérilisation permanente du sol sera donc assurée par des pulvérisations répétées.

Une « bande de sécurité » est délimitée de part et d'autre de la zone interdite. Large de cinq cents à mille mètres, cette bande se prolonge sur trente kilomètres dans l'axe de la trajectoire du nuage. Son niveau de contamination ne justifie pas un traitement aussi coûteux. L'accès y restera possible, sous réserve d'un certain nombre de précautions : ne pas quitter les voies de communication, y séjourner peu de temps. Les sols resteront en jachère durant un temps indéfini.

Au-delà, partout où les dépôts excèdent la limite de dix mille becquerels au mètre carré, l'agriculture sera soumise à une stricte surveillance. Les directions départementales de l'agriculture sont chargées, sous l'égide du SCPRI, de mettre en place un dispositif administratif qui gèrera, en liaison avec les coopératives agricoles, les contrôles radiologiques et les autorisations de commercialiser. Pour des raisons de sécurité, et jusqu'à nouvel ordre, l'exploitation des jardins potagers familiaux est fortement déconseillée.

« Est-ce qu'on a une idée de la surface agricole perdue pour l'exploitation ? » demande soudain l'ingénieur des Eaux et Forêts.

Le chef de cabinet se tourne d'un air interrogateur vers les experts du SCPRI, déjà plongés dans leurs documents.

« Complètement perdue : environ trente-six mille hectares, répond aussitôt le Pr Jared, l'adjoint le plus proche de Pierre Faucon, chef du SCPRI.

— Ben mince ! murmure un fonctionnaire de l'Agriculture. Ça fait deux fois la superficie de Paris.

— Quant aux territoires touchés par la contamination, nous l'estimons à un million trois cent cinquante mille hectares, tout compris, jusqu'à la mer

du Nord. Soit deux et demi pour cent du territoire national, conclut le Pr Jared.

— Comment entendez-vous traiter le problème de la forêt de Fontainebleau ? »

L'ingénieur des Eaux et Forêts Jacques Dupré semble atterré par les chiffres. Cet après-midi, il a abandonné son habituel ton gouailleur. Derrière ses épaisses lunettes de myope, ses yeux ont la fixité triste de celui qui veut tout savoir, y compris le pire.

Ce polytechnicien roux jongle avec les dossiers sans jamais négliger le terrain. Ses compétences embrassent tous les aspects de la vie forestière, la biologie de chaque essence, la conservation des sols, l'équilibre des espèces, mais aussi les contacts permanents avec les équipes de gardes forestiers dont il coordonne le travail.

Jacques Dupré a consacré sa vie à sauvegarder et améliorer l'ensemble des massifs forestiers de Fontainebleau et des Trois Pignons. Quand la nouvelle de l'accident de Nogent est tombée, le cœur de l'ingénieur s'est arrêté une bonne seconde. Farouche militant antinucléaire pendant des années, il n'a cessé de dénoncer les risques de l'atome. Cependant, jamais il n'avait imaginé de scénario aussi catastrophique que les chiffres du SCPRI le laissent supposer.

Une partie de la forêt de Fontainebleau est incluse dans la « bande de sécurité ». La question de Jacques Dupré renvoie au statut particulier des forêts domaniales. Elles sont propriété d'État, et donc échappent à la réglementation touchant aux domaines privés.

« Le facteur psychologique ne peut être ignoré, répond le Dr Mage. En effet, les habitants de la région parisienne ont pris l'habitude de considérer les forêts comme leur propriété collective. Ils éprouveraient un certain ressentiment si l'accès de la plus prisée leur était, même partiellement, interdit. »

C'est la première fois que Jacques Dupré rencontre un représentant du Commissariat à l'énergie atomique. Il a entendu parler du Dr Mage à l'époque de Tchernobyl. Pourquoi ce spécialiste de radioprotection se mêle-t-il d'affaires forestières ?

« En règle générale, poursuit Mage, les utilisateurs occasionnels de la forêt n'y passent guère plus de quelques dizaines d'heures par an. Deux à trois cents au plus pour les " mordus ". Il n'y a donc aucune raison valable pour interdire ces zones.

— Mais enfin, coupe Jacques Dupré, nous avons vu tout à l'heure que cette zone était vingt ou trente fois plus radioactive que la limite légale ! »

Les fonctionnaires de l'Agriculture semblent aussi surpris que l'ingénieur des Eaux et Forêts. Seuls les experts du SCPRI et l'adjoint de Mage restent imperturbables. Jacques Dupré s'énerve :

« Mes hommes, eux, vivent et travaillent toute l'année dans la forêt. Je refuse qu'ils encourent le moindre risque. De plus, je suis tout à fait opposé à votre façon de présenter la forêt comme un simple espace de loisir. Les promeneurs viennent y respirer l'air pur, et cherchent un contact physique avec une nature préservée. Pour moi, la seule limite de dose acceptable est zéro. Je veux dire : comme avant la catastrophe. »

Le Dr Mage jette un œil excédé vers Jean-Michel Fauque, le chef de Cabinet du ministre.

« Monsieur Dupré ! D'abord, il ne s'agit pas d'une catastrophe, mais d'un accident. Catastrophe signifie conséquences imprévisibles, donc non maîtrisables. Or, nous avons les moyens de mesurer, modéliser, et maîtriser. Ensuite, je tiens à vous rassurer, les limites de dose sont faciles à respecter... »

Le médecin explique patiemment que les services de radioprotection fourniront des dosimètres, des sondes et des compteurs, et que les ouvriers forestiers travailleront dans des conditions de sécurité parfaites.

Jacques Dupré explose :

« Mes camarades et moi n'avons pas choisi ce métier pour y subir les risques et les contraintes régnant dans les usines nucléaires. Je ne vois pas pourquoi nous payerions de nos personnes pour préserver l'image de marque du nucléaire. La forêt est placée sous ma responsabilité, je tiens à ce que mes exigences soient satisfaites, même si des restrictions sévères devaient s'ensuivre. »

Cette fois, le Dr Mage éclate de rire. Deux délégués à l'Agriculture se tortillent sur leurs sièges, gênés. Ils admirent le cran de l'ingénieur. Enfin, quand on est polytechnicien, pensent-ils, on peut sans doute se permettre un tel éclat !

« Monsieur Fauque, expliquez la situation à M. Dupré, je vous prie », sourit le Dr Mage.

Le chef de Cabinet n'apprécie pas du tout la tournure prise par la discussion. Mais son ministre a été clair : tout le monde doit obéir, ordre du Premier ministre ! Fauque semble réciter une leçon : les fonctionnaires de

l'Agriculture affectés dans les zones touchées par le nuage se doivent, dans l'intérêt collectif, de participer avec zèle à la réalisation du programme qui sera proposé par les experts de l'IPSN. Autrement dit, du Commissariat à l'énergie atomique, dont dépend le Dr Mage, constate avec amertume Jacques- Dupré, écœuré par cette perversion de l'esprit du service public.

« Pas question, lâche-t-il, buté. Le CE A a une responsabilité, même indirecte, dans l'accident de la centrale nucléaire. Que ces messieurs nous apportent leur concours pour évaluer les dégâts, d'accord ! Qu'ils nous dictent notre travail, certainement pas. »

Mage lève les yeux au ciel, et signifie à Fauque, d'un geste agacé, d'enfoncer le clou.

« Monsieur Dupré, je vous rappelle aux devoirs de votre fonction. »

L'ingénieur se tait. Sa décision est prise : il entrera en résistance sur le terrain, où sa marge de manœuvre est considérable.

Rapidement, M. Lallemand, l'adjoint du Dr Mage, explique ensuite le principe d'une nouvelle classification administrative pour les parcelles de forêt les plus contaminées : désormais, les zones de la Malmontagne, des Érables et du Déluge, une partie des Rochers-de-Milly et du massif forestier des Trois-Pignons sont considérées comme « laboratoire naturel de radio-écologie ».

Comme dans tout laboratoire, des expériences seront menées sur les terres et les végétaux. D'un côté, quelques zones témoins contaminées resteront en l'état. De l'autre, des solutions d'élimination de la radioactivité seront testées. On comparera l'évolution des différentes parcelles. Ce genre d'étude n'a jamais pu être mené réellement en France jusque-là.

La réunion prend fin vers 18 h. Le Dr Mage retient Jean-Michel Fauque dans la salle de conférence.

« Je n'avais pas jugé utile de vous le signaler avant la réunion, mais sachez que le nom de Dupré apparaît dans notre fichier des opposants institutionnels au programme nucléaire. Pour éviter des problèmes dans les mois à venir, vous devriez veiller à ce qu'il soit muté à un autre poste.

— Je vois. »

Le chef de Cabinet passe une main fatiguée dans sa chevelure.

« Avec de l'avancement, je suppose ? »

Rue du Gros-Horloge, Rouen. Vendredi, 9 h.

Que sont des chiens sans leurs poils ? Des monstres ! Et des caniches, nains qui plus est ? Des rats pelés, rosâtres, laids à pleurer ! Isabelle de Kergras pleure, en effet.

Lorsque la jeune maîtresse du préfet de l'Aube, Jean-François Troussac, quitta le château lundi au bras d'un gendarme attentionné, sous le regard envieux des invités de la chasse à courre avortée, elle prit soin de récupérer Poupette et Dinsaure, qui gémissaient dans le parc depuis deux jours et deux nuits. Le militaire se conformait aux ordres du commissaire de la République : venu spécialement de l'Aube jusqu'en Seine-et-Marne pour récupérer discrètement une dame, il n'avait pas à discuter ses caprices. Aussi ne souffla-t-il mot lorsqu'elle installa soigneusement sur la banquette arrière les deux chiens probablement couverts de particules radioactives. Simplement, lorsque MUe de Kergras, alias Mme Futot, épouse d'un industriel nogentais bien connu, fut descendue à Barbizon, près de sa voiture personnelle dans le parking de l'auberge du Bas-Bréau, le gendarme s'empressa de nettoyer l'intérieur de son véhicule.

Isabelle roula d'abord vers Melun. Heureuse de sa liberté retrouvée, elle s'éloignait avec soulagement de l'angoissante zone contaminée. D'une cabine téléphonique, elle appela aussitôt l'usine rouennaise de son mari, où elle supposait que celui-ci avait transporté ses pénates professionnelles. M. Futot, trop heureux d'entendre enfin sa femme, lui conseilla de gagner

Rouen au plus vite, en contournant Paris par l'est et le nord pour éviter les contrôles de radioactivité installés sur les voies routières du sud de la capitale.

A Rouen, près du vieux marché, le couple possède un appartement dans la vieille ville. Isabelle, quoique gênée par la pauvreté affligeante de sa garde-robe hivernale — en quittant Nogent vendredi soir, elle n'avait pas prévu de déménager définitivement — se consola très vite des péripéties du week-end. Elle raconta une histoire crédible à son époux pour expliquer son absence la nuit de l'accident : une amie à elle, heureusement domiciliée près de Fontainebleau, acceptait de servir d'alibi. M. Futot nageait dans les problèmes industriels et commerciaux induits par la catastrophe. Il ne s'appesantit guère sur l'emploi du temps d'Isabelle. En outre, il connaissait trop bien sa femme pour insister lourdement.

Lundi soir... ou était-ce seulement mardi matin? Isabelle remarqua le manège de Poupette et Dinsaure : les caniches se roulaient fréquemment par terre, se frottaient aux meubles, et par ailleurs mangeaient peu, ce qui ne manqua pas de surprendre leur maîtresse, qu'attendrissait leur voracité habituelle. Mais tant qu'ils continuaient de jouer et de sauter sur ses genoux, elle ne s'inquiéta pas outre mesure.

Hier soir, Isabelle et son époux dînèrent tard dans un restaurant, en compagnie de trois proches collaborateurs de celui-ci, accompagnés de leurs épouses. Naturellement, la conversation roula sur la chute des valeurs boursières, le futur déficit de la balance commerciale et l'effondrement à venir du chiffre d'affaires des sociétés françaises d'agro-alimentaire. Comme toujours en ce cas, les femmes s'ennuyèrent, à l'exception de l'une d'elles, avocate d'affaires, enthousiasmée par la perspective d'avoir à traiter des litiges entre ces sociétés et l'État, lequel, bien sûr, allait distribuer ses dédommagements au compte-gouttes. Les chiens étaient restés à la maison.

Quand les Futot rentrèrent, les caniches dormaient sagement sur la moquette du salon. Ils ne s'éveillèrent pas.

Tout à l'heure, quand la femme de chambre a posé le plateau du petit déjeuner sur le lit d'Isabelle, celle-ci s'est étonnée : d'habitude, les petits chiens adorent bondir sur les oreillers à son réveil. Où étaient-ils donc ?

« Ils sont tout drôles, madame. Je crois qu'ils sont malades », a répondu la jeune fille.

Isabelle a sauté sur ses pieds. Terrés dans un coin du salon, les caniches se léchaient les pattes. Des pattes nues et pelées. Horrifiée, Isabelle a pris

Poupette dans ses bras, pour la reposer bien vite : autour de son museau, des plaques roses et craquelées apparaissaient sous des touffes de poils éparses. Dinosaur s'est alors couché sur le dos en gémissant, et Isabelle a aperçu son ventre dégarni, marbré des mêmes plaques que la femelle, semblables à des brûlures.

Ravalant ses larmes, Isabelle a rapidement consulté le Minitel pour trouver une clinique vétérinaire. Une réceptionniste a noté sa visite pour le courant de la matinée, et ajouté :

« D'après les symptômes que vous me décrivez, il serait prudent d'isoler vos animaux, et de les transporter dans un panier fermé. Je ne sais pas, ils ont peut-être la gale. »

Isabelle a réprimé un haut-le-cœur. Puis, la colère prenant le pas sur le chagrin, elle a de nouveau décroché le téléphone.

« Pourquoi, mais enfin pourquoi, ne m'avez-vous pas dit de les laver à grande eau en rentrant chez moi ? »

Isabelle hurle. Au bout de la ligne, dans son bureau préfectoral, Jean-François Troussac hausse les épaules :

« Je ne pensais plus du tout à vos chiens, voilà tout. Je ne pensais qu'à vous. Figurez-vous qu'il n'a pas été facile de distraire un gendarme de sa tâche pour aller vous chercher. »

Isabelle se radoucit.

« Ils vont mourir ? »

— Ma chère, je ne suis pas vétérinaire, et je m'en voudrais de vous inquiéter davantage. Les poils des chiens sont un peu gras. Quand ils se roulent dans l'herbe, ce qu'ont fait les vôtres dans le parc du château, les dépôts radioactifs s'accrochent facilement et restent, provoquant à la longue des brûlures. Puis ils perdent leurs poils. Les hommes sont victimes du même phénomène, c'est pourquoi ils doivent prendre des douches. »

Malgré son chagrin, Isabelle ne peut s'empêcher de rire. Le préfet a visiblement étudié de près le problème des animaux. Vexé, Jean-François Troussac réplique :

« Sachez qu'à Nogent, les forces de l'ordre font la chasse aux chiens et chats errants, qui transportent la radioactivité de la zone interdite en zone non contaminée. Vous pensez bien que les barbelés n'arrêtent pas les petits animaux.

— Alors, vous les tuez ?

— Quand on les attrape, naturellement !

— Salaud ! »

Le préfet raccroche. Que lui importent désormais Isabelle et ses toutous ridicules ! La veille, une lettre est arrivée à la préfecture de Troyes, lui signifiant sa mutation au ministère de l'Intérieur. Un bureaucrate, voilà ce qu'il va devenir ! Il est désormais condamné à officier, anonyme parmi les fonctionnaires, dans un obscur bureau de la place Beauvau à Paris.

Frontière soviéto-polonaise. Vendredi, 10 h.

Le nuage radioactif, en provenance de Nogent-sur-Seine, France, a doublé Gdansk, grand port de Pologne, aux alentours de 6 h. Les dépôts au sol atteignent cinq mille becquerels au mètre carré, dose qualifiée de « marginale » par les spécialistes. Le nuage est attendu pour le milieu de la matinée sur Kaliningrad, en URSS. Il se dirigera ensuite vers l'Ukraine, qu'il survolera samedi matin.

Palais-Bourbon, Paris. Vendredi, 13 h.

« Une véritable histoire de fou, ce coup en Bourse ! On nage en plein roman de Sulitzer. »

Près du kiosque à journaux de l'Assemblée nationale, dans l'entrée du palais Bourbon réservée aux députés, un élu RPR de Corrèze discute courtoisement avec un collègue socialiste, représentant du Morbihan. L'étalage du marchand croule sous une pile de VSD. La « une » de l'hebdomadaire représente un dessin de la Bourse de Paris, surmontée d'une immense tour de centrale nucléaire crachant des volutes de dollars. Sous le titre : « Accident ou attentat? Nos révélations », VSD publie l'intégralité d'un court rapport de police, daté du mercredi 11 décembre, relatant une fabuleuse et suspecte opération boursière. Le journal ne dit pas comment il a obtenu communication de ce rapport secret. En revanche, il publie le commentaire laconique du ministre de l'Intérieur : Arthur Montand déplore cette « fuite » susceptible d'entraver l'enquête en cours, et admet que les policiers n'ont pas encore réussi à identifier le, ou les propriétaires des actions si opportunément vendues, puis rachetées.

« Accident ou attentat, peu importe, commente le député RPR en gagnant la grande salle des Colonnes. Il faut absolument éviter une remise en cause de notre programme électrique.

— Pour une fois, mon cher ami, je suis d'accord, sourit l'élu socialiste. Et j'ai remarqué, à la séance de ce matin, que vous applaudissiez notre ancien Premier ministre lorsqu'il s'élevait contre le principe d'un

débat sur les technologies dites dangereuses. Votre groupe n'applaudit pas souvent quelqu'un du nôtre, pourtant.

— Ne crions pas victoire trop vite, répond le Corrèzien. Je crois savoir qu'une question écrite est en préparation pour relancer le débat. Débat bien inutile au demeurant. »

Peu de députés se pressent à l'entrée de l'hémicycle. Lundi, la plupart des élus de province ont hésité à gagner Paris. Les conditions de vie dans la capitale restent précaires et inconfortables. L'eau potable est toujours rationnée, et des camions nettoient trottoirs et façades sans relâche. Malgré l'approche de Noël, les rues commerçantes restent calmes, et les grands magasins déplorent un chiffre d'affaires désastreux. Dès la levée du confinement, la ville s'est vidée de ses habitants comme en plein été, comblant sans le savoir les désirs du Gouvernement.

Sur les bancs de velours accolés aux colonnes blanches, un journaliste du Monde parle discrètement à deux députés normands.

« Allons, dit le journaliste, admettez que vous refusez ce débat car votre région puise une bonne partie de ses emplois dans l'énergie nucléaire. Vous

avez l'usine de La Hague, les centrales de Flammanville, Penly, l'arsenal de Cherbourg...

— Pas du tout, protestent les deux hommes. Mais certains n'attendent que cela pour politiser le débat. Sans compter ceux qui donnent dans la démagogie en braillant qu'il faut arrêter immédiatement les centrales nucléaires, sous prétexte que les Français réclament ça à cor et à cri. Enfin, ce n'est pas sérieux...

— Que pensez-vous de la proposition émise ce matin par l'Office parlementaire d'évaluation technologique ?

— Nommer une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités dans l'accident ? Ah oui, c'est une excellente proposition.

— Qui n'engage pas à grand-chose. »

La femme qui s'immisce dans la conversation n'est autre que Paulette Guépard, naguère détentrice du portefeuille ministériel de l'Environnement. Elle reste debout devant les trois hommes pour continuer, un tantinet agressive :

« Je n'ai jamais autant regretté que le ministère de l'Environnement ne détienne aucune prérogative en matière de nucléaire. S'il avait son mot à dire, j'ose espérer que le ministre actuel reconsidérerait ces fameux problèmes posés par la sûreté de nos installations. Or, actuellement, le lobby nucléaire, CEA, EDF et autres industries dépendantes, dicte ses quatre volontés.

— Vous êtes contre le principe d'une commission d'enquête parlementaire ? demande le journaliste.

— Mais non, pourquoi serais-je contre ? Simplement, qui va piloter ces messieurs dans les arcanes du monde nucléaire ? Devinez : toujours les mêmes, ceux qui tiennent les rênes actuellement ; j'ai été assez bien placée pour le savoir. Alors, cela ne servira à rien, voilà tout.

— Qu'est-ce que c'est que cet attroupement, là-bas ? » coupe un des députés de Normandie, désignant un groupe fort agité à l'entrée de la salle.

Près de la porte, des huissiers en frac noir contiennent difficilement un homme énervé et échevelé, qui persiste à vouloir entrer dans l'immense pièce réservée aux parlementaires.

« Monsieur, l'entrée du public est de l'autre côté. Vous n'avez pas de badge d'autorisation...

— Laissez-moi passer, je dois m'adresser aux élus du peuple ! »

Une brève bagarre s'ensuit, et un gros paquet de tracts s'éparpille sur le sol. Le journaliste du Monde ramasse une des feuilles blanches polycopiées, couverte d'une agréable calligraphie.

« On nous ment ! Députés, on vous ment aussi...

« Des hommes, des femmes, des enfants, ont été contaminés, irradiés. Les autorités sanitaires affirment que personne n'est en danger. Alors que déjà les ravages de la radioactivité se font sentir. Des cancers se déclarent... »

Le journaliste ne lit pas plus loin, relève les yeux vers l'excité que les huissiers traînent sans ménagement vers la sortie, et confient aux policiers qui le poussent vers les grilles. Comment cet homme a-t-il réussi à franchir les contrôles successifs ?

Parce qu'il est curieux, et que de toute façon il doit partir, le journaliste du Monde rejoint l'intrus. Effondré sur les marches du Palais, Rémi Koléda est secoué de tremblements nerveux.

« Quelque chose ne va pas, monsieur? »

Courtois et apitoyé, le journaliste pose une main sur l'épaule du malheureux qui sanglote en silence.

« Ne me touchez pas, je suis dangereux ! »

Rémi Koléda a bondi comme un ressort.

« J'ai passé une matinée entière dans le nuage radioactif. En forêt de Fontainebleau, vous vous rendez compte ? Et ma fiancée, Blandine, qui était avec moi, présente tous les symptômes d'un cancer de la thyroïde. Elle a trente-neuf de fièvre, elle est enrouée, elle ne mange rien. Le médecin dit qu'elle a la grippe. On nous ment, on nous ment... »

Le journaliste hoche la tête, pensif. Il a entendu parler de ces gens tellement secoués psychologiquement par l'annonce de l'accident nucléaire qu'ils sombrent dans la démence. A plusieurs reprises, les quotidiens ont fait état de suicides en zones touchées par la contamination. Les divagations de cet homme, secoué de tics, marquent-elles le début de sa folie ?

Rue de Montholon, Paris. Vendredi, 16 h.

Au siège du syndicat, les permanents achèvent de placer sous chemises cartonnées les pièces de leur dossier destiné aux pouvoirs publics, et bien sûr à la presse.

Intitulé : « Des vérités toujours bonnes à redire », ce document a surtout été élaboré pour satisfaire les adhérents et les journalistes, qui n'auraient pas compris que la Fédération gaz-électricité reste muette après l'accident de la centrale nucléaire. Certes, des responsables syndicaux se sont exprimés publiquement au cours de la semaine, mais un dossier de fond était indispensable. Malheureusement — les militants en sont bien conscients — le temps a manqué pour réaliser un travail original. Le syndicat est réputé pour le sérieux de ses analyses et de ses propositions, mais aussi pour la lenteur de ses réflexions.

Mercredi dernier, les conclusions de l'IPSN concernant le déroulement de l'accident ont été communiquées au syndicat, l'embarrassant fort. Car les reconstitutions effectuées sur ordinateur sont formelles : l'opérateur Hervé Ruel, adhérent de la Fédération gaz-électricité, a bel et bien contribué à aggraver les rejets radioactifs.

Faut-il lancer les forces du syndicat dans la défense d'un homme qui reconnaît lui-même ses erreurs? Les responsables syndicaux, pour ne pas prêter le flanc à la critique, ont décidé, quoique à contrecœur, de « lâcher » Hervé Ruel, qui d'ailleurs ne leur demande rien. En revanche, son collègue et ami Michel Pernet, adhérent lui aussi, s'est insurgé. Il a été le seul. A l'unanimité, les hommes du syndicat ont préféré émettre des propositions constructives pour l'avenir, résumant l'essentiel de leurs critiques cent fois répétées à rencontre du programme nucléaire, qui prennent cette fois une acuité nouvelle, ajoutant quelques nouveautés.

Le dossier préconise la reprise des études de conception de l'interface des circuits primaire et secondaire : un travail colossal pour la Recherche ; demande à ce que le circuit de vapeur principal intègre la même catégorie de sûreté que celui du circuit primaire, à savoir la catégorie la plus élevée : une vieille suggestion du syndicat; exige la définition de procédures de sauvegarde propres à enrayer un accident similaire à celui de Nogent : un pis-aller en attendant les autres réformes ;

réclame une vérification complète de tous les circuits de vapeur, et un examen de tous les dossiers concernant les soudures, pour détecter ce qui a pu être mal contrôlé : un coup de patte aux inspecteurs du SCSIN.

« J'ai l'impression que nous enfonçons des portes ouvertes, ricane, légèrement mal à l'aise, le secrétaire fédéral en empilant les dossiers bleus sur la table. La presse réclame, en gros, la même chose depuis une semaine.

— Tu ne peux pas dire ça, proteste le secrétaire national. Notre dernière proposition est une prise de position très dure.

— Disons plutôt : assez dure ! »

Celle-ci insiste pour qu'un programme énergétique alternatif, visant à soulager la France de sa dépendance du risque nucléaire, soit envisagé par le Gouvernement. En effet, le syndicat n'a jamais énoncé ce désir aussi clairement.

Une conférence de presse pour présenter et commenter ces « vérités toujours bonnes à redire » est prévue dans une heure. Les militants nettoient la salle de conférence, vident les cendriers et vérifient la liste des journalistes invités.

Studio de TF1, Boulogne. Vendredi, 20 h.

Immédiatement après le générique, des images tournées à la centrale nucléaire apparaissent sur l'écran.

« Regardez bien, commente, en " voix-off ", le présentateur du journal télévisé. Vous avez déjà vu ce film. Il y a cinq jours, ces images vous avaient intéressés parce qu'elles montraient l'ampleur et la difficulté du travail entrepris par les équipes de décontamination.

« Aujourd'hui, notre confrère VSD publie un document qui tend à accréditer la thèse de l'attentat terroriste. »

L'image s'arrête de défiler sur l'écran. Agrandie, un peu floue mais très distincte, une photographie de la brèche apparaît.

« C'est d'ici que se sont échappées la vapeur et l'eau radioactives, poursuit le présentateur. C'est à cet endroit, et seulement là, que les éventuels explosifs ont pu être placés. »

L'image disparaît de l'écran.

« Mesdames et messieurs, bonsoir. Avec nous ce soir, pour commenter cette image, M. Thomas, ingénieur métallurgiste, du réputé corps des Mines.

« M. Thomas, oui ou non, la rupture de cette tuyauterie est-elle due à une explosion ?

— Je suis affirmatif : c'est non. On ne distingue sur cette photographie aucune déformation du tuyau, telle qu'on en constate toujours lorsqu'une charge explosive externe intervient.

— Donc, vous ne croyez pas à l'acte de malveillance ? »

Trois étages plus haut, dans les bureaux de la rédaction. Armèle Tchernicov jubile. Dimanche matin, elle prend l'avion pour Vienne.

Cet après-midi, Luc Chéreau, le spécialiste scientifique de TF1, l'a appelée. Elle travaillait chez elle à la rédaction de son article pour Actuel. Elle ne se pressait pas. Un ami journaliste, un ancien du mensuel, l'avait prévenue :

« Si tu ne veux pas que ton papier soit caviardé, réécrit trois fois par plusieurs secrétaires de rédaction et chefs de service divers, rends-le le plus tard possible. L'idéal, c'est quand on boucle le journal. Là, ils n'ont plus le temps de toucher à rien, ça passe tel quel. »

Aussi, Armèle prenait-elle son temps. Quand Luc Chéreau a téléphoné, elle réfléchissait. Fallait-il décrire l'état déplorable de la maison d'Hervé Ruel, pour montrer à quel point cet homme est brisé psychologiquement? Et Luc Chéreau a téléphoné.

« Vous êtes libre ?

— Pourquoi, vous voulez m'inviter à dîner?

*TM °n Verra CeLa une autre fois' 9uand «es restaurateurs serviront autre chose que des conserves. Non c'est parce que l'IAEA (1) réunit ses experts à Cnne à partir de lundi. Évidemment, l'accident de Nogen" sera au centre des débats. On a pensé à vous, ici pour couvrir cette conférence. Vous parlez anglais? »'

(1) IAEA : International Atomic Energy Agency.

ÉPILOGUE

AUTANT EN EMPORTE LE TEMPS

1

Nogent-sur-Seine, appartement de David Mann. 6 mars 1991.

« Je suis un vieux bonhomme. La semaine dernière, l'épicière se moquait de moi. Elle disait :

" Vous perdez vos cheveux, monsieur David. Ce ne serait pas la radioactivité, par hasard ? "

Je ne sais pas. Il est vrai qu'en décembre, pendant la fameuse nuit de l'accident, je suis resté au pied de la centrale pendant presque une heure, bêtement, sans savoir. Les jours suivants, je ne tenais pas une forme olympique, j'aurais sans doute dû passer au contrôle dans les camionnettes du SCPRI. Mais j'ai horreur des toubibs. D'autre part, à quoi ça sert de savoir si oh est irradié puisqu'il n'existe aucun remède? Enfin, pour mes cheveux, j'espère que c'est l'âge, tout simplement. Mais puisque je parle de cette nuit-là, ça me fait penser que les deux gardiens viennent de mourir. Je ne les connaissais pas personnellement, mais ils habitaient à Nogent. L'Est-Eclair a signalé leur décès. Ils se sont éteints à l'institut Curie, à Paris, il y a deux semaines, presque en même temps que l'ingénieur d'EDF, celui dont la voiture avait crevé sous le nuage radioactif.

Finalement, cette catastrophe n'a pas fait beaucoup de morts. Seulement cinq habitants entre La-Ferme-d'En-Bas et Courceroy. Ces gens-là, trois adultes et deux petits enfants, ont été évacués dans la matinée du samedi, mais la radioactivité était trop forte. Toute la nuit, en dormant, ils avaient respiré des particules. Eux aussi sont décédés au début de mars. Si je dis " pas beaucoup de morts ", je parle évidemment des victimes irradiées. Car j'ai lu partout que la panique a été meurtrière. Les gens se sont précipités sur les routes pour fuir le nuage, ils se sont battus dans les embouteillages, au couteau, parfois. Je me souviens aussi, à la télé, on a montré une femme qui accouchait sur le bord de la route, aidée par son mari. Le bébé n'a pas survécu. On parle de quatre-vingts victimes, en comptant les suicides, pour toute la région parisienne, dans la seule journée du samedi 7 décembre. Personnellement, je n'ai pas vécu l'exode de 1940 — j'étais en Allemagne, à l'époque, caché dans un grenier pour échapper aux nazis — mais j'ai lu des récits qui aujourd'hui me font penser aux scènes de décembre.

Je dois préciser que le faible nombre de décès à ce jour ne prouve rien. Voyons, où ai-je lu cela, déjà ? Ah oui, dans Le Nouvel Observateur, le papier est sous mes yeux :

" Côté officiel, les spécialistes des faibles doses prévoient vingt mille cancers supplémentaires pour les trente années à venir, sur une population de douze millions d'habitants. Soit une augmentation des cancers de un pour cent. Ces chiffres sont déjà controversés : des scientifiques s'appuient sur des études épidémiologiques effectuées à l'étranger pour prédire des chiffres dix fois plus élevés. Nous ne possédons par conséquent aucune référence médicale qui permette de cerner le risque. Un autre problème inquiète le corps médical : les malformations congénitales des enfants à naître... "

Je cite ce petit bout d'article, mais je pourrais aussi raconter les débats et les émissions qui se succèdent à la télévision. Tiens, j'ai bien ri, l'autre soir, justement, quand le ministre de la Santé a comparé ces " futurs cancers hypothétiques " aux millions de victimes bien réelles du sida.

Pourquoi je raconte tout cela, moi, David Mann, journaliste provincial en retraite ? Parce que, justement, j'ai le temps de faire le point. Je compile les documents et les articles de presse. J'habite à Nogent, à trente mètres de la zone toujours interdite. Par la fenêtre, je vois les barbelés, et, derrière, les maisons, les silos, les entrepôts condamnés. Je n'ai plus guère envie d'écrire. C'est agréable de parler à un magnétophone. Plus tard, je donnerai ces cassettes à Armèle Tchernicov, elle saura les utiliser.

Le mois dernier, elle est venue déjeuner ici, en compagnie de son nouvel ami, un journaliste viennois rencontré à une conférence en Autriche. Il était stupéfait de voir Nogent coupé en deux : d'un côté, le no man's land; de l'autre, la ville qui continue de vivre, presque comme si rien ne s'était passé. Armèle songe à un bouquin. Je me demande quand elle trouvera le temps de l'écrire, maintenant qu'elle travaille à plein temps pour la télévision. En tout cas, elle est rayonnante. Je ne sais pas si c'est l'amour ou le succès professionnel.

A propos de bonheur, j'avais été frappé par un article paru dans L'Evénement du jeudi le 26 décembre. Cette histoire m'avait vraiment fait mal au cœur.

" La gestion de la crise, incohérente en apparence, suscite une confusion totale dans l'esprit de nombreuses personnes. Les évacués comprennent mal que les habitants de Passy-sur-Seine, situé à seize kilomètres de la centrale nucléaire, aient été autorisés à regagner leurs maisons, alors que les gros bourgs de Montigny, Bour-ron-Marlotte et Recloses, distants eux de plus de soixante kilomètres, restent interdits.

Des bruits courent : des sociétés immobilières bien introduites en haut lieu feraient pression pour que les évacuations temporaires soient prolongées, sinon décrétées définitives. Ces bruits ont provoqué de véritables paranoïas collectives, au point que trois cents pensionnaires du centre de regroupement de Montereau s'en sont allés, élus en tête, reprendre possession de leurs maisons de Ville-Saint-Jacques, à cinq kilomètres; en zone interdite. Ils voulaient passer les fêtes de Noël chez eux.

Prises de court, les autorités ont d'abord laissé faire. Puis elles ont tenté de raisonner le conseil municipal, sans succès. Le commissaire de la République de Seine-et-Marne a fini par invalider le conseil municipal, par ordonner la coupure de l'électricité malgré les oppositions d'EDF, et, en dernier ressort, par envoyer la Gendarmerie évacuer, manu militari cette fois, la population du village.

Des millions de téléspectateurs ont pu voir, le 22 décembre, ces images poignantes. "

Je me suis moi-même rendu au centre de regroupement de Montereau, après cette histoire, le lendemain de Noël. Affreux! Une ambiance sinistre! Les gens pleuraient, ils en avaient assez de vivre ainsi, ils voulaient des maisons, à défaut de retrouver les leurs. Heureusement, beaucoup d'enfants avaient été envoyés par le Gouvernement en classes de neige et en classes vertes. La plupart y sont toujours. C'était quand ? Ah oui, vers la mi-janvier ! Un curé, non, un archevêque, a lancé un appel solennel aux Français pour les convaincre d'accueillir chez eux les enfants des zones interdites qui restaient encore dans les centres. Il paraît que les gens ont peur d'être contaminés en recevant chez eux ces pauvres gosses. Les explications des journalistes et des autorités ne servent pas à grand-chose.

Oui, alors, pour en revenir aux réfugiés : fin janvier, une polémique a éclaté à propos de la construction des nouvelles cités pavillonnaires réservées aux évacués. Le Gouvernement venait d'annoncer que ce chantier serait dévolu à l'entreprise Francboussié. En gros, les écologistes protestaient contre l'attribution de ce marché à une entreprise qui possède à son actif le génie civil de plusieurs centrales nucléaires en France et dans le monde. Je me souviens d'une phrase :

" Francboussié tire profit de la réparation des dommages causés par une catastrophe nucléaire. "

Libération a publié la réponse de Guy Francboussié.

Celui-là, il s'y entend pour clore le bec aux mauvaises langues !

" Maisons Francboussié a été choisie par le Gouvernement en raison de sa capacité à mener à bien les chantiers au moindre coût, et dans les délais les plus brefs. Je mets au défi quiconque d'apporter la preuve qu'il y ait eu le moindre trafic d'influence. Quant aux contestataires revanchards et imbéciles qui mettent en cause mon rôle dans le programme nucléaire français, je leur ferai simplement remarquer que je ne suis en rien responsable de la sûreté nucléaire. Et que, par ailleurs, aucune défaillance du béton n'est à l'origine de l'accident de Nogent. "

En revanche, je ne me souviens pas que quelqu'un ait protesté contre le choix de la société Duval-et-Force pour le nettoyage de la Seine. De toute façon, c'était la seule entreprise française capable de procéder à la dépollution du fleuve. J'étais à Paris lorsque l'usine flottante est arrivée sous le pont d'Austerlitz. Franchement, j'ai été impressionné. Je me suis un peu renseigné sur la méthode employée pour extraire la radioactivité fixée au fond du fleuve par la couche de limons argileux lors du passage de la vague radioactive : des bateaux aspirent la boue contaminée, puis d'autres la traitent chimiquement. Les limons propres sont rejetés dans le fleuve, et les saletés deviennent des déchets radioactifs. Depuis la centrale nucléaire jusqu'au Havre, une campagne de quatre cents kilomètres, sans compter les passages qui comptent double, les bras morts et les portions canalisées. Plus de cent jours de combat ininterrompu en perspective...

J'étais donc à Paris vers le 15 janvier. Avant l'accident, je n'aimais pas beaucoup y monter. Cette ville me fatigue, j'ai horreur du métro. Enfin, de temps en temps, c'était agréable, je dormais chez des amis, on allait au cinéma, j'emmenais les enfants se promener aux Buttes-Chaumont. Bref... Cette fois, j'y suis allé pour voir mon tailleur de Belleville, je n'avais plus de pantalons corrects.

Eh bien, Paris n'est plus Paris. Lavées mille fois, les rues restent suspectes. Chaque jour, de nouveaux " foyers " de radioactivité sont découverts, là où les caprices des courants d'air ont accumulé la pollution, comme ils auraient formé des congères s'il s'était agi de neige poudreuse.

Le bitume et les pavés ont été assez facilement décontaminés. Mais les nettoyeurs n'ont rien pu faire pour le sol et la végétation des parcs et jardins. Les espaces verts sont devenus de sinistres zones interdites, où crève désormais de faim toute une petite faune incapable de se nourrir par elle-même. Les enfants ne jouent plus dans les bacs à sable, véritables nids à radioactivité.

Ce jour-là, j'ai acheté Le Parisien. Ce quotidien racontait que les commerçants sont restés avec leurs stocks de Noël sur les bras, que tous les congrès et colloques prévus ont été annulés, que les hôtels ont vu fuir la riche clientèle des fins d'années. Le journal se demandait si les parcs de loisir Disneyland et Mirapolis n'allaient pas s'effondrer cet été, et ajoutait qu'une cascade de faillites s'abattrait sur l'industrie touristique.

Puisque je suis dans l'économie, je dois rendre compte d'un bilan publié dans Le Monde d'hier :

" Le porte-parole du Gouvernement a présenté ce matin une évaluation du coût de l'accident nucléaire de Nogent-sur-Seine, survenu le 6 décembre 1990 :

- perte de 10 milliards de francs de production agricole, dont la moitié dans le secteur du maraîchage (sans compter les méventes à l'exportation) ;

- un milliard pour le relogement des cinq mille évacués définitifs;

- 600 millions de francs pour la décontamination de Paris et sa banlieue ;

- un milliard pour le nettoyage du site nucléaire de Nogent, hors démantèlement du réacteur accidenté;

- deux milliards de francs pour le sauvetage du lit de la Seine ;

- 300 millions de francs pour l'évacuation temporaire

de 45000 personnes, y compris un mois de manque à gagner, somme qui, à elle seule, engloutira à l'heure des comptes la quasi-intégralité des polices d'assurance souscrites par l'exploitant de Nogent, EDF, au titre du risque accidentel.

A ces sommes s'ajouteront le coût des soins dispensés aux victimes de l'accident, en cours de traitement dans les hôpitaux spécialisés, et plus tard — mais qui saurait le chiffrer ? — celui des cancers et autres affections causés par les radiations et la contamination radioactive.

Dans un an, on pourra aussi faire le bilan du manque à gagner indirect qui frappera, par contrecoup, les activités touristiques et, sans doute, de nombreuses ventes à l'exportation. Combien doit-on craindre ? 15 milliards de francs ? 20 milliards ? Plus ? "

Tout le monde parle d'argent. Pourquoi pas ? Plus personne ne parle des héros de la nuit du 6 décembre 1990, les opérateurs de la centrale nucléaire. Moi-même, je ne les connais pas, mais Armèle m'a raconté l'histoire lamentable d'Hervé Ruel, chargé par EDF de tous les péchés du monde. Ce type soigne maintenant sa dépression nerveuse dans une clinique. Pourtant,

si j'en crois les enquêtes parues dans la presse depuis décembre, les comptes rendus des réunions d'experts internationaux, l'équipe de commande ne s'est pas mal débrouillée pour limiter les dégâts. Mais un bouc émissaire est toujours utile, même aux syndicats. Ça évite de remettre en cause la technologie.

Ils en avaient d'autant plus besoin, de ce bouc émissaire, que la thèse de l'attentat a fait long feu. A moins que la police ne soit toujours en train d'enquêter dans l'ombre. Un jour, on apprendra peut-être qu'elle a établi un lien entre les propriétaires des actions, si opportunément traitées en Bourse, et d'éventuels terroristes. C'est le ministre de l'Intérieur, je crois, qui citait John Le Carré à la télévision, l'autre jour, en démontrant que les enquêtes de ce calibre requéraient parfois des mois, voire des années.

J'arrête pour aujourd'hui. Je reprendrai peut-être cette chronique plus tard. Ça m'a fait du bien de parler, même à une machine. J'ai l'impression d'avoir vécu un événement si exceptionnel que je dois en conserver une trace. Quand j'étais petit, j'étais fasciné par la Révolution française, et la période qui a suivi, la Terreur. Je me disais : ces horreurs ont servi de leçon, elles ne se reproduiront plus jamais. De même, je pense que l'accident de Nogent aura été utile.

Je suis vieux, je n'ai aucune " chance " de revivre un jour une telle aventure. »

« Ce matin, aux alentours de 7 h selon des sources autorisées, un accident a eu lieu à la centrale nucléaire alsacienne de Fessenheim, sur le Rhin. On craint qu'un relâchement de radioactivité intervienne dans les heures prochaines. La cause de cet accident (attentat ou défaillance technique) est encore inconnue. Des équipes d'intervention ont été dépêchées sur les lieux. Le plan particulier d'intervention a été déclenché. Le Gouvernement français a avisé ses homologues suisse et ouest-allemand. »

OceanofPDF.com